

# No 38

# Sommaire

---

## CHRONIQUE

---

La crise argentine : faillite d'un système et crise géopolitique  
*Par Sebastian Santander*

7

## DOSSIER

---

### AMÉRIQUES LATINES : IMAGES DE LA VIOLENCE

Violence et images  
*Par Mona Huerta et Serge Guilbaut*

15

La paille et la poutre : images de la violence dans les Amériques  
*Par Pascal Mongne*

19

Critique et violence dans *La sangre derramada* de José Pablo Feinmann.  
Histoire, politique et culture  
*Par Rita de Grandis*

39

La violence de l'oubli : Les communautés noires en Colombie  
et les pièges de la mémoire collective  
*Par Odile Hoffmann*

61

La représentation cartographique de la violence  
dans les sciences sociales colombiennes  
*Par Olivier Pissoat et Vincent Gouëset*

77

## ÉTUDES

---

Vers une périphérie en archipel ?  
Notes sur la nouvelle croissance périphérique de Mexico.  
*Par Alicia Lindon*

119

Pérou 2001 : vers une démocratie sans adjectifs ?  
*Par Laurence Crot*

141

Natal, une ville " baroque " au nord-est du Brésil  
*Par Rubenilson B. Teixeira*

157

## SOMMAIRE

### INFORMATION SCIENTIFIQUE

---

L'atlas électronique du Minas Gerais. Organisation et dynamique des territoires <i>Par Louise Bruno</i>	181
Lectures	196

# CHRONIQUE

SEBASTIAN SANTANDER



TERMINAL CÉRÉALIER SUR LE PARANA. CLICHE : SEBASTIAN VELUT

---

# LA CRISE ARGENTINE : FAILLITE D'UN SYSTÈME ET CRISE GÉOPOLITIQUE

SEBASTIAN SANTANDER\*

## LA FIN D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ?

**L**A CRISE ARGENTINE qui cuvait depuis plus de trois ans a éclaté au grand jour en décembre 2001 suite à la décision du Fonds monétaire international (FMI) de ne plus consentir de prêt à un pays qui des années durant fut élevé au rang d'exemple – tant par les décideurs politiques locaux eux-mêmes que par les institutions économiques internationales, les investisseurs étrangers, les gouvernements américains et européens – pour le zèle qu'il affichait dans la mise sur pied des politiques monétaro-libérales.

Ces politiques économiques ont commencé à s'appliquer sous la dictature militaire des années 1970. En effet, le gouvernement militaire va se démarquer par son entière adhésion aux théories monétaristes de Milton Friedman. Il s'agira d'appliquer des politiques macro-économiques stabilisatrices, de privatiser, déréglementer et libéraliser de pans entiers de l'économie ainsi que de réduire fortement le rôle de l'État dans l'économie. Malgré le bilan économique désastreux de la dictature qui laissera une ardoise de 44 milliards de dollars, l'arrivée de la démocratie ne consacre pas de changements substantiels quant au modèle de développement. En effet, si on met entre parenthèses la courte tentative hétérodoxe du début de mandat de l'administration Alfonsín, on constate que les différents gouvernements civils qui se sont succédés en Argentine depuis les années quarante ont cherché, avec l'appui des institutions économiques internationales et les

\* Université libre de Bruxelles, Institut d'études européennes

États-Unis, à insérer le pays dans le marché global en approfondissant le modèle néo-conservateur.

En s'engageant avec plus d'entrain dans cette voie, plus connue sous l'appellation de « consensus de Washington », les décideurs politiques argentins chercheront à sortir le pays de la « crise de la dette », de l'hyper-inflation et de l'isolement international dans lesquels la dictature l'avait entraîné. Carlos Menem (1989-1999) sera le plus fervent des partisans des politiques du consensus de Washington. Dès son arrivée au pouvoir et après avoir promulgué la loi sur la réforme de l'État et la loi sur l'urgence économique, il procédera à des réformes de structure considérables qui visait le repli de l'État sur ses seules fonctions régaliennes et sur la garantie du bon fonctionnement des marchés (Bon, 2001 : 34). En outre, son ministre d'économie, Domingo Cavallo – qui avait déjà occupé sous la dictature militaire la fonction de président de la Banque centrale argentine – imagine, avec l'appui du FMI, la loi de convertibilité qui établit un système de parité rigide entre la monnaie locale (le peso) et le dollar américain. Ce *currency board* (ou directoire financier) aura pour objectif principal la résorption de l'hyper-inflation afin de donner une crédibilité internationale à l'économie argentine. La transformation de l'Argentine en une place attrayante pour les capitaux étrangers se fera à travers une course effrénée aux privatisations, à l'assainissement budgétaire, à la libéralisation de la circulation des biens, services et capitaux et à une profonde réforme de l'État. Ce directoire financier aura pour conséquence non seulement l'accélération de la désindustrialisation – commencée sous la dictature – et de la dépendance de l'économie argentine par rapport aux investissements étrangers, mais également la dollarisation du pays, affaiblissant davantage les marges de manœuvre de l'État.

Dans un premier temps, cette thérapie de choc put relancer l'économie et contrecarrer l'hyper-inflation, malgré le coût social qu'elle comporta. Cependant, un État de ce type qui réduit de façon considérable son champ d'intervention dans l'économie, qui s'ouvre fortement à la concurrence extérieure, qui fait reposer son développement économique sur des capitaux étrangers à caractère souvent spéculatif et qui s'interdit de dévaluer sa monnaie en cas de nécessité, devient extrêmement vulnérable aux instabilités extérieures, d'autant plus dans un monde où la finance globalisée est devenue incontrôlable (Helleiner, 1994). L'Argentine en fera la première expérience avec la crise mexicaine de 1995. Ensuite, il y aura les crises asiatique de 1997-1998 et brésilienne de 1999.

La crise asiatique aura pour conséquence d'entretenir une concurrence acharnée à la baisse dans l'exportation des matières premières affectant, notamment, les économies agricoles à monnaie forte, à l'instar de l'Argentine. En outre, premier partenaire commercial de l'Argentine, le Brésil, sera également affecté par cette crise. Face à la perte de compétitivité de son économie, le gouvernement brésilien décide alors, en janvier 1999, de dévaluer sa monnaie. Cette mesure visait à relancer les exportations et à juguler le déficit des comptes courants brésiliens. Cette dépréciation rendra les produits brésiliens extrêmement compétitifs et permettra au Brésil d'augmenter très fortement ses exportations en direction de l'Argentine,

déséquilibrant ainsi la dynamique de l'échange au sein du Marché commun du sud (Mercosur). La perte de compétitivité de l'économie argentine sera également aggravée par l'envolée que connaîtra le dollar ces quatre dernières années.

Malgré l'asphyxie qui s'est emparée de l'économie argentine, le gouvernement Menem et ensuite l'administration de centre-gauche de De la Rúa choisissent la fuite en avant. En effet, ces derniers refusent de dévaluer et optent pour des politiques anti-inflationnistes d'ajustement malgré le fait qu'il n'y a pas d'inflation dans le pays mais de la déflation (A. Calcagno et E. Calcagno, 2001 : 4-5). Ainsi, pour enrayer la méfiance des spéculateurs financiers et contrecarrer l'hémorragie des capitaux, ils procèdent à une augmentation des taux d'intérêts qui atteindront les 50 %, et à de nouveaux emprunts auprès du Fonds monétaire international. Ces prêts successifs du FMI ne seront accordés que dans le seul but de satisfaire à court terme les spéculateurs financiers, et à condition d'opérer de nouvelles coupures substantielles dans le budget.

Ce mécanisme va contribuer à accroître la dette extérieure et la perte de compétitivité de l'économie argentine. Ne pouvant faire face à la concurrence extérieure, grand nombre d'entreprises feront faillite occasionnant une augmentation du taux de chômage et un coût social important. Cette situation aura pour conséquence une capitalisation des bénéfices par une infime couche sociale de la population et une socialisation des pertes par la grande majorité de la société argentine. Cette répartition disparate sera d'autant plus renforcée que les dirigeants politiques permettront une défiscalisation croissante des grandes fortunes. En permettant l'évasion fiscale, la sortie des capitaux et la diffusion de la corruption du politique, les couches dirigeantes vont aggraver la situation (Husson, 2002 : p. 13).

## UN NEW DEAL GÉOPOLITIQUE RÉGIONAL ?

Se trouvant dans l'incapacité d'honorer ses dettes, l'Argentine décide de se tourner une nouvelle fois vers son bailleur de fonds traditionnel. Le cinq décembre 2001, le FMI communique à ce pays – longtemps présenté comme un modèle à suivre – son refus d'octroyer un nouveau prêt déclenchant ainsi une crise d'une ampleur sans précédent. Face à la banqueroute qui a conduit à une très forte augmentation du chômage et à la paupérisation de la société, l'endettement insoutenable et impayable, le pays est bouleversé par des manifestations de colère conspuant les classes dirigeantes et les institutions locales souillées, ainsi que le modèle de développement néo-libéral et ses plus importants colporteurs, le FMI et les États-Unis. Cette crise, qui s'est muée en crise de régime, semble se transformer en une probable crise géopolitique. La faillite du système est en train d'occasionner une remise en question de la stratégie d'alignement de la politique extérieure argentine sur celle de Washington.

Depuis l'avènement de Carlos Menem à la tête du pays, au moment même où l'effondrement du système bipolaire consacre l'affirmation et la diffusion de par le monde du néolibéralisme, l'Argentine change drastiquement sa politique extérieure et de sécurité, et devient l'alliée modèle des États-Unis dans l'hémisphère sud. Cette stratégie qui se transformera en une véritable politique d'État répondait au souci de faciliter la mise en phase de l'Argentine sur les politiques économiques du « consensus de Washington ». Autrement dit, elle devait servir à garantir l'ouverture de l'économie, à permettre une meilleure insertion internationale du pays ainsi qu'à bénéficier d'un traitement de faveur pour ce qui est des appuis financiers des États-Unis.

La subordination de la politique extérieure à la stratégie de développement économique va fortement contraster avec la politique traditionnelle de Buenos Aires. En effet, jusqu'à l'arrivée de l'administration Menem, et depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Argentine – contrairement au Brésil, avec qui elle se disputait l'hégémonie régionale – aura des relations plutôt tendues avec les États-Unis. Alors que la volonté d'hégémonie du Brésil constituait l'affirmation d'un sous-expansionnisme au service des États-Unis (Thual, 1996 : 67), celle de l'Argentine apparaissait comme une opposition à l'hégémonie politique des États-Unis dans la région (Fraga, 1999 : 290). L'Argentine n'hésita pas à s'opposer de manière quasi systématique aux États-Unis dans les Fora internationaux, à refuser la doctrine Monroe, à adopter une position neutre durant l'entre-deux-guerres, à prôner une « troisième voie » après 1945 et ensuite à adhérer au Mouvement des pays non-alignés. En outre, l'État argentin refusa de signer le Traité de non-prolifération et de ratifier le Traité de Tlatelolco pour la proscription d'armes nucléaires en Amérique latine et s'engagea – sous l'administration Alfonsín – dans un projet commun avec l'Égypte, l'Irak et la Libye afin de développer un missile balistique de moyenne portée, le Cóndor II (Escudé, 1999 : 77).

Ainsi, sous différents gouvernements et indépendamment du type de régime politique interne – démocratique ou militaire – l'Argentine chercha à se constituer en puissance régionale et à faire émerger, contre le Brésil et le Chili, une identité latino-américaine alternative à l'hégémonie des États-Unis et appuyée sur l'Europe, réputée partenaire privilégiée : ce fut la politique francophile des radicaux d'Irigoyen, puis l'orientation germanophile et italophile de Perón à l'époque des succès de Hitler et de Mussolini, la soviétophilie des péronistes comme des militaires, de 1970 jusqu'à la guerre des Malouines en 1982 (Alder, 2002 : 4).

Cependant, cette stratégie portée au paroxysme par la dernière dictature argentine entrera en déclin suite au bilan très négatif du pouvoir militaire. Ce régime politique essuiera une triple défaite : sur le plan économique, il laissa le pays dans une situation d'endettement colossal et échoua dans tous ses programmes économiques ; au niveau politique, il se démarqua pour les violations massives des droits de l'homme ; enfin, dans le domaine militaire, il échoua dans la guerre des Malouines. Cette situation donnera lieu à un début de questionnement de la traditionnelle stratégie argentine. En effet, l'administration Alfonsín va opérer un

important rapprochement politique avec le Brésil et le Chili, établissant ainsi les bases futures pour le Mercosur, mais continua à adopter dans les instances internationales une position politique agressive par rapport à certains pays occidentaux.

La venue de Menem créera un réel changement dans la politique étrangère et sécuritaire argentine. Ce dernier arrive au pouvoir en période d'hyper-inflation, un mal endémique qui entraîna la chute du gouvernement Alfonsín. L'hyper-inflation qui hantait la société et les dirigeants argentins, engendra le besoin de stabilité monétaire et d'une politique extérieure inspirée de la nécessité de croissance et de développement économique (Escudé, 1999 : 81). C'est à partir de ce moment que l'alignement de la politique extérieure de Buenos Aires sur Washington devient une politique d'État. Le président Menem n'hésitera pas à déclarer publiquement vouloir entraîner l'Argentine dans la dynamique des pays développés plutôt que de la laisser à la traîne de ses voisins, alors que son ministre de relations extérieures, Guido Di Tella, employait l'expression imagée de « relations charnelles » avec les États-Unis pour exprimer les objectifs de la politique nationale.

Les Américains chercheront à tirer profit de cette alliance pour déstabiliser les relations argentine-brésiliennes développées dans le cadre du Mercosur en proposant à l'Argentine de participer aux négociations de l'Alena, une alliance extra-Otan ou encore de signer un accord de libre échange bilatéral (Santander, 2001 : 62-65), l'objectif final étant la dissolution du Mercosur et l'établissement de l'Accord de libre échange des Amériques. Cette hypothèse apparaissait de plus en plus plausible. En effet, la dévaluation du réal et l'entrée en crise de l'Argentine en 1999 vont entraîner le Mercosur dans une spirale conflictuelle intra-bloc qui atteindra son paroxysme durant l'année 2001 suite à la nomination, par le président De la Rúa, de Domingo Cavallo à la tête du ministère d'économie. Profitant de la tenue du Sommet de Québec en avril 2001, Cavallo s'emploiera à alimenter le débat sur les alternatives d'insertion internationale de l'Argentine : il cherchera à remettre en question le bien fondé du Mercosur et à insérer le pays dans l'Alca.

Cependant, la démission du gouvernement De la Rúa, en décembre 2001, semble avoir éloigné l'hypothèse de la dilution du Mercosur dans l'Alca, au grand dam de l'administration Bush. L'indifférence affichée par les États-Unis à l'égard de la débâcle argentine est en train de contribuer à discréditer l'alliance avec ce pays : le Trésor n'a pas hésité à renvoyer les autorités argentines à leurs propres responsabilités et le Département d'État a adopté une position de *wait and see*. Face à l'attitude passive américaine, le nouveau gouvernement argentin a affirmé son souhait de se rapprocher de l'Europe et s'est tourné sur ses voisins du Cône Sud qui n'ont pas hésité, à l'instar du Brésil, à lui donner un soutien moral, politique et, dans une certaine mesure, économique.

Le nouveau discours de Buenos Aires considère le Mercosur comme la seule structure d'intégration avec le reste du monde. Mis à part la réactivation du dialogue avec les partenaires du Mercosur, Eduardo Duhalde prendra une série de dispositions favorables à la relance de cet espace régional – mais qui éloigne l'Argentine des États-Unis. Il s'agit, notamment, de la dévaluation de la monnaie et de la dé-

dollarisation de l'économie argentine. En outre, c'est à Buenos Aires qu'a eu lieu (18 février 2002) le premier sommet du Mercosur « post-convertibilité ». Il s'agit d'un sommet de grande importance politique pour le Mercosur : alors que les États membres ont réitéré leur appui à l'Argentine, cette dernière leur a officiellement fait savoir que le Mercosur constitue, pour elle, une « politique d'État de premier ordre ». À l'instigation de l'Argentine, les pays membres ont affiché leur volonté de mettre sur pied un Institut monétaire mercosurien afin de créer une monnaie commune. En outre, les États se sont engagés à intensifier les positions communes face aux autres blocs commerciaux. Mais l'initiative qui aura sans doute le plus d'impact positif pour le Mercosur sera la signature par les chefs d'État du Protocole d'Olivos qui dote le Mercosur d'un tribunal permanent de résolution des controverses.

La crise semble avoir donné l'occasion à l'Argentine de revitaliser le Mercosur. Jusqu'à la veille de la débâcle argentine, et depuis la signature du Traité d'Asunción, les deux grands du Mercosur divergeaient quant à la vision qu'ils avaient de cet espace régional : alors que le Brésil a toujours eu une perception plus stratégique du Mercosur, l'Argentine voyait dans ce dernier et dans sa relation avec le Brésil une dimension économique et commerciale. Aujourd'hui, l'Argentine cherche à développer une alliance politique avec le Brésil et le reste du Mercosur. Le tournant qu'a pris cette association avec le Brésil préoccupe les États-Unis qui ont toujours vu l'Argentine comme un contrepoids régional pour son puissant voisin. L'administration Bush craint que la volonté argentine de privilégier ses relations avec le Mercosur et l'Europe ne compliquent le lancement de l'Alca, prévu pour 2005. La crise argentine, la remise en cause du modèle néolibéral et la prise de distance de Buenos Aires par rapport à Washington sont en train de dégager la voie pour l'intégration de l'Amérique latine à travers le sud ce qui, le cas échéant, engendrerait une nouvelle donne géopolitique.

### Bibliographie

- Adler, A., du 10 au 16 janvier 2002, « Ne désespérons pas de l'Argentine », dans *Courrier International*, France.
- Bon, P., 2001, « L'État en Amérique latine », dans *Pouvoirs : L'Amérique latine*, Seuil, n° 98.
- Calcagno, A. et Calcagno, E., novembre 2001, « Entre la economía y la nada » dans *Le Monde Diplomatique, el Dipló*, Argentine.
- Escudé, C., 1999, « Argentina y sus alianzas estratégicas » dans Rojas Aravena, F., *Argentina, Brasil y Chile : integración y seguridad*. Chile, FLACSO, Nueva Sociedad.
- Fraga, R., 1999, « Una visión política del Mercosur » dans Campbell, J., *Mercosur : entre la realidad y la utopía*. Buenos Aires, Nuevohacer.
- Helleiner, E., 1994, *States and the Reemergence of Global Finance*. Ithaca, Cornell University Press.
- Husson, M., février 2002, « Cette mortelle fascination du dollar » dans *Le Monde Diplomatique*, France.
- Santander, S. 2001, « Le Mercosur et ses États membres : les asymétries interétatiques, un obstacle à l'intégration ? » dans Musset, A. et Soria, V., *Alena – Mercosur, enjeux et limites de l'intégration américaine*. IHEAL, France.
- Thual, F., 1996, *Géopolitique de l'Amérique latine*. Paris, Economica.



« LES PEUPLADES ET L'ILE DÉCOUVERTES PAR LE ROI DU PORTUGAL ». ÉCOLE ALLEMANDE, VERS 1505, GRAVURE SUR BOIS AVEC LAVIS D'AQUARELLE  
22,3 x 33,6 cm, MUNICH, BAYERISCHE STAATSBIBLIOTHEK. IN H. HONOUR, 1976, p. 333. (DROITS RÉSERVÉS).

---

## VIOLENCE ET IMAGES

SERGE GUILBAUT\*

MONA HUERTA\*\*

**S**I L'ON DÉFINIT communément la violence comme le recours de la force contre un individu ou un groupe, il n'est pas toujours aisé de dévoiler, au-delà de l'agression physique, toutes les formes d'exploitation et d'imposition d'un ordre social quel qu'il soit. Il ne peut y avoir de définition universelle de la violence. Durkheim déjà voyait la violence dans la norme sociale même, tout fait social selon lui pouvant se reconnaître à la coercition, de quelque degré soit-elle, qui l'accompagne. Produites dans des contextes sociaux – économique, politiques, religieux, etc. – ces normes sont aussi multiples et singulières que les sociétés sont diverses.

Les Amériques en offrent l'illustration manifeste. Depuis la conquête, les formes les plus variées de violence ont trouvé leur fertile terrain d'expérimentation : massacres, épidémies importées, transferts de populations, jacqueries, guerres, révolutions sanglantes, esclavage, dictatures, anéantissement des cultures autochtones, etc. Durant des siècles, la violence était le lot ordinaire des rapports sociaux. L'industrialisation, la croissance urbaine, la paupérisation croissante, n'ont fait qu'accentuer, dans une période récente, des phénomènes qui, loin d'être spécifiquement américains, touchent toutes les sociétés de la planète.

Il y a bien des façons d'évoquer les formes multiples qu'adopte la violence sociale. Les images, symboliques ou réelles, ont une force particulière. Elles accompagnent toujours ses manifestations. Quelques-unes de ces représentations, expo-

\* Université de Colombie britannique, Vancouver (Canada)

\*\* Centre national de la recherche scientifique, Centre de recherche et de documentation de l'Amérique latine (CNRS-CREDAL)

sant des formes de violences caractéristiques des contextes historiques où elles furent ou sont encore produites, sont versées au dossier que nous proposons ici.

Dès la découverte du Nouveau Monde, les images ont servi à la transmission de l'information. Celles-ci, aisément lisibles par tous, ont contribué à diffuser en Europe la réalité américaine à travers la compréhension ou les fantasmes des artistes. Dans ce contexte la violence américaine a une résonance particulière. Témoins parfois, outils idéologiques toujours, les dessins, gravures, tableaux et sculptures sont autant d'éléments qui rendent compte de ce qu'ont pu être les mentalités à divers moments de l'histoire du continent. Pascal Mongne à partir de quelques exemples iconographiques issus de diverses périodes, montre comment cette violence, lieu commun de l'histoire du monde, a été ressentie et exprimée de part et d'autre de l'Atlantique dans un jeu subtil de miroirs.

En prenant l'exemple de l'Argentine dans les années soixante-dix, Rita de Grandis, s'attache à montrer comment le travail sur la violence politique de l'auteur José Pablo Feinmann fonde, par le genre de la chronique et de l'essai, l'expérience péroniste *montonera*. Son œuvre révèle la violence de cette période. Elle relie les origines de la Nation argentine à l'expérience de la gauche dite nationale et l'intègre au patrimoine de la littérature « nationale ». Cette démonstration s'appuie sur de multiples références où la violence apparaît comme le reflet de l'impuissance historique de la modernité du pays.

Les deux derniers articles de ce dossier concernent la Colombie contemporaine où la question récurrente de la violence est quelque peu emblématique. Odile Hoffmann aborde le problème de « la violence de l'oubli » accomplie sur les communautés noires de la côte Pacifique colombienne. Elle montre combien les revendications identitaires ethniques sont accompagnées d'une re-écriture de l'histoire afin d'imposer à ces communautés une certaine place au sein de la Nation. Ce processus conduit à la construction d'une mémoire « autorisée » où la plupart des identifications sont confisquées pour ne laisser subsister que celle de l'ethnie. L'intérêt de cet article est de mettre en évidence cette violence symbolique où la mémoire « contraint » et mutile la diversité sociale en imposant des catégories exclusives. Elle évalue au cours de son exposé divers processus simultanés de convergence, superposition, divergence et compatibilité entre de multiples identifications et les conditions de leur coexistence ou non.

Les approches de type géographique sur ce thème, restées relativement rares jusqu'à une époque récente, ont commencé à se multiplier dans le domaine des sciences sociales comme dans celui de la presse grand public. À partir de la large diffusion de ces cartes, Vincent Gouëset et Olivier Pissot s'interrogent sur le « bon usage de la cartographie » de la violence. Ils examinent ce faisant ses implications sémantiques, cherchant à quels faits sociaux, politiques ou culturels renvoie ce vocable dans un contexte donné. Ces auteurs s'attachent à définir les divers modes d'appréhension de la violence et le recours à l'outil cartographique par les chercheurs colombiens avant d'analyser leur production. Ils dressent ainsi un panorama assez complet des dimensions territoriales de la violence en Colombie

et étudient la réception de l'analyse des chercheurs de ce pays dans les années cinquante. Ils soulignent enfin la précision croissante – aux échelles nationale, régionales, intra-urbaine – avec laquelle l'action des groupes armés (guérillas puis paramilitaires), le narcotrafic, les circuits de la drogue, la lutte pour le contrôle des richesses, la violence urbaine, le problème des personnes déplacées, ont été récemment traités.

---

## LA PAILLE ET LA POUTRE : IMAGES DE LA VIOLENCE DANS LES AMÉRIQUES

PASCAL MONGNE\*

**D**ÈS LA DÉCOUVERTE du Nouveau Monde, et bien avant qu'il fut identifié comme tel, quelque vingt ans plus tard, les mythes de l'Ancien Monde avaient traversé l'Atlantique et, avec une rapidité surprenante, s'étaient adaptés aux terres nouvelles. Copies fidèles des légendes merveilleuses issues de l'Orient, du Septentrion, voire d'une Asie lointaine et encore mal connue, ils devaient occulter pour longtemps les réalités américaines : paysages et lieux fabuleux, animaux, plantes et hommes monstrueux, coutumes étranges et redoutables. Parmi ces dernières, la violence – *a fortiori* violence païenne – devait jouer un rôle majeur, presque aussi important que l'érotisme exotique dans le développement des fantasmes collectifs de la vision des Amériques.

L'image, vecteur primordial de la transmission de l'information, d'un pouvoir bien supérieur à celui de l'écrit car aisément « lisible » par tous et pour longtemps, l'image donc jouera un rôle prédominant dans la représentation de cette violence (Mongne, 2000). Issue de besoins contradictoires, tant politiques que populaires, elle sera tout autant le reflet fidèle de la réalité vécue ou racontée que le résultat de travestissements destinés à la rendre plus épouvantable encore, et donc plus attrayante.

### VIOLENCES ET MYTHES

Il n'est donc pas surprenant de rencontrer, parallèlement à l'image de la nudité des femmes américaines, l'image de la violence américaine, et cela parmi les plus

\* Historien d'Art, chargé de cours à l'École du Louvre.

anciennes représentations du Nouveau Monde apparues en Europe. Probablement la plus explicite pour notre propos est issue du *Mundus Novus*, d'Amerigo Vespucci. Publié à Paris en 1503, ce récit connaîtra un grand succès en Europe du Nord. Il sera traduit en plusieurs langues et réédité une trentaine de fois jusqu'en 1515. L'édition allemande de 1509 fut accompagnée de gravures sur bois, illustrant les anecdotes marquantes des aventures du navigateur italien.

Suite à la disparition d'un marin, descendu à terre quelques jours plus tôt, et constatant que le village indigène visible depuis la nef était peuplé uniquement de femmes, Vespucci avait décidé d'envoyer un second marin, jeune et bien fait de sa personne dans l'espoir d'amadouer les habitantes et d'obtenir des informations sur leur compagnon. La gravure réalisée en Europe, d'après le texte de Vespucci illustre précisément la scène qui suivit (Figure n° 1) : occupé par les beautés locales, le jeune homme ne voit pas une vieille femme s'approcher de lui, armée d'un cuissot fraîchement découpé. Elle l'assomme, puis aidée des autres sauvagesses



FIGURE N° 1 : AMERIGO VESPUCCI : MUNDUS NOVUS. GRAVURE SUR BOIS DE L'ÉDITION ALLEMANDE DE 1509 (19 x 13,4 CM), DANS HONOUR, 1976, P. 9. (DROITS RÉSERVÉS)

l’emmène hors de vue de l’équipage resté sur le bateau. Ses compagnons arriveront à la rescousse pour le sauver de justesse. Ils découvriront le sort qui l’attendait, et qui avait déjà frappé le premier marin : dévoré par des cannibales – femmes de surcroît (Honour, 1976 : 9). Il importe peu de savoir si cette scène est authentique ou si elle fut inventée par le rusé navigateur afin de rendre son récit plus attrayant. Car Vespucci n’hésita pas à aménager son récit d’anecdotes parfois fort éloignées de la réalité. Elles connurent un grand succès auprès des lecteurs et contribueront, à l’instar de la scène de cannibalisme féminin, à forger des Amériques une image déformée où violence et érotisme devaient jouer un grand rôle.

Déjà signalée par Colomb à propos des Indiens *Caribes*, l’anthropophagie devait être le thème principal du récit de Hans Staden, marin et mercenaire allemand au service des Portugais et prisonnier d’une tribu d’Indiens Tupinambas durant plusieurs mois en 1553. À son retour en Europe, il fera publier son récit qui connaîtra le succès que l’on devine et dans lequel le cannibalisme tient une grande place (*Histoire véridique et description d’un pays d’hommes sauvages, nus, cruels, cannibales, dans le nouveau monde de l’Amérique*, 1557, Marbourg). Par la suite, bien d’autres voyageurs dans les Antilles ou sur les côtes du Brésil, s’en feront écho, témoins directs ou par oui-dire.

On peut donc aisément imaginer le succès que ces publications connurent en Europe, alors qu’elles matérialisaient pour la première fois les fantasmes collectifs du Vieux monde sur les terres nouvellement découvertes. Leurs images de cannibalisme, amplement diffusées et copiées fixaient ainsi et pour longtemps la réputation de violence des « sauvages » américains. Cette réputation allait être enrichie quelques années plus tard d’une autre image, liée non plus aux « sauvages » des côtes brésiliennes et des Antilles, mais à des sociétés « civilisées ». Si les conquêtes du Mexique et du Pérou entre 1518 et 1534 avaient permis la révélation de hautes cultures et donc d’un monde inconnu jusqu’alors, elles devaient alimenter parmi bien d’autres interrogations, celle liée au sacrifice humain, probablement la plus spectaculaire des institutions précolombiennes aux yeux des Européens.

Enjeu de réflexions théologiques et philosophiques passionnées et contradictoires, la fameuse cérémonie aztèque va dès lors jouer, de concert avec le cannibalisme (auquel elle était liée en Mésoamérique), un rôle de premier plan dans la représentation de la violence américaine. Cependant, à cette vision s’ajoutait une dimension religieuse : celle de rites visiblement inspirés par le Malin. À la violence purement « profane » de l’anthropophagie « sauvage », s’ajoutait une violence démoniaque « élaborée ». Ainsi, et jusqu’à nos jours, le sacrifice humain aztèque, et ses nombreuses et riches variétés allait-il prendre une place de choix dans la vision de l’Amérique précolombienne, et l’on s’en doute la charger considérablement. Fort nombreuses en seront les descriptions et les représentations, depuis le début de la conquête du Mexique jusqu’à aujourd’hui.

Le sacrifice mexicain réalisé par Fray Diego Valadés, en est un très bon exemple (Figure n° 2). Celui-là se déroule dans la capitale Mexico-Tenochtitlán, symbolisée par la lagune et les nombreuses habitations cernant le Grand temple et sa place.

Placés volontairement par Valadés, une foule de détails attirent l'œil et fournissent d'importantes informations sur la vie quotidienne des Mexicains (préparation et cuisson des *tortillas* à gauche ; plantes et arbres locaux en bas, etc.). Le sacrifice humain est cependant le thème principal de cette planche : il en occupe le centre. Trois moments de la cérémonie sont ici réunis : la montée des marches de la pyramide par la victime entourée des accompagnant ; le sacrifice par cardiectomie et la présentation du cœur à l'idole (au fond), et enfin la chute des corps au bas de l'escalier, jetés par les acolytes (à droite).



FIGURE N° 2 : FRAY DIEGO VALADÉS : RETHORICA CHRISTIANA (1579),  
DANS KEEN, 1971, P. 89. (DROITS RÉSERVÉS)

Né en 1533 d'un conquistador et d'une Indienne, Fray Diego Valadés avait pris l'habit de Franciscain vers 1550. C'est probablement durant les vingt premières années de son apostolat qu'il se familiarisa avec le passé et les coutumes des Chichimèques qu'il évangélisait. Envoyé dès 1571 en Europe pour y représenter son Ordre (France, Espagne, Italie), il y restera probablement jusqu'à la fin de sa vie. C'est donc à Pérouge qu'il écrira et fera publier sa *Rethorica christiana* (1579). Bien que consacré en grande partie aux questions doctrinales, l'ouvrage rassemble d'importantes informations sur les sociétés indiennes d'avant la Conquête. Il est enrichi de 28 planches, réalisées par Valadés lui-même. Celle-ci illustre l'intérêt que pouvait porter l'Europe au sacrifice humain. Représenté ici en détail et avec une certaine authenticité (comme c'est le cas pour les scènes annexes), il subit cependant le poids d'une esthétique européenne bien éloignée des réalités. L'architecture du Grand temple (et son alcôve sacrificielle) en est caractéristique.

## VIOLENCES PARTAGÉES

L'installation des systèmes coloniaux, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, modifiera profondément la vision des Amériques, et par là même la représentation de sa violence. L'Amérique ibérique, isolée du reste du monde par la surveillance ombreuse de l'Espagne, ne fournit plus d'informations iconographiques, mais reste cependant un modèle d'exotisme et surtout un prétexte à réflexion philosophique. Aussi, la vision de l'Amérique méridionale, va-t-elle se nourrir durant deux siècles aux sources précédentes, sources limitées, réutilisées sans cesse et déformées à l'aune du goût de l'Europe baroque.

Ainsi évolue l'Amérique ou plutôt son image. Le sauvage devient le « Bon sauvage », certes toujours exotique mais beaucoup moins redoutable. Peu civilisé mais beaucoup plus fréquentable, il prendra dès lors l'aspect que lui donneront les fameuses et innombrables allégories : jeunes filles peu vêtues d'une jupe de plumes, à la gorge généreuse, chevauchant hardiment un tatou ou un alligator. Parmi tous ces ingrédients iconographiques, la violence a vu sa place réduite à la portion congrue : une tête trophée située aux pieds de la jeune femme ; simple vestige d'une sauvagerie désormais maîtrisée, presque oubliée et surtout féminine.

Cependant, si la violence change d'aspect, elle change surtout de camp. Elle ne disparaît pas mais se déplace. De sauvage et indigène, elle devient européenne et plus particulièrement espagnole. Les exemples les plus explicites sont à rechercher parmi les illustrations des *Grands voyages* (Duviols 1985 : 175-202) réalisées par Théodore de Bry. Disciple de Dürer et originaire de Liège, réfugié à Francfort en 1560 devant les persécutions anti-huguenottes, Théodore de Bry (1528-1598) y fonda le célèbre atelier de graveur que ses fils reprendront après sa mort. C'est dans ce lieu que seront réalisés, entre 1591 et 1634, les *Grands voyages*. Aussi appelée Histoire de l'Amérique ou Nouveau Monde, cette collec-

tion de 13 volumes consacrée à la conquête du continent, reprenait les textes des grands voyageurs de l'époque.

Illustrée de près de 300 gravures, cette impressionnante somme est d'abord une vision européenne du nouveau monde dans un contexte de rivalités coloniales et religieuses. Il n'est donc pas surprenant que les volumes 4, 5 et 6, consacrés à la conquête des Antilles, du Mexique et du Pérou soient en fait un violent réquisitoire contre l'action coloniale et évangélicatrice de l'Espagne. Les remarquables gravures, inspirées du texte et des illustrations du voyageur italien Benzoni (*Historia del mondo nuovo*, 1565) et réalisées dans l'atelier des De Bry, auront en Europe un impact immense. Des soixante-quinze planches consacrées aux trois volumes, presque la moitié représente des scènes de violence perpétrée par les conquistadors sur des Indiens sans défense. Elles peuvent être considérées comme la source iconographique de la Légende noire anti-espagnole, aujourd'hui encore bien vivante. La plus sanglante et la plus spectaculaire de ces images est probablement la gravure XVII de la cinquième partie (Figure n° 3).



FIGURE N° 3 : THÉODORE DE BRY : *LES GRANDS VOYAGES*, VOL. V, PL. XVII (1595),  
DANS DUVIOLS, 1986, p. 197. (DROITS RÉSERVÉS)

Elle fait référence à l'un des épisodes les plus tragiques de l'expédition de Hernando de Soto, raconté par Benzoni. Ancien compagnon de Pizarre, réputé pour son élégance, son intrépidité et sa cruauté, Hernando de Soto avait débarqué en 1539 dans la baie de Tampas en Floride, en quête des trésors que l'expédition malheureuse de Narvaéz avait recherchés vainement. Après avoir torturé en vain des caciques pour qu'ils livrent leur or, De Soto menaça de les condamner au bûcher s'ils ne lui révélaient pas l'emplacement de leurs trésors. Finalement, furieux de son échec, il les fit mutiler. De ce drame, un *Deus ex machina* sera peut-être la conclusion : après avoir perdu près de la moitié de ses hommes, De Soto mourra sur les rives du Mississippi. Ce n'est que quatre ans plus tard que les survivants de son expédition rejoindront la Nouvelle-Espagne.

Selon la formule très courue en Europe, les différents moments de l'histoire sont ici représentés : les scènes de tortures fort réalistes à droite, puis le bûcher à gauche, et enfin au premier plan la scène principale. Celle-ci occupe plus de la moitié de la surface de la gravure. On y distingue les soldats escortant les caciques au lieu de leur supplice, ainsi que la mutilation sous les ordres de l'officier (probablement de Soto lui-même). Sur le côté et en l'arrière s'enfuient les victimes, abandonnées à leur sort. Représentés nus, ou presque nus, le corps légèrement enrobé, aux cheveux courts cernant une curieuse tonsure, ces Indiens ne correspondent certainement pas à ceux que De Soto rencontra dans son périple. Inspirés des exemples brésiliens que De Bry avait pu voir sur des gravures antérieures, ils ne sont en fait que les modèles utilisés pour servir un propos bien éloigné de l'ethnographie. L'authenticité de l'épisode n'en est pas non plus la cause. Reprenant mot pour mot le texte de Benzoni (dont l'ouvrage est violemment anti-espagnol), de Bry établit là un monument iconographique de la Légende noire.

Si, dans l'Amérique méridionale, la représentation de la violence s'était visiblement déplacée de l'Indigène vers son vainqueur, la moitié septentrionale du continent ne semble pas en revanche connaître une telle évolution. L'Indien du Sud, personnage doux et bon, subissant une conquête inique et brutale, devient au nord un être barbare, dangereux, négatif, et surtout foncièrement hostile à la civilisation et à la christianisation. Cette différence de traitement en fonction des acteurs de la colonisation est très visible dans les représentations anglo-saxonnes et protestantes, consacrées notamment à l'Amérique du Nord. On la trouve cependant en France, notamment dans l'hagiographie catholique relative aux efforts missionnaires dans le Canada (Figure n° 4).

Cette illustration, issue de l'*Historiae canadensis* de François Creux (1664), relate les martyres subis par plusieurs Jésuites au Canada entre 1646 et 1650 (Honour, 1976 : 110-111). Respectant les conventions classiques en la matière, l'auteur de la gravure a ici réuni des faits distincts par le temps, le lieu et l'action : dix personnes (religieux et laïcs) sont donc représentées et signalées par un numéro : Anne de Noué de Champagne, Isaac Jogues et ses deux compagnons, Antoine Daniel, Jean de Brebeuf, Gabriel Lalemant, Charles Garnier, Noël Chabanel et le seul Indien « bon » (Algonquin) : Joseph Onahare. Chaque martyr se voit ainsi



FIGURE N° 4 : *JÉSUITES MARTYRISÉS PAR LES IROQUOIS* (1664), GRAVURE (33 X 44,3 CM), BIBLIOTHEQUE NATIONALE (ESTAMPES), DANS HONOUR, 1976, P. 110. (DROITS RÉSERVÉS)

attribuer une partie de l'espace de la gravure, selon une progression dramatique partant d'un fond peu visible vers le premier plan, où l'horreur et la violence éclatent à la face du spectateur. Plusieurs « passions » sont alors réunies, illustrant avec luxe de détails bourreaux et victimes, et surtout la nature des supplices (fusillé, brûlé, tué à coup de hache, ébouillanté, découpé en lanières). Très classique et donc européenne par son style (paysage bucolique, élégance des personnages, attitudes maniérées), cette gravure est cependant « américaine » par le thème abordé ici : la violence indienne antichrétienne. On notera particulièrement le contraste iconographique entre d'une part le calme des lieux et l'abnégation des victimes et d'autre part la violence et le réalisme de scènes tout à fait authentiques.

Largement diffusés par les *Relations Jésuites*, les récits de martyres semblent avoir connu un certain succès en France, où se mêlaient probablement admiration devant le courage des missionnaires et voyeurisme face aux tortures qu'ils subissaient. Cette tradition de représentation du martyr est évidemment ancienne dans l'art religieux catholique. Cependant transposée en d'autres lieux et époques, elle identifie de nouveaux bourreaux : non plus Romains, Juifs ou Barbares, mais cette fois Indiens. Enfin, une dimension politique doit être aussi signalée : les meurtriers – Iroquois – ennemis des Français, sont soutenus et armés par les Britanniques.

## VIOLENCES DIVERSIFIÉES

L'émancipation des colonies espagnoles en Amérique, et l'avènement du Romantisme en Europe, conséquences indirectes des bouleversements de la Révolution et de l'Empire, transformeront radicalement la vision du nouveau monde. L'Amérique hispanique, libre d'accès après trois siècles d'isolement, voit la venue, dès les années 1820, de voyageurs et surtout de peintres voyageurs, à l'instar de ceux qui arpentaient l'Orient. La jeune république nord-américaine, entamant sa conquête vers l'Ouest attire elle aussi les regards des explorateurs. Une image nouvelle du continent se répand alors dans l'ancien monde ; en fait des images nouvelles, diversifiées et radicalement différentes de celles présentées jusqu'alors. La représentation de la violence, une des indispensables composantes de cette nouvelle vision du nouveau monde, devait en conséquence connaître d'importants et nombreux avatars (Mongne, sous presse).



FIGURE N° 5 : *SACRIFICES HUMAINS*, LITHOGRAPHIE PAR FRITEL (« D'APRES LES INDICATIONS DE L'AUTEUR »), DANS DESIRÉ CHARNAY, *LES ANCIENNES VILLES DU NOUVEAU MONDE*, 1885. (DROITS RÉSERVÉS)

Le passé précolombien est l'une de ces images. Redécouvert et magnifié, il laissera cependant ressurgir, à l'aune du goût morbide des courants romantiques et gothiques, son aspect le plus spectaculaire et fascinant : le sacrifice humain. Déjà célébré dans les fantasmes européens de la Renaissance, il connaîtra tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle – et bien sûr jusqu'à nos jours, un succès jamais démenti. L'exemple publié par l'explorateur, archéologue et photographe, Désiré Charnay (1828-1915), est certainement l'un des plus connus (Figure n° 5).

Longtemps oublié, Charnay est aujourd'hui reconnu pour les photographies qu'il réalisa par centaines, tant au Mexique que dans d'autres régions du monde (Mongne 2000 ; Charnay, 2001). Son ouvrage majeur *Les anciennes villes du Nouveau Monde* (1885) fut à son époque la principale synthèse d'archéologie mexicaine en français. Il y développa sa théorie « toltéquisante » qui voulut accorder aux fameux et mythiques Toltèques la paternité de la civilisation dans cette partie du monde. L'ouvrage, illustré par les grands noms de la gravure de l'époque, nous présente un exemple de ces fameuses cérémonies (p. 49). Sur un fond de paysage qui laisse supposer que l'on se trouve en hauteur (probablement au sommet d'une pyramide), cinq acolytes maintiennent fermement un homme sur la pierre du sacrifice. Au premier plan, le grand prêtre vient d'ouvrir la poitrine de la victime et brandit le cœur encore palpitant vers la divinité que l'on suppose hors champ, à gauche.

Contrairement aux images européennes des deux siècles précédents qui plus volontiers représentaient les sacrifices aztèques de manière détournée (vues d'ensemble, scènes décomposées, esthétique baroque et donc édulcorée), la cérémonie est cette fois présentée en plan rapproché de manière à fournir un grand nombre de détails, tant sur les vêtements que sur la nature du rituel. Si le développement des recherches américanistes et notamment la redécouverte des chroniques espagnoles du XVI<sup>e</sup> siècle avaient autorisé cette précision iconographique, il n'est pas certain que la recherche de la vérité historique ait commandé ces représentations. Le couteau bien en vue dans la main du sacrificateur, la poitrine ouverte et bien sûr le cœur sanglant extrait à l'instant sont autant d'éléments destinés à flatter le voyeurisme du spectateur. Enfin, le fait que cette image soit la seule reconstitution historique illustrée dans l'ouvrage de Charnay (si l'on excepte une « jeune fille toltèque » et un « roi indien ») en dit long sur la volonté des auteurs et le goût des lecteurs.

L'instabilité politique des jeunes républiques latines, en proie à une anarchie politique permanente devait elle aussi jouer un important rôle dans l'image diversifiée des Amériques. *Pronunciamentos*, révolutions sanglantes, guerres civiles répétées et brigandage endémique allaient alors devenir thèmes de choix dans la représentation de la violence latino-américaine. Le Mexique, par son histoire et sa situation géographique, par l'intérêt que manifestaient les puissances pour ses richesses (la France et surtout les États-Unis si proches), en fut le support le plus connu avant d'être détrôné à la fin du siècle par les républiques bananières d'Amérique centrale. Parmi ces représentations, certaines connurent un grand

succès et furent maintes fois illustrées, ou contées (attaques de bandits de grands chemins, et coups d'État par exemple). Il est cependant probable que la plus célèbre fut le peloton d'exécution. Plusieurs raisons peuvent être invoquées qui assurément terrorisaient le spectateur et le fascinaient. C'est tout d'abord la fréquence supposée de cette forme de mort en des régions et périodes troublées et les causes parfois surprenantes qui y mènent. L'exemple le plus tragique est probablement celui du 11 avril 1859 : le général conservateur Marquez, après sa victoire sur les troupes libérales qui menaçaient Mexico, fit exécuter les prisonniers ainsi que les étudiants en médecine venus porter secours aux blessés. Cet acte lui valut le surnom de « Tigre de Tacubaya ». C'est ensuite la proximité de cette violence (portraits et scènes réalisés en pied), liant le témoin à la victime et ses bourreaux, en une forme de voyeurisme ou de participation passive. C'est enfin du point de vue strictement iconographique, peut-être l'une des formes de violence les plus aisées à illustrer, réunissant à l'instar du Théâtre classique, la sacro-sainte unité de lieu, d'action et de temps.

Parmi ces représentations, celles réalisées par Manet sont probablement les plus célèbres. Le 19 juin 1867, à Querétaro, étaient exécutés l'Empereur Maximilien et ses deux principaux généraux, Miramón et Mejía, par les troupes de Benito Juárez. Cette exécution scellait de manière tragique la guerre d'Intervention, commencée en 1862 et qui avait vu le déploiement d'un corps expéditionnaire français chargé de faire tomber le Mexique dans le giron français. Maximilien de Habsbourg, frère puîné de l'empereur d'Autriche, placé par les Français sur le trône mexicain en 1864, devait en être la plus illustre victime. La nouvelle de sa mort avait profondément ému l'opinion et les dirigeants d'Europe qui, vainement, avaient tenté de fléchir la résolution de Juárez. Manet, comme bien d'autres, s'en fit l'écho.

L'œuvre (Figure n° 6) affiche cependant une apparente absence d'émotion qui sera d'ailleurs reprochée au peintre. Le paysage bucolique en arrière-plan, les spectateurs grimpés sur le mur et indifférents, l'officier armant calmement son fusil pour donner le coup de grâce, tout concourt en effet à inspirer un sentiment de distanciation, intolérable si l'on considère l'enjeu de l'action. Ce « détachement » n'est bien sûr que superficiel et Manet saisit en image les effets dramatiques d'une violence politique et militaire. Cependant, à l'inverse du *Tres de mayo* de Goya dont il s'inspire, cette violence semble froide et bien peu latine, et la présence d'uniforme français en est la principale marque.

Cette question des uniformes du peloton d'exécution mérite d'être rappelée. Le premier des quatre tableaux réalisés par Manet sur le thème (en fait une ébauche, aujourd'hui à Boston) représentait les Mexicains vêtus dans leurs costumes traditionnels. Il semble que Manet, après avoir réalisé ce tableau, ait appris que les soldats étaient en fait vêtus à la française. Il peignit donc les trois versions suivantes avec des uniformes français dont les modèles (de véritables soldats) lui avaient été obligeamment fournis par un ami officier. Cependant, une seconde raison à la présence d'uniforme français peut être invoquée : considérant l'opinion de Manet sur la fin dramatique de Maximilien (il jugeait l'Empereur Napoléon III



FIGURE N° 6 : EDOUARD MANET : *L'EXÉCUTION DE MAXIMILIEN* (KUNSTHALLE, MANNHEIM),  
DANS ROUART ET ORIENTI, 1970, PL. XVII. (DROITS RÉSERVÉS)

responsable de sa mort), on peut admettre que cette présence ne fut pas guidée par le seul souci d'authenticité iconographique. Manet soulevait ainsi la responsabilité de la France dans l'issue de l'aventure mexicaine (Rouart et Orienti, 1970 : figure n° 115 et 116).

L'Amérique du Nord n'échappera pas à cette vision négative, la représentation de la violence devenant alors pour cette partie du double continent le principal thème de l'imagerie populaire de l'époque. Représentation d'autant prédominante que rien ne semblait pouvoir la contrebalancer (prestige d'un passé pré-européen ou colonial, réalisations artistiques, histoire immédiate), sinon la beauté complice et spectaculaire des paysages situés au-delà des Appalaches. Cette violence, omniprésente et donc sans rivale iconographique, sera paradoxalement la cause même de la célébrité de l'Amérique du nord en Europe, sous un nom : « La Conquête de l'Ouest ». Primitivement véhiculée, voire « inventée » par le journalisme aux États-Unis, cette « Conquête de l'Ouest » traversant l'Atlantique, deviendra dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle le symbole même de l'Amérique. À la fois saga aux personnages mythiques ou réels (de Pecos Bill à William Cody) et marche inexorable de la « civilisation », elle ne cessera de croître en importance, jusqu'à nos jours, grâce notamment aux supports nouveaux de l'imagerie populaire (cinéma, bande dessinée). Ces derniers porteront plusieurs de ces figures à une célébrité caricaturale : caravanes de pionniers, passage du chemin de fer, bivouacs et nuits étoilées, charges de « tuniques bleues ».

Cependant, l'image préférée de cette « Conquête de l'Ouest », fut à la fois la plus violente et la plus exotique : l'attaque de Peaux-rouges. Nouvel avatar, le Peau-rouge devient par excellence l'être négatif d'une imagerie dualiste, et dont le rôle se limite à des apparitions aussi brèves que fréquentes et brutales. L'attaque de la diligence ou du chariot de pionniers en sera l'impérissable modèle du genre, accompagné de surcroît d'une bonne dose de sadisme (tortures, mutilations) et d'érotisme (enlèvement de la femme blanche). Cependant, de tous les faits de violence attribués au Peau-rouge, le scalp est le mieux connu et certainement le mieux « apprécié » par le goût morbide européen (Honour, 1975 : 219-247).

C'est au cours de quatre expéditions le long des rives du Mississippi, du Missouri et de l'Arkansas (1830, 1832, 1834-1835, 1836) que l'Américain George Catlin (1796-1872) réalisa plusieurs centaines d'esquisses, de portraits, de scènes de genres et de paysages. Ses tableaux, mis au propre dans son atelier de la côte Est (son imposante production est estimée à plus de 450 peintures) et surtout les spectacles organisés avec de véritables Indiens connurent un grand succès en Angleterre et en France dans les années 1840 (Matthiessen, 1992). Catlin a bien entendu laissé une esquisse relative à cette coutume guerrière du scalp.

La scène (Figure n° 7) représente la fin d'un combat ayant opposé plusieurs guerriers dont trois, en arrière plan, sont hors de combat. Ils ont été mutilés et leurs scalps pendent à la ceinture d'un quatrième homme, qui lui-même vient d'être scalped. Apparemment sans connaissance, il est soutenu par le pied de son vainqueur qui lui a percé le flanc de plusieurs coups de poignard et qui, surtout, arrache sa chevelure. L'esquisse datée de 1835-37 relate un fait survenu probablement lors de la seconde expédition de Catlin, en 1832 : redescendant le Missouri, il avait séjourné durant un mois parmi les Indiens Mandans, dans les environs de Fort Clark. Il est à peu près certain que le voyageur n'assista pas à ce combat et que celui-là lui fut raconté par ses hôtes. Cependant, on ne peut que



FIGURE N° 7 : GEORGE CATLIN : *COMBAT ENTRE MANDANS* (1832), DANS MOORE, 1997, p. 187.  
(DROITS RÉSERVÉS)

reconnaître l'hallucinante crudité de la scène. Bien qu'il eût l'occasion d'assister à plusieurs actions violentes et de les peindre (chasses au bison, cérémonies religieuses comme la Danse du soleil, combats entre Indiens ou contre l'armée fédérale) ; aucune ne semble approcher un tel degré de réalisme froid et sanglant. Il est probable que Catlin fut fasciné par cette coutume, comme le furent un grand nombre d'Occidentaux : la précision de ses notes sur le sujet ne laisse que peu de doute (Moore, 1997).

## VIOLENCES ET INSTITUTIONS

La fin de cette conquête de l'Ouest (au nord) et la stabilisation des Républiques latines (au sud), devaient, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, autoriser l'élaboration de nouvelles visions des Amériques. Mais celles-là ne sont plus l'apanage de la seule Europe ; l'Amérique (du nord) fournit désormais sa propre image (comme nous venons de le voir avec Catlin), et l'envoi au Vieux monde ; le *Wild west show* de Buffalo Bill (notamment les tournées européennes entre 1888 et 1905) et les premiers « westerns » (réalisés dès avant la première guerre mondiale) en sont les plus anciens exemples. Cependant, le visage de l'Indien, bien que toujours présent, passe dans le registre des mythes populaires et du révolu. De nouvelles images sont élaborées dans lesquelles il n'interviendra plus désormais, puisque inspirées par les conditions politiques et sociales nouvelles. La violence, qu'il incarnait, change de modèle iconographique. Désormais, trois images de la violence américaine le remplaceront aux yeux des Européens : la dictature « latine » ; la violence urbaine ; l'intolérance raciale.

Confirmant ainsi le déplacement des pôles d'intérêts de l'imagerie européenne, les représentations de la violence en Amérique latine, sans devenir plus rares, semblent circonscrites à quelques clichés. Le plus important est très certainement celui illustrant ce que l'on peut appeler la dictature « latine ». Inspirée bien entendu de l'histoire déjà chargée des jeunes républiques de l'Amérique ibérique, cette vision est l'héritière directe de celle élaborée au XIX<sup>e</sup> siècle, et à laquelle s'ajoute un élément primordial : l'ordre, remplaçant l'anarchie.

Régime musclé et corrompu, protégé par une armée pléthorique aux officiers trop nombreux, imposant un calme redouté dans un décor de cités baroques et de cocotiers : telle sera – à quelques variantes près – la principale caricature de l'Amérique latine dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Ce nouveau « Farwest » méridional, remplaçant celui du Nord, devait entretenir par sa violence « institutionnalisée », par son parfum d'aventures exotiques, mais aussi par un érotisme tropical certain, bien des fantasmes ou plus simplement un désir d'évasion. Le cinéma, la littérature populaire et bien sûr les publications pour la jeunesse en seront particulièrement friands (Musset, 1998).

À ce titre, on ne peut ignorer *L'Oreille cassée*, troisième album des aventures du fameux reporter Tintin (1947). L'action se déroule en effet au sein de deux répu-

bliques de l'Amérique australe (le Nuevo Rico et le San Theodoros) revendiquant toutes deux la possession du Gran Chaco. Cette zone désertique frontalière renfermant d'importants gisements de pétrole sera l'enjeu d'un conflit armé entretenu par la *Général American Oil* et sa rivale la *Compagnie anglaise des pétroles sud-américains*. Le jeune reporter, tout à sa quête d'une idole *arumbaya*, ne portera que peu d'attention à ces événements politiques. Il en sera pourtant le témoin, voire l'acteur privilégié et involontaire : successivement accusé de terrorisme, emprisonné pour être fusillé, libéré puis nommé colonel et aide-de-camp du dictateur local, enfin soupçonné de trahison et fuyard déclenchant les hostilités entre les deux pays. Au-delà de la simple caricature des dictatures latino-américaines, *L'Oreille cassée* est une surprenante satire politique qui reflète d'authentiques événements : la guerre du Chaco, ayant opposé la Bolivie au Paraguay (1932-1935). Ces véritables pamphlets illustrés ne furent pas rares dans les plus anciennes œuvres d'Hergé : *Tintin en Amérique*, publié quelques années plus tôt, avait été une féroce critique de la société nord-américaine. De cette dramatique histoire (à l'issue de laquelle le fétiche *arumbaya* regagnera sa vitrine au musée), un personnage émergera, pièce importante de la galerie de portraits d'Hergé et que l'on retrouvera plus tard, véritable allégorie des tyrans « latins » : le fameux général Alcazar.

Si, aux yeux du public européen, les généraux galonnés semblaient être l'apanage de la moitié sud du continent, le nord vit en revanche se développer une image fort différente des représentations qui l'avaient jusqu'alors caricaturé. Autre vision certes et cependant héritière des précédentes, la cité gigantesque – la mégapole – apparaissait dans l'imagerie européenne. Nouvelle « frontière » de béton et d'acier, elle se substituait (ou plutôt s'ajoutait) aux mythes de l'Ouest. À la conquête horizontale des plaines et des déserts, semblaient succéder une conquête verticale cristallisant dans l'esprit des lointains témoins d'Europe tous les dynamismes et toutes les violences. Violence domestique, violence mafieuse, violence affairiste ; le creuset ne pouvait qu'attirer la production littéraire. *Le Mystérieux docteur Cornélius* (1913) est probablement l'un des modèles du genre. Gustave Le Rouge y met en scène un savant fou, richissime et assoiffé de pouvoir dans un décor de machineries futuristes et de cités nord-américaines tentaculaires. Force restera cependant à la justice, puisque la fin de cet interminable roman verra le siège de son repaire (une forteresse au large de l'Alaska) par les marines du monde entier. Si l'écrit attirait les talents, l'image ne restait point en retrait.

George Grosz (1893-1959) en laissa plusieurs dont *Souvenir de New York* nous semble la plus suggestive (Figure n° 8). Publiée en 1917 dans son *Premier recueil*, cette lithographie trahit la profonde fascination qu'exerçait sur lui un pays connu seulement au travers des romans d'aventures lus durant son adolescence. Ce maître de la *Neue Sachlichkeit* (Nouvelle Objectivité), né à Berlin, ne s'installera aux États-Unis qu'en 1933. Cependant, malgré l'admiration qu'il semblait porter au mode de vie américain (il américanise son prénom, Georg, à cette époque), Grosz ne pouvait ignorer la violence de la grande cité. Aussi, fidèle à son monde pictural de meurtres, de sadisme et de violence, il choisit le thème



FIGURE N° 8 : GEORGE GROSZ : *SOUVENIR DE NEW-YORK*, PARU DANS *PREMIER RECUEIL* (1917), DANS SCHNEEDE, BUSSMANN ET SCHNEEDE-SCZESNY, 1979, P. 59. (DROITS RÉSERVÉS)

de la métropole déshumanisée et trépidante : foules agitées, bruit et vitesse, gratte-ciel entrechoqués. Cette brutalité « américaine » donnera naissance à plusieurs autres images (elles aussi antérieures à son séjour au États-Unis), où se mêleront cow-boys, Indiens (*Image du Texas*, 1918) et scènes de lynchage (*Ku-Klux-Klan*, 1920).

L'intolérance raciale, sujet de l'ultime exemple choisi chez Grosz, peut être considérée comme la troisième image de cette vision récente de l'Amérique par le Vieux monde. Elle est cependant l'héritière de deux thèmes plus anciens, sources d'un bon nombre de représentations concernant l'ensemble du continent : le trafic négrier et l'esclavage. Bien qu'ils fussent abordés dès le XVII<sup>e</sup> siècle dans l'imagerie du continent, ces derniers ne connaîtront un véritable engouement qu'à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle avec le développement des mouvements

abolitionnistes. Blake, Turner, et Hugo, pour ne citer que les plus célèbres, laisseront à ce propos quelques images d'une rare violence (William Blake : *A negro hung alive by the ribs...* (1796) ; William Turner : *Le bateau négrier* (1840) ; Victor Hugo : *La pendaison de John Brown* (1860) (Hugh Honour, 1976 : 295, 301, 306). Issu donc de modèles développés tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, le thème de l'intolérance raciale prendra au siècle suivant une importance majeure : reflet d'un conflit de société d'autant plus visible qu'il semblait ne s'adresser qu'aux seuls États-Unis et devenir, de plus, un enjeu iconographique majeur chez les artistes locaux témoins de leur propre monde. Norman Rockwell fut l'un d'eux.

Célèbre aux États-Unis pour ses représentations de personnages ou de situations issus de la vie quotidienne, tant rurale que citadine, l'illustrateur Norman Rockwell (1894-1978) fut durant de longues années le miroir d'une Amérique profonde, populaire et confiante. Ses aquarelles aux couleurs franches, sans profondeur de champ et aux vues parfaitement horizontales, ne sont pas seulement des anecdotes, « moments de vie » saisis sur le vif à l'instar de l'instantané photographique, mais en fait de véritables petits contes développant une histoire bien au-delà des limites de l'image. Ils illustreront durant 47 ans la couverture du *Saturday Evening Post*. La fin de sa collaboration avec le magazine, en 1964, donnera à Rockwell l'occasion de changer les thèmes qu'il affectionnait jusqu'alors. À la peinture d'une Amérique traditionnelle, sinon traditionaliste, succéderont les questions plus graves, marques de l'évolution des mentalités du pays : inégalités sociales, diversité ethnique, tiers-monde (Buechner, 1972).

*The problem we live with*, réalisé pour le magazine *Look* en 1964, en est l'exemple parfait et illustre l'une des plus graves crises de société que les États-Unis affrontèrent depuis la guerre de Sécession : celui de l'intégration scolaire (Figure n° 9). Soutenu ardemment par le président John Kennedy, ce projet qui cherchait à promouvoir l'égalité dans l'enseignement par la mixité ethnique, devait soulever une opposition féroce dans les États du Sud et provoquer de sanglantes émeutes. Il fut cependant mené à son terme sous la protection des forces fédérales. La peinture de Norman Rockwell en présente un témoignage. Une enfant, vêtue de la presque caricaturale tenue blanche des petites afro-américaines du sud des États-Unis, se rend à l'école escortée de quatre policiers. Elle n'est visiblement pas la bienvenue. Une tomate jetée sur le groupe et dont les restes maculent le mur l'atteste. Bien plus explicites sont les inscriptions que l'on distingue : « nigger » (négro), et plus encore les trois K, de sinistre réputation, symbole du Ku-Klux-Klan. Ne seraient-ce ces traces sur le mur, la scène pourrait malgré tout sembler d'un calme parfaitement anodin que le visage neutre de la fillette semble renforcer. Cependant, cette distanciation voulue par Rockwell (accentuée par l'absence des visages des policiers) suggère avec une indicible force ce qui n'est pas montré : derrière l'observateur, la bataille de rue fait rage.



FIGURE N° 9 : NORMANN ROCKWELL : *THE PROBLEM WE ALL LIVE WITH*, PARU DANS *LOOK*, 14 JANVIER 1964, DANS BUECHNER, 1972, p. 136-137. (DROITS RÉSERVÉS)

## LA PAILLE ET LA POUTRE

Lieu commun de l'histoire du monde, la violence est l'un de ses principaux thèmes d'imagerie. Les Amériques, terre d'exotisme et de découverte, devaient par nature en favoriser la représentation. Réelle, vécue ou imaginée, cette violence quelle que fut son authenticité ou sa nature a été depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle, décrite, commentée et illustrée à l'aune des visions occidentales. Ainsi peut-on expliquer la variété des aspects qu'elle put revêtir : cannibalisme, sacrifices humains, cruauté coloniale, persécutions antichrétiennes, conquête de l'Ouest et Peaux-rouges, révolutions, anarchie politique et dictatures latines, sauvagerie urbaine et intolérances raciales. Images apparues successivement à l'Occident, se superposant et enrichissant ainsi une sombre palette – miroir de notre propre monde.

À l'instar de ce miroir européen ne renvoyant de cette violence que ce qui pouvait nourrir les fantasmes occidentaux, ce texte fait un choix. Si tant est qu'il était possible en quelques pages de les présenter toutes, plusieurs formes de violences américaines ont été ignorées ici. C'est le cas de la piraterie caraïbe, de la guérilla et des mafias urbaines ou narcotrafiquantes pourtant grandes pourvoyeuses d'images et de mythes. Beaucoup plus qu'un inventaire aux prétentions démesurées, peut-on présenter une anthologie d'images représentatives de l'évolution et des avatars d'un domaine si particulier.

Car il ne s'agit pas ici de violence, mais d'image de la violence, image issue d'un choix cinq fois centenaire et délibéré d'altération de la réalité ; pendant occidental à la fascination exercée depuis plus longtemps encore par l'Orient. Plus que la violence elle-même, l'image de la violence américaine – *a fortiori* sauvage et lointaine – a su fasciner. Sa contemplation (au sens religieux du terme) étant à la fois exorcisme, assouvissement des pulsions collectives, plus rarement dénonciation, enfin et peut-être surtout reflet rassurant de la barbarie de l'Autre : en somme, la paille et la poutre.

### Bibliographie

- Buechner Thomas S., 1972, *Norman Rockwell. A sixty Year Retrospective*. New-York H.N. Abrams.
- Charnay Désiré, 2001, *Voyage au Mexique (1858-1861)*. Paris, Ginkgo Éditeur (Présentation et commentaires de Pascal Mongne).
- Duviols Jean-Paul, 1985, *L'Amérique espagnole vue et rêvée*. Paris, Promodis.
- Honour, Hugh, 1975, *The New Golden Land. European Images of America*. London, Allan Lane.
- Honour, Hugh, 1976, *L'Amérique vue par l'Europe*, Grand Palais, 17 septembre 1976 - 3 janvier 1977. Paris, Edition des Musées nationaux.
- Keen, Benjamin, 1971, *The Aztec Image in Western Thought*. New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press.
- Matthiessen Peter, 1992, « L'indomptable Catlin », dans Catlin George, *Les Indiens d'Amérique du Nord*. Paris, Albin Michel.
- Mongne Pascal, 2000, « Objets des Amériques, reflets du Nouveau Monde », dans *Sculptures. Afrique, Asie, Océanie, Amériques*. Paris, Pavillon des Sessions, Palais du Louvre.
- Mongne Pascal, 2000, « Désiré Charnay. Une vision photographique du Mexique », dans *Histoire et Société de l'Amérique Latine*, n° 11.
- Mongne Pascal, 1999, « Imaginaire et réalité : l'imagerie du Mexique durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », dans *D'Orbigny, les voyageurs européens et la découverte des Amériques au siècle des Indépendances*. Colloque international du 18 au 20 nov. 1999, Universités Toulouse-Le Mirail et La Rochelle (sous presse).
- Mongne Pascal, 2002, « Désiré Charnay, ou les vestiges d'une œuvre scientifique », dans *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, Paris (sous presse).
- Moore Robert, 1997, « George Catlin : Sauver les Indiens de l'oubli », dans Moore R. (dir.), *Les Indiens d'Amérique*. Paris, Herscher.
- Musset Alain, 1998, « Du San Théodoros à Mosquito : l'Amérique latine en bulles », dans *Cahiers des Amériques Latines*, n° 28/29, Paris, IHEAL Editions.
- Rouart Denis et Orienti Sandra, 1970, *Tout l'œuvre peint de Manet*. Paris, Flammarion, Les Classique de l'Art.
- Schneede Uwe M., Bussmann Georg, Schneede-Sczesny Marina George Grosz, 1979, *Vie et œuvre*. Paris, François Maspero.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Depuis son apparition à l'Occident, le continent américain n'a cessé d'être représenté en images, et de multiples manières. Ces images, authentiques ou inventées, ont porté sur tout ce qu'il pouvait offrir d'immédiatement visible : paysages, plantes et animaux bien sûr, mais aussi et surtout ses populations et les cultures qu'elles avaient créées : œuvres d'art, coutumes, cérémonies religieuses, scènes de la vie quotidienne, etc. Au sein de cette invraisemblable richesse iconographique, la violence a certainement joué un rôle primordial. Lieu commun de l'histoire du monde, son image ne pouvait que se développer et grandir dans les fantasmes collectifs de la vieille Europe tournés vers le *Mundus Novus*. Réelle ou imaginée, l'image de la violence américaine a pris depuis cinq siècles de multiples aspects, reflets des époques et des modes, et surtout des mentalités. Ce texte, à partir d'un choix de quelques exemples iconographiques, en fait un rapide survol.

\*\*\*

*Desde su aparición en Occidente, el continente americano no dejó de ser representado en imágenes, y eso, de varias maneras. Estas imágenes, auténticas o inventadas, se refirieron a todo lo que podía ofrecerse siendo inmediatamente visible : paisajes, plantas y animales por supuesto, pero también y sobre todo las poblaciones y las culturas que habían creado : obras de arte, hábitos, ceremonias religiosas, escenas de la vida diaria, etc. En esta increíble riqueza iconográfica, la violencia desempeñó ciertamente un papel*

*primordial. Tópico de la historia del mundo, su imagen, solo podía desarrollarse y crecer en los fantasmas colectivos de la vieja Europa dirigidos hacia el Mundus Novus. Real o imaginada, la imagen de la violencia americana ha tomado desde hace cinco siglos múltiples aspectos, reflejos de los tiempos y de las modas, y sobre todo de las mentalidades. Este texto, a partir de una selección de ejemplos iconográficos, hace un rápido sobrevuelo de esa realidad.*

\*\*\*

Since its appearance in the Occident, the American continent did not cease being represented in images, and in multiple manners. These images, whether authentic or invented, are related to all that it could be immediately visible : landscapes, plants and animals of course, but more especially its populations and the cultures which they had created : works of art, habits, religious ceremonies, everyday life scenes, etc. Within this incredible iconographic richness, violence has certainly played a paramount role. The commonplace of the history of the world, its image could only develop and grow in the collective phantasms of old Europe, turned towards *Mundus Novus*. Real or imagined, the image of American violence has taken since five centuries, multiple aspects, reflections of epochs and modes, and especially of mentalities. This text, starting from a choice of some iconographic examples, is in fact a quick skipping throw

---

CRITIQUE ET VIOLENCE  
DANS *LA SANGRE DERRAMADA*  
DE JOSÉ PABLO FEINMANN  
HISTOIRE, POLITIQUE ET CULTURE\*

RITA DE GRANDIS\*\*

À la mémoire de Tyna (1946-1975)  
*Sombra terrible de Facundo, voy a evocarte para que  
sacudiendo el ensangrentado polvo que cubre tus cenizas,  
te levantes a explicarnos la vida secreta y las convulsiones  
internas que desgarran las entrañas de un noble pueblo !  
Tú posees el secreto, revélanoslo ! (Sarmiento, 17)*

LES INTELLECTUELS latino-américains du XIX<sup>e</sup> siècle, cela a été dit fréquemment, ont accordé à la littérature un rôle éminent dans la formation de la nation comme « communauté imaginaire » (Benedict Anderson, 1983, 1991, Doris Sommer, 1991). À cette époque, l'imprimerie a été le vecteur technique le plus important de la re-présentation de la nation, comme la presse, l'une de ses institutions privilégiées<sup>1</sup>. En effet, les grands « récits fondateurs », pour reprendre ici les termes de Doris Sommer, ont été considérés, dans leur majorité, comme un commencement avant même qu'ils ne soient institutionnalisés par le feuilleton, genre littéraire produit en série et publié dans les journaux du temps. La littérature et la presse ont été étroitement liées lorsqu'il s'est agi d'écrire la nation.

Le cas qui nous intéresse en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par cette même tradition. Il la continue et la transforme à la fois. à mi-chemin de ces deux institutions du savoir que sont la littérature et la presse, il recouvre les mêmes genres littéraires : le feuilleton, la chronique et l'essai. Il est produit par des intel-

\* Traduction de Mona Huerta

\*\* Université de Colombie britannique, Vancouver (Canada)

lectuels, à la fois hommes de lettres et hommes de conviction, pour qui l'écriture est une forme particulière d'action politique. L'hypothèse de départ est que *La sangre derramada. Ensayo sobre la violencia política* (Le sang versé. Essai sur la violence politique) de José Pablo Feinmann (1998), fonde, au travers de la chronique et de l'essai, l'expérience péroniste *montonera*. L'auteur, sous la forme ou le style d'un *remake* ou d'un *revamping*, propre à l'esthétique de recyclage culturel, reprend les récits fondateurs de la littérature argentine du XIX<sup>e</sup> siècle (*El Matadero*, *Facundo*, *Amalia*) et les amplifie en incorporant, falsifiant et paraphrasant divers autres récits et fragments hétérogènes du discours social. Dans cette « communauté imaginaire » déjà existante, il annexe et combine formellement de vieilles et de nouvelles histoires, leurs symboles, leurs mythes et leurs héros. Les nouvelles interprétations qui émergent de cette pratique s'inscrivent dans la contemporanéité des années quatre-vingt-dix, c'est-à-dire, très près du moment de l'énonciation qui, selon Bakhtin, caractérise fondamentalement le genre romanesque : incomplet et propre à être reformulé en permanence (Bakhtin, 1981). *La sangre derramada* rattache ainsi l'expérience péroniste de la gauche dite nationale aux origines de la nation, l'inscrivant au patrimoine de la littérature « nationale ». L'essai est composé de trois parties et de quelques conclusions. La première, *Critique et violence*, qui ébauche une « gnoséologie de la violence », nous retient ici en priorité ; la deuxième, *Récits d'un pays violent*<sup>2</sup>, établit une généalogie de la violence à partir des récits qui, depuis la période de l'indépendance, tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et jusqu'au moment précis de la narration, fondent une « méthode » politique. Ces récits façonnent une morphologie culturelle singulière, c'est-à-dire, un style propre à imaginer la nation. La troisième partie, *La violence et le sens de l'Histoire*, traite de questions que Feinmann lui-même qualifie de philosophiques et religieuses. Les conclusions lui permettent de disserter sur la violence et la démocratie, d'avancer des points de vue sans pour autant offrir de solutions aux questions très complexes qu'il aborde. On peut dire que par l'ampleur et l'hétérogénéité du spectre politique, philosophique et culturel traité, il y a dans *La sangre derramada* une volonté de comprendre le passé et le présent dans leur totalité. L'écriture préparée sous la forme d'un immense compendium de lectures, révèle tant le désir de l'écrivain de tout expliquer que ses propres limites liées à un contexte psychologique, social et historique précis, contexte que l'on pourrait également appliquer à l'horizon de ses lectures.

## LA CRITIQUE : CONNAISSANCE ET MÉTHODE

L'amorce de *Critique et violence* (« Le revolver sur le bureau ») est une image brutale de ce récit : le général Bussi, gouverneur de la province de Tucuman, assis à son bureau, parle à deux personnes en jouant avec un revolver. À l'avant de cette image concrète et définie qui sert de toile de fond, le récit commence en 1989, date à la fois précise et multi-référentielle : cette année est en effet un moment clef

de la scène nationale et internationale puisqu'elle marque la chute du mur de Berlin, l'avènement de l'économie du libre commerce à l'échelle mondiale et le début de la première administration péroniste de Carlos Saúl Menem. Cette date « fondatrice », dirait Sommer à la suite d'Anderson, allait confirmer pour Feinmann la domination mondiale et locale du libre commerce en tant qu'idéologie de la démocratie, idéologie qui se construit précisément en dépassant toutes les autres, et en particulier, les idéologies totalitaires et forcément violentes du fascisme et du communisme, portées par des états totalitaires. Ainsi, en Argentine, à partir de 1989, cette idéologie est instaurée comme seule réalisation possible de la démocratie.

Lorsque dans le deuxième paragraphe, « Le concept de critique », l'auteur passe de l'image au concept (la contre figure du signe linguistique), la signification et le sens du mot critique est alors examiné par rapport à la violence. La critique est définie comme « connaissance » de la violence. Le narrateur produit ce sens dans un premier temps à partir de son interprétation de la *Critique de la raison pure* de Kant : un effort pour connaître les portées et les limites de la connaissance, et, dans un second temps, dans son analyse de la *Critique de la raison dialectique* de Sartre. Celui-ci, selon Feinmann, a utilisé la critique dans le même sens que Kant, c'est-à-dire, non comme opposition à la raison dialectique, mais comme quête conjointe de ses postulats et de ses limites. Finalement, il fait référence au Marx de la *Critique de la philosophie du Droit* de Hegel (1843), pour qui la critique implique de démasquer les relations sociales et l'injustice, de prendre ses distances et de rompre avec l'ordre établi. À partir de ces inférences, Feinmann conclut que « la critique est l'hypothèse de toute praxis de transformation ». Il diagnostique alors le présent accablé par « l'effondrement des horizons historiques et l'omniprésence des moyens de communication ; ...l'homme de la fin du millénaire ne peut se distancer de rien tant il est immergé dans un torrent de faits qui annihile son individualité et le transforme en un être-reflet, répétitif, submergé et à jamais distancé, a-critique en somme ».

Il signale en outre, qu'il n'est pas accidentel que cette caractéristique a-critique du sujet actuel ait ses racines dans la pensée de Heidegger, puisque sur ses bases on été fondées les philosophies postmodernes de la fin des grands récits et du sujet critique (6. « Digression : Heidegger et le nazisme, contingence personnelle ou exigence interne de son mode de philosopher ? »). C'est pourquoi il réintroduit Sartre, affirmant qu'il a cessé d'être le philosophe de référence et que son manque d'actualité réside justement dans la modification du paradigme de la modernité (11. « Digression sur Sartre »). Il oppose ainsi Sartre à Heidegger, qualifiant le premier, de philosophe de la modernité et de modèle du critique intellectuel et le second de philosophe de la post-modernité et de modèle d'intellectuel a-critique. En opérant cette séparation, la figure de l'essayiste diverge de celle des philosophes postmodernes pour mettre au centre du débat intellectuel contemporain la possibilité de rétablir le sujet critique de la modernité dont Sartre était le modèle. Il se demande alors s'il est possible de penser une violence juste et, si oui, quels en seraient dans ce cas les conditions ? Dans cette perspective, il met

en rapport les racines politiques, culturelles et historiques du nationalisme argentin avec celles des années soixante-dix, et trace un parcours avec les nombreuses réponses que la question sur la violence a suscitées tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Il considère que l'idéologie du libéralisme est responsable de la rationalité violente, lorsqu'il s'arroge la pensée sur la liberté et marque l'opposition entre démocratie libérale et totalitarismes. À son avis, le capitalisme est le premier échec du libéralisme, le second, « son utopie la plus profonde », étant de croire que la société peut s'autoréguler par le marché. Si au XX<sup>e</sup> siècle le libéralisme de marché, le nazisme, le fascisme et le communisme ont échoué, il est nécessaire, selon lui, de distinguer le socialisme du communisme étatique soviétique, afin de marquer de ses insuffisances le système victorieux du marché, à partir d'un socialisme critique.

Feinmann recourt à une seconde digression qu'il qualifie de fondamentale pour son argumentation. Celle-ci est extraite de *Après le communisme* d'Ernst Nolte et permet de transposer à la situation argentine, sur le mode analogique, le schéma nazisme/communisme développé par cet auteur pour l'Europe (4. « Digression : Ernst Nolte et les deux démons »). Pour Nolte, indique le narrateur/auteur, le goulag et Auschwitz sont les deux figures démoniaques du XX<sup>e</sup> siècle, comme le libéralisme libre-échangiste en constitue le dépassement ; toutefois, ce capitalisme victorieux de 1989 produit des inégalités notables. Appliquée à l'Argentine, cette théorie, au début des années quatre-vingt, fut utilisée par le gouvernement d'Alfonsín pour diligenter ses relations avec les classes militaires et les organismes des droits de l'homme. Dans cette perspective fut élaboré le rapport de la Conadep (*Comisión nacional de detenidos y desaparecidos durante el proceso*), intitulé « Jamais plus ». Ce rapport, comme chacun sait, devint en Argentine l'un des piliers fondateurs d'un nouvel acte historique sur lequel furent construits d'innombrables récits, parmi lesquels, on relève *Haciendo memoria en el país del Nunca más* de I. Dussel, S. Finocchio et S. Gojman. Ces récits sont proposés, en particulier aux jeunes générations, comme un outil pédagogique pour enseigner l'histoire du dit « processus de réorganisation nationale » (Hugo Vezzetti, 1999). Feinmann se demande si le goulag ne serait pas le démon de l'extrême gauche et Auschwitz celui de l'extrême droite. « Quelle solution alors le capitalisme de libre commerce offre t'il à ce dilemme des démons du XX<sup>e</sup> siècle en particulier dans l'Argentine de la démocratie ? »

Pour reposer ce problème il offre une vision rétrospective : les juifs et les marxistes furent pour Hitler, en Europe, les représentants du « Mal » ; en Argentine, ce furent les nationalistes du coup d'Uriburu, qui au début du XX<sup>e</sup> siècle, développèrent une méthode politique basée sur la violence (5. « Nazisme et violence »). Il existe ainsi, en Argentine, une certaine continuité entre le premier coup d'État militaire du XX<sup>e</sup> siècle (celui d'Uriburu en 1930) et le dernier (celui de Videla en 1976). Le soutien culturel à ce premier nationalisme militaire apparaît chez des auteurs et des politiciens comme Leopoldo Lugones, Manuel Carlés, Carlos Ibarguren et Juan E. Carulla, ou dans des revues comme *Caras y Caretas* (7. « Nos fascistes : l'heure de l'épée »). En effet, le numéro de septembre 1930 de cette revue

salue avec ferveur la révolution d'Uriburu et ouvre sur une « Harangue patriotique » du chef de la Ligue patriotique argentine, Manuel Carlés qui déclare : « Je vais vous adresser une parole aussi expéditive qu'un coup de feu ». L'écrivain de ce fascisme national fut Leopoldo Lugones. Carlos Ibarguren fut plus lucide, comme le montre sa biographie *Juan Manuel de Rosas* où l'on trouve les fondements de cette idéologie fasciste argentine de tradition hispanique, catholique, et militaire. Dans cet ouvrage, Ibarguren affirme que le père de Rosas avait déclaré que « son fils devait, le premier jour de sa vie, être consacré à la fois comme catholique et militaire, parce que seule la condition militaire » (« la violence, en fin de compte » note Feinmann) pouvait perpétuer la tradition. L'essayiste génère avec cette série de déplacements analytiques, des correspondances politico-culturelles et littéraires entre Ibarguren, l'idéologue des origines du fascisme argentin, et Lugones son poète et prophète. Celui-ci, dans son *Manifeste révolutionnaire*, exalta la force pour libérer la nation du joug d'Yrigoyen. Feinmann analyse ce moment historique et compare ce premier nationalisme avec celui des années soixante-dix et avec les militaires de la junte de Videla, qui à l'instar de Carlos Carulla en 1930, s'étaient eux-mêmes comptés parmi les « bons Argentins », sauveurs de la nation depuis 1810. Il souligne ainsi qu'un même sentiment lie les « bons Argentins » de 1930 et ceux de 1970.

Pour Feinmann, le schéma interprétatif que Nolte, élabore dans *Après le communisme* afin d'expliquer la guerre civile européenne entre communisme et fascisme, provient du fascisme et peut être comparé en Argentine avec celui d'Ibarguren durant les années trente et avec celui de la junte militaire dans les années soixante-dix. Le point de rencontre entre communisme et fascisme se trouve dans leur lutte contre la démocratie libérale ; pour Nolte et les partisans du libre commerce d'après 1989, la guerre entre ces idéologies permet de faire triompher la démocratie individualiste, libérale et anti-étatique que toutes deux honnissaient. Ce point de vue s'est construit non seulement avec des économistes comme Adam Smith, Friedrich von Hayek et Milton Friedman, mais aussi avec Mussolini, Hitler... et des auteurs comme Carlos Ibarguren et Leopoldo Lugones. C'est cela même : avec des économistes, des politiciens et des littérateurs.

En parcourant le circuit historique, idéologique, culturel et littéraire de la violence reliant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle et les années soixante-dix, il convient, comme le suggère Feinmann, de tenir compte des *Notes d'histoire militaire* (1932) de Juan Perón afin de mieux appréhender le schéma idéologique de la gauche péroniste (9. « Juan Perón : politique et guerre »). Sur « le fil tissé entre Perón et Hegel, Clausewitz, Von der Goltz et Marx, Fanon, Che Guevara ou Giap se trouvent, en effet, de nombreux éléments pour comprendre le phénomène *montonero* ». *Les Damnés de la terre* de Fanon préfacé par Sartre et le mélange de violence, d'humanisme, de libération, et de patrie que l'on y décèle, eurent pour effet de galvaniser la jeunesse argentine dans les années soixante-dix. Le film de Gilles Pontecorvo, *la Bataille d'Alger*, contribua également à nourrir le militantisme argentin et la pratique armée des *montoneros* lorsque ces derniers entrèrent en clan-

destinité. Ils puisèrent leur inspiration dans cette conception fanonienne du pire pour le meilleur, « toute hécatombe, à partir d'un certain état embryonnaire de la conscience, fortifie la conscience nationale ». Feinmann narrateur/essayiste conclut en condamnant : Fanon « et son aliénation nietzschéenne » s'est trompé comme s'est fourvoyé « le militantisme armé argentin et son mysticisme d'avant-garde, solitaire et isolé des masses : l'hécatombe a été l'hécatombe, et rien de plus que l'hécatombe ».

Sur ce parcours balisé d'auteurs et de textes qui marquèrent la formation de la génération « révolutionnaire » des années soixante-dix, Feinmann passe de Franz Fanon à Ernesto Che Guevara afin d'expliquer la composition sociale de la gauche péroniste (13 « Ernesto Che Guevara : théorie du foyer insurrectionnel »). Celle-ci était formée de jeunes des classes moyennes, d'universitaires, d'habitants de bidonvilles, ou encore de syndicalistes en marge du bloc réunissant les conciliateurs, les adeptes du dialogue, les bureaucrates et les partisans de Vandor de la CGT. Il reconnaît qu'il est hardi et dangereux de critiquer le Che, trente années après sa mort (1997) surtout avec toute la sacralisation a-critique dont il a été l'objet. Il insiste cependant sur la nécessité de le faire afin de lui restituer sa stature historique et sa problématique<sup>3</sup>. Pour Feinmann, « Ernesto Che Guevara est l'un des grands responsables des massacres de notre continent ». Les mots *la sangre derramada* (le sang versé), comme le précise l'essayiste lui-même, sont extraits du *Mensaje a los pueblos del mundo a través de la Tricontinental* du Che : « Chaque goutte de sang versée sur un territoire, sous le drapeau duquel l'on n'est pas né, est une expérience que recueille celui qui survit afin qu'il puisse l'appliquer dans la lutte de libération de son lieu d'origine ». Cet ordre de mort, dont la génération *montonera* s'est fait l'écho, n'est pas nouveau. Le narrateur rappelle qu'il a ses antécédents historiques et culturels aux origines de la nation ; il est gravé dans les paroles de l'hymne national argentin : « Couronnés de gloire vivons ou jurons de mourir avec gloire », (14. « La Gloire ou la mort »). L'idée de gloire et de mort évoque cette conception de la mort sacrificielle qu'exige la nation<sup>4</sup> (Michelet et Renan cités par Anderson, 1991). Or, au-delà du contenu explicite du titre analysé par l'essayiste lui-même, ce sang versé est l'ellipse d'un slogan *montonero* omis ou tronqué dans sa deuxième partie<sup>5</sup> : « Le sang versé ne sera pas négocié ». Il y a dans cette troncature un important déplacement interprétatif ; le second terme de la proposition, qui dans les années soixante-dix avait signifié une action par les armes, cède ici le pas à l'action par l'écriture, à l'écriture de la prise d'armes. Dans ce mouvement qui va du geste (la consigne et la violence) à la parole (le texte), le texte construit une expérience comme trame discursive. Il écrit ces récits, les rend publics, les publie et « verse » son encre sur la polis des années quatre-vingt-dix. Il « dit » avec ses mots ce qu'il a lu et vécu. Son désir n'est déjà plus de « vouloir être l'œuvre », comme le note Giordano, dans un geste comparable à celui des essais d'Oscar Masotta, mais d'être son propre langage. Ainsi, de l'expérience de la violence inscrite dans le slogan *montonero*, « le sang versé ne sera pas négocié » à l'écriture du sang versé... se joue alors un déplace-

ment passionné par lequel l'essayiste restitue « l'œuvre au désir de l'écriture de laquelle il était sorti » (Alberto Giordano, 1991 : 111).

Dans ce va et vient narrativo-temporel et conceptuel sur les modalités violentes de faire de la politique et sur leurs expressions culturelles, Feinmann dispose un cadre de compréhension pour expliquer la violence des années soixante-dix et la contester à la fois, affirmant que nul ne peut se dresser contre la logique de mort en instrumentant cette même logique. Ainsi « Moreno fait fusiller Liniers, Lavalle condamne Dorrego à mort et Sarmiento salue avec joie la décapitation de Peñaloza ». L'histoire nationale est faite de violence et de vengeance. Il soutient que l'on doit casser cette logique dont les *montoneros* héritèrent et qu'ils nourrirent avec une méconnaissance du marxisme ; cette ignorance les conduisit à l'échec idéologique, à l'isolement des masses, et à l'avant-gardisme hautain et solitaire. Cependant, leur violence se déploya en leur temps historique à partir d'incontestables réalités : gouvernements dictatoriaux, répression, exécutions. Bien que rien ne la justifiait, ceci permet au moins de la comprendre. Il affirme enfin que l'on aurait pu l'éviter, grâce peut-être à la transparence institutionnelle, c'est-à-dire, à la mise en place d'un cadre juridique pouvant offrir aux citoyens la possibilité d'autres voies vers la vérité et l'équité. Mais en 1970, la société argentine despotique, répressive et militarisée était très loin de cette transparence institutionnelle et cette légitimité de la loi, qui à partir des années quatre-vingt allait devenir l'axe fondamental du débat idéologique et politique au sein du processus démocratique.

## LA CRITIQUE COMME RESPONSABILITÉ ET MÉTHODE

Dans le dernier paragraphe de *Critique et violence* de cette *sangre derramada*, Feinmann, qui se demande s'il a réalisé une critique de la violence, affirme que nous savons beaucoup de choses sur cette question (29. « Transition à la seconde partie »). Cependant, dans le processus de connaissance, il n'a pas été possible de s'éloigner de l'objet, mais plutôt d'en être une partie intégrante en relation conflictuelle. De cette manière, la recherche d'intelligibilité mise en œuvre par l'essai a brisé l'*adaequatio* puisqu'il n'est guère possible de réfléchir sur la violence comme objet extérieur à soi-même, mais bien comme part constitutive de la subjectivité, de l'existence et comme partie du problème. De cette manière Feinmann retourne à Sartre et à sa *Critique de la raison dialectique* pour poser l'impossibilité de la relation sujet-objet dans la philosophie moderne. Si pour Sartre, la seule théorie de la connaissance valable est celle dans laquelle celui qui participe de l'expérience fait partie du système qu'il s'agit de comprendre, pour Feinmann c'est cette conscience qui a motivé « la prépondérance croissante de la première personne » ; techniquement, ce recours du narrateur témoin permet à l'essayiste de maintenir une perspective temporelle fondée sur le présent. Questionnée, l'expérience se réalise dans la zone de contact avec le présent qui constitue le plan de lecture de l'auteur. Une critique de la violence n'est possible que si le sujet fait partie de l'objet et forme avec lui une totalité problématique. Cette nature relationnelle

entre sujet et objet permet de comprendre la violence ou du moins d'aller au-delà de ses opacités<sup>6</sup>.

Se dessinent ainsi deux figures de la critique, l'une comme méthodologie, l'autre comme intervention sociale ; il s'agit d'une part d'une critique qui est le principe méthodologique de la raison dialectique et d'autre part d'une critique, instance sociale et pouvoir objectif. Dans cette perspective sociale et transformatrice, la tâche de l'essayiste se convertit en un geste public et en une pratique sociale qui vulgarise et diffuse une rénovation intellectuelle et sociale. La figure du critique témoin se construit comme un exemple et comme une voix publique. Celui-ci est impliqué autant dans la production de la violence que dans sa responsabilité critique et sociale pour en connaître les causes et les limites, et pouvoir ainsi les transformer. C'est alors seulement que la critique pourra être réparatrice. Cette figure de l'essayiste impliqué dans sa contemporanéité reconnaît en Sartre un modèle identifiable et incontesté ; chez ce maître il trouve l'occasion de se chercher lui-même et de découvrir sa subjectivité au sein de la totalité en marche que représente son essai. Pour Feinmann comme pour Masotta, les concepts du marxisme, en suivant Sartre, sont utilisés comme des idées régulatrices de l'exercice d'interprétation<sup>7</sup>. Le marxisme apparaît davantage comme méthode que comme doctrine. C'est pourquoi dans *La sangre derramada* le politique acquiert une valeur supérieure, le littéraire étant utilisé comme matériel recyclé et recyclable et comme occasion pour rencontrer la politique.

La ré-émergence de la figure de Sartre dans les années quatre-vingt-dix révèle toute une tradition locale qui a prédominé dans les années cinquante, soixante et soixante-dix. Rappelons l'emblématique essai d'Adolfo Prieto, *Borges et la nouvelle génération* (1954), élaboré en suivant les principes sartriens, en particulier celui du compromis de l'écrivain, en vertu duquel Borges est condamné comme détracteur pour ne pas s'être plié aux exigences de son temps. Nous reconnaissons aussi toute une gamme d'essais et d'essayistes parmi lesquels il convient de mentionner David Viñas, Oscar Masotta, Juan Jose Sebreli, et le groupe Contorno, pour ne relever ici que les plus représentatifs. (De Grandis, 1993 ; Giordano, 1991). Plus récemment nous avons identifié d'autres influences, correspondances et résonances. Par exemple, chez l'écrivain espagnol Manuel Vázquez Montalbán, avec lequel Feinmann collabore dans la revue *Página 12*<sup>8</sup>. Dans « Après Sartre et Octavio Paz » tiré de l'essai *Marcos : el señor de los espejos* (1999), Montalbán, dans un retournement comparable à celui de Feinmann, considère ces deux auteurs comme les gourous d'un modèle d'intellectuel de la modernité qui va vers sa fin, du moins en Europe<sup>9</sup>. Il convient aussi de mentionner que cette ré-évaluation de la figure et de la pensée de Sartre, loin d'être isolée chez Feinmann ou Montalbán, est plutôt indicatrice de profils intellectuels différenciés. Contrairement aux États-Unis où le débat intellectuel tourne autour du post colonialisme, et où la figure de Sartre n'a pas fait l'objet d'une ré-évaluation, en Europe, elle a suscité un ample débat, surtout avec la publication du *Siècle de Sartre* de Bernard-

Henri Lévy et avec les commentaires de Michel Contact parus dans *Le Nouvel observateur* et *Le Monde* entre avril et mai 2000.

Mais en revenant à Sartre et en nous éloignant de lui, soulignons chez Feinmann la résonance particulière de Milciades Peña (1933-1965), figure locale et force directrice dans sa formation. Avec lui, les affinités sont profondes surtout quant à la figure de l'intellectuel de gauche et au développement de la pensée marxiste en Argentine<sup>10</sup>. Avec lui et à partir de son œuvre, il construit un marxisme profondément argentin qui résulte d'une conjonction *sui generis* entre la politique de Trotski et la philosophie de Henry Lefebvre, comme l'indique Michaël Löwy à propos de Milciades Peña dans la préface du *Marxisme oublié en Argentine* de Horacio Tarcus ; le marxisme de Peña est très argentin par ses thèmes, son objet et ses préoccupations centrales. Il est aussi universel par sa méthode et son internationalisme socialiste (Horacio Tarcus, 1996). Feinmann partage avec Peña la catégorie de danger, qui occupe chez ce dernier une place centrale dans sa vision tragique du monde, puisqu'il affirme dans son *Cours d'initiation marxiste* (1958) que pour le marxisme la catégorie de danger est essentielle à tout processus de progrès et de développement de l'humanité. Dans ce processus la catastrophe peut arriver et les fortes possibilités de créer un meilleur destin pour l'homme sont toujours menacées par d'éventuels et de terribles retours en arrière. C'est de cette *conception tragique* de l'histoire argentine que Feinmann est familier<sup>11</sup>. N'oublions pas, comme l'indique Löwy, que Peña, peu après avoir terminé la rédaction de ses analyses critiques du phénomène péroniste et juste avant la publication de la revue *Fichas*, commit en 1958, dans le numéro 3 de *Estrategia*, le plus solide argumentaire en faveur de la tactique trotskiste de l'« entrisme » au sein du péronisme (« Péronisme et Révolution permanente »).

En somme, entre la revalorisation de la figure maîtresse de Sartre et de celle de l'autodidacte marxiste argentin Milciades Peña, se dresse la figure de Feinmann comme l'image d'un intellectuel de gauche qui partage la contemporanéité de ses lectures, témoignant en cela de la responsabilité de l'intellectuel dans le contexte démocratique des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Le recours aux genres de la narration, de la chronique et de l'essai permet à l'essayiste d'être éloigné du cadre de l'épopée dans la mesure où il inscrit sa temporalité dans le jeu narratif. Ainsi s'éloigne-t'il de l'idée d'une nation omniprésente et figée dans le temps propre à l'épopée, et se meut dans une conception de la nation propice, selon Homi Bhabha, à vivre la « localité de la culture », forme d'expression parlant davantage de la temporalité que de l'historicité, et manière de vivre et d'écrire la modernité de la nation au cœur d'une époque et de tant d'événements quotidiens.

## LA VIOLENCE COMME INSUFFISANCE HISTORIQUE

Nous avons dit que dans *Critique et violence* l'essayiste caractérise la critique et établit les relations existant entre critique et violence. Selon lui, le récit est construit

à partir de deux noyaux thématiques ou sujets principaux : Le premier est le concept de critique compris comme mise en crise de ses postulats analytiques, le second révèle le thème de la violence politique argentine, en particulier celle des années soixante-dix. Celle-ci est entendue, dans une perspective historique, comme la perception des circonstances socio-politiques et culturelles à partir du présent de l'énonciation. On avance la thèse que la violence des années soixante-dix et les nouvelles manifestations de violence qui se sont produites dans les décennies postérieures (par exemple, celle de l'Amia en 1994), sont le résultat de certaines insuffisances structurelles de la pensée libérale dans son transfert sur le sol latino-américain et argentin. Le problème fondamental de l'Argentine moderne se trouverait dans la manière avec laquelle les idées républicaines françaises et celles du libéralisme anglo-saxon du XIX<sup>e</sup> siècle ont été adaptées en Amérique latine. Le développement du libéralisme apparaît dès lors comme la détermination fondamentale de la *modalité* violente dans sa projection vers le présent.

Or, dans *Récits d'un pays violent*, le domaine ou le sujet principal concerne la question rhétorique anticipée dans les premières pages de *Critique et violence* et développée par la suite : Comment l'Argentine est-elle devenue une nation indépendante ? L'essayiste précise qu'il s'agit là « d'une question sur la modalité comprise comme une particularité violente de résolution politique [qui] diffère peu de la modalité des autres peuples d'Amérique latine ». Pour pouvoir expliquer cette *modalité* d'où résulte la mort de Liniers, l'exécution de Dorrego, la mort de Lavalle, le meurtre de Juan Facundo Quiroga, les assassinats de la Mazorca ou ceux d'Angel Vicente Peñaloza et de Juste José d'Urquiza, l'essayiste propose un retour vers le passé afin de réinterpréter la Révolution de mai 1810 et comprendre les origines de la violence. La thèse qui se profile, comme celle énoncée dans *Critique et violence*, soutient que cette violence est produite par les insuffisances historiques de cette première *intelligentsia* créole.

Cette *modalité* est comprise comme une médiation du récit, et bénéficie d'un schéma itératif de citations dont la prolifération engendre la redondance du message. Les façons de faire de la politique sont inséparables de ces récits. L'essayiste prend comme point de départ la Révolution de mai pour soutenir la thèse de l'insuffisance. Il part d'un commentaire des écrits de Juan Bautista Alberdi, considéré comme « le penseur et le politologue le plus profond et le plus brillant du XIX<sup>e</sup> siècle ». Pour ce dernier la Révolution de mai avait été faite au bénéfice de Buenos Aires qui, assumant le rôle de l'Espagne, fut finalement transformée en un État-métropole auquel furent soumises les provinces. Inspiré par Alberdi, il considère qu'à partir de 1810 on entame en Argentine un processus de *colonialisme interne* mené à bien par la génération de mai. Il renforce cet argument avec une référence à Milcíades Peña<sup>12</sup> pour qui « la Révolution de mai avait été simplement politique et administrative, chassant la bureaucratie espagnole et la remplaçant par la bureaucratie créole ». De Milcíades Peña, il retourne en arrière vers l'ouvrage de Mariano Moreno, *Le Plan d'opérations* de la Junte de mai, dans lequel sont énoncés les fondements politiques qui conduisirent à la mort Santiago de Liniers,

défenseur de la colonie espagnole face à l'attaque des Anglais en 1808-1809. Comprendre l'attitude et la pensée de Moreno suppose de le définir comme l'idéologue de la violence de mai, inspirée par le fait que Moreno était jacobin, ce qui représentait dans la Révolution française « l'aile extrême et sa modalité la plus cruelle et sanguinaire ». Cette idée du jacobinisme peut se justifier si l'on s'appuie sur les *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur l'État moderne* de Gramsci, pour qui le jacobinisme, peu préoccupé de droit et enclin à recourir volontairement à des moyens violents, a été « l'application de l'absolutisme de droit divin à la souveraineté populaire ». « La révolution est pour eux, coups rapides, razzias, emprunts forcés, épurations, terreur [...] ». Ainsi dans ce jeu d'appropriations où l'on efface les limites entre ce qui est propre et ce qui est étranger, l'essayiste revient au présent et incorpore une citation de *La révolution est un rêve éternel*, roman d'Andrés Rivera (1987), qui fait dire à Castelli que « l'histoire des jacobins de mai ne fut nullement la carence d'une histoire, mais l'histoire d'une carence ». Et cette carence résida dans l'absence d'une bourgeoisie révolutionnaire locale, qui aurait pu servir à Moreno et aux siens de base sociale révolutionnaire. Dans ce pot-pourri de citations et de références à d'autres textes qui édifient la *modalité* violente, apparaissent également l'historien Tulio Halperin Donghi, qui souligne la « modalité punitive » de la Junte de mai et José Ingenieros qui définit Moreno comme un mystique. Cet attribut de Moreno permet à l'essayiste de faire un autre saut dans le temps et de substituer Moreno à Che Guevara, qui lui aussi fut un mystique comme l'a souligné, entre autres, Régis Debray. Il conclut alors en affirmant qu'« il existe une qualité mystique chez les protagonistes de toutes les révolutions, [...] de Saint-Just à Lénine et à Ernesto Che Guevara ».

Ensuite et afin d'illustrer la *modalité* violente à travers ses récits, il en vient au thème des coups d'État, avec l'intention correctrice de tracer une ligne de continuité historico- idéologique avec le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle. L'essayiste s'éloigne de certaines interprétations des années quatre-vingt qui semblent avoir omis cette connexion, puisque, il précise qu'au début du gouvernement d'Alfonsín on croyait que les coups d'État avaient commencé en Argentine « avec celui qu'Uriburu avait infligé à Yrigoyen le 6 septembre 1930 ». Mais non, ceux-ci avaient commencé en Argentine au XIX<sup>e</sup> siècle, et le premier fut celui de Lavalle contre Dorrego en 1828, ce qui réunit à jamais ces deux « destins » à celui de Rosas, qui s'érigea en vengeur de la mort de Dorrego. Ici l'essayiste incorpore à nouveau dans son écriture une conception et une figure de style qui apparaissent dans quelques-uns de ses textes comme *L'astuce de la raison* (1990) ou de ses chroniques publiées dans *Página 12*. Comme nous l'avons dit, nous y reconnaissons les échos de Milciades Peña, qui décrit une certaine vision hégélienne de la tragédie et de l'histoire appliquée à l'histoire argentine moderne (De Grandis, 1997). Et ce trope tragique est renforcé par la réutilisation des récits fondateurs de la littérature argentine (*Facundo, Amalia, El Matadero*), les ré-interprétant à la lumière de la tragédie comme destin historique. Leurs protagonistes – Lavalle, Rosas, Sarmiento, Quiroga – sont représentés comme des héros tragiques. Ainsi, mentionne-t-il le des-

tin de Lavalle, qui passa à l'histoire sous les noms de « condor aveugle » et « épée sans tête », c'est-à-dire comme un guerrier de grand talent motivé par des passions et des rancunes. L'essayiste essaye de comprendre pourquoi l'historiographie officielle (il cite José Luis Busaniche) a tenté de disculper le personnage de Lavalle, en particulier, à travers les lettres de son conseiller Salvador María del Carril et du poète Juan Cruz Varela, dans la correspondance duquel il incite Lavalle à fusiller Dorrego. Cette image de Lavalle a été également une source d'inspiration pour l'un des textes clefs de la littérature argentine : *Sobre heroes y tumbas* d'Ernesto Sábato (1956) dans lequel Lavalle est décrit comme une victime de son tempérament, de sa passion effrénée et des mauvais conseils de ses proches. Ainsi, la mort tragique est le moteur du récit et de l'histoire ; les meurtres de Dorrego et de Quiroga ouvrent la voie politique à Rosas ; celui de Dorrego à la première présidence de 1829, et celui de Facundo, à la deuxième (1835). L'essayiste recourt également au genre théâtral pour caractériser la personnalité de Rosas, et le fait à partir d'un emprunt textuel, extrait d'une citation du roman *le Gaucho de los Cerrillos* de Manuel Gálvez, celui qui compare l'arrogance et l'allure de Rosas à celles des empereurs romains. Rosas et Lavalle sont présentés comme des personnages de théâtre qui ont nourri les textes les plus sanglants de la littérature (*El Matadero, Amalia et Facundo*). Les héros historiques sont des héros tragiques. L'utilisation de la littérature souffre ici d'une distorsion, nous pourrions même dire d'une falsification, puisqu'elle est fondamentalement réduite à la fonction auxiliaire de signifiant. L'essayiste fait appel à nouveau aux termes archi-utilisés de civilisation et de barbarie, afin de réfléchir à leur vacuité et dissoudre les dichotomies qu'ils entraînent. Lavalle, guerrier indépendantiste et propagandiste d'idéaux civilisateurs, avait été, il est vrai, un « gaucho » de ces domaines de la civilisation qui entraînent dans la barbarie, et Facundo Quiroga disposait d'un « gaucho » qu'il avait introduit dans l'activité constitutionnaliste, donc civilisatrice. Dans ce nouveau *Facundo* que *La sangre derramada* aspire à être, le schéma civilisation-barbarie tel qu'il apparaît chez Sarmiento, fait la lumière sur des personnes ou des factions politiques, les réunit et reste sans effet. Ainsi, y compris son prédécesseur originaire – Sarmiento lui-même – Feinmann reconnaît, en suivant Félix Luna, qu'il y a entre Quiroga et lui une certaine affinité de sang (« Nuestras sangres son afines » : « Le même sang courait dans les veines du *caudillo* barbare et de l'écrivain et maître civilisé. Comment cela était-il possible ? Très simplement, car parfois Facundo était plus civilisateur que Sarmiento, et parfois Sarmiento plus barbare que Facundo. L'histoire est si complexe qu'elle nous oblige à penser que le sang qui dut être versé au ravin Yaco était aussi du sang sarmentien »).

Dans ce jeu d'appropriations et de déplacements interprétatifs Feinmann unit la tradition textuelle, ce qui confirme une fois de plus le statut « totémique » – dirait Said – du *Facundo* comme texte classique qui exerce l'autorité et passe de génération en génération pour garantir l'appartenance à une communauté, de la même façon que les formes de parenté créent les liens communautaires (Edward Said, 1985). L'essayiste, relisant le texte classique laisse paraître la trace d'une tel-

le parenté en même temps qu'il restitue l'importante correction à ce texte quant à l'interprétation de la figure de Facundo Quiroga que devait faire la génération « *montonera* ». Le schéma qui est révisé est celui de *Facundo y la montonera* de l'essayiste Rodolfo Ortega Peña, qui fut le premier à donner une perspective positive à la devise de Facundo « Religion ou mort ». Celle-ci avait surgi comme un produit de la lutte politique autour de la percée maçonnique introduite par les Britanniques dans le Rio de La Plata. La figure clef en avait été George Canning, promoteur de la liberté religieuse dans la région, quand Facundo, défendait la religion catholique comme s'il protégeait « la nationalité agressive par les serviteurs de l'Empire britannique ». La religion qu'Ortega Peña interprète comme une idéologie nationale et un facteur de mobilisation des masses, n'évoque aujourd'hui pour Feinmann que « le fanatisme fondamentaliste ou le terrorisme islamique ». Au début des années soixante-dix, cette interprétation était donnée « comme une explication positive de la lutte contre l'impérialisme ». Une manifestation de ce type peut être également observée dans la *Bataille d'Alger* où un jeune couple algérien choisit de se marier selon le seul rite musulman. Ainsi, l'interprétation de *Facundo* dans les années soixante-dix était loin d'être le résultat de l'obscurantisme ou du fanatisme fondamentaliste. Il était le produit d'une perception culturelle dans un pays aux prises avec un impérialisme qui poussait une nation « à se saisir de tout ce qui est de nature à consolider son identité nationale, son identité, son visage, comme nation autonome ». L'essayiste retourne toujours à son principe de base : le passé reste présent dans notre quotidien, et ceux qui ont dédaigné l'interprétation d'Ortega Peña oublient que celui-ci est mort entre les mains des fascistes de la Triple A. Néanmoins, Feinmann souligne qu'il faut critiquer les interprétations, les expliciter dans leur profondeur et signification historique, pour pouvoir comprendre par exemple, comment un acteur du péronisme des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix – Carlos Menem (qui vient de la même province que le légendaire Quiroga et qui l'évoque, entre autres, par ses favoris et son charisme) a pu être soutenu par une génération de militants anti-impérialistes. Pour Feinmann, Facundo loin d'être ce barbare irrationnel qu'ont voulu en faire Sarmiento et José María Paz, a été aussi un penseur dialectique. Il existe une lettre de Facundo à Paz qu'un autre essayiste, David Peña a publié pour la première fois en 1906 dans l'ouvrage *Juan Facundo Quiroga*, dans laquelle est revalorisée, dans le cadre académique de l'université de Buenos Aires, la figure d'un *Facundo* comme penseur dialectique. Dans cette lettre Quiroga déclare : « Si ceux qui cherchent à dominer n'essayaient pas de le faire, ceux qui luttent pour ne pas être esclaves n'auraient pas besoin de combattre, puisque personne n'essayerait de les dominer », explicitant ce qui selon Feinmann était déjà dans *La dialectique du maître et de l'esclave* de Hegel. La logique de la guerre est celle de l'antagonisme absolu et cette logique régnait dans le pays de *Facundo*.

Utilisant une série de déplacements, d'énonciations et en intégrant, comme le requiert le genre de l'essai, du matériel hétérogène, Feinmann recompose le grand récit fondateur *Facundo* et réaffirme le caractère totémique du texte origi-

nel, fait de références à ses antécédents littéraires qu'il amplifie et propulse vers le présent. Il illustre la *modalité* violente comme une saturation des modes de représentation, c'est-à-dire, comme une masse culturelle faite de textes, de genres et de corrélations multiples entre des processus politiques et des expressions culturelles du passé et des dernières décennies. Celles-ci y sont réinterprétées en même temps qu'elles développent et consolident les cartographies historiques, politiques, littéraires et culturelles. L'essayiste utilise des genres et des figures de style provenant de la littérature et de toute une gamme de disciplines et d'expressions culturelles (cinéma, musique, peinture) qui ont formé l'arsenal idéologique de la gauche péroniste des années soixante-dix.

Cette morphologie culturelle, comme dirait Mukarovsky, tient compte de la concurrence de l'individu dans certains domaines, comme par exemple celui de la littérature. Il est aussi révélé dans la toponymie des rues de Buenos Aires (autre niveau de représentation de la *modalité* violente), indicatrice des conflits de la communauté imaginaire (Mukarovsky, 1977). Le nom de Canning est à nouveau mentionné, mais cette fois pour désigner une rue de la ville de Buenos Aires en hommage à ce personnage historique qui, à l'époque de la pénétration britannique, joua un rôle important dans la diffusion de la franc-maçonnerie. Le nom de cette rue a été remplacé dans les années soixante-dix par celui d'un auteur nationaliste, Raúl Scalabrini Ortiz, pour ensuite être restitué à Canning à l'époque du *Proceso*. Cette lutte politique qui se dissout dans une lutte pour nommer ne fait que réaffirmer et orienter le lecteur vers la toponymie consacrée par la littérature argentine (Sábato, Marechal, Mujica Láinez, etc.) et que les noms, l'histoire, la littérature et le discours social a instituée. La chaîne de corrélations analogico-comparatives que l'on établit entre le XIX<sup>e</sup> siècle et la fin du siècle suivant, attachent aux nouvelles conjonctures politiques les péronistes et les radicaux. Ces vieux et ces nouveaux réseaux de représentation comptent les irruptions politiques qui ont eu un caractère pionnier dans la politique et dans la culture, mais aussi dans le jeu des genres narratifs, théâtraux et cinématographiques, ainsi que dans certaines subjectivités masculines. Le lecteur implicite que le texte construit comme orientation textuelle préalable et condition de réception vaut aussi par ces éléments reconnaissables dans la mesure où ils mettent en marche un système d'adhésions, de doutes et d'identifications.

Les *Récits d'un pays violent* sont construits à partir de ces multiples références qui soutiennent et illustrent l'argument sur la *modalité* violente de l'insuffisance historique de la modernité argentine. Ce recueil projette une vision de l'État nation du XIX<sup>e</sup> siècle au cœur d'une idéologie de « globalisation » dont la logique conduit les états et les nations à la dissolution. Pour l'essayiste de *Critique et violence*, l'historicité de la critique comme lecture localisée, loin de convoquer à l'immobilité d'une réalité inchangeable et à un sens de l'histoire comme espace homogène et vide (la critique que fait Bhabha à Anderson) (Bhabha, 1990 : 303), réside dans la puissance de la gnoséologie afin de détecter le changement historique et l'inscrire dans le présent de sa zone de contact. Ainsi, *Critique et violence* donne le

ton et montre le pas afin que soit développée la modalité violente, dans les *Récits d'un pays violent*, à travers les récits qui l'ont constituée et continuent de la constituer, à partir de la zone de contact avec la légalité démocratique des années quatre-vingt-dix.

## PROCÉDURES DU RÉCIT

Dans cette étude j'ai voulu éclaircir les modalités de création de *La sangre derramada*, et déceler, notamment, comment cet ouvrage régénère une certaine morphologie culturelle. De quels récits est-il nourri ? Quelles figures de style et quels types d'argumentation présente-t-il ? De quelle façon y sont recyclés et recontextualisés les textes fondateurs dans la zone de contact avec le présent, c'est-à-dire dans les conditions historiques, économiques, idéologiques, sociales et culturelles des années quatre-vingt-dix ?

L'argumentaire est tissé à partir de la procédure rhétorique de la citation, et la figure de l'essayiste est construite comme celle d'un philosophe politique et culturel qui écrit en lieu et place de morts insignes par leur destin historique ou la marque d'un changement. Dans *Critique et violence* et dans *Récits d'un pays violent* cette philosophie politique est édifiée par association et relation analogique. Elle fait un usage méthodique de la littérature au sein d'autres pratiques culturelles et les subordonne à la politique. La citation est méthode et procédure rhétorique. Le récit est constitué d'inférences de lectures d'autres essais et de leurs déplacements (Hegel, Marx, Kant et Sartre) afin de polir le concept de critique ; le schéma d'Ernst Nolte est intégré pour interpréter la théorie des deux démons (que l'on peut comparer en Argentine au « ni vainqueurs, ni vaincus » d'Alfonsín)<sup>13</sup> ; il produit des images – le revolver sur le bureau du général Buzzi en 1989 – pour rendre compte d'une manière et d'un style. Le mécanisme d'association et de relation analogique est obtenu par la substitution d'un nom par un autre, par comparaison (le général Videla et le général Uriburu), ou par antithèse ou contraste (Sartre par Heidegger). La relation analogique se fait aussi par évocation ; ainsi les paroles des tangos *Cambalache* et *Qué vachache* de Discépolo rappellent le climat spirituel de l'yrigoyénisme décrit par Juan Carulla, membre de l'*intelligentsia* des années vingt. L'évocation ici oppose des niveaux de culture lettrée et populaire. De même, l'hymne national argentin évoque également les slogans de mort révolutionnaire des militants de gauche des années soixante-dix. Cette procédure rhétorique est hautement productive. Uriburu remplace Carlos Ibarguren, l'idéologue de la Ligue patriotique ; et l'armée des années trente ou les armées de coup d'État postérieures remplacent la Ligue patriotique organisme paramilitaire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle-début du XX<sup>e</sup> siècle. De cette manière, les citations d'autres textes, la substitution par comparaison, antithèse ou évocation culturelle (que ce soit la culture des élites ou des couches populaires) constituent les divers modes de construction d'un récit sur lesquels se produit l'inférence argumentaire et se bâtit

le schéma interprétatif de l'insuffisance historique de la modernité argentine, d'où résulte la persistance de la *modalité* violente.

Dans cette procédure rhétorique générale du récit, la dimension temporelle s'échafaude à partir d'un va et vient constant entre le présent et le passé, et une projection vers le futur. Comprendre le présent requiert toujours de retourner au passé, de découvrir ses continuités, ses ambiguïtés et ses échecs. Ainsi la réalité qui entoure la critique n'est pas complètement incongrue par rapport à la pensée qui l'a précédée ou même qui l'a anticipée avec des images et des concepts. Le mouvement de la fiction dans l'essai, qui part des continuités et des ruptures entre différentes époques, permet que les énigmes du présent se tendent vers le futur comme anticipation, ou vers le passé comme mémoire, de façon à les recréer, pour paraphraser Josefina Ludmer, dans des délits de vérité (Ludmer, 1999). Les héros latino-américains, qui ont forgé les nations, et les morts sacrificiels de la gauche des années soixante-dix sont liés entre eux, formant ainsi réseaux et oppositions. Chacun incarne une position spécifique, à un moment historique donné, et dans le discours d'une culture qui trace sa morphologie culturelle propre. De cette manière, *La sangre derramada* bâtit une analyse qui récupère le passé pour mieux le connaître. Les interventions sur ce dernier ne sont pas écrites sur une table rase mais à partir d'autres récits déjà construits, et sur les mythes et les légendes qui constituent la substance même de la résistance aux puissances de la vérité historique. Cette superposition et cette saturation de récits cités mettent en relation, une fois encore, le travail de la mémoire avec les exigences de la responsabilité sociale à travers la figure de l'intellectuel impliqué dans le processus démocratique. De cette façon, la critique permet une pensée nouvelle et une transformation sociale. La nouvelle connaissance qui dérive de cette accumulation et révision de lectures est une connaissance de la conscience de la crise historique et philosophique traversée par son présent d'énonciation.

La citation apporte constamment à la mémoire d'autres écritures dont la nouvelle est une forme de déplacement, et bien que la citation puisse prendre beaucoup de formes, chaque passage cité symbolise cette autre écriture comme autant d'usurpation, comme une force inconfortable qui ouvre potentiellement la route, se superpose et aplanit la précédente. La nouvelle écriture sert à accommoder, incorporer voire falsifier, accumuler, défendre ou conquérir cette autre écriture. Les citations créent un autre sens par le simple fait de la répétition, et celle-ci transforme et apporte la nouveauté dans le récit. Ceci fait que le texte engendré suite à un processus de lecture est plus que cela. Toujours parmi les citations répétées gît un champ de forces et le déplacement que le sens nouveau produit dans une large ou faible mesure ne peut s'arroger une position centrale et absolue parce que la trace de cette autre écriture l'en empêche. *La sangre derramada* révèle cette génération de récits et l'essai et la chronique journalistique sont les genres narratifs privilégiés pour reconstruire l'expérience *montonera*.

\*\*\*

Il est important d'étudier, dans le cadre de cette dernière décennie, ce type de fictions sur la violence des années soixante-dix. Il est d'autant plus important de le faire par rapport aux nouvelles manifestations de violence dans la démocratie mais aussi en étudiant la littérature dans le cadre général de la culture des médias ; cela permet de suivre la trajectoire d'un type de vocation littéraire argentine dont la liaison entre politique et littérature est un signe fort de son identité. En effet, s'interroger sur ce qui est arrivé met l'accent sur l'utilisation publique de l'histoire (ce qui diffère des débats entre spécialistes) et réaffirme la valeur morale d'une vérité, corrélat nécessaire d'une recherche voire d'une lutte contre l'indifférence ou l'insignifiance, formes différentes de l'oubli social. Cela met également l'accent sur ce que sont les us et les abus de la littérature, ensemble de figures rhétoriques, matériel archaïque et modes de vie spécifiques d'une culture. Dans ce mouvement temporel, la critique s'installe comme langue d'appartenance nationale combattant avec et contre les atavismes.

Par rapport aux essais innombrables qui ont été écrits immédiatement après la chute de la junte militaire de 1983, les conditions de création de ces récits en déterminent les conditions de lecture ; elles sont constituées par la distance – deux décennies – qui existe entre la dernière lutte interne entre gauche et droite, communistes et anticommunistes, militaires et guérilleros, péronistes et anti-péronistes. Comme l'affirme Doris Sommer après Anderson, les récits fondateurs apparaissent après des périodes de luttes fratricides intenses comme modes de créer l'« harmonie » dans la communauté nationale. Dans notre cas, bien que les gouvernements constitutionnels qui ont succédé à la junte de 1976 aient créé les conditions d'une nouvelle mise en question de la violence de cette décennie (et l'essai témoigne de l'une de ses manières et de l'une de ses pratiques), on observe de nouvelles manifestations de violence qui continuent à nourrir le mythe de la violence comme mythe fondateur de la nation.

Pourquoi, enfin, ai-je choisi ce récit et pourquoi ce type de production littéraire m'intéresse-t-il ? Que nous dit cette œuvre de la formation et des transformations du domaine intellectuel ? Quelles nouvelles relations établissent la littérature et la presse ? Que nous apprennent-elles de l'évolution du critique littéraire ? Cet article, paru préalablement dans la presse sous forme de diverses notes et chroniques, s'est adressé d'abord au public vaste que constitue le journalisme politico-culturel ; il met en évidence des corrélations, des réseaux sociaux, culturels, politiques et littéraires à travers un langage dans lequel le lecteur passionné dont parle Umberto Eco, par voie de conséquence, se reconnaît et s'identifie avec une certaine manière de percevoir et de nommer les choses. Cela est à la fois un principe de connaissance, de reconnaissance et d'appartenance à une communauté déterminée et le témoignage d'un certain style d'imaginer la nation. Ce type de langage, quant à lui, cherche principalement à construire un espace pour ces identifications multiples qui, ne pouvant éviter le risque des équivalences, ferment le jeu dialectique et favorisent la prédominance de leur fonction programmatique et idéologique. Dans l'utilisation fondamentalement indifférenciée de la littérature qui est produite à

partir soit d'étude sociologique, soit d'autres formes d'expression artistique, ce récit soumet la littérature et le reste des textes cités à un processus de neutralisation de leur spécificité matérielle et formelle. L'accent est porté sur le caractère indifférencié de « masse culturelle », de résidus archaïques, nouveaux ou émergents qui circulent, et l'on favorise une conception de l'écriture où la littérature, l'une de ses pratiques spécifiques, est activement partie prenante. Dans ce mode de réutilisation, la structure binaire propre au genre mélodramatique est privilégiée et renforcée. Incorporée à l'essai elle souligne les us et abus de la littérature au sein de la culture générale des médias et nous parle surtout de l'esthétique de recyclage culturel qui semble caractériser notre modernité tardive.

### Notes

- 1 Pour Benedict Anderson, la presse et le roman sont les deux moyens privilégiés pour comprendre l'idée de la formation de la nation comme communauté imaginaire. Face à cette position on trouverait Jesus Martín Barbero, pour qui le rôle des médias est plus important, surtout celui de la radio puis celui de la télévision. Il est évident que Barbero se réfère en particulier au cas de l'imagination populiste en Amérique latine, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, tandis qu'Anderson fait référence à l'Europe, aux Philippines et à l'Amérique latine au XIX<sup>e</sup> siècle.
- 2 Une version de la seconde partie, de *Récits d'un pays violent*, a été présentée lors du congrès de l'Association internationale de littérature latino-américaine, qui a eu lieu à l'université de Salamanque, du 26 au 30 juin 2000 ; une autre version a été présentée quant à elle lors du congrès de l'Association brésilienne de littérature comparée, à l'université fédérale de Salvador de Bahia, du 25 au 28 juillet 2000.
- 3 Et en effet il le fait dans son œuvre de théâtre en un seul acte : *Cuestiones a Ernesto Che Guevara* (1999).
- 4 Rita de Grandis, « Exhumar nuestros muertos », communication présentée au congrès de l'Association canadienne d'études latino-américaines et caraïbes, Casa Santo-Domingo, La Antigua, Guatemala, du 22 au 24 février 2001.
- 5 Je remercie Roberto Retamoso de m'avoir rappelé ce slogan et d'avoir examiné les conséquences de sa troncature.
- 6 Il faut remarquer que Jon Juaristi dans *El Buclé Melancólico. Historias de nacionalistas vascos* (2000), prix essai en 1997, souligne lui aussi l'importance de l'expérience propre à l'écriture, et en particulier en ce qui concerne la relation à son ancien compromis avec la violence du Pays basque, face à son actuelle défense de la démocratie. Chez Feinmann nous vérifions aussi cette nécessité d'affirmer que son ancien compromis avec la violence *montonera* ne le déqualifie pas pour défendre la démocratie. Et dans la note « La historia con pasión » dédiée à ses compagnons de *Envido* (*Página 12*, 11 mars 2000) il raconte sa participation à la revue *Envido*, « la seule de la gauche péroniste ». Je remercie Silvia Cárcamo pour m'avoir indiquée cette chronique de Feinmann dans *Página 12*.
- 7 Oscar Masotta avait aussi suivi Sartre lui-même dans sa *Critique de la raison dialectique*, et pris de chez lui les concepts du marxisme comme « principes directeurs », distribuant les tâches et les problèmes, plus que les vérités concrètes (Girodano, 1991 : 77).
- 8 Tous deux publient leurs chroniques chaque quinzaine dans le même journal. Feinmann cite en outre dans *La sangre derramada* le personnage de Montalbán, Carvahlo pour illustrer comment le mot « disparu » utilisé par Montalbán dans ses romans policiers, désigne en lui-même la réalité politique de l'Argentine des années soixante-dix.

9 Pour Montalbán : « Dans un système comme celui de l'Amérique latine, le rôle du gourou, comme propriétaire du langage est très important. Par contre en Europe ce n'est déjà plus le cas. Après Sartre aucun héritier n'est apparu au quartier général des gourous. Le président de la *Bundesbank* serait l'héritier de Sartre dans une Europe néo-capitaliste, c'est lui qui indique les règles de conduite ». En revanche, Vargas Llosa représente le Pérou, García Márquez la Colombie, Sabato l'Argentine, comme Paz représentait le Mexique. Il ajoute qu'après la mort de Sartre, le type du gourou intellectuel a disparu en Europe, bien qu'il considère que celui-ci a été remplacé « l'ingénieur des finances qui désigne les règles culturelles ». Sartre a été remplacé par Soros. Par contre, en Amérique ce modèle d'intellectuel a continué, bien que « peut-être la disparition d'Octavio Paz marque la baisse du prophète ». Pour sa part, il mentionne une importante transformation dans l'horizon de lecture ; le récepteur culturel ne mythifie plus mais au contraire est chaque fois plus sélectif, et, par conséquent, respecte moins le gourou et a davantage confiance en sa propre capacité d'analyse. Finalement, Montalbán comme Feinmann, propose de recommencer un rapprochement entre les intellectuels et les nouveaux mouvements sociaux, comme c'est le cas de cet essai sur le mouvement du Chiapas.

10 Milciades Viriato Peña est né à La Plata le 12 mai 1933. Vers 12 ou 13 ans il lisait déjà les classiques de la pensée socialiste et prenait part aux activités de la Jeunesse socialiste de La Plata. Avec une nouvelle génération de militants, il rejoint en 1947 le groupe de Nahuel Moreno, rival de celui de J. J. Posadas dans la reconnaissance comme « section argentine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Vers 1951 on le trouve – à l'âge de 18 ans – faisant un cours sur *Le Capital* à un groupe d'étudiants de La Plata. Durant les années cinquante, entre allées et venues dans sa relation avec l'organisation moréniste, il a occupé une poste de responsabilité au journal *La Verdad*. Il s'est finalement éloigné du morénisme et ses nouvelles amitiés avec des intellectuels comme Silvio Frondizi lui ont permis un autre envol. Le parti de Moreno n'a jamais cessé de lui reprocher son « incapacité typiquement petite bourgeoise à accepter la discipline de parti ». Il s'est suicidé à 32 ans, le 29 décembre 1965, à l'apogée de sa production intellectuelle. Je remercie Susana Berdasco et Jorge Etchenique pour ces références.

11 Et cette intelligence du danger est l'un des aspects qui distingue, de manière radicale, le marxisme critique de Milciades Peña à d'autres versions « progressistes », évolutionnistes et positivistes du matérialisme historique. Sa foi dans le socialisme n'était pas dogmatique, et en cela il s'est différencié du trotskisme vernaculaire. À cause de l'influence qu'exerça sur lui l'œuvre de Trotski, et si nous tenons compte que pendant son militantisme il existait une « gauche traditionnelle » (PC) et un « nouvelle gauche intellectuelle » (Davis Viñas, Leon Rozitchner, Oscar Masona, etc.), Milciades Peña se situe en un lieu intermédiaire et équidistant, éloigné de l'une comme de l'autre. Par sa formation intellectuelle extra-universitaire, il a occupé une place d'*outsider*, face à l'ensemble de l'éventail politico-culturel de gauche. Il a argumenté sur le fait que la vieille oligarchie argentine est une classe simplement parasitaire et que face à elle une bourgeoisie nationale dynamique à vocation démocratique et industrielle, pourrait se soulever comme une ennemie virtuelle.

12 Il est évident que Feinmann connaît très bien les livres de Milciades Peña, tous publiés à titre posthume. « Antes de mayo », Bs. As, *Fichas*, 1970. il part d'une analyse de la société espagnole entre le XV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, continue sur la conquête et la colonisation espagnoles en Amérique et termine avec un chapitre sur la signification des luttes pour l'indépendance au Rio de La Plata. « El paraíso terraniente », Bs. As, *Fichas*, 1969. Il se centre sur la période rosiste. « La Era de Mitre », Bs. As, *Fichas* 1968. Il réunit deux essais : le premier suit les événements depuis la bataille de Caseros jusqu'à l'hégémonie mitriste. Le second se réfère à la guerre de la Triple alliance contre le Paraguay. « De Mitre a Roca », Bs. As, *Fichas*, 1968. Il s'occupe de la période de consolidation de ce que Peña a appelé l'oligarchie anglo-créole. « Alberdi, Sarmiento, el 90 », Bs. As, *Fichas*, 1970. Il

comprend deux essais : un relatif à la signification historique de ces deux grandes figures et un autre sur la crise et la Révolution de 1890. « Masa, caudillos y élites », Bs. As, *Fichas*, 1973. Il s'occupe des deux grands mouvements de masses argentins du XX<sup>e</sup> siècle – radicalisme et péronisme, ainsi que de la décennie qui les a séparés, durant les années 30. « El peronismo. Selección de documentos para la historia », Bs. As, *Fichas*, 1972. « La clase dirigente argentina frente al imperialismo », Bs. As, *Fichas*, 1973. « Industria, burguesía industrial y liberación nacional », Bs. As, *Fichas*, 1974. « Industrialización y clases sociales en la Argentina », Bs. As, *Hispanamérica*, 1986. Brochures : « Profesores y revolucionarios. Un trotskista ortodoxo responde al prof. Silvio Frondizi ». Bs. As s/f (c 1956) avec le pseudonyme Hermes Radio. « Azul y blanco y la clase obrera », Bs. As, *Cuadernos sobre el frente Nacional*, 1957. Avec le même pseudonyme : « ¿ Quiénes supieron luchar contra la Revolución libertadora antes del 16 del septiembre de 1955 ? », 1957. Avec le même pseudonyme : « Curso de iniciación al marxismo », Bs. As, édition à charge du Mouvement d'action réformiste, 1958.

13 Notons que cette phrase cristallisée sur l'imaginaire argentin et évoquant la Révolution Libertadora de 1955, pourrait sembler incongrue si on la transférait à la période démocratique postérieure. C'est aussi un jugement très habituel. Bien que nous soyons à plus d'un quart de siècle du dernier coup d'État de 1976, le pays a connu depuis 1983 la période de stabilité démocratique la plus longue de toute son histoire et a été gouverné par trois présidents de deux partis différents, élus par le vote populaire ; la loi d'obéissance obligatoire, encore en vigueur, fait penser à la survivance de la période autoritaire. (Horacio Verbitsky, 2001).

### Bibliographie

- Anderson, Benedict, 1983, 1991, *Imagined Communities*, London, New York : Verso.
- Bakhtin, M. M., 1981, *The Dialogic Imagination*, Austin : University of Texas Press.
- Bhabha, Homi K. (Ed.), 1990, *Nation and Narration*, London and New York : Routledge.
- Grandis, Rita de, 1993, *Polémica y estrategias narrativas en América Latina*, Rosario : Beatriz Viterbo.
- Grandis, Rita de, 1997, "Crítica a la razón histórica : La astucia de la razón de José Pablo Feinmann en la Argentina contemporánea", *Revista Iberoamericana*, N° 180, julio-septiembre : 449-458.
- Eco, Umberto, 1979, *Role of the Reader*, Bloomington and London : Indiana University Press.
- Feinmann, José Pablo, 1999, *La sangre derramada. Ensayo sobre la violencia política*, Buenos Aires : Ariel.
- Feinmann, José Pablo, 1999, *Cuestiones con Ernesto Che Guevara*, Buenos Aires : Norma.
- Feinmann, José Pablo, 2000, "La historia con pasión", *Página 12*, 11/03.
- Feinmann, José Pablo, 2000, "Pensar y escribir después de la ESMA. *Página 12*, 25/03.
- Giordano, Alberto, 1991, *Modos del ensayo*, Rosario : Beatriz Viterbo Editora.
- Ludmer, Josefina, 1999, *El cuerpo del delito. Un manual*, Buenos Aires : Libros Perfil.
- Montalbán, Manuel Vázquez, 1999, *Marcos : El señor de los espejos*, Madrid : Aguilar.
- Mukarovsky, Jan, 1977, *Escritos de estética y semiótica del arte*, Barcelona : Gustavo Gili.
- Said, Edward W., 1975, 1985, *Beginnings. Intention and Method*, New York : Columbia University Press.
- Tarcus, Horacio, 1996, *El Marxismo Olvidado en la Argentina : Silvio Frondizi y Milciades Peña*, Buenos Aires : ediciones el cielo por asalto.
- Verbitsky, Horacio, 2001, "La hora del juicio." *Página 12*, 11/02.
- Vezeni, Hugo, 1999, "Memorias del Nunca más", *Punto de Vista*, N° 64 : 37-41.

## RESUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Étude d'un type particulier de fiction sur la violence à travers *La sangre derramada* de José Pablo Feinmann. Cette œuvre où apparaissent les récits fondateurs du pays (*El Matadero, Facundo, Amalia*), fonde par le genre de la chronique et de l'essai l'expérience péroniste *montonera* et révèle la violence des années soixante-dix en Argentine. L'essai étudié relie les origines de la nation au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'expérience dite de la gauche nationale, l'intégrant au patrimoine de la littérature « nationale ». La critique est analysée comme connaissance, responsabilité et méthode et la violence comme insuffisance historique. Par l'ampleur et l'hétérogénéité du spectre politique, philosophique et culturel abordé, l'œuvre de Feinmann manifeste une volonté de compréhension totalisante du passé et du présent. Son écriture, organisée sous la forme d'un immense compendium de lectures révèle autant le désir de tout comprendre que ses propres limites, liées à un contexte psychologique, social et historique déterminé.

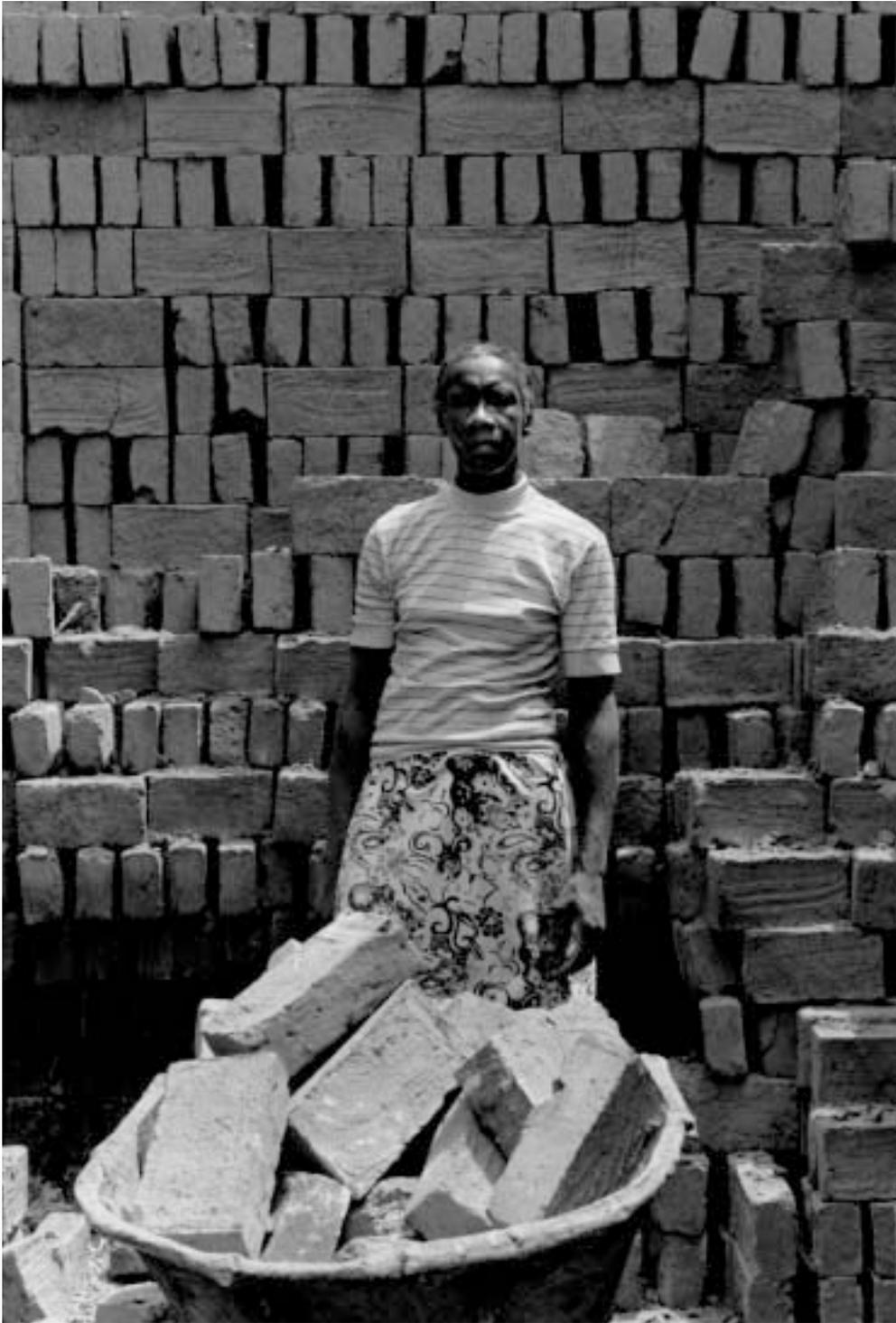
\*\*\*

*Estudio de un tipo particular de ficción sobre la violencia a través La sangre derramada de José Pablo Feinmann. Esta obra donde surgen los relatos fundacionales del país (El Matadero, Facundo, Amalia), funda por medio del género cronístico y ensayístico la experiencia peronista montonera y revela la violencia de los setenta en Argentina. El ensayo estudiado conecta los orígenes de la nación en el siglo XIX con la experiencia de la llamada izquierda nacional, ingresándola al legado de la literatura « nacional ». Se analiza la crítica como conocimiento, res-*

*ponsabilidad y método así como la violencia como insuficiencia histórica. Por la amplitud y heterogeneidad del espectro político, filosófico y cultural que se aborda, la obra de Feinmann manifiesta una voluntad comprensiva y totalizante del pasado y del presente. Su escritura organizada bajo la forma de un compendio inmenso de lecturas, revela tanto un deseo de explicarlo todo, como sus propias restricciones, conectadas a un determinado contexto psicológico, social e histórico.*

\*\*\*

Study of a particular type of fiction on violence through *La sangre derramada* of José Pablo Feinmann. This work where appear the founding accounts of the country (*El Matadero, Facundo, Amalia*), sets up, through chronicle and essay, the *montonera* peronist experience and reveals the violence of the Seventies in Argentina. The essay in question connects the origins of the nation in the XIX<sup>th</sup> century with the experience known as the national left, integrating it into the inheritance of the « national » literature. Criticism is analysed as knowledge, responsibility and method and violence as historical insufficiency. By the width and the heterogeneity of the political, philosophical and cultural spectrum approached, the work of Feinmann expresses a will of total comprehension of the past and the present. His writing, organized in a form of an immense compendium of readings, shows the desire of knowing all as well as his own limits which are dependent on a determined psychological, social historical context.



OUVRIERE D'UNE BRIQUETERIE A TUMACO DANS LE PACIFIQUE COLOMBIEN.  
CLICHÉ J. MANUEL GONZALEZ, UNIVERSIDAD VERACRUZANA –  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT – UNIVERSIDAD DEL VALLE.

---

## LA VIOLENCE DE L'OUBLI : LES COMMUNAUTÉS NOIRES EN COLOMBIE ET LES PIÈGES DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE

ODILE HOFFMANN\*

*« Le cœur du problème, c'est la mobilisation de la mémoire au service de la quête, de la requête, de la revendication d'identité » (Ricœur 2000 : 98).*

**M**A RÉFLEXION EST PARTIE de l'assertion fréquente qui assimile les mobilisations identitaires actuelles à des phénomènes perçus négativement (cf. les titres de « La haine identitaire » – Sibony 2001, « L'illusion identitaire » – Bayart 1996, « La guerre des identités » – Laclau 2000) qui déboucheraient inévitablement sur des orientations communautaristes, voire séparatistes, et finalement sur de la violence.

En Amérique latine, on est loin de ce schéma, et les mobilisations identitaires s'inscrivent au contraire dans des discours et des pratiques qui gèrent en permanence l'appartenance nationale et l'aspiration à une reconnaissance ethnique spécifique, les particularismes à un universalisme revendiqué, les traditions à une modernité assumée, bref des revendications « citoyennes » afin de remodeler la Nation (Le Bot 2000, Gros 1997, de la Peña 2001). Pour autant, on ne peut ignorer la prégnance des représentations simplistes et simplificatrices qui ordonnent aujourd'hui encore les sociétés latino-américaines sur ce sujet, comme on ne peut nier les polarisations en cours dans nombre de régions « indiennes » ou « ethniques », ni les actes de violence interprétés comme « conflits inter-ethniques » par leurs contemporains.

Il est alors important d'explorer les mécanismes qui favorisent, ainsi que ceux qui s'opposent à ces représentations porteuses d'exclusion et de violence. Je partirai des processus de construction identitaire, en mettant l'accent sur les usages qu'ils

\* IRD-CREDAL

font de la mémoire collective et des risques d'instrumentalisation de celle-ci. Car, comme l'a bien noté Ricœur à ce sujet, la relation identité-mémoire est immédiate : seul le recours au temps, grâce à la mémoire, permet de penser l'identique, que ce soit sous l'angle de « ce qui ne change pas » (*idem, same, gleich*), ou de « ce qui est le même » tout en pouvant évoluer (*ipse, self, selbst*). Penser l'identité implique toujours de recourir à la mémoire, laquelle, sous ses différentes formes, est susceptible d'us et d'abus. La manipulation de la mémoire sert des intérêts spécifiques et participe à légitimer des idéologies portées par les récits : « c'est à travers la fonction narrative que la mémoire est incorporée à la constitution de l'identité. L'idéologisation de la mémoire est rendue possible par les ressources de variation qu'offre le travail de la configuration narrative » (2000 :103). La mise en récit est un acte politique à double titre : en sélectionnant certains faits au détriment d'autres, elle « ordonne » le monde selon des critères non aléatoires ; en favorisant les prises de parole, elle suppose l'existence de sujets dont on reconnaît la capacité à se souvenir du passé pour construire le présent. La mémoire sert ainsi à construire des catégories au nom desquelles on peut agir aujourd'hui, et concerne des sujets qui sont aussi des acteurs sociaux et politiques.

Les revendications identitaires ethniques s'accompagnent, le plus souvent, d'une réécriture de l'histoire afin de trouver (prouver) à soi-même et aux autres une place légitime au sein d'un ensemble plus vaste, en général la Nation<sup>1</sup>. Ces mises en récit exaltent l'unité fondatrice autour de quelques éléments simples auxquels doivent souscrire les populations ou individus supposés appartenir à cette « unité ». Dans des situations banales à identifications multiples (paysan, habitant, aîné, client, femme.), le travail de mémoire militant néglige ces appartenances pour n'en retenir qu'une seule : celle liée à l'identification ethnique. La construction du nouveau récit privilégie une entrée sur les autres, subordonne la variété des logiques sociales (ou politiques, culturelles, etc.) à une seule, et pour cela crée des catégories nouvelles, réordonne le monde tout en le simplifiant. En schématisant à l'extrême, on peut y voir des mécanismes de confiscation d'une identification sur les autres, mis en œuvre à travers le « travail de mémoire ». On pourrait alors parler d'une violence de la mémoire qui « contraint », et dans une certaine mesure, mutile la complexité du social, en imposant des catégories exclusives des unes des autres.

Cette violence symbolique n'est cependant pas perçue comme telle, encore moins voulue ou reconnue par les acteurs qui la portent : les dirigeants et militants impliqués dans les mouvements de revendication ethnique. Souvent importée « de l'extérieur » par le discours global des organisations non gouvernementales, des agences internationales et maintenant des gouvernements multiculturels, la nouvelle mise en catégories identitaires est en effet relayée « à l'intérieur » par de nombreux médiateurs aux objectifs plus ou moins ambitieux – parfois de la simple tactique opportuniste, mais aussi, le plus souvent, une réelle ambition de « changer le monde ». Par ailleurs, les processus de monopolisation – de la légitimité, de l'autorité, du territoire, de la mémoire, de l'identité, tout cela étant inex-

tricablement mêlé, comme on le verra plus loin – suscitent presque mécaniquement des phénomènes de résistance à cette confiscation. La mémoire obligée<sup>2</sup> ne s'impose pas facilement, et les situations conflictuelles que l'on observe sur le terrain exposent d'autres voies, d'autres voix, alternatives possibles au repli identitaire.

Je voudrais explorer ces processus de construction d'une mémoire « autorisée », et les résistances qu'elle suscite, à travers l'analyse des relations qu'entretiennent les populations noires du Pacifique colombien avec leurs voisins indiens et blancs, en regardant comment la mémoire collective est mise à contribution pour justifier des modifications actuelles de ces relations entre « communautés », qui ne s'étaient pas vues comme telles jusqu'à une date récente. L'analyse est synchrone et compare, à la manière d'un « arrêt sur image », les positions et les stratégies développées dans plusieurs « territoires collectifs » en construction dans une même région, celle de Tumaco, à la frontière équatorienne<sup>3</sup>.

Ce travail se construit autour de deux hypothèses. La première concerne l'approche territoriale, dont on verra qu'elle continue à susciter de nombreuses confusions, tant chez les militants que chez les observateurs. Alors qu'elle est présentée comme argument fondamental des revendications identitaires noires, la mémoire du territoire n'est jamais donnée d'avance et se modèle en fonction des enjeux de pouvoir qui se font jour à l'occasion de ces revendications. La deuxième hypothèse tendrait à poser que ce n'est pas l'érection d'une « barrière » identitaire en soi qui est porteuse de violence, mais la rigidification simultanée de plusieurs barrières en un même « endroit », ou la suprématie « obligée » d'une seule d'entre elles sur les autres. On voit donc qu'il ne s'agit pas d'opposer à une vision émancipatrice des mobilisations identitaires noires une interprétation catastrophiste en termes de repli identitaire porteur de violences sectaires, mais bien plutôt d'évaluer les processus simultanés de convergence, superposition, divergence ou compatibilité entre identifications multiples, et les conditions de leur coexistence/imbrication – ou non.

## IDENTITÉ, TERRITOIRE, MÉMOIRE, UNE CONFUSION OPÉRATIONNELLE

Dans le Pacifique colombien, les revendications identitaires noires actuelles émergent dans les années 1980 sur un fond de demande de sécurisation territoriale d'une part, de discours légal et juridique sur la multiculturalité d'autre part. La Constitution de 1991 reconnaît la nature « pluriethnique et multiculturelle » de la Nation colombienne, et une loi spécifique (la Loi 70 de 1993) institue des droits fonciers, sous forme de territoires collectifs, au bénéfice des « communautés noires » du Pacifique. Les populations rurales de cette région n'ont en effet pas de titres fonciers légaux et sont soumises depuis une vingtaine d'années à une forte pression de la part d'entrepreneurs agro-industriels, forestiers, miniers ou touristiques. Les revendications territoriales – et plus précisément la demande de titres

collectifs – sont au centre des mobilisations ethniques noires. Dans le cadre des textes législatifs, il s’agit de savoir qui a droit et accès à certains territoires, et de définir les collectifs susceptibles de revendiquer et faire appliquer ces droits<sup>4</sup>.

Ces collectifs acquièrent d’emblée une double dimension : celle, de niveau local, qui définit les usagers-habitants du territoire concret revendiqué (population rurale, riveraine, du Pacifique) ; celle, plus vaste et non géographique, qui suppose l’appartenance à la population « noire », légalement seule bénéficiaire de la Loi 70. Ce sont donc deux registres différents qui sont mis à contribution pour instituer ces collectifs et ériger les « barrières » de Barth (1969), ces distinctions entre eux et nous, ceux du dedans et ceux du dehors. Le recours à la mémoire intervient alors dans la construction d’un récit susceptible de « porter » les nouvelles interprétations et légitimités. Dans ces conditions, il n’y aura donc pas de « mémoire collective » unique, mais des mémoires collectives associées à des groupes et des intérêts localisés, dépendantes des contextes. On retrouve là ce que disait Halbwachs (1950) à propos de la construction de la mémoire collective, qui est fruit d’expériences partagées par des collectifs dans des espaces précis : « pour se souvenir, on a besoin des autres ». « Les autres », ici, peuvent être aussi bien les voisins – du territoire – que « les autres Noirs » en général.

Pour les intellectuels militants de la cause noire dans le Pacifique, la recherche d’une identité fédératrice entre individus et groupes sociaux parfois fort éloignés, géographiquement et socialement, est passée par le rapport au territoire. Il existe en effet des modalités de peuplement spécifiques au Pacifique, qui ont permis l’élaboration d’un discours commun autour des notions de territoire et d’histoire du peuplement de ce territoire : celui-ci s’intensifie à partir des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, par des migrations individuelles ou familiales de descendants d’esclaves marrons, émancipés ou libérés, qui s’installent sur des terres de la Nation alors dédaignées par la société coloniale. Le peuplement s’organise le long des rivières, autour de noyaux de parentèle, et se caractérise par une grande mobilité des habitants. Pendant longtemps, la reproduction économique est assurée par une exploitation combinée des ressources locales, sans titres fonciers mais selon des normes orales précises d’appropriation de l’espace et des ressources, et des migrations de travail.

Ce passé commun dans un même « territoire-région » – concept-clé du principal mouvement noir dans la région sud du Pacifique, le *Proceso de Comunidades Negras*, PCN –, bien qu’avec des modalités locales extrêmement diverses d’un lieu à l’autre, sert de fondement à l’élaboration du nouveau discours identitaire. Les éléments « historiques » sont en effet repris par la plupart des observateurs qui y associent d’autres traits, d’ordre culturel et religieux (le chant, la danse, les rituels de deuil), afin de « décrire » une identité propre aux communautés noires du Pacifique, laquelle est alors donnée comme argument lors des revendications territoriales.

En une dizaine d’années s’est forgé une sorte de consensus entre les savants, les dirigeants et les leaders locaux, autour de l’équation identité-territoire-mémoire<sup>5</sup>. En gros, l’identité est donnée par le rapport au territoire, lui-même produit d’une histoire spécifique qu’il s’agit de « récupérer » et de mettre en valeur. La voie est

alors tracée pour les militants. Il faut reconstruire localement les « histoires de territoire », en ayant recours à la mémoire collective des « communautés noires » de base, avec un double objectif : se doter d'arguments recevables par le gouvernement pour revendiquer les territoires géographiques, poser les fondements d'une véritable « identité noire » alors en pleine ébullition<sup>6</sup>.

Ce transfert du territoire vers l'identité, à travers la mise en mémoire, a des conséquences immédiates. Le territoire, dans son acception juridique de la Loi 70, est un espace fini, délimitable. L'assimilation de la logique identitaire à la logique territoriale fait de l'identité une « propriété » également délimitable et non superposable. De même que deux territoires ne peuvent se superposer, deux identités ne pourront se combiner. On s'approche alors d'une logique de répartition (des territoires, mais aussi des attributions identitaires, des droits) entre groupes distincts, de côtoiement entre deux ou plusieurs entités discrètes, c'est-à-dire une logique d'inclusion/exclusion, pour savoir qui est/n'est pas susceptible de participer à l'une ou à l'autre. Or ces nouvelles façons de se voir – et se donner à voir – ne correspondent pas aux conditions historiquement construites dans lesquelles se réalisaient les relations entre personnes d'adscptions identitaires certes variées mais le plus souvent souples et non exclusives.

### MÉMOIRE ET EXCLUSION/INCLUSION : LES RAPPORTS AVEC LES AUTRES

Les rapports avec les Indiens résultent d'une longue histoire de voisinage dans certaines régions (Chocó), ou au contraire de profonde méconnaissance et méfiance dans d'autres (littoral sud). Dans l'un et l'autre cas, des mécanismes sociaux – discussions lors des fêtes, compérage, sorcellerie, conseil des anciens – permettaient de réguler les relations (échanges techniques ou commerciaux), d'entériner les rares unions, de gérer les éventuels conflits d'accès aux ressources, avec parfois des issues violentes quand aucun des mécanismes ne fonctionnait<sup>7</sup>. Dans le fond, la logique des relations reposait sur le fait que tous partageaient un même espace globalement marginalisé par la société nationale, et que les régulations et négociations devaient s'établir sur un mode interpersonnel, ou tout au plus inter-villages ou inter-rivières, en tout état de cause loin des canaux institutionnels nationaux (justice, administration). Jamais explicitée ni dénommée, l'appartenance commune à un même espace formait un cadre de référence au sein duquel pouvaient diverger les modes concrets d'appropriation des ressources, sans pour autant ériger de frontières stables et reconnues entre les groupes : généralement cantonnés en amont, vers les piémonts aux sources des rivières où ils s'étaient retirés devant l'arrivée des noirs, les Indiens pouvaient cependant exploiter par moments le littoral (Cauca), s'établir durablement en zone intermédiaire (dans le Nariño), ou partager des territoires imbriqués avec les populations noires installées (Chocó,

Valle). La mobilité des uns et des autres, et l'existence de « terres vierges » possibles à conquérir, rendait le dispositif territorial d'autant plus viable<sup>8</sup>.

Avec la Loi 70 de 1993, chacun est sommé de définir « son » territoire, et d'en exclure l'autre sur des critères ethniques et géographiques. Pour les territoires collectifs, il faut être noir, rural, riverain, du Pacifique, et pour les réserves, indien, organisé en *cabildo* (conseil censé représenter l'« autorité traditionnelle »), sur les territoires ancestraux, etc. La fluidité spatiale et temporelle qui caractérisait le système antérieur n'est plus de mise, et les frictions s'exacerbent au moment de fixer des limites, sur le terrain ou sur une carte. Déjà dans le département du Cauca, et plus récemment dans celui de Nariño, des conflits ont tourné aux actes de violence. Jusque-là rien que de très et tristement « classique » : la normalisation foncière implique des exclusions territoriales contre lesquelles réagissent les intéressés. La nouvelle législation est relayée par le discours identitaire qui ignore les modes souples de négociation pour ne retenir que les éléments de distanciation face à l'autre désormais considéré comme un concurrent territorial. La logique territoriale importée a pris le pas sur les autres registres de compréhension du monde, et des relations de soi au monde environnant.

Plus grave, le discours élaboré dans la sphère savante – celle des juristes et des politiques dans un premier temps, des scientifiques (principalement sociologues et anthropologues) ensuite – cherche à s'appliquer de façon univoque à travers les leaders, mais aussi les avocats, voire les fonctionnaires sympathisants de l'une ou l'autre des deux parties. Au discours de l'ancestralité des noirs s'oppose celui de l'autochtonie des Indiens, dans les deux cas autour de l'enjeu territorial, au mépris des autres dimensions qui avaient jusqu'alors régi les échanges, les relations ou même les conflits. Pourtant à la base, les habitudes persistent et les négociations suivent un autre rythme, cherchant des compromis ou des issues à des problèmes territoriaux concrets. Je n'en citerai que quelques exemples.

Dans la baie de Tumaco (littoral sud), un groupe réduit de familles indiennes habite depuis une quinzaine d'années aux abords d'un village inscrit dans un territoire collectif de communautés noires, en cours de constitution. Au moment de cartographier le territoire, d'en faire l'histoire et la description géographique, ce groupe de résidences « fait tâche » aux yeux des assesseurs, qui en font « un problème interethnique ». Les avocats de la partie indienne leur conseillent de réclamer leur espace de vie en réserve, ce qui leur permettra d'accéder à des transferts de ressources gouvernementales, d'accueillir d'autres résidents et, qui sait, d'agrandir postérieurement leur réserve. L'autochtonie historique « des Indiens », compris ici comme entité ethnique globale, légitime à leurs yeux cette demande, faisant de ce fait abstraction de l'installation récente de ce groupe précis de personnes, venues d'une centaine de kilomètres plus au nord et sans attaches familiales dans la région. Pour leur part, les assesseurs des communautés noires poussent à la revendication complète du territoire, qu'elles occupent « ancestralement » depuis plus d'un siècle et sur lequel elles ont certes accueilli ces familles, mais sans aucune promesse ni accord de partage territorial. L'expulsion des Indiens est même envisagée (Rivas,

2000). Alors que le ton monte entre les assesseurs des deux parties, les réunions informelles, sur place, débouchent sur un accord : les familles indiennes peuvent rester si elles n'accueillent pas à l'avenir d'autres parents ou familles sur le territoire (sauf par union, bien entendu). Elles seront membres à part entière du « territoire collectif des communautés noires » et participeront aux instances de gouvernement et négociation locales, sans que leur identification ethnique « indienne » n'apparaisse comme un obstacle à leur insertion. L'histoire du village, dûment reportée dans le dossier de sollicitude du territoire, mentionnera leur présence et leur participation. Dans la mise en récit, les « sujets de mémoire » – les habitants – n'ont pas lié appartenance territoriale et identité ethnique, et surtout pas subordonné l'une à l'autre. Les assesseurs s'en retourneront à leurs écritures, non sans prévenir leurs ouailles respectives des dangers à frayer avec « l'autre ».

Le même cas de figure s'est présenté dans un territoire collectif voisin (río Mira), cette fois pour intégrer des colons blancs, venus individuellement il y a une vingtaine d'années et formant désormais un noyau de résidence, avec déjà quelques unions matrimoniales avec leurs voisins, noirs. Là aussi, les assesseurs y voyaient un problème « interethnique », puisque des personnes blanches ne pouvaient, selon eux, intégrer un territoire de communautés noires. Là aussi cependant, les résidents directement intéressés avaient résolu la question, ou plutôt ne l'avaient même pas posée : la co-résidence ancienne, le partage des tâches collectives et l'implication égale des uns et des autres dans les affaires locales justifiaient de l'intégration des agriculteurs blancs dans le futur territoire, sans qu'il soit nécessaire ni souhaitable de faire référence à leurs identifications ethniques différentes (cf. Hoffmann 2000). Dans ce cas précis, la mémoire locale fait sens en des termes qui ne sont pas ceux de l'histoire globale, les clivages ethniques ne sont pas « utiles » à l'entendement du monde local, territoire et identité « fonctionnent » séparément<sup>9</sup>.

Dans ces deux cas, l'expérience de vie commune a joué au-dessus – ou à côté – des autres appartenances, ethnique principalement. Le territoire réunit des individus (ou familles) aux apparences raciales différentes sans que cette différence soit socialement pertinente à ce moment précis de leur histoire. D'ailleurs, plus que le territoire, c'est le groupe des proches qui est pertinent, celui qui partage certes un espace commun, mais sans vision « territoriale » finie et délimitée. Dans les reconstructions historiques exigées par le dossier de demande de titularisation foncière, la mémoire collective a privilégié les relations sociales de proximité, établies depuis une ou deux générations, plutôt que celles, globales et historiques, qui tendent à opposer indiens, blancs et noirs. En constituant des Conseils communautaires, comme l'exige la Loi, les habitants s'adaptent au territoire pour garantir leurs droits fonciers, mais refusent la logique ethnique. Ils transgressent une partie du discours et posent ainsi les prémisses d'un autre discours possible.

Mais ces cas ne sont pas non plus la règle. Dans une rivière voisine, le río Mejicano, la configuration sociale, ethnique et territoriale est distincte. Dans sa partie amont, les terrains forestiers, réserves de chasse, bois et cueillette, étaient traditionnellement sous contrôle du village de Santa Rosa, créé il y a 120 ans environ

par des migrants de la région voisine de Barbacoas, eux-mêmes descendants lointains d'esclaves de cette région minière (or). Depuis une vingtaine d'années, quelques familles d'Indiens awa sont arrivées du piémont, séjourner saisonnièrement puis durablement. Les terrains forestiers devinrent frontières, chacun surveillant l'avancée de l'autre. De multiples pratiques de marquage territorial sont alors utilisées pour signifier les limites à ne pas dépasser de part et d'autre. La pose de pièges pour les animaux, la chasse, la coupe de bois, le traçage de chemins, sont autant de symboles forts de l'appropriation, à respecter sous peine de représailles. D'autres pratiques, telle l'échange de produits de chasse (des Indiens) contre des produits manufacturés ou des services (un hébergement, une rédaction de lettre), confirment l'accord d'une coexistence « sous surveillance » mutuelle. Les frictions dégénèrent parfois -ces dernières années : un homicide, une maison brûlée-, mais à chaque fois les échanges recommencent entre les groupes familiaux, après accord tacite d'une répartition territoriale toujours fragile et très contrôlée.

Ici l'altérité est donnée comme « fondamentale » et « naturelle » par les uns et les autres, les noirs qualifiant d'ailleurs leurs voisins indiens (*awa*) de « *naturales* », les différenciant nettement des communautés indiennes installées sur les réserves pourtant voisines de quelques kilomètres seulement (*eperara-siapidara*) et qualifiées, elles, de « *indígenas* ». Dans les récits individuels et collectifs élaborés lors des réunions de constitution du « territoire collectif des communautés noires » du río Mejicano, les sujets soulignent toujours les différences « culturelles » : ils ne mangent pas comme nous, ils ne se marient pas comme nous, ils n'habitent pas comme nous, etc. La mise à distance géographique est perçue comme inévitable et nécessaire pour « éviter les problèmes », même si les limites territoriales restent floues et sujettes à renégociation permanente. Il ne s'agit pas tant d'exclusion ou de rejet que d'établir des règles de côtoiement pacifique. Ainsi les « *naturales* » ont pu s'installer au départ sur les terres forestières « des noirs » sans conflit ouvert, dès lors que ces terres, géographiquement éloignées du village, ne représentaient pas un enjeu vital pour Santa Rosa. Ainsi, également, quelques familles « *indígenas* » *eperara-siapidara* se sont-elles installées sur le bras de rivière voisin, avant de demander, et d'obtenir rapidement d'ailleurs, une petite réserve. Mais dans l'un et l'autre cas, les choses se gâtent dès que l'espace frontière s'amenuise et que la proximité des espaces travaillés met en péril l'accès aux ressources nécessaires à la survie. Alors la notion de territoire s'impose et chacun surveille ses limites.

Ici, contrairement aux cas précédents, on est clairement dans une logique de superposition des définitions ethnique et territoriale, conforme au discours officiel comme à celui tenu par les dirigeants nationaux, de part et d'autre. Il existe cependant une nuance : il n'y a pas, au départ, d'assimilation claire entre identité et territoire, mais plutôt des différences ethniques et des différences territoriales, dans un espace globalement partagé et une ambiance de contrôle mutuel teinté de méfiance. En cas de raréfaction de la ressource-terre, ces différences en viennent à coïncider, aboutissant à une superposition des limites – ethniques et

territoriales – et à l'érection d'une « barrière » ethnique explicite. La coïncidence des discours local et global renforce encore cette barrière.

Le même processus se retrouve fréquemment dans le cas de compétition territoriale entre « communautés noires » réclamant un territoire au voisinage de grandes propriétés appartenant à des blancs, dans ce cas des planteurs (palmiers à huile) ou des éleveurs, le plus souvent résidant dans les grandes villes du pays. Si le conflit est clairement foncier, d'ordre socio-économique et politique, et relativement récent – une cinquantaine d'années tout au plus –, il s'inscrit toutefois, dans le discours local, dans une opposition « fondamentale » – fondatrice – entre « eux » et « nous ».

Au départ, cette opposition recouvre « les étrangers » qui entrent en concurrence avec les natifs, lesquels s'appellent aussi « les libres », faisant ainsi appel à un passé libre d'esclavage dans la région. Mais bien vite, l'assimilation étranger-blanc déplace le sens de l'opposition. « Les blancs » devient terme générique pour signifier tout à la fois les grands propriétaires, les riches, les étrangers à la région, les dominants. Il y a superposition en une même « catégorie » des nombreuses lignes de clivage qui peuvent exister dans la société locale. Le rapport de domination historique blanc/noir est tellement prégnant qu'il monopolise en quelque sorte l'éventail des représentations. L'histoire globale de l'oppression devient pertinente pour comprendre l'histoire locale des territoires. La différence « ethnique » blanc-noir est alors donnée comme « naturelle » et s'impose d'office aux autres possibles discriminants, fonctionnant comme un filtre pour l'interprétation des autres dimensions de la vie sociale. Même si d'une part, à l'intérieur de la catégorie « blanc » existent des sub-catégories<sup>10</sup> qui entretiennent des relations différenciées avec les résidents noirs de la région, même si, d'autre part, les relations interpersonnelles entre gens de phénotypes différents ne s'épuisent évidemment pas dans cette image de l'opposition/domination, il n'en reste pas moins que la différence « ethnique », ou plus exactement, dans ce cas, socio- raciale, oriente toutes les autres : territoriales, économiques, politiques, culturelles, etc. En d'autres termes, dans l'ordre des représentations exprimées dans les « collectifs » noirs en lutte pour leurs territoires, la différence blanc-noir n'a pas besoin d'être « informée », décrite, pour fonctionner. Elle fonctionne « toute seule », elle est essentialisée. D'elle découlent les autres différences.

Ces divers cas montrent bien comment les frontières nous/eux oscillent sans cesse : entre le territorial et l'ethnique, l'ethnique et le social, le social et le racial, s'empruntant l'un l'autre les caractéristiques les plus efficaces pour ordonner le monde à un moment précis, dans un contexte donné. Il s'agit maintenant de voir comment en rendent compte les récits élaborés dans une situation bien particulière, celle de la mobilisation paysanne noire. Car si l'on a pu voir comment la mémoire locale tend souvent à privilégier la flexibilité et l'inclusion, ou le côté pacifique entre personnes ou groupes aux attributions identitaires différentes, il n'en reste pas moins que dans les versions finales « autorisées », elle pré-

sente une vision de relations « inter-ethniques », conforme au modèle exposé dans les textes (officiels ou militants, qui pour l'instant se rejoignent).

## LE RÉCIT, LA MÉMOIRE ET L'OUBLI

La narration permet de présenter aux autres (le fonctionnaire, le dirigeant) et à soi-même, le système de représentation le plus à même de répondre aux attentes des institutions, et donc le plus susceptible d'assurer une certaine efficacité politique à court terme. Cette « normalisation » impose alors des oublis ou des silences, dont je retiendrai trois exemples.

Le premier concerne l'oubli des relations que l'on qualifierait aujourd'hui d'« inter-ethniques », entre blancs, indiens et noirs. Si l'on suit les textes législatifs ou les militants, tout se passe comme si les populations noires du Pacifique étaient « pures », non métissées, descendants directs des Africains importés il y a deux, trois ou quatre siècles. Les unions noirs-indiennes sont particulièrement tues, alors que, selon les généalogies recueillies dans la région, elles étaient assez fréquentes il y a encore peu : nombre de grands-mères finissent par être qualifiées d'indiennes à la fin de l'entretien, et les phénotypes variés, bien que non majoritaires, témoignent de mélanges biologiques évidents. Mais les systèmes d'union relevaient parfois de pratiques violentes aujourd'hui condamnées. Le rapt des femmes indiennes par les noirs et le viol des femmes noires par les blancs, même s'ils ne peuvent en aucun cas être assimilés<sup>11</sup>, relèvent tous deux de situations de domination raciste et sexiste aujourd'hui injustifiables – quoique toujours présentes. En voulant « oublier » les pratiques douloureuses, on passe également sous silence les situations de contact non chargées de violence, et elles étaient apparemment nombreuses dans le Pacifique (cf. Losonczy 1997, Arocha 1999, Villa 1998, et les situations décrites ici).

L'oubli ici fonctionne en deux temps : le rejet de la violence passée et de la mémoire douloureuse (la situation de dominés, l'humiliation donnée ou reçue) impose le silence des circonstances mêmes de ces violences, à savoir les rapports entre personnes et groupes d'adcriptions ethniques diversifiées. Il coïncide alors avec le besoin actuel d'affirmer l'unité du groupe selon des critères d'identité ethnique, d'en nier donc la diversité socio-raciale. Cette coïncidence de deux logiques de mémoire – la plus ancienne et la plus actuelle, militante – autour d'un même « oubli » constitue alors une nouvelle violence collective faite à soi-même et à l'Autre, puisqu'elle débouche sur la négation des relations passées, et, surtout, sur l'assimilation de toute relation « interethnique » à un rapport de violence et de domination.

Le deuxième type d'« oubli » concerne ce que j'appellerais les solutions territoriales alternatives, inventées ou imposées mais qui représentent, de fait, des pratiques distinctes de celles prônées par les normes législatives et le discours militant sur le territoire. Ainsi les territoires résidentiels, imaginés par les résidents

du Mira pour intégrer dans le futur territoire collectif les paysans sans terres ; ou les territoires maritimes réclamés par les pêcheurs du littoral spoliés de leur territoire intérieur par les entreprises qui y ont installé des bassins de crevettes ; ou encore le territoire binational Equateur-Colombie qui intégrerait les familles de migrants de part et d'autre de la frontière ; ou finalement les territoires fragmentés et non contigus du haut Mira, pour tenir compte de la présence des plantations de palmiers à huile au milieu des terres paysannes. Autant de cas où le modèle territorial initial pourrait se modifier et s'adapter aux réalités locales, selon des propositions imaginées par les habitants eux-mêmes. Autant de situations limites que les récits locaux étaient à même d'intégrer dans leurs visions territoriales. Mais c'était là, selon les dirigeants, accepter les spoliations passées ou les écarts au modèle territorial posé comme fondement de l'identité, c'était donc renoncer à cette dernière. Les alternatives refusées, les conseils communautaires concernés n'ont eu d'autre choix que de réécrire leur histoire en terme de territoire contigu, maîtrisé, exploité « ancestralement », etc., c'est-à-dire selon le modèle qui devrait leur ouvrir la porte de la titularisation. Cette distorsion de la réalité revient à ignorer la capacité des populations paysannes et/ou résidentes d'agir sur leur propre monde. La simplification les rabaisse en quelque sorte au rôle d'exécutants d'une partition élaborée ailleurs. Cette violence symbolique est aussi violence politique, dès lors que l'imposition du modèle militant remet en cause l'autonomie du collectif local au nom d'une cause supérieure, et du même coup ignore les principes d'autorité de la parole qui fonctionnaient jusqu'alors (entre aînés et cadets, ruraux et urbains, intellectuels et paysans, natifs et étrangers).

Finalement, un troisième type d'oubli concerne la négation des adcriptions identitaires multiples et simultanées et l'imposition d'un profil identitaire unique. Lors des réunions des conseils communautaires, les intervenants s'expriment en tant que paysan une fois, ouvrier agricole de la plantation voisine une autre fois, ou encore « fils de » résident mais habitant la ville, client d'un patron politique local, matrone, institutrice, etc. Ces rôles différenciés, tout comme le statut et le prestige qui y sont éventuellement associés, légitiment le discours tenu, ou tout du moins expliquent l'argumentation aux yeux des autres. C'est ainsi que l'ouvrier agricole pourra mettre en avant sa « loyauté » face à la plantation voisine, même si en tant que « paysan noir » il en réproouve tout à la fois les pratiques de spoliation territoriale. Ainsi également que l'aîné – respecté et écouté pour sa « sagesse » – prônera la médiation pacifique avec les cultivateurs de coca, même si son activité de militant le pousse à exiger leur départ. Ainsi encore, dernier exemple, que l'institutrice du village justifiera l'intégration de non-natifs – qu'ils soient noirs, blancs, indiens ou métis – au nom de la solidarité locale, au-dessus des discours identitaires noirs qu'elle même excelle à tenir en d'autres lieux. À chaque fois, les arguments font appel à l'histoire du lieu, à une mémoire partagée et à un espace de proximité qui n'est (n'était ?) pas pour autant synonyme de territoire.

## CONCLUSION : MÉMOIRE PARTAGÉE, MÉMOIRE GLOBALE

Le rapport au passé et à la mémoire se pose différemment selon les enjeux, les contextes et les niveaux de discours. Les habitants des rivières auront tendance à valoriser le passé récent, qu'il soit fait de conflits ou d'accords, c'est-à-dire celui qui agit sur le présent, celui dont « tout le monde se souvient » et sur lequel tout le monde peut opiner. La mémoire collective, à ce niveau, est une mémoire partagée, elle est associée à ce que Ricœur nomme « les proches », un ensemble non limité qui serait « à mi-chemin entre l'individu solitaire et le citoyen », là où « les jeux de distanciation et de rapprochement font de la proximité un rapport dynamique sans cesse en mouvement » (2000 :161). Proximité ne signifie pas consensus ou harmonie sociale, mais possibilité de rendre compréhensibles les dynamiques sociales – le plus souvent conflictuelles – dans un récit auquel chacun peut apporter, que chacun peut modifier, instrumentaliser, manipuler. Le cercle de proximité n'est pas réductible à la proximité géographique – le territoire –, socio-économique – la classe- ou culturelle. La notion de proximité dépasse les clivages simples, elle se fonde sur des réseaux croisés qui délimitent des sphères de relations plus que des frontières. Portée par la tradition orale, la mémoire collective partagée peut rendre compte de la complexité des situations vécues car elle fonctionne sur un mode flexible et en redéfinition perpétuelle. Elle se doit d'être digne de foi et crédible aux yeux des sujets qui la construisent, avant que d'être « vraie » et transmise à d'autres, extérieurs au cercle.

Le recours au temps long et à la « mémoire globale » est au contraire privilégié par les scientifiques et/ou les militants ethniques. En gommant les écarts au modèle, ils conditionnent la cohérence d'un « discours minimum commun », indispensable pour une large diffusion, tant auprès des populations directement concernées qu'envers les institutions qui gèrent les dossiers. La mémoire collective globale sera bientôt consignée par écrit, figée, et se légitimera par sa « vérité » et non sa crédibilité.

Si les deux modes de recours à la mémoire sont évidemment légitimes au regard de leurs objectifs distincts, il y a violence lorsque la mémoire partagée doit se plier aux injonctions d'un modèle dominant, fut-ce, dans le cas étudié, dominant dans la subalternité. « La ressource du récit devient ainsi le piège, lorsque des puissances supérieures prennent la direction de cette mise en intrigue et imposent un récit canonique par voie d'intimidation ou de séduction, de peur ou de flatterie » (Ricœur 2000 :580). Dans le cas des populations rurales du Pacifique sud colombien, depuis toujours diverses et complexes dans leurs compositions ethniques et identitaires, c'est l'oubli imposé de cette complexité qui fait violence, avant même de susciter la violence entre les groupes ainsi séparés. La simplification du récit entraîne un rétrécissement de la mémoire collective pour « coller au moule » de l'histoire autorisée, ici pour justifier de l'équation identité-territoire qui n'était au départ ni systématique, ni évidente.

Cependant, il nous faut préciser que dans les cas étudiés ici, ces « normalisations » de la mémoire répondent avant tout à une convergence d'intérêts entre leaders intellectuels et sujets de la mémoire, entre militants et paysans noirs menacés de perdre leurs terres et leurs espaces de vie s'ils n'obtiennent pas la titularisation de leurs territoires collectifs. La violence symbolique de l'oubli imposé s'efface alors devant les violences effectives perpétrées par des acteurs économiques ou militaires qui se multiplient dans la région depuis quelques années. Et les paysans sont alors les premiers à « reconstruire » leurs mémoires collectives afin de sauver ce qui peut encore l'être. Ainsi, ce qui peut être perçu comme une imposition par l'observateur extérieur que j'étais, le reste certes, mais intégrée dans une logique de négociation dans laquelle les « communautés noires » de base ne font pas que subir, mais construisent leur propre devenir, en acceptant et recherchant s'il le faut les compromis qui le déterminent.

### Notes

- 1 Mais aussi, plus récemment, les diasporas ou les communautés trans-nationales, ce qui nous entraîne vers d'autres types d'idéologies, dont nous ne traiterons pas ici.
- 2 Ricoeur (2000) use du même terme de « mémoire obligée » dans un sens différent, pour signifier la dimension éthico-politique de la mémoire, celle qui concerne le « devoir de mémoire » – ou de l'oubli –, et qui s'inscrit dans une aspiration de justice à rendre, de dette à reconnaître, face à des victimes ou des événements jusqu'alors passés sous silence par l'histoire « officielle ». L'absence de référence à la traite et à l'esclavage, qui est une constante dans le Pacifique, relèverait de cet « oubli obligé » de Ricoeur (2000 : 580), qualifié de « mémoire en creux » par Losonczy (1996). Ce dont je vais parler ressortirait en partie de cette approche (mémoire obligée de la société globale face aux populations et individus historiquement discriminés), mais traitera plutôt de ce que Ricoeur appelle la « mémoire manipulée » ou imposée.
- 3 Ce travail fait suite à une première réflexion sur « la mobilisation de la mémoire », parue dans *Autrepart* n° 14, 2000, où j'abordais les relations entre mémoire orale et mémoire écrite, ainsi que les possibles retournements identitaires entre individus et collectifs noirs, indiens et blancs, toujours dans le Pacifique sud colombien. Les données proviennent du travail de terrain effectué dans le cadre du programme de recherche « Identités, mobilités et urbanisation des populations afro-colombiennes du Pacifique sud-occidental », mené en collaboration entre l'IRD (ex-Orstom) et la Universidad del Valle, à Cali (1996-2000). En particulier, les références aux assemblées de Conseils communautaires procèdent de ma participation à ces réunions soit en tant qu'« observatrice » invitée par les organisations noires (dans le bas-Mira), soit en tant qu'« assesseur » pour l'élaboration de la partie cartographique du dossier de titularisation de territoire collectif (haut-Mira), en plus de réunions informelles et de discussions avec et entre membres et leaders des organisations noires, dans la région de Tumaco, dans les années 1997, 1998 et 1999.
- 4 Il y a bien entendu de multiples dimensions qui expliquent ces dynamiques politico-identitaires (cf. Gros 1993, Wade 1994, Hoffmann 2001, Agudelo 1999), je ne mentionne ici que celles qui m'intéressent directement.
- 5 La construction de ce consensus s'est faite avec la participation de multiples acteurs, sur des scènes variées, avec des échanges permanents que j'ai décrits par ailleurs (Hoffmann 2000).
- 6 Ce qui exclut *de facto* les individus non liés à un « territoire noir historique », tels les urbains, qui représentent pourtant désormais plus de la moitié de la population noire

nationale. Notons que cette « construction » à partir du territoire n'était pas la seule possible. La politique (autour du groupe Cimarron par exemple), puis la culture (groupes artistiques et culturels très actifs dans de nombreuses régions « noires ») avaient été sollicitées, dans les années 1970-80, mais ces projets ont avorté devant le pouvoir autrement plus fort des revendications territoriales pour mobiliser les « bases populaires » autour d'un projet identitaire.

- 7 Sans tomber dans l'illusion pacifiste (cf. Arocha 1999), on peut tout de même noter que l'extrême méfiance mutuelle entre les deux groupes ne se traduisait pas par des taux élevés d'actes de violence, ni d'homicides. Pour la complexité des relations noirs-emberas (cf. Losonczy 1997).
- 8 Les situations sont bien sûr beaucoup plus compliquées dans le détail : « les indiens » se répartissent en groupes ethniques divers, et sont perçus différemment par les villages noirs voisins selon qu'ils s'organisent en village et en réserve ou en peuplement dispersé sans reconnaissance officielle.
- 9 Ce qui ne veut pas dire qu'il en sera toujours ainsi, même pour ce territoire. La réinterprétation des situations est un processus permanent. Je me situe ici dans une perspective très synchronique, de comparaisons de plusieurs cas au sein d'une même petite région.
- 10 Aux dénominations ethnico-géographiques (*paisas, serranos, vallunos*) bien que recouvrant des spécialisations hiérarchisées dans l'ordre socio-économique local (commerçants, fonctionnaires, politiques, agro-industriels).
- 11 Contrairement au viol, le rapt de la femme se faisait souvent avec le consentement des intéressés, et de l'intéressée, comme dans de nombreuses régions d'Amérique latine et d'Afrique et d'Asie.

### Bibliographie

- Agudelo, C. E., 1999, « Changement constitutionnel et organisation des mouvements noirs en Colombie (note de recherche) », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 32, janvier-mars 1999, Paris, La Documentation Française, pp. 43-51.
- Arocha, Jaime, 1999, *Obligados de Ananse. Hilos ancestrales y modernos en el pacífico colombiano*. Bogotá, Universidad Nacional de Colombia-CES.
- Barth, F., 1995 (1969), « Les groupes ethniques et leurs frontières », dans P. Poutignat, J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*. Paris, PUF.
- Bayart, J.-F., 1996, *L'illusion identitaire*. Paris, Fayard.
- De la Peña, G., 2001, « Territoire et citoyenneté ethnique dans la nation globalisée », dans *Les territoires de l'État-Nation en Amérique Latine* (M.-F. Prévôt Schapira et H. Rivière d'Arc, coord.). Paris, IHEAL Éditions.
- Gros, C., 1993, « Derechos indígenas y nueva Constitución en Colombia », dans *Análisis Político* n° 19, Bogotá.
- Gros, C., 1997, « Indigenismo y etnicidad : el desafío neoliberal », dans M.-V. Uribe et E. Restrepo (éditeurs), *Antropología en la Modernidad*. Bogotá, ICAN.
- Halbzachs, M., 1997 (1950), *La Mémoire collective*. Paris, Albin Michel.
- Hoffmann, O., 2000, « Jeux de parole et de mémoire autour des mobilisations identitaires dans le Pacifique colombien », dans *Autrepart* n° 14.
- Hoffmann, O., 2001. Flux et reflux des catégories identitaires. Une lecture des politiques foncières au Mexique et en Colombie, dans *Les territoires de l'État-Nation en Amérique Latine* (M.-F. Prévôt Schapira et H. Rivière d'Arc, coord.). IHEAL Éditions, Paris.
- Laclau, E. 2000. *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*. Paris, La Découverte.
- Le Bot, Y., 2000, « Les revendications identitaires mènent-elles à la violence ? », dans *Sciences Humaines* n° 110, novembre 2000.
- Losonczy, AM, 1996, « Mémoires "nègres" : le creux et le plein », dans *Bastidiana*, 13-14.
- Losonczy, AM, 1997, *Les Saints et la Forêt. Rituel, société et figures de l'échange entre Noirs et Indiens Emberá*. Paris, L'Harmattan.

- Rivas, N., *La ACAPA y la Ley 70 (titulación colectiva) : hacia una institucionalidad ambiental ?* Informe final de investigación ICANH-COLCIENCIAS, 33 p. multigr, 2000.
- Sibony, D. *Le racisme, une haine identitaire*, 2001. Poche
- Villa, W., 1998, « Movimiento social de comunidades negras en el Pacífico colombiano, La construcción de una noción de territorio y región », *Geografía Humana de Colombia, tomo VI : Los Afrocolombianos*, Bogotá, Inst. Colombiano de Cultura Hispánica, pp. 431-449.
- Wade, P., 1994, « Identités noires, identités indiennes en Colombie », dans *Les Cahiers des Amériques Latines* n° 17, Paris, IHEAL, pp125-140.

### RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Les revendications identitaires ethniques s'accompagnent, le plus souvent, d'une réécriture de l'histoire afin de trouver et de prouver à soi-même et aux autres une place légitime au sein d'un ensemble plus vaste, en général la Nation. Dans des situations banales à identifications multiples (paysan, habitant, aîné, client, citoyen, femme...), le travail de mémoire militant néglige ces appartenances pour n'en retenir qu'une seule : celle liée à l'identification ethnique. On peut déceler des mécanismes de confiscation d'une identification sur les autres, mis en œuvre à travers le « travail de mémoire ». On pourrait alors parler d'une violence de la mémoire qui « contraint » et dans une certaine mesure mutile la complexité du social, en imposant des catégories exclusives les unes des autres.

\*\*\*

*Las reivindicaciones identitarias étnicas vienen corrientemente con una escritura nueva de la historia que permite que cada uno encuentre un lugar en un conjunto más extenso, en general la Nación, y lo demuestre a sí mismo y a los otros. En situaciones banales definidas de varias maneras (campesino, habitante, mayor, cliente, ciudadano, mujer...), el trabajo de memoria militante desatiende estas pertenencias únicamente*

*para, entre ellas, guardar una sola : aquella vinculada a la definición étnica. Se pueden detectar mecanismos de confiscación de una definición de los otros, aplicados a través del « trabajo de memoria ». Se podría entonces hablar de una violencia de la memoria que « obliga » y hasta cierto punto mutila la complejidad de lo social, imponiendo categorías exclusivas unas de otras.*

\*\*\*

The ethnic claims for identity are often accompanied by a rewriting of the history in order to find and to prove to oneself and to others a legitimate place within a vaster unit, in general the Nation. In ordinary situations with multiple identifications (peasant, inhabitant, elder, customer, citizen, woman...), the militant work of memory neglects these memberships to retain only one of them: the one which is related to the ethnic identification. One can detect mechanisms of confiscation of an identification on the others, put in action through the « work of memory ». One could then speak about a violence of the memory which « constrained » and to a certain extent mutilates the complexity of the social one, by imposing exclusive categories from each to other.

---

## LA REPRÉSENTATION CARTOGRAPHIQUE DE LA VIOLENCE DANS LES SCIENCES SOCIALES COLOMBIENNES

OLIVIER PISSOAT\* & VINCENT GOUËSET\*\*

**D**EPUIS QUATRE DÉCENNIES, la Colombie apparaît aux premiers rangs mondiaux dans les statistiques générales sur la violence, parmi les États ne subissant pas de guerre ouverte. Même si les classements établis par les grands organismes internationaux (ONU, Banque Mondiale...) ou par les agences de certification économiques, ne manquent pas de poser des problèmes méthodologiques et moraux (pertinence des indicateurs retenus, fiabilité des données selon les pays, comparabilité des chiffres nationaux dans des contextes sociaux et culturels fort dissemblables...), le niveau élevé de violence qui affecte la Colombie depuis longtemps, n'est ni contestable, ni contesté. Il est d'ailleurs frappant de constater que les chiffres sur la violence sont rarement mis en doute par l'opinion publique colombienne. Celle-ci pourtant, très susceptible sur tout ce qui peut contribuer à ternir l'image extérieure de la nation et plutôt suspicieuse à l'égard des « données officielles », n'hésite généralement pas à questionner la validité des informations les plus ordinaires (nombre d'habitants dans les villes ou les quartiers...), comme les plus sensibles (taux de chômage, inflation...).

Le crédit accordé aux mesures de la violence repose sur la valeur du système colombien de production statistique, reconnu comme l'un des meilleurs en Amérique latine. Il tient également au statut singulier que ce thème a acquis pour la recherche colombienne, en devenant un champ d'étude spécifique, hâtivement promu au rang de « violentologie »<sup>1</sup> dans le discours médiatique. En dépit des risques que cela peut comporter pour les chercheurs, l'analyse de la violence,

\* UMR REGARDS (CNRS-IRD), Bordeaux

\*\* UMR ESO (CNRS de Rennes 2)

*Une version en couleurs des cartes de cet article est consultable sur le site internet de l'IHEAL.*

à l'image de la réalité qu'elle dépeint, est en effet solidement ancrée dans le domaine des sciences sociales colombiennes, tant chez les intellectuels colombiens que parmi les étrangers (Peralta et La Rosa, 1997)<sup>2</sup>. D'aucuns ont même parlé en la matière de « tradition » (Kalmanovitz, 1990), ce que dénoncent en retour certains auteurs, qui regrettent la relative caducité ou du moins le caractère répétitif des interprétations conventionnelles du phénomène, pour les opposer à des conceptions plus récentes et plus novatrices (Deas et Gaitán, 1995).

Dans ce contexte marqué à la fois par la prégnance de la violence et par la richesse des études consacrées au problème, les approches de type géographique, en particulier les représentations cartographiques, sont restées relativement rares jusqu'à une date récente, alors que paradoxalement, la dynamique proprement territoriale des faits socio-politiques et des acteurs concernés apparaît d'emblée, pour tous les chercheurs qui ont abordé la question, comme une évidence. Les affrontements armés, les rébellions, les mouvements de guérilla, mais aussi le trafic de drogue, ou encore, dans un autre registre et à une autre échelle, la délinquance et les incivilités urbaines, opèrent selon des logiques de propagation, d'affrontement, de contrôle ou de repli territorial, qui n'ont échappé à aucun d'entre eux. Par ailleurs, la diversité et la richesse des sources d'information disponibles rendaient possible depuis longtemps la réalisation d'un travail statistique et cartographique sur le thème de la violence. La faiblesse institutionnelle de la géographie dans le système universitaire et scolaire colombien, ainsi que le relatif éloignement des géographes, il y a peu encore, des institutions et des spécialistes d'autres disciplines travaillant sur le sujet, ne sont sans doute pas étrangers à cette lacune.

Les choses ont changé récemment, et l'on assiste depuis la fin des années 1980 à une diffusion de l'emploi de carte, de croquis, de figures et autres représentations graphiques dans les études de la violence. Une telle banalisation, liée notamment aux progrès de l'informatique et aux facilités de la cartomatique, est observable tant dans le domaine des sciences sociales que dans la presse grand public, ou dans les textes et documents officiels.

La prolifération des cartes de la violence n'autorise pourtant pas de faire l'impasse sur deux questions fondamentales. L'une porte sur le « bon usage » de la cartographie : avec quel objectif et dans quel contexte institutionnel est produite cette représentation de la violence ? L'autre, forcément liée, pose le problème plus général des implications sémantiques de la violence en tant que telle. À quoi se réfère-t-on ? À quels faits sociaux, politiques ou culturels renvoie ce vocable imprécis ? Réalité et représentation de la violence sont intimement liées, même s'il est illusoire de penser que la seconde puisse être une traduction « fidèle » et objective de la première. Elle ne correspond en réalité qu'à une certaine image de la violence, construite socialement, chargée de sens et influencée par le point de vue de ceux qui la donnent à voir<sup>3</sup>.

C'est précisément cette question des « images » cartographiques de la violence que nous abordons dans le cadre de cet article. Nous avons exclu, malgré

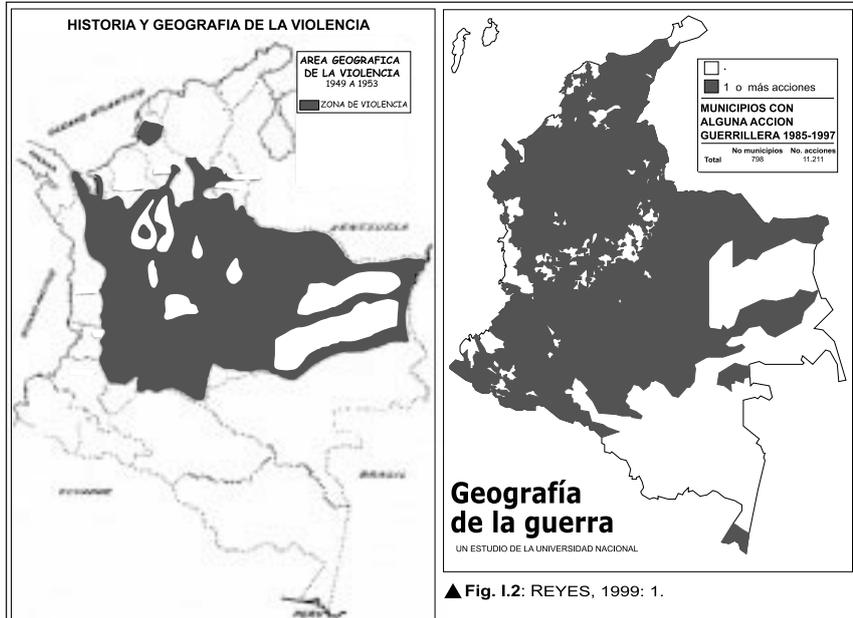
tout l'intérêt qu'ils recèlent pour une réflexion plus large sur la « mise en scène » de la violence dans les sciences sociales colombiennes, les documents iconographiques ne se rapportant pas à la cartographie. L'article s'attache donc tout d'abord à contextualiser l'appréhension de la violence et le recours à l'outil cartographique par les chercheurs colombiens, puis dans un second temps, s'arrête sur les différentes manières dont sont cartographiés la violence et ses protagonistes dans la production scientifique colombienne (et dans une moindre mesure française). Les cartes reprises ici sont pour la plupart des cartes originales colombiennes (parfois remaniées, pour en améliorer la lisibilité), ou produites à partir de sources et/ou d'auteurs colombien(ne)s.

## DES VIOLENCES À LA CARTE

### Les représentations « géographiques » de la violence

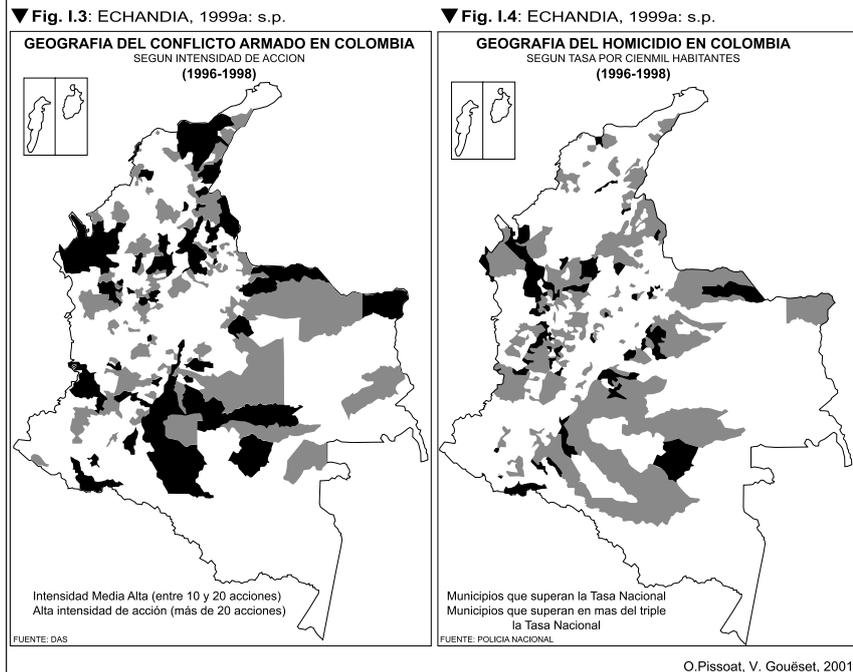
Très tôt désireux d'envisager l'inscription spatiale des processus en jeu, les chercheurs colombiens ont spontanément proposé une « géographie » de la violence. Il s'agit là d'une constante que l'on retrouve dès les premières représentations cartographiques, au début des années 1960.

Les titres des figures de la planche I témoignent de l'intention de leurs auteurs (principalement des sociologues) de mettre en lumière la dimension « géographique » du phénomène ; une approche qui se limite en fait à une stricte localisation des faits de violence sur un fond de carte de Colombie, sans véritablement chercher à montrer « ...dans quel milieu, avec quoi, dans quel tissu de relations, de voisinages et de déterminations » s'inscrivent les actes présentés<sup>4</sup>. De plus, le choix des indicateurs retenus, et par conséquent le type de violence montré au lecteur, n'est pas neutre. Ainsi, lorsque débute l'étude systématique de la violence, avec la parution du livre dirigé par Monseigneur Guzmán : *La violencia en Colombia* (1962, vol. 1), le phénomène représenté est l'état de guerre civile qu'a subi la nation au cours des années 1950. La documentation cartographique de l'ouvrage regroupe alors sous une même appellation – la « violence » – des faits différents (tueries, tortures, exactions diverses...), tandis que le texte centre son analyse sur la terrible lutte entre les partisans des deux formations politiques traditionnelles (les libéraux et les conservateurs). La figure sélectionnée ici est une carte « en aire », donc sans hiérarchisation des faits recensés (Fig. I.1). Elle montre l'étendue impressionnante du conflit, mais dénote une ambiguïté en donnant la sensation d'un phénomène unique et homogène répandu sur une large partie du territoire, bien que dans les espaces affectés la situation soit très variable d'un endroit à l'autre. Une telle représentation rappelle le flou sémantique du nom donné à cette période – *la Violencia* –, qui évite de désigner avec précision les forces en présence et suggère au contraire une responsabilité diffuse, partagée par tous les Colombiens.



▲ Fig. I.2: REYES, 1999: 1.

▲ Fig. I.1: GUZMAN et al., 1962: 97.



▼ Fig. I.3: ECHANDIA, 1999a: s.p.

▼ Fig. I.4: ECHANDIA, 1999a: s.p.

O.Pissoat, V. Gouëset, 2001.

PLANCHE I : DES « GEOGRAPHIES » DE LA VIOLENCIA

Près de quarante ans plus tard, Alejandro Reyes publie dans un grand quotidien (1999 : 2-11), un inventaire cartographique de la violence politique actuelle (Fig. 1.2). Y sont répertoriées sur plus d'une décennie les actions belliqueuses des guérillas<sup>5</sup>, sans distinguer si elles correspondent à des affrontements mortels avec les troupes gouvernementales ou à des coups de force n'ayant provoqué que des dégâts matériels ; ou bien si elles traduisent une présence passagère des groupes insurrectionnels ou au contraire leur contrôle durable sur une région. L'ensemble de la Colombie paraît indistinctement concerné et le sociologue peut, dès l'introduction de son dossier, justifier sa démarche cartographique comme « ...un point de départ [...] pour prendre conscience que, même si la guerre n'a pas encore affecté la vie quotidienne des grandes villes, elle a entraîné suffisamment de destruction sur une bonne partie du monde rural pour mériter l'intérêt des citoyens, et pour que cet intérêt agisse comme une pression en faveur de la négociation de la paix » (*op. cit.*, p. 2). Le flou adopté ici en matière de conventions graphiques dévoile en fait la volonté de l'auteur, de « dramatiser » l'ampleur du phénomène et de militer pour une issue politique du conflit.

Camilo Echandia quant à lui (1999a), afin de caractériser l'évolution récente du problème, compare la répartition du conflit armé à celle des homicides rapportés au nombre d'habitants (Fig. 1.3 et 1.4). Dans l'un et l'autre cas, le mode de représentation obéit aux règles des cartes « en plages », et les discrétisations opérées permettent de mieux dégager les zones les plus touchées. Toutefois, le fond de carte communal utilisé par l'économiste comporte le risque visuel inhérent à l'énorme variété de taille des unités administratives, qui attirent l'œil ou à l'opposé passent inaperçues – les circonscriptions les plus vastes, donc les plus visibles, étant souvent les moins peuplées. À titre de comparaison, dans l'atlas dirigé par Evelyne Mesclier en 1999, les auteurs ont davantage cherché à mettre en évidence le poids relatif et absolu de la violence homicide en Colombie.

Sur un fond de carte jusque-là inédit, hiérarchisant nettement par le jeu d'échelles différenciées, la moitié Est (peu peuplée) et le reste du pays (où sont installés les hommes et les activités), les géographes ont retenu un mode de représentation capable de fournir simultanément deux types d'informations. Sont indiqués à la fois la quantité de meurtres commis (par des cercles proportionnels placés au centre des communes répertoriées), et leur pourcentage dans le nombre total de décès (par la gamme des grisés). De cette manière il devient visible que les homicides sont moins fréquents dans les communes des basses terres orientales, ce qui n'empêche pas de forts taux sur le piémont andin ou dans le département du Guaviare. Dans la moitié Ouest en revanche, si les principales villes sont les plus touchées d'après le nombre de faits recensés, les taux relatifs peuvent être assez faibles, comme à Bogotá par exemple (contrairement à Medellín alors aux prises avec le « cartel » du même nom). Peuvent en outre être individualisés certains foyers de violence spécifique<sup>6</sup>, qui ne ressortent pas avec la même clarté sur les cartes d'Echandia.

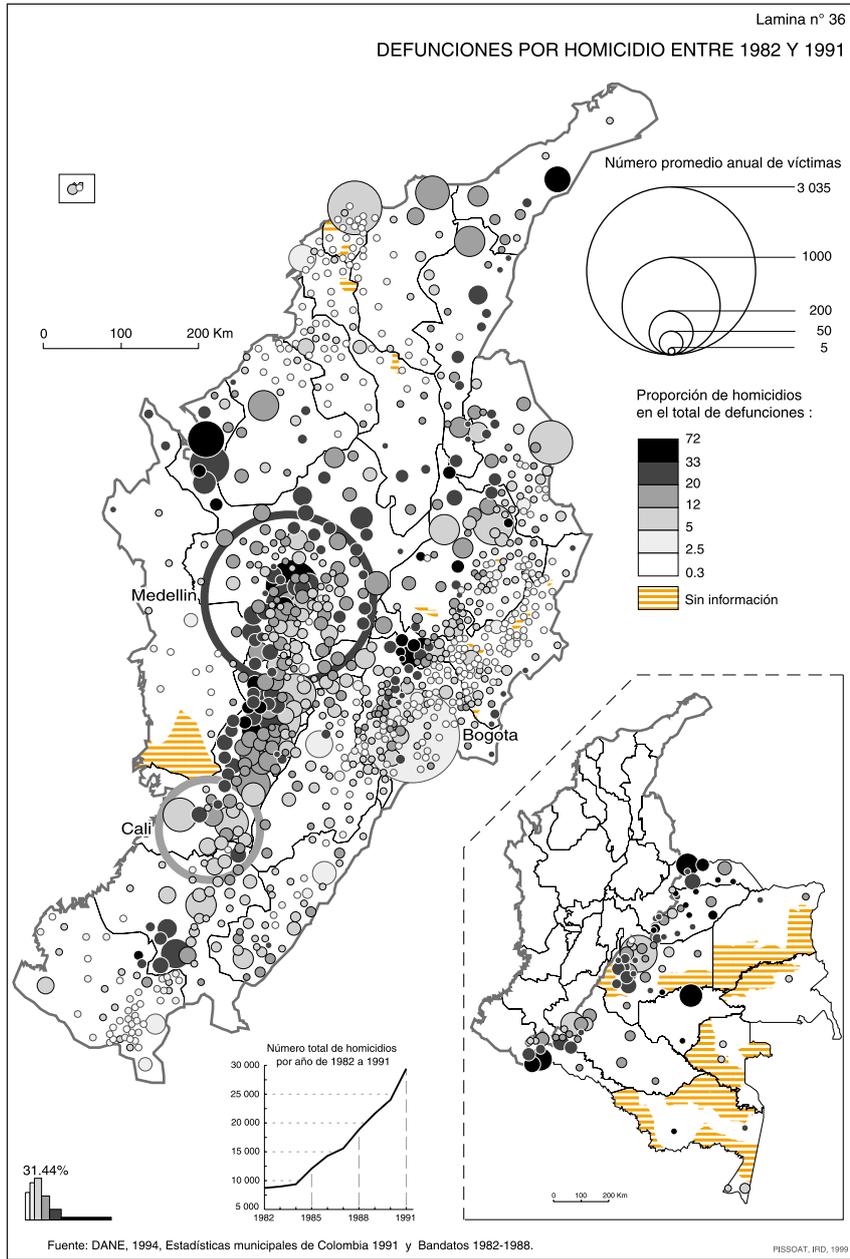


PLANCHE II : LES DÉCES PAR HOMICIDE EN COLOMBIE ENTRE 1982 ET 1991

Pour ce dernier cependant, le recours à la cartographie répond à une approche résolument synthétique, dans le but de redonner tout leur poids aux « acteurs organisés » dans l'explication des indices élevés d'homicide dont souffrent certaines portions du pays. La carte est donc intégrée au raisonnement, comme outil de recherche, en prouvant la « ...correspondance très significative de la géographie de ces phénomènes » (1999a : s.p.). Echandia n'en reste d'ailleurs pas là. Ayant désormais pour centre d'intérêt la violence intra-urbaine, il emploie la même méthode en croisant la distribution des homicides, là encore, avec des données sur les activités délictueuses des bandes juvéniles de Bogotá.

Le choix des variables représentées, homicides ou faits d'armes, ainsi que du traitement statistique éventuel qui en est fait, est significatif d'une certaine conception de la violence. Les deux indicateurs sont parfois présentés sur un même plan, alors qu'ils ne rendent pas toujours compte des mêmes processus. De façon identique, la peur grandissante des citoyens face à la montée – réelle ou supposée – de la « violence urbaine », peut aboutir ou du moins inciter, dans les mesures préconisées par les municipalités, à un relatif amalgame entre grand banditisme, petite délinquance ou simple manquement aux usages élémentaires de la vie en société, alors que les crimes et délits contre les personnes et les actes tels que le vandalisme ne répondent pas aux mêmes logiques. Les « incivilités »<sup>7</sup> renvoient pourtant, en Colombie comme ailleurs, à des comportements s'inscrivant de plain-pied dans les débats tenus sur l'insécurité des métropoles, au même titre que la criminalité. Ce fut par exemple le cas à Bogotá lors de la dernière campagne électorale d'octobre 2000, où les thèmes de l'insécurité et de la récupération des espaces publics furent étroitement associés par les principaux candidats.

Il est manifeste que se pose, au-delà de la pertinence ou de la dimension implicite de l'indicateur cartographié, la question primordiale de la définition même de la violence. Le philosophe Thomas Platt (1992 :185-192) redoute la prolifération des nuances contenues dans ce mot, et s'alarme contre une dérive polémique susceptible de favoriser l'élaboration de raisonnements fallacieux, si « la plasticité même du langage » permet de trop en infléchir ou élargir la signification. Dans le même sens, l'économiste Fernando Gaitán (1997 :86-87) signale comment, en Colombie, les multiples acceptions du terme peuvent pousser les experts à prendre en compte des événements variés qui décrivent des réalités bien différentes. Il liste quelques paramètres accompagnant souvent le concept de violence (absence de libertés, déficience des services publics, chômage, promiscuité...), pour dénoncer les approximations qui entourent cette notion : « ...il est facile de comprendre qu'à vouloir considérer un trop grand nombre de situations sociales comme relevant d'un même processus de violence, on n'obtient en définitive aucune définition [utile], et qu'on court tout simplement le risque de divaguer ».

Une chose est sûre toutefois : la Colombie a traversé la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans un climat de violence généralisée, car les multiples manifestations du phénomène ont fonctionné en résonance les unes avec les autres (Pécaut, 1996 :226). Cette caractéristique explique la difficulté d'établir une définition

précise pour un sujet qui ne l'est pas, et qui de surcroît change avec le temps. Le problème de la définition de la violence ne peut donc être traité que dans une perspective historique, où les circonstances, les interprétations et les représentations des processus sont très fortement imbriquées.

### Les représentations, comme les interprétations, se modifient à mesure que la violence se développe et change de nature

Rédigé au lendemain de *la Violencia*, au sein de la toute nouvelle Faculté de sociologie de l'Université Nationale de Bogotá, le livre de Mgr. Guzmán envisageait le problème à partir de la théorie du conflit social. Selon cette logique, *la Violencia* était un processus révélateur du dysfonctionnement des « institutions fondamentales » de la nation (politiques, gouvernementales, religieuses, économiques et familiales), de la désintégration et de la réorganisation des structures mêmes de la société. Témoignage de l'intervention des chercheurs dans la réflexion, le diagnostic établi était certes très descriptif, mais n'en a constitué pas moins la seule référence ou presque sur laquelle se sont fondées les études du phénomène jusqu'au milieu des années 1970 (Sánchez, 1986 :18). S'ajoutant aux réinterprétations du travail de Guzmán, des publications de politologues Nord-Américains soulignaient dès lors un point quelque peu délaissé auparavant, en plaçant l'État au centre de l'analyse (Ortiz, 1992 :48-49). L'exemple le plus marquant en ce domaine est l'ouvrage de Paul Oquist (1978), dont la « théorie intégrale » sur l'écroulement partiel de l'État comme élément explicatif de *la Violencia*, a suscité la controverse mais a contribué à orienter les discussions dans cette voie.

Au cours des années 1980, la Colombie subit une nouvelle phase de recrudescence de la violence, qui continue aujourd'hui encore, et dont l'intensité est seulement comparable à celle endurée pendant *la Violencia*, comme l'indiquait dès 1988 la courbe dessinée par Losada et Vélez :



Source : Losada R., Vélez E., 1988 : *Muertes violentas en Colombia, 1979-1986 : informe de investigación*. Instituto SER de Investigación, Bogotá, p. 37.

Or, tous les observateurs l'ont signalé, cette recrudescence s'accompagne d'un relatif renouvellement des modèles qui avaient structuré la violence dans les périodes antérieures (affrontements bipartisans dans les années 1950, émergence de guérillas dans les années 1960 et 1970), avec l'apparition de nouveaux protagonistes belliqueux (narcotrafiquants, groupes d'autodéfense et escadrons paramilitaires, bandes délinquantes dans les villes...), qui établirent des relations le plus souvent conflictuelles avec les groupes rebelles. Néanmoins, cette « nouvelle violence », comme on l'appelle parfois, a commencé par une vaste reprise de la lutte guérillera. Aussi, au premier plan des thèmes abordés par les chercheurs au début des années 1980, se retrouvent les questions des mouvements révolutionnaires, ou contre-révolutionnaires, de la réforme agraire, de l'ouverture démocratique, de l'amnistie ou de la paix ; mais qui toutes évoquaient des préoccupations qui semblaient ressurgies du passé (Sánchez, *op. cit.* p. 21). L'étude de *la Violencia* jouit d'ailleurs à cette période, d'un regain d'intérêt de la part d'une nouvelle génération d'intellectuels colombiens, notamment au travers d'études régionales minutieuses, ou de travaux reliant la violence aux conflits agraires ou fonciers. De par l'ancrage disciplinaire de ces analyses (sociologie, sciences politiques, histoire...), mais également en raison de leur orientation qui s'interroge sur les fondements politiques ou institutionnels des processus, la cartographie de *la Violencia* n'était pas considérée comme un recours nécessaire. Au mieux, les auteurs ayant un terrain d'étude bien délimité dans l'espace émaillaient-ils parfois leurs textes de cartes de repérage, en général purement illustratives.

Progressivement, les chercheurs colombiens se sont rapprochés de la réalité plus contemporaine de la violence, à mesure que celle-ci augmentait. L'objet de leur questionnement s'en est trouvé modifié peu à peu, puisqu'on était passé d'une situation de guerre civile non déclarée où s'affrontaient essentiellement deux partis politiques dans un pays à dominante rurale, à une lutte entre l'État central et plusieurs contre-pouvoirs insurrectionnels qui s'imposaient localement dans un pays désormais urbain. L'héritage des recherches menées sur *la Violencia* pesait pourtant sur l'appréhension de la « nouvelle violence », dans la mesure où de nombreuses études ont continué de chercher à isoler une série de facteurs ou de causalités simples comme déclencheurs et/ou moteurs des conflits. Violence et fermeture du système politique, qui encourage l'adhésion aux mouvements de rébellion ; violence et pauvreté, considérée comme le « bouillon de culture » de la criminalité, étaient les principales relations dialectiques envisagées pour identifier d'hypothétiques « causes objectives » de la violence<sup>8</sup> ; l'État étant souvent, par ses carences et ses dysfonctionnements, désigné comme le principal responsable, à côté des organisations armées.

De plus, contrairement au livre de Mgr. Guzmán qui avait déclenché à sa sortie une vaste polémique relayée par la presse, débordant le cadre de l'Université jusque dans les sphères du pouvoir, les recherches menées au début des années 1980 n'ont pas profité d'une aussi large diffusion, capable de toucher l'opinion publique. La réflexion scientifique restait plutôt confinée dans les milieux uni-

versitaires, auxquels commençait seulement à s'ajouter des ONG et des mouvements associatifs. C'est peut-être pourquoi, jusqu'au milieu des années 1980, ont été publiés toujours plus d'ouvrages, qui renforçaient le jugement des chercheurs, mais qui n'ont que modérément renouvelé l'approche et la compréhension du problème. Certes, d'autres régions et d'autres dynamiques ont été prises en compte (les fronts pionniers par exemple, dans le piémont oriental surtout), mais la rareté des représentations cartographiques de la « nouvelle violence » peut révéler à quel point l'intérêt de se fonder sur l'inscription territoriale des processus en cours n'était toujours pas reconnu par la majorité des spécialistes.

La fin des années 1980 a constitué en revanche un tournant. Tandis que les affrontements qualifiés de « politiques » proliféraient<sup>9</sup>, que les interférences entre les acteurs du conflit devenaient de plus en plus flagrantes et que l'insécurité des grandes villes apparaissait comme un nouveau support au déploiement de la violence, l'étude et la cartographie du sujet se transformaient radicalement. En 1987 en effet, a été publiée « *Colombia : violencia y democracia* », une vaste étude élaborée à la requête du gouvernement par une commission consultative, la *Comisión de estudios sobre la violencia*, présidée par Gonzalo Sánchez et composée principalement de membres de l'Université Nationale. Ce rapport, largement commenté dans les médias, a entériné le caractère protéiforme de la violence, en élaborant une typologie détaillée de ses multiples manifestations. La recherche franchit là une étape capitale. La question devait dorénavant être déchiffrée selon une lecture plurielle, fondée sur la différenciation des violences, en fonction de leurs dynamiques, de leurs responsables et de leur modalité d'expression. Signalons au passage que cet ouvrage majeur répond à une demande institutionnelle, comme celui de Mgr. Guzmán, qui fut rédigé surtout à partir d'informations recueillies en 1958 dans le cadre d'une commission d'enquête mandatée, elle aussi, par le gouvernement (la *Comisión investigadora de las causas actuales de la Violencia*, composée de deux ecclésiastiques, deux militaires et deux représentants des partis politiques traditionnels ; une composition radicalement différente, qui témoigne des changements de contexte et de culture politiques entre les deux dates).

Alors que la compréhension du phénomène se précisait, ont été publiées plusieurs cartes démontrant l'utilité de replacer les violences dans leurs contextes locaux, pour mieux saisir leur singularité. La cartographie y intervenait, pour la première fois, en amont de la démonstration. Rodrigo Losada et Eduardo Vélez ont ainsi proposé en 1988 une représentation régionalisée de la « nouvelle violence » au niveau national (Fig. III.1), avant d'avancer une explication des taux élevés d'homicides observés dans le pays. C'est seulement après avoir identifié les zones considérées comme « assez » ou « extrêmement violentes », qu'ils ont énuméré les divers paramètres explicatifs (dont aucun n'est nouveau en soi) qui s'y conjuguèrent<sup>10</sup>. Conscients que les phénomènes de violence « ne sont pas associés à une identité administrativement définie » (INMLyCF, 2000 :12), cette approche zonale est aujourd'hui reprise par les spécialistes de Médecine

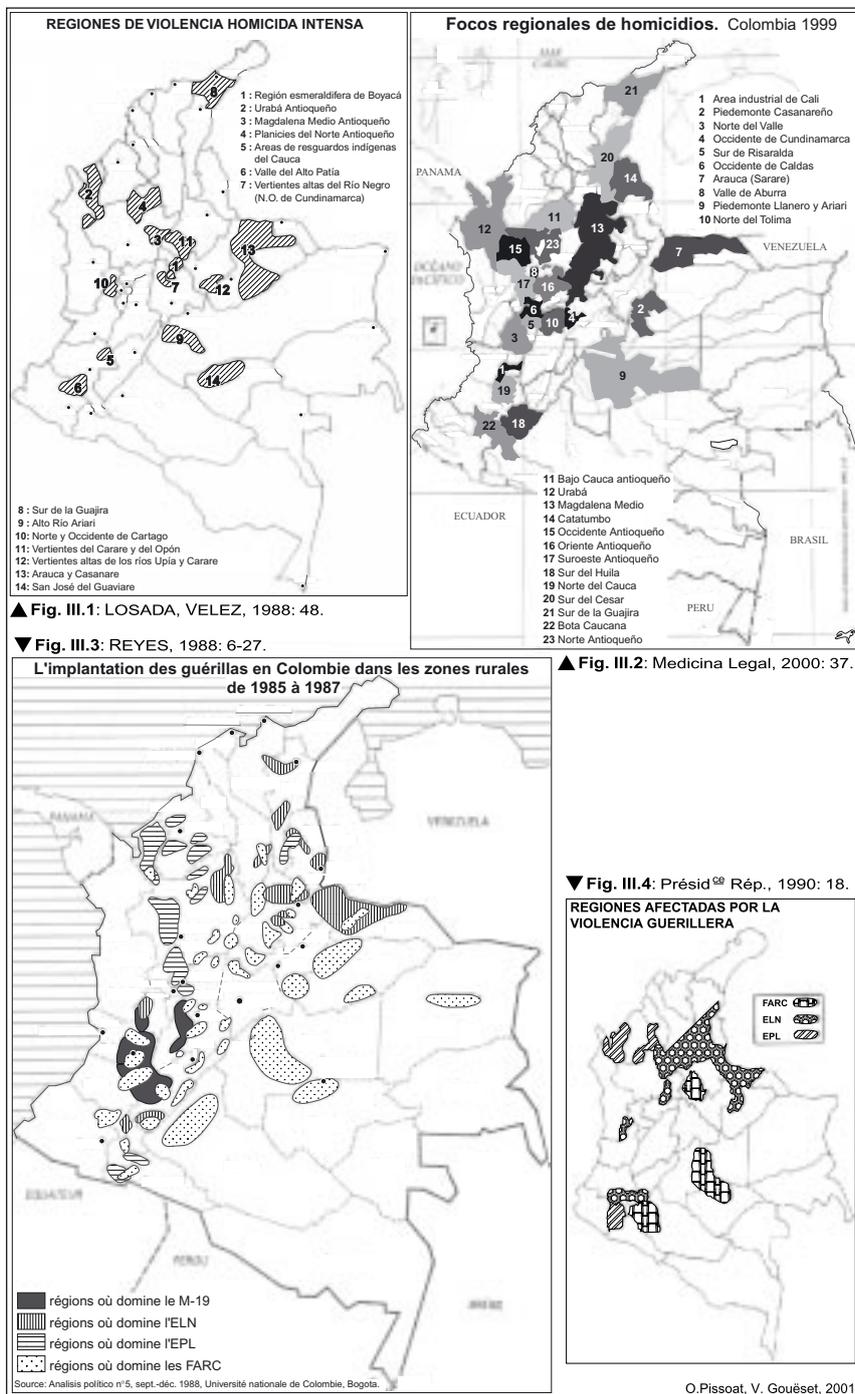


PLANCHE III : FRAGMENTATION SPATIALE DE LA VIOLENCE

légale (Fig. III.2), qui préfèrent maintenant ce type de représentation, à celles par département qu'ils publiaient habituellement. La mise en parallèle des deux cartes prouve du reste que les « foyers » signalés en 1988 sont toujours actifs en 2000 ; certains se sont étendus, d'autres ont émergé depuis.

En 1988 encore, dans le cadre d'un programme intitulé « Géographie de la violence contemporaine en Colombie », A. Reyes s'est également servi de cartes pour asseoir son argumentation sur l'implantation rurale très localisée des fronts guérilleros (Fig. III.3). Le travail cartographique accompli par le sociologue était du reste beaucoup plus soigné que celui des organismes officiels, dont les cartes restent toujours très schématiques et parfois incomplètes (Fig. III.4). Il convient de le remarquer cependant, Reyes, cette fois, n'avait pas choisi d'insister sur l'étendue générale du problème, mais bien plutôt sur la fragmentation des différentes guérillas, en fonction des espaces sur lesquels elles s'étaient installées.

La description systématique des aires guérilleras a surtout permis au sociologue de reprendre les thèses associant la répartition de groupes insurrectionnels aux luttes sociales liées aux conflits agraires. La démarche similaire de Losada et Vélez les a conduits, quant à eux, à mettre en doute la théorie qui pointait les carences de l'État et la pauvreté comme éléments favorisant la perpétration des homicides. Dans ce dessein, ils ont évalué, commune par commune, en ville comme à la campagne, la corrélation entre le nombre d'homicides commis, et des données socio-économiques traduisant la présence de l'État. Une fois surmontée la difficulté du choix des critères à comparer, la méthode pouvait assurément conforter la validation et, surtout, justifier l'infirmité des interprétations déjà développées par d'autres chercheurs. Losada et Vélez s'interrogeaient d'ailleurs à ce sujet dans la conclusion de leur ouvrage : de telles vérifications restaient à faire pour la plupart des facteurs explicatifs communément admis jusque-là (ils citent en particulier « l'injuste distribution de la terre » ou le postulat posant la « démocratie restreinte »<sup>11</sup> comme cause principale de la violence politique).

En vérité, on commençait tout juste à s'intéresser de façon détaillée aux caractéristiques des espaces affectés par la violence, et nombre de chercheurs ou de décideurs<sup>12</sup> restaient attachés aux hypothèses « macrosociales » formulées durant les années antérieures. Le déploiement du « Plan National de Réhabilitation », mis en œuvre par le Président Barco (1986-1990), exprime cette continuité, en appliquant et en étendant les mesures prévues par le gouvernement précédent dans les zones périphériques. Même si investir dans les régions déshéritées visait à établir un dialogue direct avec les communautés affligées par la misère, et non plus seulement avec les guérillas (Pizarro, 1988 : 27), le philosophe José Jairo González pouvait déplorer l'absence d'une « véritable conscience géographique » des réponses à apporter (1989 : 43).

L'élan était pourtant pris. Le Président Gaviria (1990-1994) élaborait en 1991 une stratégie qui, comme le signale J.-J. González, « considér[ait] que l'éradication de la violence exige[ait] de prendre en compte les particularités régionales » (1992 : 33). En 1991 encore, Oscar Fresneda et Libardo Sarmiento publiaient une

classification des communes colombiennes selon leur structure de production et leur degré de développement, cherchant à établir un lien entre les caractéristiques spatiales des communes et la présence des acteurs armés. Cette typologie a aussitôt été considérée par les spécialistes de la violence comme un outil de première importance et fut reprise dans de nombreuses études. L'année suivante, une autre commission était dépêchée par le gouvernement : la *Comisión de superación de la violencia* (présidée, là encore, par un spécialiste de l'Université nationale, A. Reyes, mais composée, outre les universitaires, de membres de la Commission Andines des Juristes et du Cinep, une ONG fortement impliquée dans la défense des droits de l'homme). Cette commission a publié un rapport intitulé *Pacificar la Paz*, qui peut être considéré comme le second volet de *Colombia : violencia y democracia*. La vision du problème y évoluait et l'accent était mis sur sa dimension spatiale, en construisant « une sorte d'atlas de la violence /.../ On [était] passé ainsi d'une typologie de violences à une typologie de régions » (Sanchez, 1993 : 40). L'ouvrage concluait par ailleurs sur le besoin de renforcer la participation citoyenne et insistait sur le rôle des organisations populaires, civiques, religieuses, ethniques ou économiques dans l'élaboration d'un projet de paix. L'époque était de fait propice à cette confrontation d'idées, car plus globalement, s'ouvrait un large débat sur les questions de sécurité, auquel la société civile tout entière était invitée à prendre part : les hommes politiques, spécialement ceux siégeant à l'Assemblée Constituante nouvellement élue, qui constituait un instrument de dialogue avec les populations auparavant moins associées au processus démocratique, et de pacification grâce aux négociations entreprises avec les narcotrafiquants et la guérilla (Blanquer, 1992 : 86) ; les médias, qui au-delà de leur influence sur la perception des événements liés à la violence, étaient chargés, au nom de la transparence affichée par le pouvoir, de transmettre à l'opinion les documents exposant les lignes directrices des décisions étatiques en ce domaine (Pizarro, 1996 : 79) ; les chercheurs, invités par l'administration centrale à proposer une meilleure définition des concepts utilisés dans ces nouveaux espaces de discussions (Montenegro, 1995 : XI).

À la faveur de cette incitation institutionnelle et d'une demande sociale accrue, les études se sont multipliées et les interprétations se sont renouvelées. L'analyse a été enrichie par l'arrivée de chercheurs issus d'autres disciplines, notamment des économistes, jusque-là moins attirés par le sujet. Ont été plus fréquemment utilisées les statistiques, toujours plus précises, émanant de l'État, de différentes ONG (Cinep, Commission Andines des Juristes, etc.), ou des enquêtes menées par les universitaires<sup>13</sup>. Grâce à ces avancées, l'étude des violences intègre maintenant chaque fois davantage une dimension régionale cherchant à se rapprocher des spécificités locales, avec une plus grande rigueur quant au choix des critères d'information, et selon des angles méthodologiques et disciplinaires de plus en plus variés qui permettent aux chercheurs actuels de réévaluer méthodiquement certaines idées proposées par les « violentologues » de la génération précédente. Le travail très complet de F. Gaitán en est une démonstration éloquente. Il prouve par exemple, en se fondant sur

L'observation attentive de l'évolution diachronique du taux d'homicide par habitant, que le pays a traversé suffisamment de périodes de calme relatif depuis son accession à l'indépendance, pour réfuter la notion de « culture de la violence », parfois évoquée à propos de la supposée continuité historique de la violence colombienne depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Echandia de même, à partir de cartes sans cesse améliorées, affirme avec toujours plus de sûreté le peu de valeur explicative de la pauvreté dans l'intensité de la violence subie dans certaines parties du pays (1999b). Cependant, si l'hypothèse des « causes objectives » de la violence est de plus en plus rejetée, c'est aussi parce que les auteurs ont affiné le concept de « pauvreté », auquel se substitue maintenant plutôt celui, plus subtil, « d'iniquité », qui fait référence non seulement aux écarts de revenus entre les habitants, mais à la notion d'inégalité dans la distribution de la richesse. Or, un travail économétrique d'Alfredo Sarmiento (1999), qui mériterait d'être cartographié tant les données utilisées sont détaillées, prouve que l'iniquité est le principal facteur permettant d'expliquer l'augmentation du taux d'homicide durant les années 1990. De même, le rôle de l'État demeure un point discuté par certains chercheurs. Mais ceux-ci ne dénoncent plus globalement ses faiblesses, sinon plus précisément les lacunes d'une institution particulière : le système judiciaire. Plus encore que Gaitán, l'économiste Mauricio Rubio, tant dans ses études nationales (à l'échelle des communes) que dans celles menées sur les plus grandes villes (à l'échelle du foyer), critique invariablement cette administration, dont les dysfonctionnements aboutissent à une « désinformation » de l'opinion publique d'une part (1998 : 29), en particulier dans les zones de conflit où les exactions sont mal répertoriées, et dont la propension à limiter ses investigations aux exactions les moins graves d'autre part, (1996 : 62 ; 1999a : 234) favorise la perpétration de violences, d'autant que « le système pénal de justice peut ne pas être indépendant de ceux qu'il devrait combattre » (1999b : 281).

Durant la deuxième moitié des années 1990, banques de données spatialisées et cartomatique ont ainsi été largement mises à contribution. Elles sont devenues des outils d'analyse apportant des résultats qui étayaient ou fondaient nombre d'interprétations, ou qui en tout cas sont repris pour affiner la plupart des problématiques soulevées par les spécialistes. Aujourd'hui donc, il est très courant de trouver des représentations cartographiques dans les publications sur la violence en Colombie, quel que soit le type de violence étudié. L'utilité d'une cartographie détaillée est d'ailleurs reconnue au plus haut niveau, avec peut-être quelque ingénuité, lorsque le gouvernement annonce en octobre 2000, la prochaine mise en service d'un SIG (système d'information géographique) national sur les massacres, dans le but – ambiteux – de « prévenir » ce fléau, ou en tout cas d'intervenir plus rapidement.

## DES CARTES DE VIOLENCES

Les exemples de figures choisis dans la suite de l'article l'attestent : la cartographie de la violence produite par les chercheurs colombiens reflète assez fidè-

lement l'éventail de leurs approches. Or, bien que celles-ci se soient diversifiées au cours de la période récente, elles restent marquées par une lecture privilégiant les dimensions « macro » et politique de la question, au détriment d'une vision plus sociale, centrée sur les individus et leur parcours biographique. Selon cette logique, les forces insurrectionnelles (guérillas et paramilitaires) ont été les premières à faire l'objet d'un « suivi cartographique », dans de multiples études et par de nombreux auteurs. Faute de données fiables et aussi sans doute pour des raisons de sécurité<sup>14</sup>, les cartes concernant les mafias de la drogue – un thème examiné plus tard par les chercheurs – ont, elles, été moins fréquentes et moins détaillées. À l'inverse, les analyses plus fines traitant de la violence à travers une entrée régionale ont permis de démêler l'écheveau particulièrement complexe du phénomène dans un contexte territorial restreint, en montrant que les stratégies des acteurs, facilement identifiées à l'échelle nationale, devenaient localement beaucoup moins lisibles (les cas du Tolima, de l'Uraba et du Sud Bolivar ont été retenus ici). De même, à une échelle plus grande encore, la violence « urbaine » (un terme qui présente des limites et pose des défis conceptuels équivalents à ceux de la violence « politique »), brouillant un peu plus la frontière entre une violence surtout institutionnelle, et une autre, davantage faite « d'incivilités », est aujourd'hui la source d'une production cartographique qui contribue en partie à renouveler l'étude générale des violences dans le pays. Cette violence dans les villes, longtemps négligée quoique plus « proche » de la société colombienne contemporaine, nous rappelle enfin que, à l'instar du problème des réfugiés - dernier thème abordé par la recherche -, la principale victime de la violence est constituée par l'ensemble la population civile de Colombie.

### **Révolution, contre-révolution : guérillas Vs groupes paramilitaires**

Comme il a été montré précédemment, l'orientation prise par les spécialistes de l'étude de la violence les a conduits à s'intéresser surtout aux acteurs « politiques » du phénomène. C'est pourquoi les guérillas, compte tenu de leur profonde et durable immixtion dans l'histoire du pays, ont été particulièrement étudiées.

De toutes les guérillas colombiennes, les FARC constituent la plus importante, par son ancienneté, ses effectifs, ou la quantité de communes subissant son emprise. Bien que constituées officiellement en 1966, elles sont issues des groupes d'autodéfenses paysannes formés durant *la Violencia*, spécialement dans le Tolima. Depuis lors elles n'ont cessé de croître, tant numériquement que territorialement, comme l'affichent les cartes « en aire » de María Vélez (Fig. IV.1 et IV.2), dont le manque d'information sur l'impact réel de cette présence guérillera est compensé par un commentaire précis.

Cette évolution avait d'abord été analysée et décrite cartographiquement par A. Reyes<sup>15</sup>. Un tel apport fait d'ailleurs dire à C.M. Ortiz (*op. cit.*, p. 61) : « ...qu'il serait intéressant de compter aussi sur des cartes qui nous éclairent sur l'expansion des groupes paramilitaires et d'autodéfense, et de leur relation ou non, selon les régions,

avec l'expansion des investissements fonciers provenant des capitaux du narcotraffic ». Au cours des années suivantes, Reyes – suivi par bon nombre de chercheurs – s'attelle à cette tâche, et les paramilitaires (qui agissent ouvertement depuis le milieu des années 1980 mais dont l'origine légale remonte à un décret de 1965 légitimant la mise sur pied de groupes de « défense civile » aptes à suppléer l'Armée dans son combat contre la « subversion »), deviennent un second objet d'études spatialisées pour les experts. Fort logiquement, les nuances observées plus haut selon les auteurs à propos des guérillas, peuvent se retrouver pour les cartes concernant

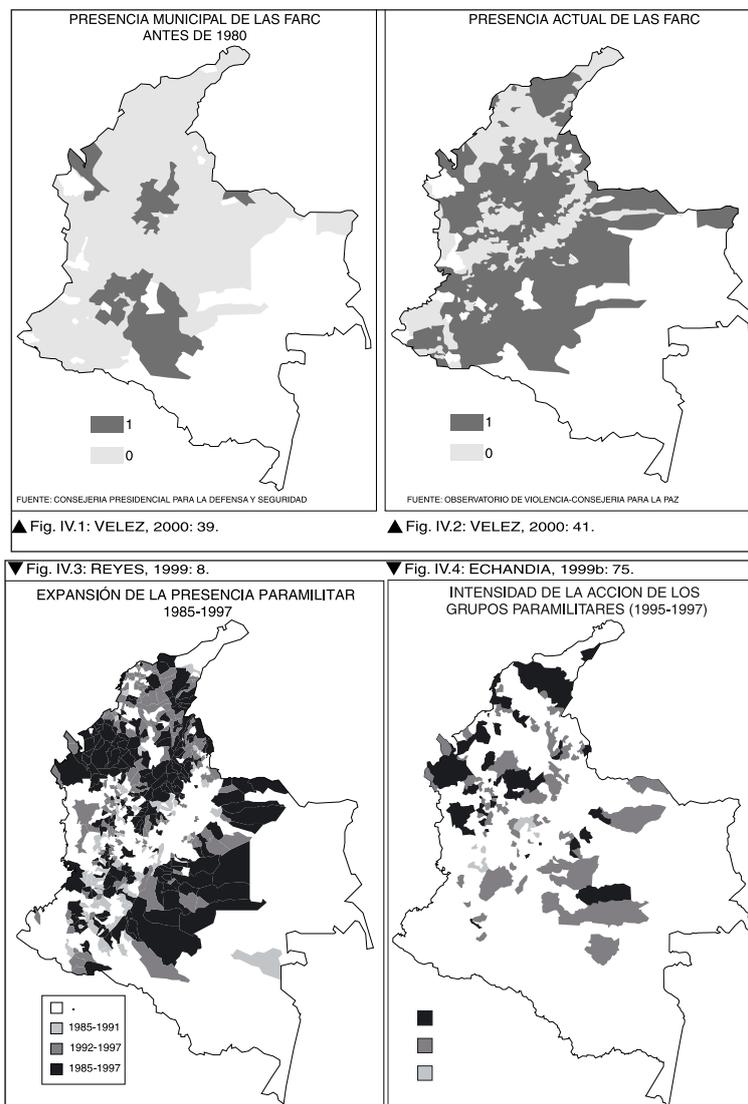


PLANCHE IV - LA PRÉSENCE DES GROUPES ARMÉS

les paramilitaires : alors que la cartographie fournie par Reyes souligne la dimension nationale et expansive du problème (Fig. IV.3), Echandia s'attache plutôt à analyser son intensité, selon le nombre d'actions perpétrées (Fig. IV.4). De cette manière, il peut mettre à jour la stratégie plus strictement territoriale des paramilitaires, qui se sont arrogé la double mission de contenir l'expansion de la guérilla et de pénétrer dans les zones où elle détient ses sources de financement les plus stables. Les similitudes dans la distribution spatiale de ces deux forces armées confortent cette analyse couramment partagée, d'une présence paramilitaire se dressant en réaction à celle des organisations guérilleras. D'après Echandia toutefois, au lieu d'en terminer avec la situation de terreur imposée par celles-ci, l'action de leurs farouches adversaires contribue au contraire à l'alimenter, d'autant que ces derniers paraissent avec le temps s'organiser de manière autonome, et ne plus se plier aux directives de leurs premiers dirigeants et/ou financeurs, au premier rang desquels figurent les narcotrafiquants.

### **L'arrivée du narcotrafic**

En provoquant l'apparition de nouveaux groupes sociaux hétérogènes mais influents, les mafias de la drogue et leurs nébuleuses, et en offrant une source providentielle de financement aux mouvements insurrectionnels, le trafic de stupéfiants est devenu à son tour un facteur supplémentaire de violence, qui n'a pas manqué d'ébranler en profondeur le fonctionnement de la société colombienne (corruption, remise en cause des hiérarchies sociales traditionnelles, tentation parmi la jeunesse d'une réussite matérielle immédiate...). L'essor de l'économie liée à la drogue bouleverse donc la situation, en la détériorant et en la complexifiant.

Jusque-là plus discrets et tolérés sous l'appellation de « classe émergente » (Camacho, 1993 : 49), les narcotrafiquants ont fait brutalement irruption sur le devant de la scène politique à partir de 1983-1984, en exerçant des pressions singulièrement brutales à l'encontre du pouvoir en général et de leurs opposants en particulier. L'emploi de plus en plus fréquent à des tueurs à gages, recrutés pour la plupart dans les bandes délinquantes des périphéries urbaines défavorisées, a répondu dans une large mesure à cette tactique meurtrière. En 1989-1990 le dénommé « cartel de Medellín » s'est lancé dans une « guerre totale » contre l'État, pour obliger le gouvernement à déroger au traité d'extradition conclu avec les États-Unis. La carte proposée pour l'atlas dirigé par E. Mesclier veut du reste le révéler (Fig. V.1) : la violence s'est concentrée durant cette période dans les grandes villes (principalement Medellín et Bogotá), lieux du pouvoir central. Fomentée par Pablo Escobar, cette campagne de terreur inédite pour le pays visait cette fois sans distinction la population citadine, dans des attentats aveugles faisant au total des centaines de victimes. La figure V.1, dont l'exhaustivité complique la lecture, montre moins clairement (excepté pour la vallée moyenne du Magdalena) comment dans le même temps, les chefs mafieux, à la tête de bandes paramilitaires, poursuivirent leur « guerre sale » contre la guérilla et contre toute

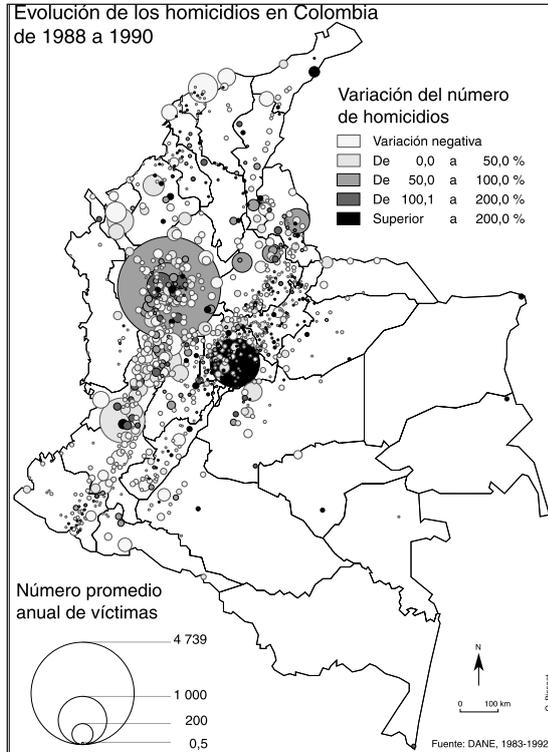
fonctionnement. Cela est flagrant au vu des documents élaborés par les instances gouvernementales chargées d'endiguer ce type d'activités, telles le *Consejo Nacional de Estupefacientes* (CNE) par exemple. Destinées généralement à une diffusion très restreinte bien que le journaliste Fabio Castillo ait reproduit l'une d'elles dans un ouvrage « best-seller » en Colombie (Fig. VI.2), les figures schématiques proposées par le CNE simplifient à outrance, par le seul usage de flèches, les thèmes représentés (Fig. VI.3). Malgré tout, on remarquera que des cartes, mêmes rudimentaires, peuvent dévoiler des informations que les auteurs délaissent quelque peu. Il en est ainsi du rôle – pourtant évident – de plaque tournante du trafic joué par Bogotá (exportation de drogue, importation d'intrants), alors que l'attention des médias ou de la recherche s'est longtemps focalisée sur les deux métropoles fameuses pour leurs « cartels » (Medellín et Cali), ou sur les basses terres orientales contrôlées par les guérillas.

Il faut néanmoins insister sur la courageuse obstination dont font preuve les chercheurs colombiens, qui condamnent sans répit les exactions commises malgré le danger qu'ils encourent : beaucoup d'entre eux ont pâti dans leur parcours (obligation, entre autres, de s'exiler à l'étranger pour continuer leurs travaux), ou ont payé de leur vie, comme Dario Betancourt, le choix d'un tel sujet. Cet historien a en effet accumulé une somme d'informations considérable sur les différentes maffias colombiennes, ce qui lui a permis de caractériser chacune d'elles avec précision, en les réinscrivant finement dans leur contexte historique régional. Ce sens de la nuance n'apparaît malheureusement pas sur la carte visible ici (Fig. VI.4), qui pêche par simplisme, en donnant l'impression que les différents cartels se seraient en quelque sorte partagé l'intégralité du territoire national en sphères de contrôle exclusif, dessinées de toute évidence sur le modèle des « aires d'influence » des principales villes du pays.

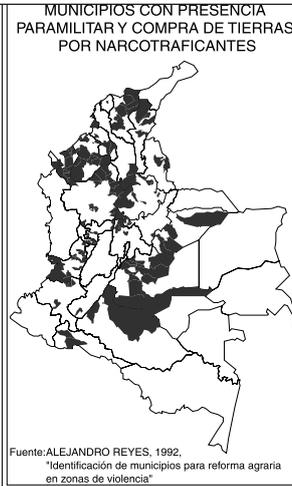
### **Des logiques régionales complexes ou l'intérêt d'une approche territorialisée**

Une autre catégorie de travaux sur la violence bien représentée en Colombie est celle des monographies régionales. Elles mettent en lumière des questions semblables à celles posées dans les études faites à l'échelle nationale, en révélant que les formes de violence sont, déjà au niveau d'une région, multiples (Pécaut, 1994 :8). Quand elles sont réussies et quand la subtilité des conflits locaux a été convenablement décryptée, ces analyses présentent donc une grande richesse, car on peut y voir comment, sur le terrain, les facteurs et les acteurs « macrosociaux » évoqués précédemment, s'enchevêtrent et entrent en interaction les uns avec les autres.

Nous retiendrons ici trois exemples, devenus des classiques de la géographie de la violence en Colombie, qui ont fait l'objet d'une cartographie bien menée : le Tolima, très souvent étudié pour être le théâtre des affrontements les plus meurtriers et les plus longs de *la Violencia* ; l'Uraba, qui constitue un véritable cas d'école sur les affrontements entre groupes armés ; le sud du Bolivar, une région



▲ Fig. V.1: MESCLIER et al., 1999: 117.



▲ Fig. V.2: ECHANDIA, 1999: 68.



PLANCHE V : LES NARCOTRAFIQUANTS AGGRAVENT LE CONTEXTE DE VIOLENCE

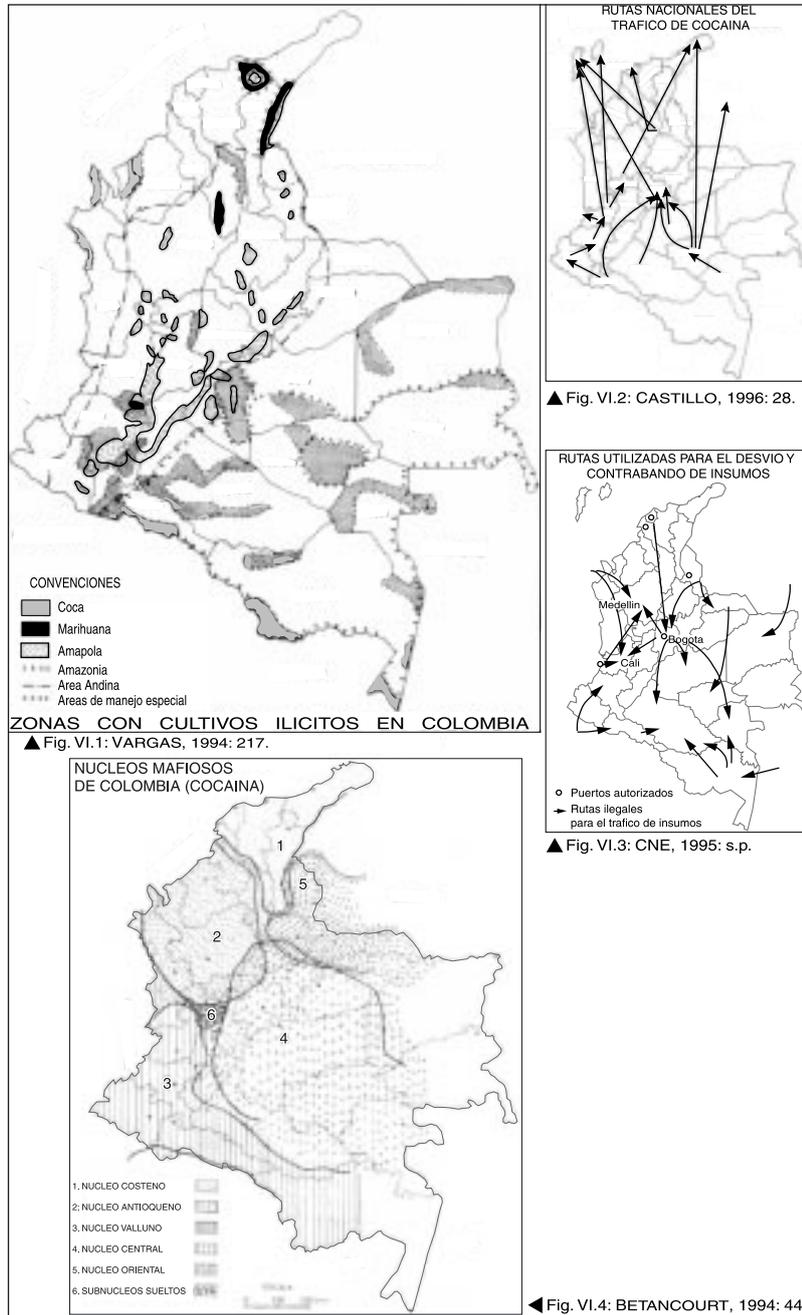


PLANCHE VI : LA DROGUE, UN PHÉNOMÈNE DIFFICILE À APPRÉHENDER

personne soupçonnée de lui être proche, tels les syndicalistes ou les militants de l'Union Patriotique.

Bénéficiant également de l'appui de grands propriétaires terriens et de certains secteurs de la police et de l'armée, l'éclosion et la multiplication des organisations paramilitaires sont en fait indissociables du développement des mafias de la drogue. La carte construite par C. Echandia va totalement dans ce sens (Fig. V.2), à partir de données réunies par A. Reyes. Ce dernier l'a d'ailleurs maintes fois affirmé : la corrélation est manifeste entre l'augmentation du nombre des groupes d'extrême droite et l'extension des domaines achetés par les narco-trafiquants, qui orchestrent au niveau national une « contre-réforme agraire » (Reyes, 1996), dont les conséquences négatives sur le monde agricole colombien sont par ailleurs multiples (concentration de la richesse foncière, sur-valorisation des terrains, renforcement de l'élevage extensif sur les meilleures terres).

De telles acquisitions ont bien sûr permis aux trafiquants de blanchir d'énormes quantités « d'argent sale », et de s'aménager des espaces de sécurité facilitant la culture, la fabrication et le transport des stupéfiants (sans parler des possibilités de refuge qu'elles offrent en cas de pression policière). Un projet hardi, finalement avorté, semble même avoir guidé les membres du cartel de Medellín dans leurs achats de terre. Le but consistait à s'ouvrir un couloir constitué d'un continuum de propriétés allant des zones de production de coca (plaines orientales, forêt amazonienne), jusqu'aux sites d'exportation de la cocaïne, situés sur la façade caraïbe (golfe d'Uraba, côtes du Cordoba). Ce projet est traduit cartographiquement, de façon approximative, dans une parution française de 1996 (Fig. V.3), alors qu'il était fortement présumé par certains chercheurs colombiens depuis le début des années 1990 au moins.

Il faut le reconnaître, l'analyse de cet « antimonde » criminel est par définition malaisée (Brunet et al., 1993 : 35-38). Les représentations cartographiques traitant du sujet sont souvent trompeuses lorsqu'elles se prétendent précises, ou à l'inverse, illustrent clairement le caractère lacunaire des informations sur lesquelles elles s'appuient.

Si les tentatives de cartographie des aires de cultures illicites sont assez nombreuses, dans des publications aussi bien colombiennes qu'étrangères (nord-américaines surtout), les variations notables d'une carte à l'autre confirment la difficulté de pareilles entreprises. Les investigations coordonnées en 1994 sous la responsabilité de Ricardo Vargas (Cinep) dispensent cependant de très nombreux renseignements (Fig. VI.1), dont la crédibilité repose sur un long et rigoureux travail de terrain, mais qui doivent être aujourd'hui reproduits avec précaution, compte tenu de la mise en valeur de zones nouvelles d'un côté, et de la politique gouvernementale d'éradication de l'autre, par fumigation, ou dans une bien moindre mesure, par des encouragements à des cultures légales et alternatives.

De façon identique, les chiffres dispensés sur la production de stupéfiants sont parfois contradictoires selon les sources<sup>16</sup>, car bien sûr, le secret dont s'assurent les organisations mafieuses ou guérilleras nuit à la connaissance de leurs modalités de

aujourd'hui très disputée entre l'ELN (qui voudrait en faire une *zona de despeje*, sur le modèle des FARC dans le Caqueta) et les paramilitaires (totalement opposés à cette éventualité).

L'examen très complet mené par Mgr. Guzmán sur le Tolima pendant les années 1950 prouve qu'aux causes immédiates du conflit, valables pour l'ensemble du pays (affrontements idéologiques bipartisans ; embrigadements des masses populaires ; exactions des forces de l'ordre ; partialité de l'église, victime en retour de persécutions ; rôle amplificateur de la presse, elle-même fréquemment attaquée ; etc), il faut ajouter des causes régionales plus profondes : tensions entre anciens colons et *comuneros* (héritées de l'ancien mouvement de colonisation venu d'Antioquia) ; luttes entre les grands propriétaires et leurs fermiers pour le contrôle des domaines ; occupations illégales de terres souvent orchestrées par les « ligues paysannes » ; combats des populations indiennes pour récupérer leurs territoires<sup>17</sup> ; conflits d'ordre privé en tout genre. C'est dans ce contexte particulièrement tendu que se sont formées les nombreuses bandes armées, commandées par autant de « chefs de guerre », qui sévirent dans le Tolima à cette époque. Par la délimitation minutieuse de leurs aires d'influence, la carte présentée par Mgr. Guzmán (Fig. VII.1) illustre parfaitement la multiplicité de ces groupes (il en fut recensé 33), qui exerçaient leur contrôle sur 40 des 42 communes du département.

Dans la présentation générale de leurs zones d'étude, G. Sánchez et D. Meertens (1983) poussent plus loin l'effort descriptif, en cartographiant le nombre d'homicides qui y ont été commis (Fig. VII.2). Une telle carte légitime le choix des deux sociologues sur chacun des cas retenus, situés aux endroits les plus fortement affectés, pour approfondir leur analyse d'un avatar de *la Violencia* : le banditisme politique et social. En effet, lorsque libéraux et conservateurs parvinrent en 1958 à un accord, le Front national, *la Violencia* a officiellement pris fin. Localement pourtant (spécialement là où les combats avaient été les plus durs, comme le Tolima), la violence a eu tendance à perdurer jusqu'au milieu des années 1960, dans des exactions perpétrées par des petits groupes de bandits qui, bien qu'exprimant d'abord la résistance de « ceux d'en bas » face aux classes dominantes (Pécaut, 1996 :239), pouvaient aussi bien jouer le rôle de porte-parole du mécontentement paysan que celui d'agents de répression au service de l'oligarchie locale.

Les représentations précédentes peuvent donner l'impression d'un maillage relativement complet du département ; l'autorité de chaque bande armée se terminant là où commence celle d'une autre. En réalité, la carte construite par Maria Victoria Uribe montre bien, avec cette fois comme indicateur le « massacre », que les faits de violences étaient très inégalement répartis dans l'espace et étaient concentrés – en dehors des territoires indigènes – dans les zones productrices de café de la cordillère centrale (Fig. VII.3). Ce constat entraîne l'anthropologue à relativiser le poids des processus d'affiliation partisane ou de banditisme social, et d'orienter son interprétation sur des causes beaucoup plus prosaïques et individuelles, en insistant surtout sur les rancœurs personnelles : « Les mobiles apparents de ces assassinats collectifs étaient politiques, mais derrière ces massacres se

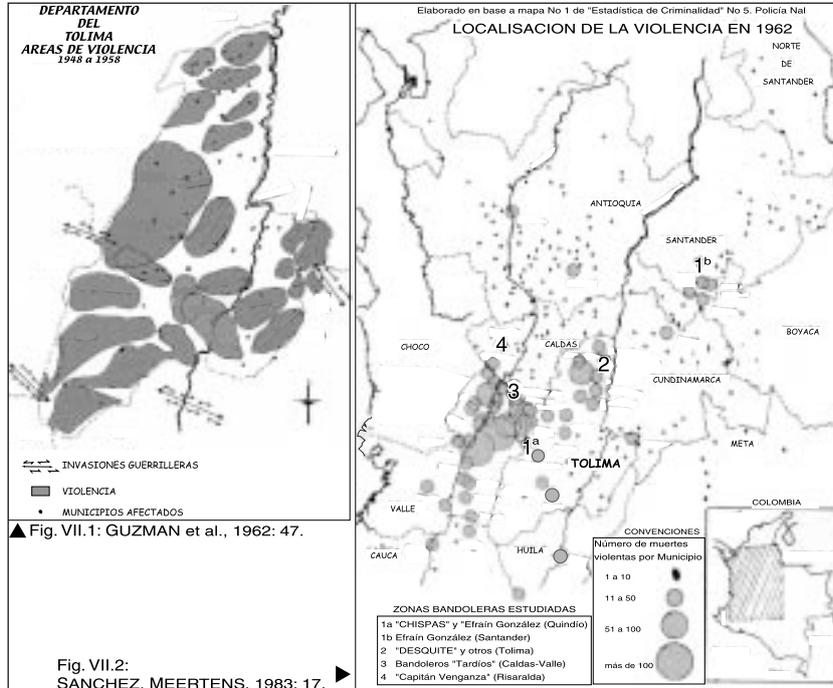
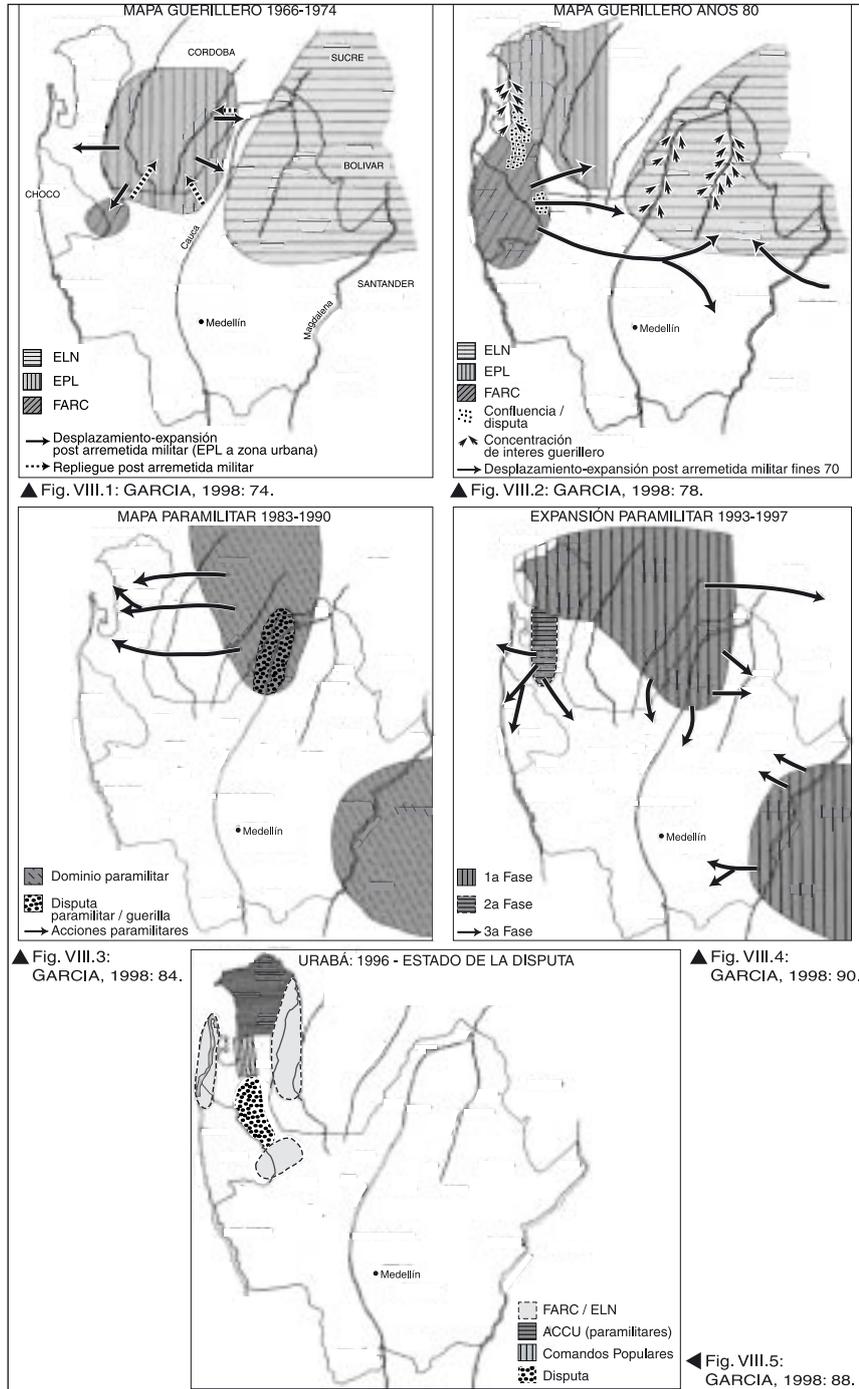


PLANCHE VII : LE TOLIMA DURANT LA VIOLENCA



▲ Fig. VIII.1: GARCIA, 1998: 74.

▲ Fig. VIII.2: GARCIA, 1998: 78.

▲ Fig. VIII.3: GARCIA, 1998: 84.

▲ Fig. VIII.4: GARCIA, 1998: 90.

◀ Fig. VIII.5: GARCIA, 1998: 88.

PLANCHE VIII : LES COMBATS ENTRE GUÉRILLAS ET PARAMILITAIRES EN URABA

cachait, presque toujours, la vengeance du sang » (Uribe, 1990 : 23). En définitive, l'auteur ne suit guère la piste suggérée par sa carte, d'un lien entre violence et propriété caféière, même si elle souligne le désir d'usurper le bien d'autrui (récoltes, bétail, terres).

À l'inverse, dans le travail réalisé par la sociologue C.I. García, spécialiste de l'Uraba et du Bas Cauca, les cartes font partie intégrante de l'étude, et rythment son analyse du déroulement historique des combats entre guérillas et paramilitaires. La série de cartes proposée facilite grandement la compréhension de l'aspect dynamique des affrontements, en décomposant les étapes selon lesquelles les belligérants ont successivement mis en œuvre leurs tactiques militaires, afin de prendre position dans cette région hautement stratégique, donc singulièrement conflictuelle.

Cette zone offrait diverses conditions propices à l'installation de mouvements révolutionnaires, spécialement au regard de l'expérience cubaine si proche dans le temps et dans l'espace (accès à la Mer Caraïbe et proximité du Pacifique, existence de forêts et de reliefs montagneux peu peuplés et difficiles d'accès, présence d'un front pionnier...). Les bases historiques des FARC étant éloignées, ce sont surtout l'ELN et l'EPL qui s'y sont développées dans les années 1960 (Fig. VIII.1), avant de subir de la part des Forces Armées de sérieux revers durant la décennie suivante.

Au cours des années 1980, la situation s'est modifiée après l'adoption d'une nouvelle stratégie par les guérillas, qui visait à construire et consolider des couloirs reliant les différents fronts pionniers. Profitant notamment des trêves conclues lors des pourparlers avec le gouvernement, les rebelles connurent alors leur plus grande phase d'expansion dans la région (Fig. VIII.2), même si elles commençaient à se concurrencer entre elles sur le plan territorial, ce qui n'est pas allé sans heurts.

Pour ces guérillas, se rassembler en Antioquia fut également le résultat de l'offensive paramilitaire (Fig. VIII.3), lancée au départ depuis la vallée moyenne du Magdalena, où les premiers groupes « contre-révolutionnaires », à la solde des narcotrafiquants, s'étaient durablement implantés. Dès 1984, les éleveurs et les producteurs de bananes d'Uraba firent cause commune avec eux, afin de s'opposer en particulier à l'EPL, très influente parmi les ouvriers agricoles. De son côté, l'armée intensifia son action, allant jusqu'à instaurer en Uraba une préfecture militaire, unique en Colombie. Les attaques conjuguées des militaires et des paramilitaires obligèrent ainsi les guérillas à abandonner le Cordoba et le moyen Magdalena, mais ne purent les déloger d'Uraba.

Avec les années 1990, la configuration des forces en présence changea radicalement (Fig. VIII.4 et VII.5). Dans un contexte politique national transformé (défaite des FARC dans leur sanctuaire historique de La Uribe en 1991, suivie d'un échec des négociations avec le gouvernement à Tlaxcala l'année suivante ; élection d'une Assemblée Constituante restaurant la légitimité de l'État ; conclusion d'accords de paix avec l'EPL puis le M-19), les guérillas ont vu leurs positions



PLANCHE IX : DES CONFLITS ÉGALEMENT POUR LE CONTRÔLE DES RICHESSES

s'affaiblir au début de la décennie. Néanmoins, en l'absence d'une politique cohérente de l'État en faveur de la réinsertion des anciens insurgés, les FARC regagnèrent du terrain en s'emparant des zones auparavant dominées par l'EPL. Les paramilitaires se chargèrent alors de les combattre frontalement depuis le nord de la région, pour s'étendre méthodiquement sur l'ensemble de l'Uraba, ne laissant aux FARC que des positions périphériques.

L'intérêt proprement géopolitique du travail cartographique de García ne fait aucun doute. Toutefois, la sociologue ne mentionne pas l'arrivée des combattants – décelable sur ses cartes – dans le Choco, désormais touché du fait du repli guérillero devant l'avancée paramilitaire. Elle omet surtout une dimension essentielle du conflit : la lutte à laquelle se livrent les protagonistes pour le contrôle des ressources qui, ici comme dans la plupart des zones de violence intense, constitue un enjeu majeur.

Cette lacune est en partie comblée dans l'ouvrage dirigé par J. A. Bejarano (1997), dont la problématique est centrée sur la relation unissant la violence et l'économie. La carte dispensée pour la partie Nord Occidentale du pays (Fig. IX.1), n'indique certes aucune information sur la répartition des groupes armés qui s'y déploient (objet d'un autre chapitre du livre). Elle inventorie en revanche les multiples richesses locales – au centre de toutes les convoitises – comme la production bananière, l'élevage, ou les cultures illicites.

Un dernier exemple régional, significatif des progrès de la cartographie de la violence, concerne la moitié Sud du département du Bolivar, récemment affectée par les assauts répétés de bandes paramilitaires ou de fronts guérilleros (Fig. IX.2). Il est tiré de la presse quotidienne, où c'est vrai les cartes abondent mais sont loin d'être toutes aussi bien conçues. À la question posée en titre par le journaliste sur les raisons « cachées » de la concentration d'affrontements dans cette zone, la réponse est inscrite en gras sur la carte : cette région recèle des terrains aurifères dont les mines fournissent 40 % de la production d'or nationale. Localisée sur le couloir stratégique dessiné par le Magdalena, qui constitue là une voie de communication rapide et peu surveillée par l'État, reliant le pays andin à la côte caribbe, elle longe en outre la chaîne montagneuse de San Lucas, dont les forêts abritent des plantations de coca et furent un repaire de l'ELN. Là encore, comme dans le Tolima ou l'Uraba, l'histoire locale, la position géographique et la présence de richesses se cumulent, pour faire que cette région et ses habitants se trouvent pris au cœur de terribles combats.

En vérité, le conflit colombien a pris au cours des dernières années une telle ampleur, et le nombre de personnes tuées (plus de 26 000 homicides par an en moyenne de 1990 à 1999), ou déplacées (le chiffre de 1,5 million de réfugiés est souvent cité – non sans controverse – pour les dix dernières années) est tel, que les spécialistes parlent d'une véritable « guerre contre la société ». En effet, qualifier ce conflit de « guerre civile » serait impropre, puisque la population dans son immense majorité ne s'identifie plus depuis longtemps à aucune des forces en présence et est en réalité « prise en otage » (Pécaut, 2000 : 7) par des fac-

tions puissantes et incontrôlables. Cette détérioration de la situation est ressentie aujourd'hui jusque dans les villes, auparavant davantage épargnées.

### Le cas de la violence dans les villes

Parce qu'elle concentre les différenciations sociales, la ville est peut-être le lieu où apparaît le plus nettement l'hétérogénéité des formes de violences perpétrées en Colombie, ainsi que la multiplicité des acteurs et des intérêts en jeu. Alvaro Camacho et Alvaro Guzmán, membres de la *Comisión de estudios sobre la violencia* (1987) et spécialistes de la dimension urbaine du problème, sont d'ailleurs, d'après Ortiz, les promoteurs de la thèse sur la pluralité des violences que la commission a unanimement faite sienne (*op. cit.*, p. 64). Dix ans plus tard, dans un article intitulé « La violence urbaine en Colombie : théories, modalités, perspectives », les deux sociologues constataient « ...que les efforts de recherches académique et étatique se [sont] dédiés à passer au crible et à agir sur les variantes qui ont une incidence directe sur l'ordre public, c'est-à-dire les violences liées aux pratiques politiques<sup>18</sup>. Moins d'énergie et de temps ont visé à explorer cette violence quotidienne et diffuse /.../ Et moins d'efforts encore ont été consentis pour essayer d'élucider les types de relations qui permettent de connecter les deux formes de violence ». (Camacho et Guzmán, 1997 : 13-15).

Au cours des années 1990 cependant, du fait de la progression de la « criminalité urbaine » et peut-être aussi en raison du battage médiatique dont elle a fait l'objet, la sécurité est devenue un thème prioritaire dans l'action (et la politique de communication...) des équipes municipales des plus grandes villes du pays. Une des premières difficultés qui s'est alors posée est celle de l'évaluation de l'ampleur de la question. Rodrigo Guerrero, à l'époque maire de Cali, résumait ainsi le problème commun des métropoles colombiennes, en se déclarant convaincu que la question réclamait d'abord une information « fiable » sur « ses caractéristiques, ses causes et ses circonstances » (1994 : 103). Dans ce sens ont été mis sur pied, plus ou moins tôt et plus ou moins vigoureusement selon les endroits, des « observatoires », des « cellules » ou des « commissions », chargés de réfléchir sur l'insécurité et la violence « urbaine », notamment en produisant et en diffusant des données précises et vérifiables.

Avec cet objectif, la Mairie de Cali a lancé en 1992 le programme *Desepaz* (*Desarrollo, Seguridad y Paz*), qui associait diverses administrations locales (Police métropolitaine, Médecine légale, Conseils d'arrondissement...) dans l'élaboration d'un diagnostic détaillé de la situation, dont les résultats sont depuis publiés chaque année, essentiellement sous forme de cartes. (cf. Fig. X.1). Observable pour la première fois à cette échelle, la répartition des homicides à l'intérieur de la ville révèle à quel point l'ensemble de l'espace urbain est touché, même si d'un point de vue strictement graphique, le document perd en lisibilité à cause de l'excessive précision du mode de représentation.

À l'opposé, le travail d'Alvaro Guzmán (Fig. X.2), qui regroupe les données par quartier et recourt aux cercles proportionnels, met davantage en lumière une

concentration dans la distribution des faits recensés, et permet de mieux approcher les causes du phénomène, en facilitant l'identification des zones les plus sensibles. Son travail évite de surcroît une erreur « écologique » courante dans les études spatialisées de la violence : dans l'exploitation des données officielles, qui ne renseignent que sur les lieux où sont inventoriés des faits, les fréquences de l'indicateur (en général l'homicide) sont souvent mises en relation, à mauvais escient, avec des variables relatives aux habitants de ces zones. Or, ceux-ci ne sont pas forcément les victimes des crimes et délits. Par l'utilisation du nombre d'homicides – comptabilisé selon le lieu de résidence de la personne assassinée – Guzmán (Fig. X.3) peut au contraire analyser avec raison les facteurs d'exposition au risque et conclure, au vu de la concentration des victimes dans les quartiers périphériques, à une coïncidence de la violence et de la pauvreté, cette dernière conçue « non pas comme une cause, mais comme le secteur le plus vulnérable » de la population citadine (Guzmán, 1999a : s.p.). Les conclusions auxquelles arrive le sociologue ne semblent pas avoir mobilisé les autorités, puisque le projet social d'enrayer la pauvreté ou d'œuvrer pour la participation populaire, promis au départ dans les discours de la municipalité, s'est rapidement dilué, pour s'orienter dès 1995 vers une problématique liée à l'implantation dans la ville des groupes insurrectionnels (Guzmán, 1999b : 182).

Dans le même esprit, le travail très récent effectué par le groupe de *Paz Pública*<sup>19</sup>, dirigé par Maria Victoria Llorente (Univ. des Andes), montre que la concentration spatiale des homicides repérée à Cali par Guzmán se retrouve dans la capitale et, comme dans la cartographie diffusée par Desepaz, s'avère stable dans le temps.

Les résultats accumulés sur Bogotá par cette équipe pluridisciplinaire conduisent à rejeter les interprétations donnant trop de poids à la violence « politique », à celle imputée à une improbable « culture » des citoyens colombiens, ou à celle centrée sur les « causes objectives » de la violence. La relation apparente entre la distribution spatiale des homicides – selon le lieu d'occurrence – et celle de la pauvreté mesurée d'après la stratification socio-économique (Fig. XI.3) est en partie contredite par une évaluation économétrique menée sur les « nécessités basiques insatisfaites ». Le débat reste ouvert, mais d'après les chercheurs de *Paz Pública*, il convient plutôt de pointer comme responsables les structures criminelles associées aux activités économiques illégales : « En effet, quand on compare les secteurs où les homicides sont les plus élevés avec les secteurs où il y a présence d'organisations délictueuses, on découvre une forte correspondance dans la géographie des deux phénomènes, ce qui suggère que la violence homicide aurait une relation très étroite avec la présence des dites organisations et de leurs activités en marge de la loi » (Echandia, 2000 : s.p.). Dans ce sens, la politique de la Mairie, axée surtout sur l'éducation des habitants et sur la répression du port d'arme ou de la consommation d'alcool, est clairement critiquée ; les auteurs invitant les autorités de Bogotá à imposer des mesures focalisées sur certaines parties de la ville et sur des groupes sociaux particuliers, au lieu de mener une poli-

tique tentant de modifier le comportement de l'ensemble de la population (Llorente et al., 2001).

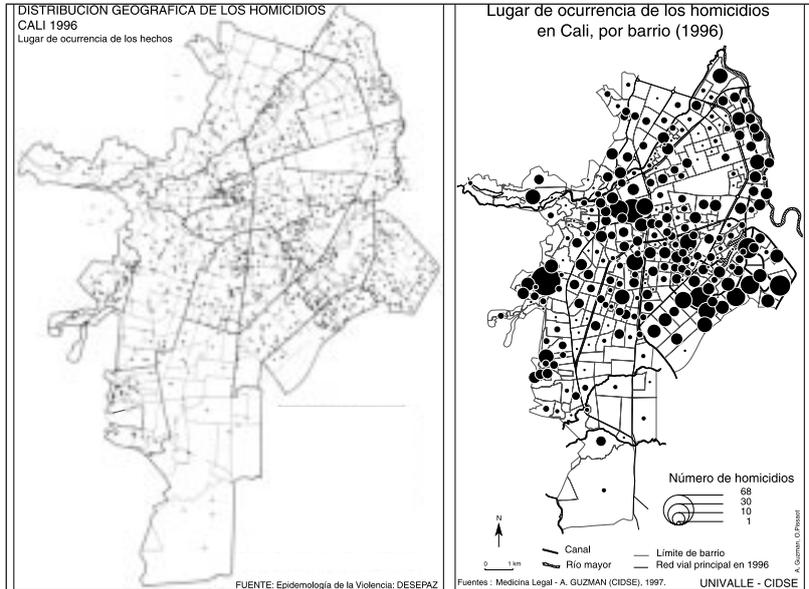
Les études sur la violence dans les villes se développent à mesure que le conflit armé se fait de plus en plus prosaïque et que la délinquance commune est dénoncée comme un fléau à combattre au plus vite. Mais si la population urbaine se sent davantage concernée par le phénomène, c'est aussi parce qu'elle ne peut plus occulter les affrontements perpétrés dans les campagnes, au vu du nombre grandissant de personnes qui viennent en ville pour s'y réfugier.

### **Des campagnes sous pression, des paysans déplacés**

De fait, dans les zones rurales surtout, la plupart des victimes des affrontements entre les groupes armés organisés se comptent parmi la population civile, et non pas dans les rangs des belligérants, qui se combattent rarement de façon directe et cherchent plutôt à affermir leur emprise territoriale en imposant aux habitants des rapports d'allégeance. La tactique de terreur pratiquée surtout par les bandes paramilitaires, qui vise à encourager l'abandon de leurs parcelles par leurs occupants, répond en outre à une stratégie de contrôle et de ré-appropriation de l'espace. L'expulsion de paysans et la migration forcée vers des zones plus clémentes ne sont pas des phénomènes nouveaux en Colombie. Ils acquièrent cependant aujourd'hui une dimension « gigantesque » (Cubides et Dominguez, 1999 : 17), conduisant un nombre croissant de chercheurs (du monde universitaire ou d'ONG, souvent religieuses) à s'intéresser à ce sujet qui, par ailleurs, devient l'objet d'une attention soutenue de la part des organismes internationaux sensibles aux respects des droits de l'homme.

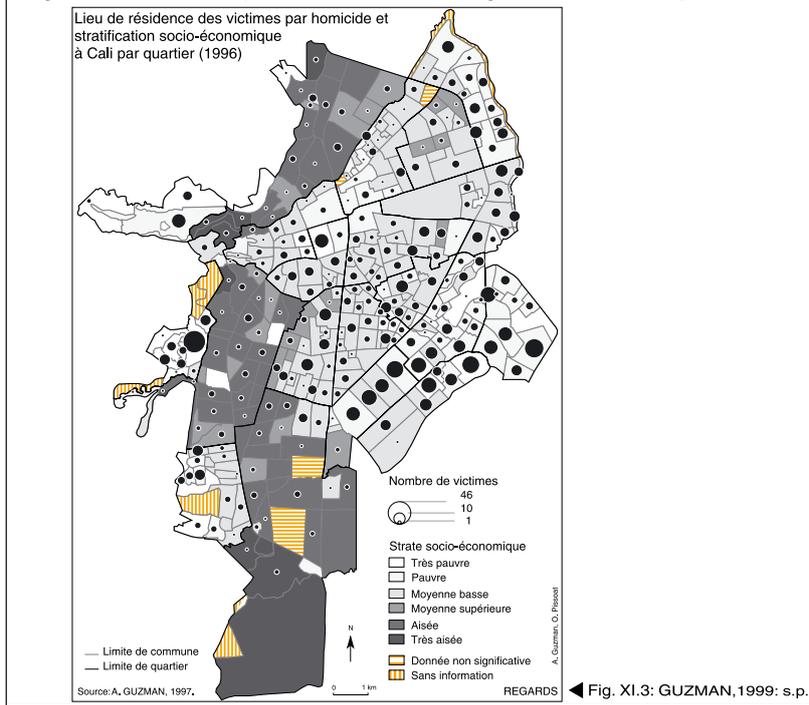
Les premiers inventaires statistiques dénombrant les réfugiés de la « nouvelle violence » ont été réunis lors d'une publication de la Conférence épiscopale de 1994 (*ibid.*, p. 17). Auparavant, quelques rares travaux s'étaient attachés à analyser le problème, dont ceux de Diego Pérez (Cinep) et de Flor Edilma Osorio (Universidad Javeriana). La représentation cartographique proposée par cette dernière (Fig. XII.1) traduit le caractère approximatif, en termes quantitatifs, de l'appréhension de la question au début des années 1990. L'auteur le reconnaît elle-même en indiquant que les chiffres disponibles peuvent osciller entre 30 000 et un million de personnes déplacées au cours des années 1980 (Osorio, 1993 : 32). Cependant, bien que sommaire, la carte démontre que « les zones de départ, même si elles couvrent la majorité du territoire national, correspondent aux espaces dans lesquels se développent les opérations militaires contre les guérillas et le narcotrafic, où sont présentes les forces guérilleras, et où agissent des groupes paramilitaires. [...] Les zones d'arrivée sont essentiellement des centres urbains dans lesquels la densité de population peut permettre l'anonymat et la sécurité physique » (*ibid.* p. 33).

Des déplacements de populations peuvent aussi être suscités par la lutte contre le trafic de stupéfiants, même si les méthodes employées sont considérées comme légitimes par le gouvernement. C'est le cas des campagnes de fumigation des cultures illicites, comme veut le prouver, carte à l'appui, la sociologue Aura Maria



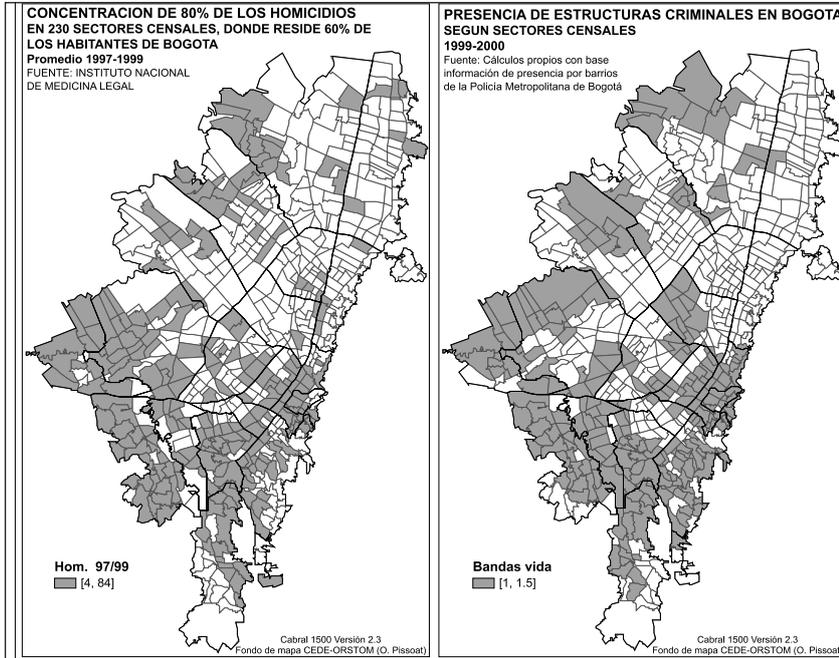
▲ Fig. XI.1: DESEPAZ, 1998: s.p.

▲ Fig. XI.2: GUZMAN, 1998: s.p.



◀ Fig. XI.3: GUZMAN, 1999: s.p.

PLANCHE X : LA VIOLENCE HOMICIDE DANS CALI



▲ Fig. XI.1 et XI.2: LLORENTE et al., 2001: 30-35.

▼ Fig. XI.3: PISSOAT, 2001: mimeo.

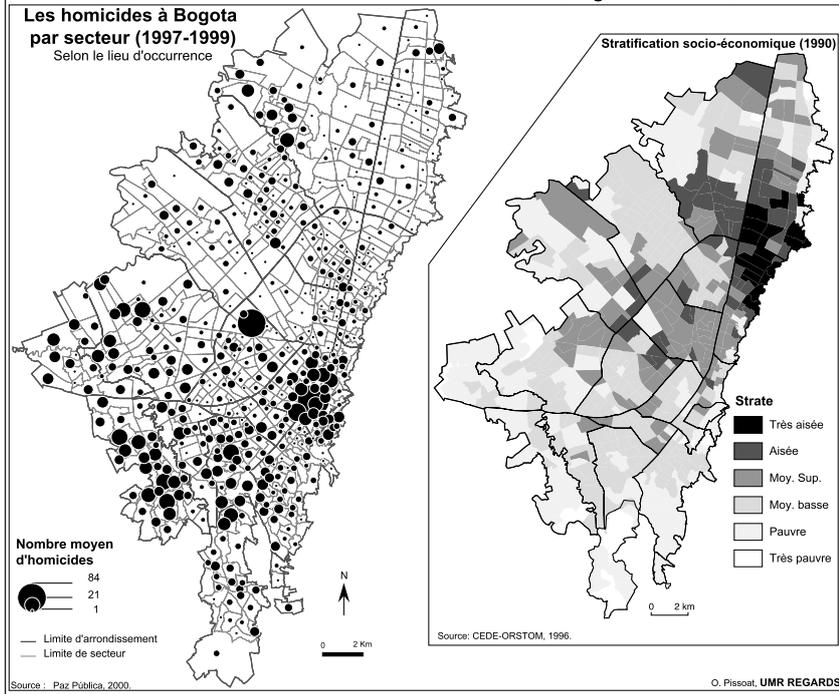


PLANCHE XI : LA VIOLENCE HOMICIDE DANS BOGOTA

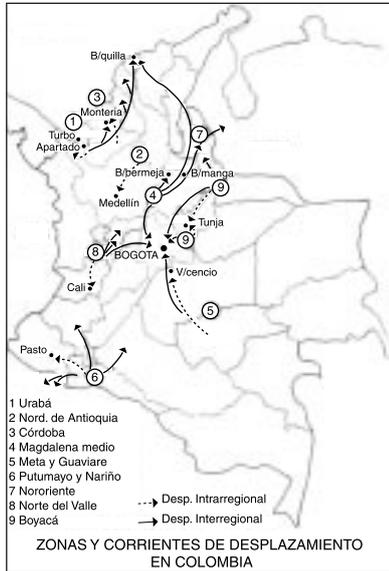
Puyana (Fig. XII.2). Pareille politique d'éradication, encouragée par les États-Unis, prive en fait les petits producteurs d'une source de revenu vitale pour eux – sans leur proposer d'alternative immédiate rentable –, engendre de graves dégâts écologiques, et pousse des familles entières à un nouveau type d'exode rural.

D'après Jorge Gracia (1999), le département du Cordoba constitue un exemple très représentatif de ces nouveaux flux de populations, qu'il analyse, c'est assez rare pour être noté, en utilisant de nombreuses figures explicatives (schémas, plans, cartes, parfois en trois dimensions). La cartographie élaborée par le géographe en témoigne : les déplacements forcés proviennent surtout des zones rurales pour se diriger vers les chefs-lieux municipaux et plus encore vers la capitale départementale, Monteria (Fig. XII.3 et fig. XII.4). D'après l'auteur en effet, les acteurs armés exercent un « contrôle absolu sur la vie des secteurs ruraux ». Cette domination « totalitaire », dans la mesure où les habitants ne peuvent s'y soustraire et parce qu'elle « pénètre absolument tous les aspects de la vie quotidienne » (*ibid.* p. 163), est à l'origine d'un changement drastique de la répartition du peuplement, dont les caractéristiques, répertoriées par Gracia pour la période récente, sont similaires à celles relevées par Osorio pour la décennie antérieure (type d'espaces concernés, responsables identifiés).

Les cartes reproduites ici confirment donc une connaissance du phénomène qui s'est précisée avec le temps. Elles rendent par ailleurs compte de l'état de confusion et de désorganisation qu'a provoqué dans les campagnes ce que Clara Ines García n'hésite pas à appeler la « guerre du Cordoba-Uraba » (*op. cit.*, p. 85) ; une situation qui contribue à concentrer de plus en plus la population dans une région déjà peu densément peuplée à l'origine. Monteria, la capitale départementale et la destination privilégiée des réfugiés, abritait ainsi en 1994, 36 quartiers d'auto-construction récente, dont 30 % des habitants étaient des réfugiés. Une telle évolution, provoquée par la contrainte et la violence, est non seulement dramatique pour les populations affectées : elle est préjudiciable au développement des campagnes comme à celui des villes affligées.

## CONCLUSION

La cartographie de la violence dans les sciences sociales colombiennes a évolué avec le temps. D'abord simples illustrations des propos tenus par les chercheurs, les rares cartes publiées tout au long des décennies 1960/70 se cantonnaient à fournir un inventaire régionalisé des faits de violence étudiés, sans véritablement approfondir la réflexion sur les espaces affectés, à l'image de l'ouvrage pionnier dirigé par Mgr. Guzmán, où l'inscription spatiale des combats était abordée de manière assez superficielle. Cette critique peut certes être nuancée pour 1962 car à l'époque les données disponibles à l'échelle de la commune étaient fragmentaires, mais il est tout de même significatif que le sociologue, afin de caractériser les zones qu'il a singulièrement examinées, se soit simplement contenté d'énumérer quelques

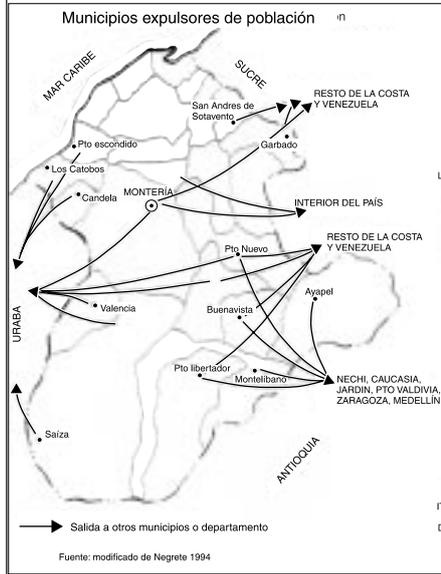


▲ Fig. XII.1: OSORIO, 1993: 34.



▲ Fig. XII.2: PUYANA, 1999: 266.

▼ Fig. XII.3: GRACIA, 1999: 160.



▼ Fig. XII.4: GRACIA, 1999: 161.

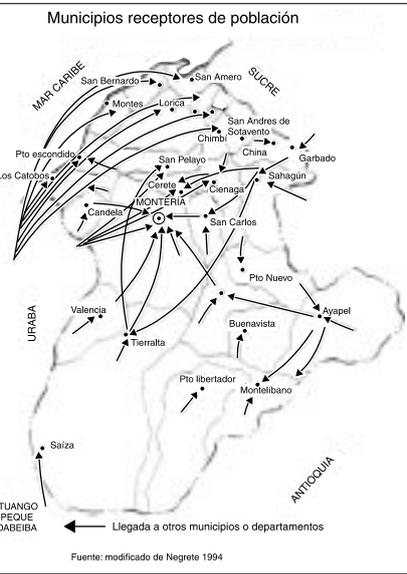


PLANCHE XII : L'ÉTUDE DES DÉPLACEMENTS FORCÉS SE PRÉCISE

indications économiques hétérogènes et de broser à grands traits les qualités générales (voire caricaturales) des habitants, comme par exemple pour le Tolima : « Le *Tolimense* se distingue par un tempérament joyeux et cordial, expansif et musical ; il est peu exigeant et très généreux. Le choc de la Violence a changé peu à peu sa conduite de manière impressionnante » ; ou la côte Atlantique : « [les *Costeños*] purent se défendre facilement de la contagion, peut-être grâce à leur nature ouverte, franche, amicale, et à leur grande vertu de la tolérance... » (*op. cit.*, pp. 118-137).

À partir de la fin des années 1980, les représentations cartographiques, chaque fois plus nombreuses, ont été peu à peu instrumentalisées par les auteurs, et sont devenues pour certains une partie intégrante de leur raisonnement. Conçues en tant qu'outils de recherche, elles ont participé à une meilleure appréhension du problème, notamment en autorisant le rejet, ou à l'inverse, en étayant les interprétations proposées (de façon parfois excessive : la coïncidence spatiale de deux phénomènes ne prouvant évidemment pas de corrélation effective). Accompagnant les progrès de la connaissance du sujet, l'utilisation grandissante de la carte dans l'analyse des violences – quel qu'en soit le type – peut indiquer à quel point les experts colombiens (chercheurs et décideurs) ont progressivement porté leur attention sur les territoires ainsi identifiés. D'ailleurs, même le rôle de l'espace en tant que tel a finalement été questionné, puisque F. Gaitán termine en 1995 sa révision des facteurs de violence, en écartant – sans aucun doute trop rapidement – toute implication des spécificités locales dans l'explication des taux d'homicides observés dans le pays.

Au-delà de l'essor de l'informatique, la prolifération des cartes sur les violences en Colombie doit également être comprise en liaison avec l'évolution de la conjoncture politique, de l'environnement scientifique et de la demande sociale. La place reconnue aux uns et aux autres dans l'analyse du phénomène s'est en effet modifiée sur la durée, spécialement au cours de la période récente. Grâce à un mouvement de démocratisation accrue, la prise de parole s'est trouvée facilitée, en particulier à propos de ce domaine auparavant plutôt dévolu aux seuls militaires : l'orientation à donner à la gestion de l'ordre public. Dans un contexte institutionnel favorable, les universités (pour lesquelles la vérification des hypothèses et la diffusion des interprétations sont un but en soi) et les ONG (souvent militantes) ont pu s'investir pleinement dans l'étude de ce thème, et œuvrer pour une meilleure information de la population, notamment par des publications toujours plus fréquentes dans la presse. Les Colombiens prennent d'ailleurs conscience de leur nécessaire implication dans le processus de résolution des conflits, comme suffisent à le prouver les multiples manifestations rassemblant régulièrement depuis deux ans des milliers de citoyens sous la bannière de la paix.

Aujourd'hui donc, la cartographie, désormais incontournable en tant que support graphique – révolution de l'image oblige – mais aussi pédagogique, se répand dans des travaux destinés à une audience de plus en plus sensible à la dénonciation des diverses formes de violences. Le poids de l'opinion publique peut du res-

te jouer en retour un rôle important. À Bogotá par exemple, bien que toutes les sources officielles concordent sur une baisse importante de la violence au cours des dernières années, le sentiment d'insécurité augmente. Cette représentation populaire influe sur les analyses du phénomène, ne serait-ce que dans la mesure où les autorités municipales (dans une logique qui n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées électorales) débloquent davantage de crédits pour obtenir des études récentes, qu'elles retransmettent ensuite au public, à grand renfort de cartes, le plus souvent justes mais parfois alarmistes.

De fait, la carte n'est bien qu'une représentation du réel. Elle ne peut être totalement objective et suggère à l'opposé des indications sur le point de vue personnel, revendiqué ou non, de son concepteur. Nous avons tenté de le démontrer, elle peut receler des renseignements exagérément privilégiés ou au contraire omis par le chercheur, et donner lieu à des interprétations qui varient selon l'optique choisie par son auteur (ou son lecteur). La formule fameuse chez les géographes français, de R. Caron (1980) : « La carte n'est pas le monde : elle n'est que le regard qu'un homme a un jour posé sur lui », surtout pour un sujet comme la violence en Colombie, n'est pas près d'être démentie.

### Notes

- 1 Appellation simplificatrice, voire réductrice, utilisée par la presse à partir de 1987. Elle renvoie au concept, plus didactique sans doute, de « polémologie », créé par G. Bouthoul en 1946, qui se définit comme l'étude scientifique de la guerre considérée en tant que phénomène social.
- 2 Dans leur recension des « colombianistes » étrangers, Peralta et La Rosa mettent en évidence la place importante du thème de la violence dans l'étude de la réalité colombienne. Quelques-uns des auteurs ayant particulièrement travaillé sur la violence méritent d'être déjà cités ici : provenant pour la plupart d'universités anglo-saxonnes, ils sont politologues (P. Oquist : USA) ou historiens (M. Deas : Grande-Bretagne ; E. Hobsbawn, J. Henderson, C. Berquist : USA ; C. Le Grand : Canada). La recherche française est représentée avec P. Gilhodès (politologue) et surtout D. Pécaut (sociologue), un des plus grands spécialistes mondiaux de ce problème.
- 3 Il s'agit là d'un problème inhérent à tout exercice cartographique. Il n'est en rien spécifique de l'étude de la violence. P. Gould (1993 : 22-27) n'hésite pas à affirmer que la carte est « une affirmation scientifique socialement négociée », et la plupart des sémiologues graphiques (Bertin, 1967 ; Caron, 1980 ; etc) insistent sur les risques d'erreurs, de manipulations, voire de mensonge propres à la cartographie.
- 4 Pour reprendre la définition classique du verbe « localiser », selon R. Brunet et *al.* (1993 : 306).
- 5 Dans ce dossier le sociologue propose également, pour les confronter, des cartes sur la présence paramilitaire ou l'achat de terre par les narcotrafiquants. Les renseignements fournis sont cependant moins précis et moins nombreux que ceux dispensés sur les guérillas.
- 6 Uraba, enclaves minières de l'or (Antioquia) ou des émeraudes (Boyaca), vallées moyennes des fleuves Magdalena et Cauca, région du Patia.
- 7 Ce terme est surtout utilisé dans les pays développés (USA, Europe), où la « violence urbaine » est devenue un thème électoral qui, selon Loïc Wacquant (1999), occulte la mise en place progressive du traitement sécuritaire des problèmes sociaux, en autorisant la diffusion de l'idéologie du retrait de l'Etat social et le renforcement de l'Etat pénal.
- 8 De telles prises de position correspondaient d'ailleurs à l'air du temps : ces mêmes accusations, maintes fois proclamées par les guérillas, ont été entendues par le Président Betancur (1982-1986) quand il a entamé des négociations de paix en 1982, et lancé des réformes visant à limiter le monopole des partis traditionnels au profit d'autres partis et d'autres formes de participation populaire, jetant également les bases de la future

- politique de décentralisation (avec l'élection des maires), et lançant un plan national de réhabilitation destiné à désenclaver les régions marginalisées.
- 9 L'Etat, qui a lui-même du mal à contrôler le légalisme de ses forces de l'ordre, doit faire face à la fois aux options contradictoires des guérillas (négociations avec le M19 et l'EPL, rupture du cessez-le-feu conclu avec les FARC en 1984, persistance des combats avec l'ELN), et répondre aux attaques de plus en plus meurtrières des organisations de narcotrafiants.
  - 10 Présence de guérillas, de groupes d'autodéfense, d'organisations de narcotrafiants, de tueurs à gages, de cultures illicites, de mines d'émeraudes, de fronts pionniers, de conflits syndicaux, de contrebande, etc...
  - 11 Le système politique colombien est ainsi désigné en raison du quasi-monopole exercé par les partis libéral et conservateur, et du recours répété à des méthodes autoritaires (état de siège...). Daniel Pécaut explique comment cette expression s'est diffusée depuis 1980 : « Les partis de gauche, le M-19, les courants réformistes, les sociologues en font usage. Le président Betancur et divers hommes politiques l'ont eux-mêmes reprise en diverses occasions. Elle s'est transformée en une manière de lieu commun ». (1987a :5).
  - 12 Sous la présidence de Virgilio Barco (1986-1990), plusieurs universitaires, « placés à la tête de la gestion des programmes politiques les plus sensibles » intègrent « l'équipe réduite et discrète de conseillers /.../ les uns et les autres n'appartenant pas au monde des réseaux politiques ». (Pécaut, 1990 : 5-6).
  - 13 Aux travaux de Reyes déjà cités, s'ajoutent notamment en 1995, ceux de l'anthropologue Maria Victoria Uribe sur les « massacres », un terme qui désigne (dans la nomenclature colombienne) les meurtres collectifs d'au moins quatre personnes dans un même acte de violence.
  - 14 Le danger n'est malheureusement pas surestimé, puisque plusieurs chercheurs ayant abordé le sujet ont été assassinés pour cette audace.
  - 15 Il est notamment le premier à avoir différencié les espaces de présence guérillera : zones refuges, zones de production de ressources, zones d'affrontement armé.
  - 16 Ils peuvent toutefois donner des ordres de grandeur sur les surfaces cultivées. D'après le site internet des Nations Unies (2001 : 2-3), étaient exploités en Colombie, premier fournisseur mondial de cocaïne (66 % de la production de la planète), 122 500 hectares de coca en 1999, dans des plantations de grandes tailles pour la moitié d'entre-elles (de 10 à 80 ha.). Ont également été répertoriés 7 500 ha. de pavot, et 5 000 ha. de cannabis. Si la plus grande partie de la cocaïne et l'héroïne colombiennes est destinée à être envoyée vers les Etats-Unis et l'Europe, le cannabis alimente lui, en plus du marché européen, la consommation locale.
  - 17 Le Tolima est l'un des rares départements colombiens à avoir connu une guérilla indienne : le Quintin Lame, surtout implanté dans le Cauca.
  - 18 A l'encontre de ce courant, hérité des interprétations traditionnelles de *la Violencia*, Daniel Pécaut a très tôt défendu l'idée selon laquelle la compréhension du conflit des années 1950 requerrait de prendre en compte la multiplicité de ses causes. Le sociologue a également signalé que d'intenses luttes sociales se sont produites dans les villes de 1944 à 1948 ; l'extension des combats aux zones rurales ne s'étant produite qu'une fois écrasées les organisations populaires urbaines (1976 : 56-57 ; 1987b : 341-345).
  - 19 Outre María Victoria Llorente, ce groupe est composé de Camilo Echandia, Rodolfo Escobedo et Mauricio Rubio.

### Bibliographie

- Bejarano J.A. et al., 1997, *Colombia : inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*. Bogotá, Univ. Externado-FONADE, 255 p.
- Betancourt D., García M.L., 1994, *Contrabandistas, marimberos y mafiosos. Historia social de la mafia colombiana (1965-1992)*. Bogotá, Tercer Mundo, 318 p.
- Blanquer J.-M., 1992, « La Colombie : la nouvelle Constitution », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 7, Paris, La Doc. fr., pp. 83-97.
- Brunet R. et al., *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris, Reclus-La Doc. fr., 518 p.
- Camacho A., 1993, « Notas apresuradas para discutir algunas relaciones entre narcotráfico y cultura en Colombia », dans *Conflicto social y violencia, notas para una discusión*, Bogotá, IFEA-SAC, pp. 49-53.
- Camacho A., Guzmán A., 1997, « La violencia urbana en Colombia : teorías, modalidades, perspectivas », dans *Nuevas visiones sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Iepri-Fescol, pp. 13-52.

- Caron R., 1980, « Les choix du géographe ». *Cartes et figure de la terre*, Paris, Centre Georges Pompidou, pp. 9-15.
- Castillo F., 1996, *Los nuevos jinetes de la cocaína*. Bogotá, La Oveja Negra, 229 p.
- Comisión de estudios sobre la violencia, 1987, *Colombia : violencia y democracia*. Bogotá, IEPRI-Colciencias, 260 p.
- Comisión de superación de la violencia, 1992, *Pacificar la paz*. Bogotá, IEPRI-CINEP-CAJ-CECOIN, 301 p.
- Consejería para la reconciliación, normalización y rehabilitación, 1990, *Estadísticas generales sobre violencia en Colombia*. Bogotá, Presidencia de la República, 60 p.
- Consejo Nacional de Estupefacientes, 1995, *Compromiso colombiano frente al problema mundial de la droga : Plan nacional*. Bogotá, CNE, 182 p.
- Cubides F., Domínguez C., 1999, « Nota introductoria », dans *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*. Bogotá, CES-Ministerio del Interior, pp. 15-18.
- Deas M., Gaitán F., 1995, *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*. Bogotá, FONADE-DNP, 415 p.
- Desepez, 1998, *Atlas de las muertes violentas en Cali (1993-1997)*. Cali, Alcaldía de Cali-DESEPAZ.
- Echandia C., 1999a, *Geografía del conflicto armado y las manifestaciones de la violencia en Colombia*. Documento de trabajo n° 18, Bogotá, Paz Pública-CEDE.
- Echandia C., 1999b, *El conflicto armado y las manifestaciones de la violencia en las regiones de Colombia*. Bogotá, Presidencia de la República, 263 p.
- Echandia C., 2000, *Geografía de la violencia homicida en Bogotá*. Documento de trabajo, Bogotá, Paz Pública-CEDE.
- Gaitán F., 1997, « El método dialéctico como alternativa para estudiar la violencia en Colombia », dans *Nuevas visiones sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, IEPRI-FESCOL, pp. 83-101.
- García C.I., 1998, « Antioquia en el marco de la guerra y la paz : transformaciones de la lógica de los actores armados », dans *Controversia*, n° 172, Bogotá, CINEP, pp. 71-97.
- González J.-J., 1989, « Geopolítica de la violencia », dans *Análisis*, n° 2, Bogotá, CINEP, pp. 43-47.
- González J.-J., 1992, « Región y conflicto », dans *Análisis*, n° 6, Bogotá, CINEP, pp. 29-36.
- Gracia J., 1999, « Conflictos territoriales y desplazamiento en el litoral Caribe colombiano y el Sinú », dans *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*. Bogotá, CES-Ministerio del Interior, pp. 148-170.
- Guerrero R., 1994, « La violencia y la seguridad en Cali : un enfoque integral y preventivo », dans *Ciudad y violencias en América latina*, Quito, PGU, Serie « Gestion urbana », vol. 2, pp. 103-108.
- Guzmán A., 1999a, *Violencia urbana y pobreza*. Cali, mimeo.
- Guzmán A., 1999b, « Violencia urbana : teorías y políticas de seguridad ciudadana », dans *Armar la paz es desarmar la guerra*, Bogotá, IEPRI-FESCOL-CEREC, pp. 163-204.
- Guzmán G. et al., 1962, *La violencia en Colombia. Estudio de un proceso social*. Bogotá, Punta de Lanza-Univ. Nacional, vol. 1, 430 p.
- Fresneda O., Sarmiento L., 1991, *Pobreza, violencia y desigualdad. Retos para la nueva Colombia*. Bogotá, PNUD.
- Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 2000, *Forensis 1999 : datos para la vida*. Bogotá, CRNV, 52 p.
- Kalmanovitz S., 1990, « La violencia y las ciencias sociales », dans *Foro Nacional para, con, por, sobre, de cultura*, Bogotá, Colcultura.
- Llorente M.V. et al., 2001, « Violencia homicida y estructuras criminales en Bogotá », dans *Análisis Político*, n° 4, Bogotá, IEPRI, pp. 17-38.
- Losada R., Vélez E., 1988, *Muertes violentas en Colombia 1979-1986*, Bogotá, Instituto SER de Investigación, 79 p.
- Mesclier E. et al., 1999, *Dinámicas socioeconómicas del espacio colombiano*. Bogotá, CRECE-DANE-IRD, 147 p.
- Observatoire Géopolitique des Drogues, 1993, *La drogue, nouveau désordre mondial. Rapport 1992-1993*. Paris, Hachette, 322 p.
- Oquist P., 1978, *Violencia, conflicto y política en Colombia*. Bogotá, Banco Popular, 339 p.
- Ortiz C.M., 1992, « Los estudios sobre la violencia en las tres últimas décadas », dans *Boletín socioeconómico*, n° 24/25, Cali, CIDSE, pp. 44-76.
- Osorio F.E., 1993, *La violencia del silencio, desplazados del campo a la ciudad*, Bogotá, CODHES, 220 p.

- Pécaut D., 1976, « Quelques réflexions sur le phénomène de « La Violence » dans les années 1945-1953 ». *Caravelle*, n° 26, Toulouse, UTM, pp 55-67.
- Pécaut D., 1987a, « Crise, guerre et paix en Colombie », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 84, Paris, La Doc. fr., pp. 3-28.
- Pécaut D., 1987b, *L'ordre et la violence : évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*. Paris, EHESS, 486 p.
- Pécaut D., 1990, « La Colombie dans la tempête », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 98, Paris, La Doc. fr., pp. 3-30.
- Pécaut D., 1994, « El desgaste de los clichés », dans *El Tiempo, Lecturas Dominicanas*, 9 oct., Bogotá, pp. 8-10.
- Pécaut D., 1996, « Réflexions sur la violence en Colombie », dans *De la violence*, Paris, Odile Jacob, pp. 221-271.
- Pécaut D., 1998, « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », dans *Análisis político*, n° 34, Bogotá, IEPRI, pp. 72-88.
- Pécaut D., 2000, « Colombie, violence sans fin ». *Le Monde des débats*, n° 17, Paris, pp. 6-7.
- Peralta V., La Rosa M., 1997, *Los colombianistas*. Bogotá, Planeta, 334 p.
- Pizarro E., 1996, « Les forces armées dans un contexte d'insurrection chronique ou le statut des forces armées dans la société colombienne ». *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, pp. 65-86.
- Platt T., 1992, « Emplois descriptifs et polémiques du concept de violence ». *Revue internationale des sciences sociales*, n° 132, Unesco-ERES, pp.185-192.
- Puyana A. M., 1999, « Cultivos ilícitos, fumigación y desplazamiento en la Amazonia y la Orinoquia ». *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*. Bogotá, CES-Ministerio del Interior, pp. 240-273.
- Reyes A., Bejerano A.M., 1988, « Conflictos agrarios y luchas armadas en la Colombia contemporánea : una visión geográfica », dans *Análisis Político*, n° 5, Bogotá, IEPRI, pp. 6-27.
- Reyes A., 1996, « Contra reforma agraria de los narcos », dans *El Espectador*, 10 mars, Bogotá, p. 8A.
- Reyes A., 1999, « Geografía de la guerra », dans *El Tiempo, Lecturas dominicales*, 17 oct., Bogotá, pp. 1-11.
- Rubio M., 1996, *Homicidios, justicia, mafias y capital social. Otro ensayo sobre la violencia colombiana*. Documento CEDE 96-06, Bogotá, CEDE, 65 p.
- Rubio M., 1998, *Rebeldes y criminales : una crítica a la tradicional distinción entre el delito político y el delito común*. Documento CEDE 98-06, Bogotá, CEDE, 41 p.
- Rubio M., 1999a, « La justicia en una sociedad violenta », dans *Reconocer la guerre para construir la paz*, Bogotá, CEREC-Uniandes-Norma, pp. 201-236.
- Rubio M., 1999b, « Criminalidad urbana en Colombia », dans *Reconocer la guerre para construir la paz*, Bogotá, CEREC-Uniandes-Norma, pp. 237-282.
- Sánchez G., Meertens D., 1983, *Bandoleros, gamonales y campesinos*. Bogotá, El Ancora, 255 p.
- Sánchez G., 1986, « Los estudios sobre la Violencia : balance y perspectivas », dans *Pasado y presente de la Violencia en Colombia*, Bogotá, CEREC, pp. 11-30.
- Sánchez G., 1993, « Los intelectuales y la violencia », dans *Análisis Político*, n° 19, Bogotá, IEPRI-Tercer Mundo, pp. 40-48.
- Sarmiento A., 1999, « Violencia y equidad », dans *Armar la paz es desarmar la guerra*, Bogotá, IEPRI-FESCOL-CEREC, pp. 227-261.
- Uribe M.V., 1990, « Bipartismo y masacres en el Tolima durante la violencia », dans *Análisis*, n° 4, Bogotá, CINEP, pp. 23-28.
- Vargas R (dir.), 1994, *Drogas, poder y región en Colombia. Impactos locales y conflictos*. Bogotá, CINEP, Vol.2, 343 p.
- Vélez M.A., 2000, *FARC-ELN : evolución y expansión territorial*. Documento CEDE 2000-08, Bogotá, CEDE, 43 p.
- Wacquant L., 1999, *Les prisons de la misère*. Paris, Raisons d'agir, 189 p.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La déconstruction des cartes produites sur la violence en Colombie depuis quarante ans par les chercheurs colombiens en sciences sociales permet de suivre l'évolution de la perception du phénomène, et la prise en compte des dynamiques territoriales dans son interprétation. D'abord conçues comme de simples illustrations, les cartes sur la violence ont été peu à peu intégrées à la réflexion comme instruments d'analyse. Alors que son emploi est devenu systématique, surtout depuis une dizaine d'années, la cartographie a enrichi la vision traditionnelle de la violence, auparavant centrée sur ses aspects politiques et institutionnels. L'héritage historique de la *violencia* des années cinquante, la présence plus récente des groupes armés (guérillas puis paramilitaires), le narcotrafic et les circuits de la drogue, la lutte pour le contrôle des richesses, la violence en milieu urbain, le problème des personnes déplacées, etc., ont fait l'objet d'une exploration de plus en plus méthodique, à différentes échelles (nationale, régionale, intra-urbaine), qui permet aujourd'hui de dresser un panorama assez complet des dimensions territoriales de la violence en Colombie.

\*\*\*

*La deconstrucción de los mapas sobre la violencia en Colombia producidos por los investigadores colombianos en ciencias sociales desde hace cuarenta años, permite seguir la evolución de la percepción del fenómeno, y la consideración de las dinámicas territoriales en su interpretación. En primer lugar concebidos como simples ilustraciones, los mapas sobre la violencia se integraron poco a poco a la reflexión como instrumentos de análisis. Mientras que su empleo se volvió sistemático, sobre todo desde hace unos diez años, la cartografía enriqueció la visión tradicional de la violencia, antes centrada en*

*sus aspectos políticos e institucionales. La herencia histórica de la violencia de los años cincuenta, la presencia más reciente de los grupos armados (guerrillas y luego paramilitares), el narcotráfico y los circuitos de la droga, la lucha para el control de las riquezas, la violencia en medio urbano, el problema de las personas trasladadas, etc., fueron objeto de una exploración cada vez más metódica, a distintas escalas (nacional, regionales, intraurbana), que permite hoy elaborar un panorama bastante completo de las dimensiones territoriales de la violencia en Colombia.*

\*\*\*

The deconstruction of the maps achieved on violence in Colombia since forty years by the Colombian researchers in social sciences, has made it possible to follow the evolution of the perception of the phenomenon, and the taking into account of territorial dynamics in its interpretation. Initially conceived as simple illustrations, the maps on violence were integrated little by little into the reflection as instruments of analysis. Whereas its employment became systematic, especially since ten years, the cartography has enriched the traditional vision of violence, axed before on its political and institutional aspects. The historical heritage of the *violencia* of the Fifties, the more recent presence of the armed groups (guerrillas then paramilitary), the narcotrafic and the drug channels, the fight for the control of wealth, the violence in urban environment, the problem of displaced people, etc., were the subject of an exploration getting more and more methodical, on various scales (national, regional, intra-urban), which makes it possible today to draw up a rather complete panorama of territorial dimensions of violence in Colombia.

---

# VERS UNE PÉRIPHÉRIE EN ARCHIPEL ?

## NOTES SUR LA NOUVELLE CROISSANCE PÉRIPHÉRIQUE DE MEXICO

ALICIA LINDON\*

**D**ANS CET ARTICLE nous nous attacherons à démontrer une certaine polyphonie de la production de l'espace social de la ville au-delà de ce qui était la dernière frontière sud-est de la ville de Mexico vers 1980 : la vallée de Chalco. Pour ce faire, nous passerons en revue les diverses formes d'expansion de la ville qui ont cours actuellement autour de Chalco. Toutes ces formes sont l'expression des tendances à l'hétérogénéisation du territoire métropolitain. Dans la première partie nous présenterons de façon brève et schématique le progrès de l'expansion métropolitaine de Mexico pendant les dernières décennies. Ensuite, nous proposerons quelques idées quant aux tendances à la fragmentation du territoire métropolitain et à la « formation d'archipels » dans la périphérie pauvre, en contraste avec ce qui était dans le passé une périphérie pauvre et homogène. Finalement, nous analyserons en détail cette tendance à l'« archipel » aux frontières sud-est de la ville, dans une zone qui a démontré un dynamisme intensif pendant les deux dernières décennies : la municipalité de Chalco.

### LA CROISSANCE ACCELÉRÉE DE L'ESPACE MÉTROPOLITAIN DE MEXICO

Mexico, comme phénomène métropolitain, voire, pour certains, mégapolitain, inclut le District fédéral (qui comprend seize délégations) et quarante et une municipalités dans la banlieue de conurbation sur les États voisins (quarante sur l'État de Mexico, une municipalité sur l'État d'Hidalgo). Le dernier recensement

\* Université autonome métropolitaine, campus Iztapalapa.

national de la population et du logement de 2000 a calculé que cet ensemble, l'aire métropolitaine de Mexico (AMM), atteint dix-huit millions d'habitants. Il aura fallu soixante ans pour que la capitale du Mexique passe d'un million d'habitants en 1940, à cette gigantesque agglomération actuelle.

Vers 1950, Mexico ne comptait encore que trois millions d'habitants et la ville ne dépassait pas encore les limites administratives du District fédéral (Voir Tableau 1). En 1960, avec plus de cinq millions d'habitants, la ville commence à incorporer des territoires situés sur l'État de Mexico, vers le nord du District fédéral. Dix ans plus tard, en 1970, la grande croissance de la métropole mexicaine a atteint un rythme de croisière, et on compte déjà neuf millions d'habitants dans la capitale : onze municipalités de l'État de Mexico étaient alors totalement intégrées à la ville<sup>1</sup>, chiffre qui atteindra vingt et une municipalités en 1980 pour un total de treize millions d'habitants. Mais la population allait encore augmenter considérablement, de sorte qu'en 1990 on recensait seize millions d'habitants dans la capitale, en intégrant cette fois vingt-sept municipalités à l'aire conurbée. Toutefois le rythme de cette croissance avait commencé à diminuer sans que l'expansion périphérique en soit pour autant freinée.

TABLEAU 1 : AIRE METROPOLITAINE DE MEXICO : POPULATION TOTALE PAR ENTITÉS FÉDÉRALES, 1950-2000

	1950	1960	1970	1980	1990	2000
District Fédéral <sup>2</sup>	3 050 442	4 870 876	6 874 165	8 831 079	8 235 744	8 605 239
Municipalités conurbées de l'État de México	85 329	568 474	2 035 373	4 189 969	7 038 512	9 287 307
Municipalités conurbées de l'État de Hidalgo	–	–	–	–	–	46 344 <sup>3</sup>
Total AMM <sup>4</sup>	3 135 771	5 439 350	8 909 538	13 021 048	15 793 837	–
Total AMM <sup>5</sup>	2 952 199	5 125 447	8 623 157	12 994 450	15 274 256	17 938 890 <sup>6</sup>

Ainsi malgré un frein au taux de croissance de la population, la ville a continué à incorporer de nouveaux territoires dans les périphéries de basse densité. En d'autres termes, la ville a freiné sa croissance démographique, mais pas territoriale. De ce fait, la dernière décennie est bien celle d'une croissance démographique réduite (2,7 millions de personnes en plus, ce qui est « relativement » peu), mais cette fois il faut prendre en compte quarante municipalités de l'État de Mexico qui font bien partie de l'AMM, et une de plus sur l'État d'Hidalgo.

Si le frein à la croissance démographique est un signe favorable qui calme les préoccupations des décennies antérieures, une analyse à partir d'une perspective territoriale démontre bien que la dynamique urbaine est loin d'être réduite, c'est plutôt à une augmentation de sa complexité que l'on a affaire. De fait, aujourd'hui, les processus d'annexion de nouveaux territoires à l'AMM se sont diversifiés, comme nous le verrons dans cet article.

## REPENSER LA CROISSANCE PÉRIPHÉRIQUE : QUELQUES PROPOSITIONS

La croissance de Mexico a bien sûr fait l'objet de nombreuses recherches, la plupart ponctuelles. Pendant les années 1980 et 1990, les chercheurs se sont attachés à analyser ces processus d'expansion territoriale particulièrement pour ce qui a trait aux populations à bas revenus. L'intérêt pour les secteurs pauvres ou « marginaux » provenait non seulement du fait que ceux-ci sont effectivement majoritaires dans toutes les grandes villes sous-développées, mais aussi du fait que l'orientation critique des sciences sociales, pendant ces deux décennies, a invité les chercheurs à étudier surtout les secteurs « exclus » par ce développement intense des métropoles.

À la fin des années 1980 et particulièrement dans le cas mexicain, une synthèse a commencé à être proposée par plusieurs chercheurs, qui visaient à conceptualiser la croissance périphérique qui, en général, avait lieu sur des terrains collectifs des *ejidos* (Duhau, 1999). Ce modèle « d'urbanisation populaire » mettait en jeu les populations rejetées des zones plus centrales des villes, les paysans (*ejidatarios*), le parti officiel mexicain (PRI, Parti de la révolution institutionnelle) mais aussi les promoteurs illégaux qui entreprenaient les grands lotissements périphériques.

Des zones à très forte croissance, comme le sud-est de Mexico que nous analyserons dans ce texte, ont toutes les caractéristiques pour confirmer ce modèle de croissance urbaine mais aussi de relations sociales et politiques. Au vu du centralisme encore en vigueur dans les études urbaines, ce qui avait été dit pour Mexico n'a pas tardé non plus à se disséminer comme un modèle dominant dans l'étude des villes moyennes qui ont commencé une phase de croissance intensive à la même époque, eu égard aux processus de restructuration du territoire national dans le cadre de la globalisation économique. Diffusion qui a parfois donné lieu à des interprétations forcées, contradictoires par rapport à des réalités plus complexes.

Le modèle proposé par les chercheurs mexicains ne manque pas d'arguments et de preuves, et sans aucun doute nos propres travaux sur la vallée de Chalco (Hiernaux et Lindón, 1992, 1997 et 1998 ; Hiernaux, 1995) l'ont évidemment renforcé.

Mais grâce à un certain recul que nous pouvons prendre après plusieurs années, il nous est maintenant possible non seulement de mettre en doute certains aspects du modèle cité (Hiernaux et Lindón, 2001), mais aussi de repenser la façon dont les périphéries sont actuellement urbanisées.

Un des aspects centraux de la critique que nous formulons quant à ce modèle, c'est qu'il sous-estime le rôle essentiel de la population que nous appelons « habitant » dans la périphérie, alors que la tradition des études urbaines mexicaines paraîtrait en faire davantage un acteur passif, soumis aux « méchants spéculateurs » et au système politique « corporatif » (Azuela, 1989 et 1995). Nous avons proposé d'en souligner le rôle central dans la construction sociale de la périphérie, en reconnaissant leurs systèmes d'action et d'intervention organisés consciemment et stra-

tégalement, en avançant que nous voyons apparaître des modes de vie périphériques différenciés (Lindón, 1999 ; Hiernaux et Lindón, 2001).

Dans la perspective de repenser la périphérie avec d'autres bases d'analyse, nos deux arguments centraux sont les suivants : tout d'abord, en nous plaçant du point de vue des acteurs qui construisent socialement la périphérie (nous avons introduit cette idée de « construction sociale du territoire » dans Hiernaux et Lindón, 2000 ; Lindón, 2002), il faut bien se rendre à l'évidence que ceux-ci se sont multipliés. Le système population pauvre – promoteurs clandestins – paysans – partis politiques n'est plus, à l'heure actuelle, qu'une des options possibles. Nous en voyons poindre d'autres qui sont tout aussi intéressantes, dont l'apparition des promoteurs « formels », mais aussi le retour à une forme d'occupation qui paraissait avoir été bannie tout au moins à Mexico : l'invasion pure et simple de la propriété publique ou privée par des groupes organisés.

D'autre part, c'est la forme même de la périphérie qui a subi de fortes transformations. Le modèle vallée de Chalco, avec cette avancée continue de la « tache urbaine » pour utiliser cette métaphore organiciste, est de moins en moins de mise. On assiste maintenant à une fragmentation de l'avancée de la métropole qui répond à plusieurs modèles de jeux d'acteurs, mais aussi à des constructions territoriales différentes : des quartiers d'invasion, d'énormes lotissements formels pour acteurs à bas revenus, en sont quelques exemples que nous verrons en détail dans les pages qui suivent. L'intégration des villages avoisinants en est un autre.

Il est de toute évidence une question qui doit être posée dès le départ : pourquoi cette fragmentation des stratégies de production sociale du territoire émerge-t-elle et pourquoi cette espèce d'« archipiélisation » des zones urbanisées se présente-t-elle récemment ? Nous proposons quelques éléments d'explication, qui ne sont sans doute pas tous ceux qui pourraient être repérés. Il faudrait sans doute une réflexion plus poussée sur le modèle urbain mexicain post-PRI pour en faire le tour, prétention que nous n'affichons pas dans cet article.

En premier lieu, il nous semble évident que la perte de centralité du PRI à toutes les échelles territoriales, a mis un frein aux processus massifs, corporatifs et autojustifiés qui accompagnaient son hégémonie, comme c'est le cas du modèle d'urbanisation populaire intensive. Face à ce vide, il est maintenant plus facile à d'autres acteurs d'intervenir dans cette offre pour les secteurs démunis. L'apparition de promoteurs légaux et quasi légaux cette fois autour de la vallée de Chalco (dans l'ancienne ville de Chalco surtout et aux alentours) en est une manifestation évidente. Ce processus est d'autant plus facile que les réformes à l'article 27 de la Constitution mexicaine, promues durant le sexennat présidentiel de 1988-1994, permettent aux paysans de céder légalement leurs terres, ce qui leur était interdit auparavant, et donc de les vendre à des lotisseurs.

De plus l'idéologie d'intervention dans l'aménagement du territoire, qui avait connu de beaux jours dans les années 1970, semble en plein recul. Il n'y a plus qu'une planification sur le papier, sans beaucoup d'esprit aménageur, et une très réelle soumission des autorités locales aux demandes de permis de lotir et bâtir des

promoteurs quel que soit leur projet et quelles qu'en soit les conséquences (par exemple sur la demande en eau potable et en équipements).

D'une façon plus générale, nous pensons que c'est surtout à une sorte de démantèlement « quasi postmoderne » des grands processus massifs que nous assistons maintenant dans les périphéries, avec l'adoption de modèles plus flexibles et plus locaux, de stratégies diverses et sans doute aussi temporaires, tant du point de vue des habitants que des promoteurs ou des autorités locales.

L'idée d'une nouvelle forme d'urbanisation « post-PRI » n'engage pas l'idée que ces territoires récents seraient maintenant le résultat de l'action du parti gouvernant à l'échelle nationale, le PAN (Parti d'action nationale). Tout au contraire, on sait que dans le sud-est de la ville sa position est tout à minoritaire et que le PRI et, dans certains cas, le PRD (Parti de la révolution démocratique) se sont attribués les victoires aux élections municipales. Nous pensons plutôt que ce que nous voyons poindre est une croissance de la ville sans modèle dominant, une sorte de polyphonie des formes urbaines et des jeux des acteurs.

Dans cet article nous n'avons pas la prétention de passer en revue tous les aspects de cette nouvelle donne, d'autant plus que nous nous basons sur nos études de long terme (depuis 1990) sur la vallée de Chalco qui sont un cas particulier, même si l'extension de nos conclusions à d'autres secteurs de la périphérie semble possible.

## LA CROISSANCE PÉRIPHÉRIQUE A CHALCO : DU MODÈLE UNIQUE AUX STRATÉGIES MULTIPLES

Dans cette perspective d'étude de l'expansion territoriale de Mexico, on peut observer que le sud-est de la ville est la zone de plus forte croissance dans les dernières décennies, en particulier la vallée de Chalco depuis le milieu des années 1970. Cette zone a été dans tous les esprits le symbole de l'expansion périphérique des années 1980 et 1990, produite par des lotissements illégaux de terrains à usage rural afin de fournir un espace de résidence pour les secteurs sociaux les plus exclus. D'autre part, l'ancienne ville de Chalco et les espaces ruraux aux alentours ont été dépassés et même éclipsés par cette expansion périphérique, dont celle de la vallée de Chalco qui faisait alors partie de cette municipalité<sup>7</sup>.

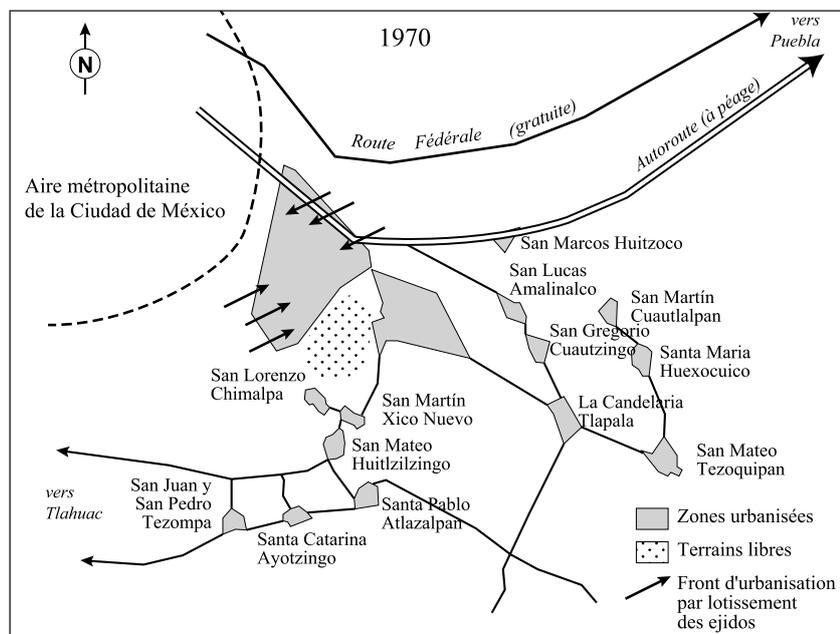
Cela a été dû en bonne mesure à la croissance des lotissements illégaux qui a attiré l'attention sur ces nouveaux territoires, alors que les anciennes localités restaient dans l'ombre. Toutefois le vieux Chalco est maintenant la scène de nouveaux processus de croissance urbaine, qui n'atteignent pas des ordres de grandeur semblables à ceux qui ont eu lieu dans la vallée de Chalco, mais qui n'en représentent pas moins des processus de changement significatif de la structure métropolitaine de Mexico, et qui démontrent bien la complexité des formes de croissance d'une ville en recomposition permanente au fil des années.

Jusqu'au début des années 1970, Chalco était une commune agricole et Chalco de Díaz Covarrubias son chef-lieu ; cette petite ville offrait certains services et quelques activités commerciales aux populations de la région environnante, fortement rurale. La configuration de la commune intégrait trois types de territoires : le chef-lieu de la commune, les grandes extensions rurales et quelques petits villages, qui étaient la scène d'une vie aussi rurale que celle des alentours.

Dans la seconde moitié des années 1970, vers 1977-1978, plusieurs processus locaux liés à la mise en valeur des terrains sont entrés en action, ce qui a fini par modifier radicalement la configuration territoriale de l'ancienne commune de Chalco. De façon synthétique, nous pouvons affirmer que ces processus sont liés au lotissement de terres agricoles destiné à les incorporer à l'utilisation urbaine. Pour la plupart, ces terres avaient le statut légal d'*ejidos*<sup>8</sup>, même si certaines d'entre elles étaient des terrains privés (Hiernaux et Lindón, 1997 et 1998). De même, il est nécessaire d'indiquer qu'un antécédent des lotissements a été la diminution substantielle et progressive de la productivité agricole dans la zone pendant les années 1960 et 1970<sup>9</sup>. Ce processus a contribué à ce que beaucoup de ces terres restent en friche, situation qui a été renforcée face à l'espoir de possibles lotissements qui les auraient incorporées à des usages urbains (Carte 1).

Le lotissement des terres rurales a débuté vers la fin des années 1970 dans l'ouest de la commune de Chalco, plus précisément dans ce qui deviendra par la suite la vallée de Chalco, espace finalement scindé de la commune de Chalco et qui deviendra une commune indépendante en 1994, sous la dénomination de

CARTE 1 : CONFIGURATION TERRITORIALE DE LA MUNICIPALITÉ DE CHALCO À LA FIN DES ANNÉES 1970



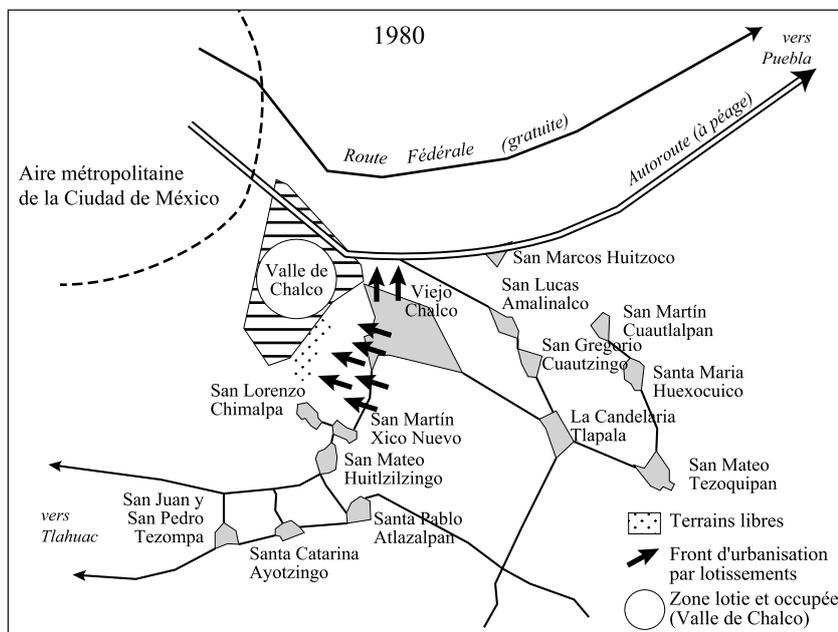
« vallée de Chalco-Solidarité<sup>10</sup> ». Les lotissements les plus étendus durant cette étape de forte croissance urbaine ont eu lieu dans la vallée de Chalco ; il faut toutefois reconnaître qu'ils n'ont pas été limités à cette zone, il y a aussi eu d'autres lotissements dans les terres environnant la vieille ville de Chalco de Díaz Covarrubias. Dans ce dernier cas, les lotissements ont commencé à surgir plusieurs années plus tard dans la vallée de Chalco, vers 1982-1983, d'abord dans ce qui était l'*ejido* de Chalco, et par la suite dans celui de Tlapacoya.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, la configuration territoriale de la commune de Chalco avait déjà changé par rapport à celle mentionnée plus haut. La vallée de Chalco est donc apparue à la fin de des années 1970, et une décennie plus tard elle était totalement lotie et occupée majoritairement par des habitants à très bas revenus, qui provenaient d'autres communes de l'aire métropolitaine de la ville de Mexico plus ou moins proches (comme Nezahualcōyotl et Iztapalapa<sup>11</sup>). Il convient d'indiquer qu'entre 1977 et 1997 la population des 40 km<sup>2</sup> de la vallée de Chalco a presque atteint le demi-million d'habitants. Vers la fin des années 1980, le processus d'occupation de la vallée de Chalco était tellement avancé qu'une simple bande de territoires vides relativement étroite la séparait du chef-lieu de la commune (le vieux Chalco).

Dans ce contexte, on a fréquemment pensé que les processus dynamiques de la zone se produisaient essentiellement dans la vallée de Chalco, qui non seulement a été densément peuplée en peu de temps, mais qui a aussi fait l'objet de politiques importantes de lutte contre la pauvreté et de grands investissements publics en équipements et infrastructures urbaines élémentaires (eau, électricité, égouts). Il semblerait donc que l'ancienne ville de Chalco, les localités environnantes et les zones rurales se soient maintenues dans des conditions très statiques. Toutefois, notre analyse montre que dès le début des années 1980, dans le reste de la commune de Chalco (sans inclure la vallée de Chalco) commencent à avoir lieu plusieurs processus de transformation du territoire qui, en essence, vont contribuer à la coexistence de nouveaux modes de vie sociale conjointement avec d'autres plus traditionnels et liés à la vie rurale.

De façon extrêmement rapide, au cours des années 1980, on a assisté au lotissement de terres rurales dans la commune de Chalco, ce qui a joué le rôle de processus détonateur de transformations sociales, lesquelles ont imposé une hybridation sociale et culturelle dans la commune. Cette hybridation culturelle et sociale ne cesse de transformer le territoire de la commune de Chalco et les formes qu'y prend la vie sociale. Ces processus contribuent tout particulièrement à définir ce que devient et deviendra l'ancienne commune de Chalco. Alors que le territoire du nouveau Chalco (la vallée de Chalco) était vide à l'époque du début des lotissements et alors que l'urbanisation est partie de zéro – à quelques familles près, qui y vivaient déjà –, dans le vieux Chalco il y a toujours eu coexistence de processus traditionnels et innovants. Une de ces transformations dans le vieux Chalco est bien sûr la séparation de la vallée de Chalco de l'ancien Chalco, et sa transformation légale en commune indépendante (Carte 2).

CARTE 2 : CONFIGURATION TERRITORIALE DE LA MUNICIPALITÉ DE CHALCO À LA FIN DES ANNÉES 1980



La conjonction de tous ces processus a fini par produire la configuration territoriale actuelle en archipel, le vieux Chalco n'incluant donc plus la vallée de Chalco depuis 1994. Cette configuration actuelle intègre trois types de territoires articulés entre eux : le premier est le chef-lieu de la commune et les quartiers adjacents, c'est-à-dire l'ancienne ville maintenant complètement entourée de quartiers récents ; il s'agit donc d'une ancienne ville intégrée, comme bien d'autres, à l'aire métropolitaine de Mexico<sup>12</sup>.

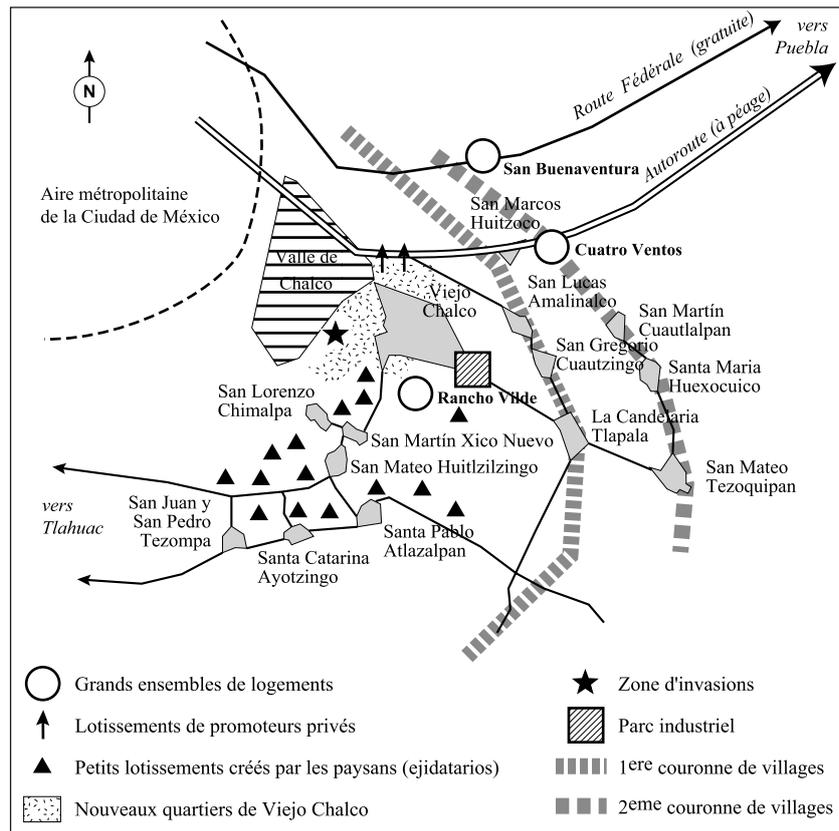
La seconde zone de la commune est l'ensemble des anciens villages, distribués en deux ailes et soumis à des processus assez dynamiques. Finalement, on peut identifier le territoire rural de Chalco, qui n'est toutefois pas étranger aux processus spéculatifs que nous retrouvons dans d'autres secteurs de la commune de Chalco. Dans les pages suivantes nous abordons ces trois types de territoires qui forment l'actuelle commune de Chalco.

## L'ARCHIPEL DE LA PRODUCTION DE L'ESPACE PÉRIPHÉRIQUE AUTOUR DE CHALCO

Nous allons nous attacher maintenant à présenter les résultats centraux de nos recherches, entreprises dans les divers espaces périphériques au-delà de la vallée de Chalco. Cet exercice permettra de mettre en évidence la pluralité des stratégies, la variété des espaces produits, et finalement cette hybridation de l'espa-

ce périphérique qui prend ainsi la forme d'un archipel dès le milieu des années 1990 (Carte 3).

CARTE 3 : CONFIGURATION TERRITORIALE DE LA MUNICIPALITÉ DE CHALCO  
À LA FIN DES ANNÉES 1990



### Le chef-lieu de Chalco et son expansion

Au début des années 1980, comme nous l'avons déjà indiqué, les lotissements illégaux de terres *ejidales* autour de la tête municipale ont commencé à avoir lieu, ce qui a fait apparaître de nouveaux quartiers autour de la vieille ville de Chalco de Díaz Covarrubias. Ainsi, avec l'expansion de la vieille ville alentour, cette dernière était séparée de la vallée de Chalco par un couloir de terrains agricoles en friche seulement. Cette zone non occupée, bien qu'étroite, rompait d'une certaine manière la continuité urbaine entre la vieille ville et le territoire en processus d'urbanisation dans la vallée de Chalco. Cette rupture se faisait en deux sens : d'une part, physiquement, en séparant la vallée de Chalco du vieux Chalco ; d'autre part, en marquant aussi la fin de l'aire métropolitaine de Mexico à l'est, ce qui faisait de la vallée de Chalco l'extrémité la plus orientale de l'espace métropolitain continu, tandis que le vieux Chalco restait en dehors de cette continuité territoriale.

Toutefois l'importance de ce vide n'est pas seulement liée à la configuration du contexte métropolitain : pour la population de la vieille ville de Chalco de Díaz Covarrubias, ce vide intermédiaire représentait une importante séparation symbolique entre un « nous », la population urbaine ancienne et traditionnelle du vieux Chalco, et « les autres », c'est-à-dire ceux qui étaient récemment arrivés, les déracinés, les pauvres, ceux qui provenaient de la métropole, les déplacés de la ville, les immigrants de la vallée de Chalco. De sorte que ce territoire signifiait non seulement un vide dans l'occupation urbaine qui indiquait jusqu'où s'étendait la métropole, ou jusqu'où arrivait la limite orientale de la vallée de Chalco, mais marquait aussi la séparation entre deux histoires, deux styles de vie et évidemment, deux formes d'urbanisation.

Il n'est pas possible de comprendre les transformations qui ont eu lieu dans ces espaces vides si ce n'est à la lumière des processus de valorisation du sol urbain qui se sont produits dans les zones environnantes à la vieille ville de Chalco : les lotissements effectués autour du vieux Chalco n'ont pas tardé à se produire dans une partie de cette bande de territoires vides. Ainsi, au bout de quelques années, les processus de valorisation du sol et d'urbanisation autour de la vieille ville ont commencé à affaiblir les possibilités de maintenir cette bande de territoires vides et neutres qui s'étendaient entre les deux Chalco, même si cette démarcation était très précieuse pour les anciens habitants qui y voyaient une barrière qui différenciait et protégeait leur identité traditionnelle, alors qu'elle était insignifiante pour les habitants de la vallée de Chalco. On comprend ainsi que cette bande de territoires vides n'a pu avoir qu'une durée éphémère, elle a subsisté plus ou moins tout au long de la décennie des années 1980.

Le résultat de ces processus dynamiques d'urbanisation a été l'extension de la vieille ville de Chalco vers l'ouest, c'est-à-dire vers la vallée de Chalco. Le résultat de cette colonisation des terrains agricoles a été un ensemble de nouveaux quartiers, comme Jacalones, Covadonga, Culturas de México et Jardines de Chalco, tous situés à l'ouest de l'ancienne ville de Chalco. Mais ces nouveaux quartiers ne sont pas la seule zone de croissance de la ville qui s'est aussi étirée vers le nord, avec la création des quartiers Agrarista, Nuevo San Isidro, San Miguel, Nuevo San Antonio et Emiliano Zapata. Ainsi, pendant les années 1990 – avec la création de ces nouveaux quartiers – la bande de terres vides qui séparait les deux Chalco s'est progressivement réduite, puisque ces quartiers y sont apparus ; c'était le seul endroit possible pour l'extension de la ville.

Afin de préserver une partie de cette étendue vide face à l'expansion des lotissements, un secteur de cette zone a été déclaré parc métropolitain en 1993<sup>13</sup>. Paradoxalement, ce sont ces nouveaux quartiers situés en partie dans la bande entre les deux Chalco (et voisines du parc métropolitain) qui enregistrent durant les dernières années la croissance démographique la plus accélérée de toute la commune. Dans le parc métropolitain il existe un lotissement illégal appelé « 21 de Marzo », même si toute construction était réglementairement interdite dans cette zone de parc. C'est bien sûr un cas ponctuel et réduit en extension, mais qui

illustre bien la dynamique d'urbanisation dans cette bande vide ; on peut aussi mentionner que dans un de ces nouveaux quartiers, « Culturas de México », a eu lieu en 1995 une invasion de cinq parcelles, sur lesquelles cinquante logements ont été construits. Bien qu'il s'agisse de cas isolés, il est important de les signaler puisque d'une certaine manière, ils rompent avec la dynamique d'occupation urbaine qui semblait se faire exclusivement par des lotissements d'*ejidos* et des ventes illégales de parcelles, processus qui porte en lui une rationalité spéculative consacrée à fractionner et vendre des terrains dont on ne possède pas la propriété. Les processus de lotissement et d'occupation de terrains effectués à travers des invasions supposent certains niveaux d'organisation collective, qui sont habituellement absents quand il s'agit de lotissements illégaux et de ventes spéculatives, dans lesquelles prédominent plutôt les initiatives individuelles développées dans le cadre de logiques de marché<sup>14</sup>.

De cette façon, les invasions – bien que minimales – sont venues ajouter de l'hétérogénéité au processus d'expansion urbaine du vieux Chalco ainsi qu'à la vie urbaine locale qui s'y développait. Toutefois les deux cas d'invasion dans le parc métropolitain et en bordure du quartier Culturas de México montrent aussi la pression exercée sur les terrains vides qui subsistent au milieu du tissu urbain.

De ce fait, ce couloir de terrains vides qui jusqu'à la fin des années 1980 avait maintenu Chalco de Díaz Covarrubias hors du territoire métropolitain continu, est devenu de plus en plus fragile et ténu. Par conséquent, à l'heure actuelle il est devenu difficile d'affirmer que le vieux Chalco ne fait pas partie de l'espace métropolitain de Mexico.

Pour cette raison, le chef-lieu municipal avec ses nouveaux quartiers est un cas de plus d'un ancien noyau urbain progressivement rattrapé par l'expansion constante de la métropole. Cependant, au début des années 1990 ce processus n'était pas achevé puisque subsistait encore une partie de ce vide entre les deux Chalco. En 1994, quand la vallée de Chalco a été séparée du vieux Chalco pour devenir légalement une commune indépendante, le territoire vide qui les différenciait était déjà entré ainsi dans un franc processus de recul du fait de son urbanisation.

Cela suppose aussi que le vieux Chalco agglutine de nouveaux quartiers et accueille de nouveaux pauvres urbains, avec un profil assez semblable à ceux de la vallée de Chalco ; l'ancienne ville abandonne ainsi sa condition exclusive de *locus* d'habitants traditionnels et enracinés au lieu, comme cela pouvait se voir précédemment. En synthèse, quand les deux Chalco intégraient la même commune, ce territoire vide rappelait et soulignait les différences que des délimitations politiques et administratives n'enregistraient pas encore.

Alors que vers le milieu des années 1990, on voit surgir deux institutions municipales indépendantes, et que le tissu urbain des deux municipalités est pratiquement continu, la limite municipale prend le caractère de la majorité des limites entre les sous-espaces métropolitains : des lignes imperceptibles dans la trame urbaine. Autrement dit, quand les deux histoires ont été délimitées comme deux

juridictions politiques administratives, la bande de terre vide au milieu ne s'est plus avérée nécessaire.

Cette zone qui dans les années 1980 était encore un couloir vide qui séparait les deux villes, est aujourd'hui une étendue qui prend la forme d'un axe intégré par des quartiers récents qui partirait de l'ancien quartier Casco de San Juan, dans la vieille ville, et s'étendrait vers le sud-ouest, vers la vallée de Chalco. Actuellement, cet ensemble de quartiers a une dynamique démographique très accélérée par rapport au reste de la municipalité. Dans cet axe, on trouve des zones comme le quartier Covadonga<sup>15</sup>, où le taux de croissance de la population entre 1990 et 1995 a atteint plus de 37 %. Ce processus de densification accélérée de l'ancienne zone vide et de transition, impose maintenant de considérer que la métropole inclut bien la vieille ville de Chalco en continuité avec la vallée. Le dynamisme de cette croissance démographique est tel que la continuité spatiale entre la vallée de Chalco et le vieux Chalco est pleinement assurée et irréversible. Cependant, ce processus n'efface pas les différences qui distancient les deux Chalco dans d'autres sphères – l'histoire de leurs habitants, leurs trajectoires résidentielles et leurs modes de vie.

Quant à la vieille ville et ses quartiers périphériques, il faut aussi indiquer que vers le sud-ouest, près de la route Mexico-Cuautla, s'est créé un parc industriel, dans lequel se sont déjà installées quelques industries. Entre 1997 et 1999 on a vu se construire sept industries, sûrement attirées par des coûts de localisation moindres que dans d'autres zones industrielles traditionnelles de Mexico, mais aussi par la disponibilité d'un grand bassin de main-d'œuvre à bon marché. Cette localisation industrielle pourrait faire du vieux Chalco une commune métropolitaine classique avec un certain niveau d'activité industrielle ; profil auquel ne pourra pas aspirer la nouvelle commune de vallée de Chalco-Solidarité, sans vocation industrielle malgré son demi-million d'habitants. Actuellement, malgré le fait qu'il n'y a pas de rupture ou de vide important quant au tissu urbain entre les deux communes, on assiste à la construction de profils municipaux de plus en plus différenciés entre eux.

### **Le territoire des anciens villages de Chalco**

Un second type de territoire de la commune de Chalco est formé par les villages proches de la ville centrale, distribués selon deux axes. Le premier regroupe les villages de l'est, avec du nord au sud, San Marcos Huixtoco, San Lucas Amalinalco, San Gregorio Cuautzingo, la Candelaria Tlapala, San Martín Cuautlalpan, Santa María Huexoculco et San Mateo Tezoquipan Miraflores. Cette chaîne de villages est reliée au District fédéral à travers l'autoroute Mexico-Puebla et vers le sud-est elle peut se relier à Amecameca et Ozumba.

Le second groupe de villages s'étend au sud-est de la vieille ville : San Juan et San Pedro Tezompa, San Pablo Atlazalpan, Santa Catarina Ayotzingo, San Martín Xico Nuevo, San Lorenzo Chimalpa et San Mateo Huitzilzingo<sup>16</sup>. Ces villages sont davantage liés au District fédéral, selon une connexion établie par les routes à

Mixquic et à San Nicolás Tetelco. Ce lien repose non seulement sur certains services et sur des activités commerciales, mais est aussi fonction des marchés du travail. Dans ces villages, les jeunes générations qui s'insèrent dans le monde du travail le font essentiellement dans les activités tertiaires de la métropole, tandis que les générations précédentes continuent à travailler sur les terres agricoles environnantes. De ce fait, les plus jeunes habitants commencent à transformer ces villages en « zone dortoir », même si ce processus n'est pas très diffus ou dominant. On y voit pourtant l'ébauche encore très faible d'une nouvelle condition d'urbanisation et de vie urbaine, qui coexiste avec les formes plus traditionnelles de la vie rurale, beaucoup plus étendues. Son importance ne réside donc pas dans la proportion de la population dont elle rend compte, mais simplement dans son surgissement, qui n'était même pas ébauché il y a quelques années.

TABLEAU 2: POPULATION EN 1990, 1995 ET 1997 DES LOCALITÉS DE LA MUNICIPALITÉ DE CHALCO

	Population de 15 ans et plus en 1990	Population de 15 ans et plus en 1995	Population totale 1990	Population totale 1995	Population totale 1997 (estimation)
<b>Au sud-ouest de la ville de Chalco</b>					
San Juan et San Pedro Tezompa	2 732	4 308	4 473	6 788	8 854
San Mateo Huitzilzingo	4 129	5 607	6 998	8 799	14384
San Pablo Atlazalpan	3 588	4 718	5 834	7 303	10266
Santa Catarina Ayotzingo	3 268	4 343	5 380	6 867	10157
<b>À l'est de la ville de Chalco</b>					
San Marcos Huixtoco	2 097	2 637	3 463	4 223	6 294
San Lucas Amalinalco	s/datos	1 623	s/datos <sup>17</sup>	2 606	3 268
San Gregorio Cuautzingo	3 021	3 825	4 956	5 911	7 407
La Candelaria Tlapala	s/datos	1 716	s/datos	2 561	3 273
San Martín Cuautlalpan	4 388	5 941	7 543	9 578	11825
Santa María Huexoculco	3 802	5 157	6 601	8 533	10568
San Mateo Tezoquipan	3 865	4 796	6 086	7 185	9 281
<b>Ensemble des villages</b>	30890	44671	51334	70354	95577
<b>La ville de Chalco (vieille ville)</b>					
Chalco de Díaz Covarrubias	27988	56027 (47 945) <sup>18</sup>	58334	96680 (92 680) <sup>19</sup>	121 126
<b>Total municipalité</b>			108 829	175 521	216 703

Source : Données établies à partir du *XI Censo general de población y vivienda de 1990*, du *Conteo de población y vivienda de 1995* et du *Plan de Desarrollo Municipal 1997-2000*.

À ce qui précède, il faut ajouter un autre phénomène significatif : malgré la condition de petits villages articulés au monde rural qui les entoure, ils ne sont pas restés hors des dynamiques territoriales d'urbanisation de la vieille ville de Chalco. En 1997, on a pu voir apparaître les premiers lotissements de terrains agricoles qui ont incorporé ces terrains à l'utilisation résidentielle. De ce fait, la trajectoire de la région au cours des trente dernières années démontre bien qu'à la fin des années 1970 les lotissements ont émergé dans la vallée de Chalco, puis autour de la vieille ville de Chalco dans les années 1980, et à la fin des années 1990, autour des autres localités de la commune, encore fortement liées aux activités rurales.

En même temps que l'on voit apparaître de nouveaux lotissements, on observe aussi des taux de croissance élevés de la population de ces localités, bien que ces villages ne passent que progressivement au niveau de petites villes avec des populations qui en 1995 oscillaient entre 2 500 et 9 000 habitants (Tableau 2)<sup>20</sup>. Pour le moment, il s'agit seulement de quelques lotissements de terres agricoles bien qu'ils préfigurent une nouvelle dynamique d'expansion urbaine pour les prochaines années. En ce sens, le taux de croissance de la population le plus élevé, pour la période 1990-1995, est celui de San Juan et San Pedro Tezompa (9,53 % par an), ce qui représente un taux de croissance plus élevé que l'ensemble des villages de la délégation de Milpa Alta, une des localités les plus proches du District fédéral. De son côté, San Mateo Huitzilzingo, proche du village précédent, connaît un taux de croissance de 4,68 % – 6,31 % si l'on ne prend en compte que la population de plus de 14 ans. Dans le groupe de villages situés à l'est de la ville de Chalco, on retrouve Santa María Huexoculco, où la population totale croît à raison de 5,26 % par an entre 1990 et 1995 – 6,28 % pour la population de plus de 14 ans (Tableau 3). Tous ces taux de croissance peuvent être considérés comme assez élevés, même s'ils n'atteignent pas ceux de la vieille ville et de ses quartiers périphériques, où ils s'élèvent à 14,09 % pour l'ensemble de la population – 14,89 % pour la population de plus de 14 ans (Tableau 3). Cependant, si on prend en compte les estimations municipales pour 1997, la population de ces localités croît à un rythme plus accéléré entre 1995 et 1997, selon des taux oscillant entre 11 et 28 % (Tableau 3). Une autre question significative est que dans toutes ces petites localités, les taux de croissance s'avèrent plus élevés quand on prend en compte la population de plus de 14 ans, et non l'ensemble de la population. Cela montre indirectement que ces petites localités croissent essentiellement par l'immigration.

Tout paraît indiquer que dans les localités de la seconde couronne, l'expansion urbaine avance en suivant les petits lotissements d'*ejidos* qui suivent les axes des voies de communication. Cela est bien différent de ce qui a eu lieu dans d'autres zones (comme la vallée de Chalco à son époque de forte croissance), où on pouvait distinguer un front d'urbanisation par les lotissements, qui même s'il commence le long d'une voirie importante, a plutôt la forme d'un front étendu. Dans le groupe de localités situées à l'est de la commune de Chalco, le front d'urbanisation suit vraisemblablement un modèle plus proche de celui des lotissements – éten-

TABLEAU 3 : TAUX DE CROISSANCE MOYENNE ANNUELLE DE LA POPULATION DES LOCALITÉS ET DU CHEF-LIEU DE CHALCO POUR LES PÉRIODES 1990-1995 ET 1995-1997

Localités	Taux moyen de croissance annuelle de la population des plus de 15 ans, 1990-1995 <sup>21</sup> (%)	Taux moyen de croissance annuelle de la population totale 1990-1995 <sup>22</sup> (%)	Taux moyen de croissance annuelle de la population totale 1995-1997 <sup>23</sup> (%)
<b>Au sud-ouest de la ville de Chalco</b>			
San Juan et San Pedro Tezompa	9,54	9,54	14,21
San Mateo Huitzilzingo	6,31	4,69	27,86
San Pablo Atlazalpan	5,63	4,59	18,56
Santa Catarina Ayotzingo	5,85	5	21,62
<b>À l'est de la ville de Chalco</b>			
San Marcos Huixtoco	4,69	4,05	22,08
San Lucas Amalinalco	–	–	11,98
San Gregorio Cuautzingo	4,83	3,59	11,94
La Candelaria Tlapala	–	–	13,04
San Martín Cuautlalpan	6,25	4,89	11,11
Santa María Huexoculco	6,29	5,27	11,28
San Mateo Tezoquipan	4,41	3,37	13,65
<b>La ville de Chalco (vieille ville)</b>			
Chalco de Díaz Covarrubias	14,89	14,09	11,76

Source : Données établies à partir du *XI Censo general de población y vivienda de 1990*, du *Conteo de población y vivienda de 1995* et du *Plan de Desarrollo Municipal 1997-2000*.

due propre de la première étape de l'urbanisation –, en partant de San Marcos Huixtoco pour continuer vers San Gregorio avec ses deux nouveaux quartiers intégrés au nord et au sud : San Lucas et la Candelaria. La seconde ligne de cette avancée comprend San Martín, Santa María et San Mateo Tezoquipan, mais il faut avoir présent à l'esprit que cette seconde avancée rencontrera des limites à son expansion vers l'est du fait de la topographie de la zone, qui s'élève dans cette direction.

Le cas de San Marcos Huixtoco mérite quelques commentaires particuliers. Bien que nous l'ayons englobé dans l'ensemble des villages situés à l'est de la tête municipale, il est nécessaire d'indiquer qu'il est très lié fonctionnellement à la commune voisine d'Ixtapaluca de par leur proximité physique. En outre, sa localisation sur l'autoroute Mexico-Puebla lui confère de meilleures conditions d'accès que celles dont jouissent les autres villages. Finalement, il faut bien voir que dans

la commune d'Ixtapaluca on a fait la promotion, autorisé et entamé la construction d'un ensemble urbain appelé Cuatro Vientos, à proximité de San Marcos Huixtoco, où l'on construit plus de 14 000 logements. De même aux alentours de cette localité, on trouve en processus de construction un autre ensemble de plus de 10 000 logements à San Buenaventura. Dans l'ensemble des localités de la commune de Chalco, San Marcos Huixtoco présentait le taux de croissance de la population le plus bas durant la période 1990-1995 (4,69 % pour la population de plus de 14 ans). Toutefois, durant les prochaines années cette croissance sera probablement très influencée par les effets qu'auront ces ensembles de logements énormes, ce qui est sans doute déjà visible dans le rythme de croissance de sa population, qui s'est élevée à 22 % entre 1995 et 1997, selon les estimations de population du Plan de développement municipal 1997-2000 (Tableau 3). À San Marcos Huixtoco, les terres *ejidales* ont été intégrées au programme officiel appelé « Procede » qui permet régulariser puis de privatiser les terrains des *ejidos*. Dans cette zone, des lotissements illégaux d'*ejidos* sont aussi apparus, bien qu'on n'y construise pas encore de logements. De toute évidence, la présence de grands ensembles de logements pour des secteurs de population aux revenus relativement bas et pour des secteurs populaires dans le voisinage de la commune d'Ixtapaluca, apportera davantage d'hétérogénéité dans le processus d'expansion urbaine autour de Chalco.

### Le territoire rural de Chalco

Le reste du territoire municipal est formé de terrains agricoles, bien qu'il ne s'agisse pas d'un monde rural où le temps se serait arrêté. Le territoire rural de Chalco se trouve dans une sorte d'attente spéculative, où tout est fragile, et où la vocation rurale de la terre peut changer rapidement. Dans l'est de la commune prédominent les terrains agricoles de propriété privée, tandis que dans le sud coexistent les terrains privés et les parcelles des *ejidos*, mais tous ont de fortes chances d'être lotis à moyen ou long terme.

Les terres agricoles privées – ce que l'on appelle les *ranchos* (ranchs) – disposent en général de puits d'eau pour l'irrigation, ce qui leur permet d'obtenir de plus grands rendements agricoles que dans les terres des *ejidos*, ainsi que la possibilité de diversifier les cultures. Toutefois, même dans le cas des *ranchos* qui disposent d'eau, c'est-à-dire dans le cas des grands propriétaires de terres productives, on entame des lotissements. Ainsi, au sud de la ville de Chalco, on a vendu et loti le ranch Vilde, dans lequel on projette de construire 5 000 logements d'intérêt social, ce qui montre que même avec des conditions très favorables pour la production agricole, la transformation des terres agricoles en terrains constructibles est très attrayante du fait de la rentabilité immédiate de l'opération.

Par rapport aux tendances générales au lotissement illégal qui ont lieu dans la commune, deux logiques différenciées semblent coexister, et elles auront probablement des répercussions assez différentes sur l'avenir urbain de la commune. D'une part, on peut distinguer la logique des promoteurs clandestins plus ou moins experts dans ces

procédures, logique qui a dominé au nord et nord-est du chef-lieu de la municipalité, et en général dans les nouveaux quartiers apparus autour de la ville de Chalco. Dans cette logique, ces acteurs sociaux non seulement lotissent et vendent les parcelles, mais élaborent aussi des « plans partiels et informels » (des plans d'occupation du sol, genre POS) au moyen desquels ils arrivent à certains « accords », eux aussi informels bien sûr, avec les autorités et ce, y compris préalablement au lotissement.

Dans ces plans on établit généralement un schéma urbain, on y prévoit les voiries, des terrains en réserve pour des usages récréatifs et pour les équipements. De cette façon, dans les ventes les promoteurs manient implicitement l'idée que ces nouveaux quartiers ont de fortes chances d'accéder aux infrastructures de base dans un avenir relativement proche mais aussi à la régularisation de la propriété de la terre<sup>24</sup>. Cette logique est assez semblable à celle qui en son temps a été mise en place pour les nouveaux lotissements dans la vallée de Chalco.

L'autre logique de fractionnement qui opère dans la commune de Chalco est celle des propriétaires paysans (*ejidatarios*) et des petits propriétaires privés qui décident individuellement de lotir et de vendre des terres agricoles. Cette seconde logique est développée plutôt dans le sud de la commune. Un de ses traits caractéristiques est qu'on n'élabore aucun type de plan de conception urbaine, les parcelles sont de plus petites dimensions et plus hétérogènes entre elles quant à la taille. Les initiatives de lotissement d'un *ejidatario* ne sont pas articulées avec celles des autres *ejidatarios* voisins, même si les terrains à lotir sont limitrophes ; ainsi, on superpose facilement les limites des propriétés et on ne réserve pas les espaces nécessaires pour les voiries et moins encore pour les autres usages collectifs, dont les équipements. Il s'agit d'initiatives spéculatives individuelles à petite échelle, qui rencontreront probablement à terme – quand l'occupation des terrains sera en cours et les logements commenceront à se construire – de grandes difficultés pour accéder aux équipements et à la régularisation de la propriété.

Les parcelles vendues dans la première logique ont des prix plus élevés que ceux qui correspondent à la seconde logique. Il est vraisemblable que les lotissements qui répondent à la première logique arriveront à produire des quartiers plus ou moins semblables à ceux de la vallée de Chalco ou aux quartiers proches de la vieille ville, même s'ils sont de moindres dimensions. À l'inverse, les lotissements qui entrent dans la seconde logique produiront probablement une expansion urbaine où les conditions de pauvreté et le manque d'infrastructures seront pires que ceux de la vallée de Chalco.

En synthèse, bien qu'il existe encore des zones agricoles étendues dans l'ensemble de la commune, les pressions visant à la création de lotissements pour un usage urbain sont très fortes ; elles prennent plusieurs modalités, en fonction des futurs occupants qui vont conformer une mosaïque de la pauvreté urbaine. Comme l'a bien indiqué Mayté Banzo, « l'espace agricole est alors inséré dans le tissu urbain mégalopolitain dont il subit la pression [...]. Les terres agricoles se transforment alors en espaces urbains « non construits », c'est-à-dire en espaces « en attente d'urbanisation ».

## NOTES FINALES

En conclusion aux remarques faites plus haut, nous pouvons affirmer que le processus d'expansion urbaine de Chalco est de plus en plus diversifié. Au début des années 1990 et une fois la vallée de Chalco scindée de la municipalité de Chalco, le panorama pouvait se caractériser par la présence de l'ancien noyau urbain de Chalco, progressivement annexé à l'aire métropolitaine de Mexico par le lotissement des zones voisines immédiates, avec l'hybridation culturelle conséquente et celle des modes de vie, ainsi que par la coexistence d'un environnement rural comportant quelques petites localités dispersées.

À la fin des années 1990, une décennie plus tard, la configuration territoriale est plus complexe du fait de l'apparition de nouveaux phénomènes : au schéma précédent il faut ajouter les cas isolés d'invasions et d'occupation de secteurs réservés dans des zones plus ou moins proches de la vieille ville de Chalco, mais aussi l'arrivée en force des lotissements sur des terres productives de propriété privée avec la construction conséquente de grands ensembles de logements destinés aux secteurs populaires à ne pas confondre toutefois avec les secteurs de forte pauvreté (comme ceux de la vallée de Chalco).

Ce schéma serait incomplet sans la mention des lotissements illégaux d'*ejidos* tacitement autorisés par les autorités locales (avec un modèle plus ou moins semblable à celui de la vallée de Chalco d'il y a plus d'une décennie) ainsi que les lotissements illégaux d'*ejidos* absolument spéculatifs qui progressent le long des voies de communication, sans même tenir compte de la circulation de la population locale à venir. Ces derniers lotissements sont les seuls, du fait de leurs prix, capables d'accueillir la demande des plus pauvres. Enfin, le tableau de la configuration territoriale actuelle de Chalco est complet si on y ajoute le territoire agricole, où on assiste à une limitation volontaire des investissements comme stratégie d'attente spéculative d'un prochain changement d'usage des sols.

Ceci nous montre que la vieille commune de Chalco est loin d'être un territoire immobile, et qu'elle n'est pas seulement soumise aux logiques de lotissements que nous avons décrits par ailleurs et qui ont produit le territoire de la vallée de Chalco. C'est un territoire soumis à des pressions différentes et à des stratégies d'acteurs divers, qui en font peu à peu un espace complexe à croissance rapide, qui fait partie intégrale de Mexico.

Nous pouvons maintenant revenir à notre affirmation de départ : il y a bien une diversité des stratégies, des façons de résoudre les demandes de logement et d'insertion urbaine des populations pauvres. Celles-ci ne sont pas seulement les pauvres entre les pauvres, mais aussi des secteurs sociaux à bas revenus, capables cependant de payer des traites régulières pour accéder à la propriété périphérique. Il y aura donc, forcément, des modes de vie distincts, liés à des formes d'habitats différentes entre ces populations.

D'autre part, il y a aussi cet espace complexe, morcelé, en patchwork ou, pour utiliser un terme qui a été mis à la mode par Veltz, en « archipel ». Il s'agit

encore pour le moment d'îles dans la grande mer du territoire métropolitain, îles situées aux frontières de celui-ci mais qui finiront par s'intégrer tôt ou tard à la fameuse « tache » urbaine et qui en deviendront des espace singuliers.

Cette croissance périphérique morcelée, en forme d'archipel, est peut-être le signe des nouvelles conditions de la croissance urbaine, mais aussi, à une autre échelle et dans un contexte analytique majeur, le reflet des changements en cours dans le pays et dans la métropole en particulier, qui comptent aussi avec des îles de grande prospérité, tels les quartiers de Santa Fé, où se dessine la nouvelle donne des espaces des secteurs prospères du Mexique.

C'est dans cette ligne de l'étude de la diversité, de l'hybridation, de la création d'archipels riches et pauvres, avec leurs différences et similitudes que devraient s'orienter les études urbaines dans les prochaines années. Plusieurs travaux récents y contribuent déjà (Aguilar et Bassols, 2001 ; García Canclini, 1995). La compréhension des métropoles n'en sera que plus riche.

### Notes

- 1 Le terme de « conurbation » est alors entré dans le vocabulaire des urbanistes à cette époque.
- 2 Source : INEGI, *Censo nacional de población y vivienda de 2000*.
- 3 Source : INEGI, *Censo nacional de población y vivienda de 2000*.
- 4 Selon les estimations de Camposortega, Sergio (1992).
- 5 Selon Garza, Gustavo (2000).
- 6 Nous reprenons ici les municipalités conurbées reconnues par Garza (2000), mais avec les données définitives du recensement, alors que Garza utilise des chiffres préliminaires.
- 7 Il faut bien prendre en compte qu'au Mexique, les municipalités sont généralement formées d'un noyau urbain avec des terrains ruraux aux alentours (terres agricoles, bois, etc.). C'est le cas de Chalco qui était formé par la ville de Chalco (la « vieille ville » comme on la nommera plus tard), plusieurs villages et les terrains agricoles dont dépend en bonne mesure la population des villages.
- 8 L'*ejido* est une forme de propriété paysanne collective qui a été conçue après la Révolution mexicaine de 1910, et qui cherche à reproduire la propriété indienne traditionnelle. L'*ejido* est un ensemble de terrains agricoles et un centre de peuplement, qui sont donnés par le gouvernement aux paysans ; ces terres ne peuvent être ni vendues ni louées et se transmettent par héritage.
- 9 Ces phénomènes sont liés à la perte de productivité des terrains agricoles et à leur salinisation, par affleurement de sel du fond du lac de Chalco sur lesquels se localisent ces terrains (Huerta, 2000 : 65-86 ; Tortolero, 2000 : 113-132).
- 10 Nous n'analyserons pas le cas des lotissements dans la vallée de Chalco, voir à ce sujet nos publications antérieures.
- 11 Il faut signaler que Nezahuatcōyotl est une commune de l'État de Mexico conurbée à la capitale mexicaine depuis les années 1960, et qui compte plus d'un million d'habitants actuellement. Iztapalapa est une délégation du District fédéral située, elle aussi, à l'est de la ville.
- 12 L'aire métropolitaine de Mexico n'est pas une définition officielle en soi, mais plutôt une délimitation admise dans les recherches. Elle comprenait les seize délégations du District fédéral et vingt-sept municipalités voisines de l'État de Mexico en 1990, cette délimitation ayant été portée par Gustavo Garza à quarante et une municipalités (Garza, 2000).

- 13 Le plan de développement de la ville stratégique de Chalco qui date de 1993, proposait un parc métropolitain qui permettait seulement les usages agricole, agroindustriel, culturel et récréatif des terrains en excluant tout usage d'habitat.
- 14 Contrairement à ce que l'on croit, depuis les années 1970 les invasions de terrains sont rares au Mexique, et ce sont donc les lotissements illégaux qui se sont imposés, ou bien encore des ventes de terrains permis par les paysans (*ejidatarios*) qui reçoivent une compensation financière des promoteurs illégaux.
- 15 Ces quartiers sont définis par les recensements mexicains, comme des AGEB, soit des aires de recensement (*census track* dans le système américain). Une AGEB couvre généralement entre 25 et 50 îlots, et les recensements de population donnent des résultats à cette échelle. Toutefois, le recensement de 2000 n'est encore disponible qu'au niveau des municipalités, nous utilisons donc les résultats du comptage de population de 1995, et des estimations de 1997.
- 16 Pour l'INEGI (Institut national des statistiques, géographie et informatique), San Martín Xico Nuevo, San Lorenzo Chimalpa y San Mateo Huitzilzingo ne forment qu'une seule localité sous la dénomination de San Mateo Huitzilzingo.
- 17 Il n'y a pas d'information dans ces cas, car ces localités n'atteignaient pas 200 habitants en 1990.
- 18 Ce montant correspond à la population de plus de quinze ans à Chalco de Díaz Covarrubias sans prendre en compte les nouvelles unités statistiques ajoutées par la suite. La seule utilité de cette donnée est de permettre de calculer le taux de croissance de la vieille ville de 1990-1995 pour la référence spatiale de 1990. On peut ainsi prendre en compte la différence avec le processus de croissance qui comprend les nouveaux quartiers.
- 19 L'explication antérieure (cf. note précédente) s'applique aussi aux nouveaux quartiers.
- 20 La définition officielle de ville au Mexique selon les recensements se situe au seuil de 2 500 habitants.
- 21 Taux de croissance géométrique calculé à partir des données du tableau 2.
- 22 *Idem*.
- 23 *Idem*.
- 24 Quant au problème de la propriété de la terre, il faut prendre en compte que lorsqu'on lotit illégalement les terrains agricoles des *ejidos*, les parcelles urbaines qui sont mises en vente ne sont pas légales. Cela provoque un problème de droit conséquent, du fait que les acheteurs construisent dans ces parcelles des logements sans titre de propriété. De plus, cette illégalité dans la propriété s'inscrit aussi dans un processus de demande d'équipement que font les habitants. La ville s'étend donc hors du droit, ce qui ramène bien sûr à la question du politique. Ainsi, le passage à la propriété légale et formelle des acheteurs sur ces terrains finit par être le résultat de longues tractations bureaucratiques qui sont liées par ailleurs à toute une dimension de clientélisme politique.

### Bibliographie

- Aguilar, Miguel Ángel et Mario Bassols (coord.), 2001, *La Dimensión múltiple en las ciudades*, Mexico, UAM-Iztapalapa.
- Ayuntamiento de Chalco, 1999, *Plan de desarrollo municipal 1997-2000*, Chalco, Dirección general de desarrollo urbano.
- Azuela de la Cueva, Antonio, 1989, *La Ciudad, la propiedad privada y el derecho*, Mexico, El Colegio de México, p. 278.
- Azuela de la Cueva, Antonio, 1995, « Corporativismo y privatización en la regularización de la tenencia de la tierra », dans Hiernaux, Daniel et François Tomas (dir.), *Cambios económicos y periferia de las grandes ciudades. El caso de la ciudad de México*, Mexico, IFAL-UAM-X, p. 78-91.

- Banzo, Mayté, 2000, « Franja periurbana y proceso de urbanización : la formación de la megalópolis de México », dans Hiernaux, Daniel ; Alicia Lindón et Jaime Noyola (coord.), *La Construcción social de un territorio emergente : el Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio Mexiquense-Municipio Valle de Chalco Solidaridad, p. 135-166.
- Camposortega, Sergio, 1992, « Evolución y tendencias demográficas de la ZMCM », dans *La Zona metropolitana de la ciudad de México. Problemática actual y perspectivas demográficas y urbanas*, Mexico, CONAPO.
- CONAPO, 1992, *La Zona metropolitana de la ciudad de México. Problemática actual y perspectivas demográficas y urbanas*, Mexico, CONAPO, 288 p.
- Duhau, Emilio, 1995, « Urbanización popular y orden urbano », dans Hiernaux, Daniel et François Tomas (dir.), *Cambios económicos y periferia de las grandes ciudades. El caso de la ciudad de México*, Mexico, IFAL-UAM-X, p. 46-60.
- Duhau, Emilio, 1999, *La Urbanización popular*, Mexico, Ed. Porrúa.
- García Canclini, Néstor, 1995, *Consumidores y ciudadanos. Conflictos multiculturales de la globalización*, Mexico, Grijalbo.
- García Canclini, Néstor et al., 1996, *La Ciudad de los viajeros. Travesías e imaginarios urbanos : México 1940-2000*, Mexico, Grijalbo-UAM.
- Garza, Gustavo, 2000, *La Ciudad de México en el umbral del siglo XXI*, Mexico, El Colegio de México-Gobierno del Distrito Federal.
- Gobierno del Estado de México, 1998, *Plan de centro de población estratégico de Chalco de 1987*, Mexico, Secretaría de desarrollo urbano y obras públicas.
- Gobierno del Estado de México, 1994, *Plan de centro de población estratégico de Chalco de 1993*, Mexico, Secretaría de desarrollo urbano y obras públicas.
- Hiernaux, Daniel, 1995, *Nueva periferia, vieja metrópoli : el Valle de Chalco, Ciudad de México*, Mexico, UAM-X.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 1991, Chalco, su proceso de poblamiento, una aproximación sociodemográfica y económica, Toluca, COESPO-CONAPO.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 1997, « Las estrategias familiares y el acceso al suelo urbano. El Valle de Chalco », dans Antonio Azuela et François Tomas (dir.), *El Acceso de los pobres al suelo urbano*, Mexico, CEMCA-IISUNAM-Programa universitario de estudios sobre la ciudad, Paradigma.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 1998, « Proceso de ocupación del suelo. Mercado de tierra y agentes sociales. El Valle de Chalco, ciudad de México », dans Edith Jiménez (dir.), *Análisis del suelo urbano*, Instituto cultural de Aguascalientes, p. 225-278.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 2000, « Una aproximación a la construcción social del lugar en la periferia de la ciudad de México », dans *La Construcción social de un territorio emergente : el Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio Mexiquense-Ayuntamiento del Valle de Chalco-Solidaridad, p. 9-30.
- Hiernaux, Daniel et Alicia Lindón, 2001, « La configuración del territorio metropolitano, los modos de vida y las utopías urbanas », Guadalajara, XXIV encuentro nacional de la RNIU.
- Huerta, Rodolfo, 2000, « Agua, bosques y capitalismo: la región de Chalco, 1890-1940 », dans Hiernaux, Daniel ; Alicia Lindón et Jaime Noyola (coord.), *La Construcción social de un territorio emergente : el Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio Mexiquense-Municipio Valle de Chalco Solidaridad, p. 65-86.
- INEGI, 1995, *Conteo de población y vivienda, resultados definitivos*.
- INEGI, 1990, *Resultados definitivos XI Censo general de Población y vivienda*.
- Lindón, Alicia, 1996, « El Valle de Chalco : movilidad territorial, trabajo y familia », dans Hernández, Rosaura (coord.), *Valle de Chalco Solidaridad, Cuadernos Municipales*, Toluca, n° 4, El Colegio Mexiquense, p. 53-72.
- Lindón, Alicia, 1999, *De la trama de la cotidianidad a los modos de vida urbanos. El Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio de México-El Colegio Mexiquense, 488 p.
- Lindón, Alicia, 2002, « La construcción social del territorio y los modos de vida en la periferia metropolitana », *Territorios*, n° 7.
- Tortolero Villaseñor, Alejandro, 2000, « ¿ Revolución agrícola en el Valle de México ? El caso de Íñigo Noriega », dans Hiernaux, Daniel ; Alicia Lindón et Jaime Noyola (coord.), *La Construcción social de un territorio emergente : el Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio Mexiquense-Municipio Valle de Chalco Solidaridad, p. 113-132.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans cet article nous nous attacherons à démontrer une certaine polyphonie de la production de l'espace social de la ville au-delà de ce qui était la dernière frontière sud-est de la ville de Mexico vers 1980 : la vallée de Chalco. Pour ce faire, nous passerons en revue les diverses formes actuelles d'expansion de la ville autour de Chalco. Dans un premier temps nous présenterons le progrès de l'expansion métropolitaine de Mexico au cours des dernières décennies. Ensuite, nous proposerons quelques pistes quant aux tendances à la fragmentation du territoire métropolitain et à la « formation d'archipels » dans la périphérie pauvre. Finalement, nous analyserons en détail cette tendance à l'archipel aux frontières du sud-est de la ville, dans la municipalité de Chalco.

\*\*\*

*En este artículo se muestra la polifonía en la producción del espacio social de la ciudad en lo que ha sido la última frontera de la ciudad de México hacia el sudeste en los años 1980 : el valle de Chalco. A este efecto, revisamos las diversas formas de expansión metropolitana que se han dado en la zona en los últimos años. De esta manera, en la primera parte presentamos el avance de la expansión metropolitana de la ciudad*

*de México en las últimas décadas. Luego, planteamos algunas ideas acerca de las tendencias a la fragmentación del territorio metropolitano y la configuración de « archipiélagos » diferenciados en la periferia pobre. Por último, analizamos con detalle esa tendencia al archipiélago en la frontera de la periferia sudeste de la ciudad, en el municipio de Chalco.*

\*\*\*

Trough this paper, we want to demonstrate the polyphony of the production of urban social space, far over the last Southeast frontier of Mexico City around 1980 : the Chalco Valley. Therefore, we will overview the various forms of city growth actually taking place around Chalco. The first part of the paper deals with the evolution of Mexico's urban growth in the last decades. Then we will propose some ideas regarding the tendencies to the fragmentation of the metropolitan territory and to the formation of « archipelagos » in the low-income suburbs of the Mexican capital city. Finally, we will analyze in details this particular tendency to create an archipelago at the South east borders of Mexico City, an area with a intense dynamism of spatial growth during the last two decades : Chalco's municipality.

---

# PÉROU 2001 : VERS UNE DÉMOCRATIE SANS ADJECTIFS ?

LAURENCE CROT\*

## LA RONDE DES ADJECTIFS

**D**ÉMOCRATIE DÉLÉGATIVE, démocratie dirigée, démocratie façade, semi-démocratie, démocrature, fujimorisme, fujimontésinisme : quand il s'est agi de désigner les dix années de pouvoir du président Alberto Fujimori, les observateurs de la scène politique péruvienne n'ont jamais manqué d'inspiration. Cette explosion de qualificatifs traduit les difficultés rencontrées par tous ceux qui ont tenté de rendre compte de la progressive décomposition des institutions démocratiques péruviennes entre l'arrivée à la présidence d'Alberto Fujimori en juillet 1990 et l'annonce de sa démission le 16 septembre 2000. Fujimori lui-même, dans l'impossibilité de nier les éléments douteusement démocratiques de son régime, alors qu'il venait de promulguer une loi d'amnistie en faveur des militaires accusés de violation des droits de l'homme, qualifiait en 1995 son gouvernement de « démocratie *sui generis* ». Une année plus tard, magnanime, il le baptisait encore « démocratie imparfaite » (Izaguirre, 2000 : 133).

Il faut reconnaître que le Pérou ne détient pas l'exclusivité du concept de « démocratie avec adjectifs » (Collier et Levitsky, 1996 : 4). Au cours des dix dernières années, les chercheurs préoccupés du devenir démocratique des pays d'Amérique latine n'ont pas souffert de pénurie empirique : nombre de pays du continent ont présenté les symptômes de déliquescence démocratique dont le Pérou fut l'expression paradigmatique. Des auto-coups d'État (Pérou, Venezuela) aux coups d'État traditionnels (Équateur) la rupture démocratique a été consommée dans plusieurs pays du continent au cours de la dernière décennie. Jusqu'à la plus ancienne démocratie d'Amérique latine, celle de la Colombie, qui s'avère aussi aujourd'hui la plus dramatiquement menacée, déchirée par une guerre civile

\* London School of Economics

qui mine ses institutions de l'intérieur et totalise plus de 1 000 morts chaque année. Il semble que, dans plusieurs sociétés constitutives du Pacte Andin, la « troisième vague » de démocratisation soit tristement venue se briser sur le rivage de la corruption, de la guerre civile et de l'autoritarisme.

Ce qui s'est produit au Pérou, cependant, contraste avec l'habituelle violence des ruptures démocratiques auxquelles l'Amérique latine a été historiquement habituée. Loin de la soudaineté et de la brutalité des coups d'État traditionnels du sous-continent, le régime d'Alberto Fujimori s'est appliqué à saper de façon lente et insidieuse les fragiles fondations de l'État de droit péruvien, s'en prenant successivement aux trois piliers institutionnels qui sont les garants d'une société démocratique et de sa participation politique : l'organe législatif, les institutions électorales et les instances judiciaires. Alors que la propulsion au pouvoir de Fujimori a été souvent considérée, *a posteriori*, comme porteuse du germe de l'autoritarisme, une analyse plus contextuelle des élections de l'année 1990 prouve que le mandat accordé par la population péruvienne au candidat Fujimori était celui de l'extension des droits démocratiques et de la participation populaire. Des espoirs qui furent non seulement profondément déçus et bafoués, mais dont l'exécutif fit également large usage en tant qu'instruments de légitimation de ses assauts répétés contre les institutions démocratiques.

## LE MYSTÈRE DE L'ÉMERGENCE DU PHÉNOMÈNE FUJIMORI

On ne peut pas rendre compte du sort malheureux de la nouvelle démocratie péruvienne née de la Constitution de 1979, officiellement entrée en vigueur en 1980 avec le quinquennat de Fernando Belaunde Terry, et moribonde après dix années de *fujimorismo*, sans tout d'abord s'attacher à comprendre quelles furent les conditions de l'ascension à la présidence d'un candidat encore parfaitement inconnu quelques mois auparavant. Toutes les analyses de la victoire électorale d'Alberto Fujimori face au candidat de la droite institutionnelle Mario Vargas Llosa cherchent à élucider un même mystère : pourquoi la société péruvienne résolument en 1990 de propulser à la tête de son pays un candidat inconnu, sans crédit politique ni véritable formation partisane, et dont la rhétorique et le comportement public rappelaient dangereusement les accents populistes passés ? Plus encore, pourquoi cette même société, douze ans à peine après le retour de la démocratie, choisit-elle de plébisciter l'*autogolpe* (auto-coup) du 5 avril 1992 qui pourtant représentait la rupture du nouvel ordre démocratique à peine consolidé ? Les succès de la lutte contre le terrorisme et l'hyperinflation ont habituellement servi de principale justification de la popularité du régime fujimoriste. Mais au moment de l'*autogolpe*, le Sentier Lumineux n'avait pas encore été mis en déroute et le plan de stabilisation économique imposé par le gouvernement pour combattre l'inflation avait entraîné une nouvelle paupérisation de la population. Les succès pos-

térieurs de ces deux chevaux de bataille du fujimorisme ne permettent donc pas d'expliquer le plébiscite de la fermeture du Congrès en 1992, première d'une longue suite d'actions inconstitutionnelles et antidémocratiques.

Nombreux furent les éclairages proposés par les chercheurs. Il semble cependant que toutes les approches, bien qu'*a priori* distinctes, se rapportent à deux phénomènes intimement liés : le discrédit des institutions politiques traditionnelles et l'aspiration à de véritables institutions démocratiques. Si ces deux phénomènes trouvèrent leur expression publique dans l'élection d'Alberto Fujimori et le soutien populaire des débuts de son régime, ils n'en représentaient pas moins la cristallisation d'anciens déséquilibres du système politique péruvien.

### **Le discrédit des institutions politiques traditionnelles**

La culture politique péruvienne a été traditionnellement caractérisée par une structure patrimoniale des relations entre l'État et la société. Cette forme d'interaction s'enracine historiquement dans la tradition coloniale dont le mode de domination, fortement patrimonial et autoritaire, était accepté par consensus populaire passif, peut-être en raison de ce qu'un auteur a nommé le « droit de conquête » (Lynch 2000 : 55). Le fonctionnement de la relation patrimoniale entre l'État péruvien et la société est basé sur les mêmes prémisses que celui du rapport entre les élites et le peuple, dont la plus ancienne forme historique est l'hacienda dont « le patron, en même temps qu'il incarnait l'exploitation, se constituait en source d'aide et de protection, surtout en moments de crise » (Stein et Monge, 1988 : 14). Cet habitus colonial a continué de déterminer la politique péruvienne après l'indépendance, trouvant sa traduction dans les rapports de patronage et de clientélisme nourris par l'État oligarchique au XIX<sup>e</sup> siècle, et dans le caudillisme et le populisme du XX<sup>e</sup> siècle.

Or dans les années 1980, les gouvernements de Fernando Belaunde Terry (1980-1985) et d'Alan García Pérez (1985-1990) furent à la fois les acteurs et les témoins d'une révolution silencieuse : la rupture historique du « pacte patrimonial ». Ces deux gouvernements héritèrent de conditions conjoncturelles extrêmement difficiles, avec une tendance de l'économie négative depuis 1975 et une dette externe démesurée, mais également de problèmes structurels tels que la concentration du revenu, la centralisation du pouvoir économique et politique dans la province de Lima, la stagnation de l'agriculture et des économies provinciales, les taux de chômage meurtriers, le sous-développement des moyens de transport et de communication et l'inefficacité des services publics. Les politiques économiques menées par Belaunde et García se montrèrent d'une totale inefficacité devant l'ampleur de la crise qui s'intensifia dramatiquement au cours de la décennie. En 1988, le taux d'inflation atteignait 1 722 %, record battu l'année suivante avec 2 776 % ; le PIB reculait pendant les mêmes années de 9 et 12 % et, en 1990, le chômage et le sous-emploi réunis atteignaient un taux de 70 %. Face à la détérioration dramatique des conditions de vie de la majorité, et aux prises avec des finances étatiques exécrables, l'État se montra pour la première fois inca-

pable de remplir son rôle providentiel de protecteur du peuple. Par conséquent la population péruvienne de 1990, économiquement éreintée par plusieurs années de crise et d'hyperinflation et moralement exténuée par les horribles exactions de la subversion sendériste, avait perdu foi dans les institutions politiques traditionnelles. Des analystes observaient en 1988 : « Culturellement parlant, avec la perte de confiance de la base dans les élites et leurs institutions, on assiste à la rupture des relations patrimoniales qui constituèrent historiquement le ciment de la cohésion sociale au Pérou. [...] Avec la crise économique actuelle, les conditions de vie des grandes majorités nationales se sont détériorées au point que les mécanismes d'aide traditionnels semblent incapables d'y répondre même de façon minimale » (Stein et Monge, 1988 : 13). En réalité, à la fin de la décennie, le discrédit de la classe politique traditionnelle était tel que le haut commandement militaire élaborait en 1989 un projet double de réformes économiques néo-libérales et de dictature de longue durée, connu sous le nom de Plan Vert. Le seul aspect du Plan Vert non encore résolu était de savoir si cette dictature serait de nature civile ou militaire, décision ultime reposant sur les résultats de l'élection présidentielle. Seules la victoire de « l'indépendant » Fujimori et la déroute électorale des partis de gauche permirent d'éviter un coup d'État militaire.

C'est ainsi qu'en 1990, la majorité de la société péruvienne, désabusée et excédée par les revers de la vieille classe politique et de ses émissaires, choisit de la désavouer en votant pour un *outsider*. Libre de toute compromission partisane, Fujimori était entré dans la course électorale sous la bannière d'un parti nommé Changement 90, simple agrégat de relations d'affaires personnelles, et remarquable par son apolitisme. Selon une anecdote éclairante, à la veille des élections de 1990, lorsqu'un candidat de la gauche demandait à une commerçante pourquoi elle arborait un poster de Fujimori, elle lui offrait cette réponse significative : « Parce qu'il n'a encore rien fait » (Flindell Klaren 2000 : 403).

Certains observateurs ont distingué dans ce désaveu des institutions partisans en tant que vecteurs du projet politique, un retour des démons du passé que sont le caudillisme et le populisme, phénomènes caractérisés par une relation directe et quasi-osmotique entre le chef et son peuple. Dans ces deux modèles de domination, la base sociale délègue le pouvoir populaire à son leader et les mécanismes démocratiques de médiation et de représentation, partis en tête, ne constituent plus que des nuisances faisant obstacle à l'accomplissement de la volonté populaire. Mais ces modèles correspondent à des séquences historiques et des conditions sociales antérieures et différentes de celles du Pérou des années 1990. De plus, les caractéristiques personnelles traditionnellement attribuées aux leaders caudillistes et populistes – l'autorité charismatique du caudillo et la rhétorique anti-libérale et anti-impérialiste du populiste – font défaut à Alberto Fujimori.

Pour une interprétation plus actuelle et plus appropriée du « fujimorisme », il est intéressant de faire appel au concept de démocratie délégative de Guillermo O'Donnell. Selon O'Donnell, « typiquement, les candidats présidentiels victorieux dans les démocraties délégatives se présentent comme l'État au-dessus de tout ;

c'est-à-dire, au-dessus des partis politiques et des intérêts organisés. [...] L'idée de l'obligation de rendre des comptes (*accountability*) à ces institutions, ou à d'autres organisations privées ou semi-privées, apparaît comme un obstacle inutile à la pleine autorité dont le président a reçu la délégation » (O'Donnell 1997 : 228). La thèse « déléguatiste » se traduit parfaitement par cette déclaration de Fujimori, à un moment où sa cote d'amour populaire atteignait son maximum : « [les partis] ont été pratiquement rayés de la carte. [...] Ils perdent de leur validité parce qu'ils ne sont pas un mécanisme efficace entre la citoyenneté et l'État, ils créent une barrière ». Et d'ajouter à une nouvelle occasion : « L'État c'est moi » (Reyna Izaguirre 2000 : 134). Pour preuve de cette dévalorisation du parti en tant que mécanisme de médiation politique, entre 1990 et 2000, Fujimori créa quatre partis différents qu'il utilisa comme de simples vecteurs en période de campagne électorale, pour les démanteler aussitôt les élections terminées. Confirmant leur incongruité dans la relation entre Fujimori et son électorat, ces formations volatiles n'ont jamais égalé les victoires électorales de leur chef de file, obligeant ce dernier à négocier des alliances pour s'assurer une représentation majoritaire au Congrès.

De plus, associé à la « désinstitutionnalisation » de la politique partisane, le retour dans les années 1990 de l'identification anthropomorphe entre la société péruvienne et des figures politiques individuelles a donné naissance au phénomène de la « politique des indépendants ». Ces nouvelles figures politiques, obligées de passer par l'intermédiaire d'une structure politique minimale pour véhiculer leurs ambitions et enregistrer leur candidature auprès des autorités électorales, mais dépourvues d'une ligne idéologique leur permettant de se positionner sur l'hémicycle politique, ont flanqué leurs partis de labels faisant appel à des allégeances régionales (Cusco Éternelle, L'Union pour Puno, Nous sommes Huancayo), ou nationales : Nous sommes le Pérou, Pérou maintenant, Pérou possible, Pérou 2000 (Levitsky 1999 : 87).

### **L'aspiration à de véritables institutions démocratiques**

Il arrive parfois qu'une société effectue « démocratiquement » des choix anti-démocratiques, comme ce fut par exemple le cas avec l'élection d'anciens leaders autoritaires au Guatemala et en Bolivie. Certains auteurs distinguent dans ce résultat paradoxal la conséquence d'un déficit démocratique au sein de la société civile : si la société civile souffre d'un déficit démocratique, au niveau de ses membres individuels comme de ses organisations, sa capacité d'agir démocratiquement s'en trouve grandement diminuée. C'est ce qu'exprime Alison Brysk lorsqu'elle écrit : « La démocratie ne nécessite pas juste plus de société civile, mais une meilleure société civile » (Brysk 2000 : 151). On a ainsi parfois suggéré que l'élection d'Alberto Fujimori et le soutien populaire des premières années de son régime résultaient d'un déficit démocratique dans les mentalités et les comportements politiques des majorités populaires. En d'autres termes, le gouvernement d'Alberto Fujimori aurait constitué en quelque sorte le reflet des structures autoritaires régissant l'habitus et les catégories de pensée de son électorat. Un défenseur de cette

approche conclut que, « de façon générale, les principaux caractères des processus politiques au sein de la base sociale péruvienne oscillent de façon incohérente et ambiguë entre la démocratie et l'autoritarisme, et les procédures démocratiques ne sont ni clairement ni solidement institutionnalisées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dudit milieu. [...] De cette façon, les secteurs populaires considèrent l'idée de la participation politique depuis une perspective utilitaire et n'ont pas assimilé la participation démocratique en tant que valeur propre » (Murakami 2000 : 165).

Sans contester l'utilité d'une réflexion sur la place de la démocratie dans la culture politique de la société péruvienne, il ne faut cependant pas se laisser prendre au piège des explications *a posteriori*. Au moment de l'élection d'Alberto Fujimori, rien ne laissait présumer que ce dernier représentait une option « moins démocratique » que son principal concurrent Mario Vargas Llosa ou que n'importe lequel des autres candidats à l'élection présidentielle. Et au moment de l'autocoup d'avril 1992, la situation extraordinaire dans laquelle se trouvait le pays, en pleine lutte contre la crise économique et le cauchemar du terrorisme, paraissait justifier de fait toute action visant à réduire l'un ou l'autre de ces deux fléaux, fut-ce en violation ouverte des règles du jeu démocratique. La réaction de la communauté internationale vis-à-vis de l'*autogolpe*, allant de l'acquiescement muet à l'approbation enthousiaste, témoigne d'ailleurs du bénéfice d'exception accordé à cette époque au gouvernement de Fujimori.

Contrairement au choix antidémocratique d'une société favorisant des structures autoritaires, il faut voir dans l'élection d'Alberto Fujimori en 1990 et le subséquent plébiscite de l'*autogolpe* le signe de l'aspiration de la société péruvienne à une véritable démocratie, où les institutions de la participation et de la représentation populaires constitueraient plus qu'une simple rhétorique destinée à endormir les foules. Cette approche tient à ce que l'on pourrait baptiser « le paradoxe de la politique péruvienne » (Levitsky 1999 : 81). Il est en effet étrange de constater que, contrairement à la plupart des cas de transition démocratique, les périodes de démocratisation au Pérou ne furent jamais accompagnées d'un réel élargissement de la représentation politique de la société péruvienne ni de son inclusion dans le système. Au contraire, les régimes démocratiques des années 1940 et 1960 étaient composés d'un personnel politique d'extraction quasi exclusivement blanche et européenne, représentatif des intérêts d'une élite oligarchique et industrielle restreinte, et peu enclin à exposer la scène politique à une participation populaire élargie. Paradoxalement, ce furent les gouvernements militaires autoritaires de Manuel Odria (1948-1956) et surtout de Juan Velasco (1968-1975) qui se révélèrent les mieux disposés et les plus efficaces en matière de participation et de représentation populaires. Un simple témoignage de ce phénomène antithétique réside dans l'extension tardive du suffrage à la population analphabète. Les gouvernements démocratiques n'ont jamais manifesté la volonté d'inclure formellement la population illettrée dans la base électorale. Jusqu'en 1978, selon le recensement officiel, la population en âge de voter était de près de neuf millions

d'individus alors que le nombre d'électeurs autorisés à exercer leurs droits politiques s'élevait à peine à cinq millions. L'introduction du suffrage universel fut finalement adoptée en 1979 par l'Assemblée Constituante, mais seulement suite à une proposition du régime de dictature militaire. Malgré cela, et après dix années de gouvernement civil démocratiquement élu, une enquête d'opinion menée parmi les secteurs liméens défavorisés en 1989 révélait que seulement 43,5 % des personnes interrogées considéraient que le système politique péruvien était démocratique, alors que 42 % jugeaient qu'il ne l'était pas.

Les causes de ce déficit démocratique de la part des gouvernements civils sont multiples. L'héritage colonial patrimonial et autoritaire, la pauvreté et l'illettrisme, la précarité des conditions de vie dans les régions rurales et dans les *pueblos jóvenes* (bidonvilles) l'atomisation géographique et l'exclusion raciale constituent autant d'explications de l'incapacité historique des secteurs défavorisés de s'organiser politiquement pour revendiquer leurs droits et leurs aspirations. C'est ainsi que, inapte à se mobiliser pour canaliser et exprimer ses demandes, et représentée politiquement par des institutions paradoxalement non-représentatives, la majorité de la population péruvienne a été maintenue à l'écart des expériences démocratiques de la nation tout comme elle l'avait déjà été du développement et de la croissance économique. À la fin des années quatre-vingt, l'explosion des *informales* (secteur informel) et l'avalanche migratoire des campagnes vers les villes venaient encore grossir les rangs des citoyens incapables de s'identifier à l'offre politique traditionnelle. Les élites politiques, habituées à gérer une étroite base corporatiste d'ouvriers relativement organisés, apparaissaient de plus en plus déconnectées d'un électorat de masse avec lequel elles avaient bien peu en commun. Ainsi que l'analyse Lynch, « [l'APRA et Action Populaire] avaient été conçues pour un populisme clientéliste expert dans la manipulation de minorités mais non de majorités populaires » (Lynch 2000 : 18).

Face à ces élites politiques, dont les origines et la physionomie rappelaient étrangement les élites sociales, le candidat Fujimori tranchait substantiellement. Il le comprit rapidement et décida très tôt de cibler la population des exclus, autrement dit les secteurs ruraux, les populations indiennes et métisses, et les *informales*. Il le reconnaissait lui-même volontiers par la suite : « Ma campagne était entièrement organisée de sorte que mon message parvienne à ma base sociale : le secteur informel et la population marginalisée » (Flindell Klaren, 2000 : 403). Pendant ce temps, l'association de son rival Vargas Llosa avec l'ancienne droite oligarchique traditionnelle, son apparence « eurocentrée » et cosmopolite, et son manque de chaleur humaine lors de ses visites dans les quartiers pauvres avaient contribué à lui valoir le label de candidat des riches ; un contraste fâcheux avec l'image du candidat Fujimori « sillonnant les bidonvilles sur sa Fujimobile tout en rappelant aux foules spectatrices qu'une fois élu il serait un *presidente como tu* » (Flindell Klaren, 2000 : 403).

Ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, l'élection d'Alberto Fujimori en 1990 et le soutien populaire dont il a fortement joui pendant les premières

années de son gouvernement, malgré les accents anti-systémiques, anti-institutionnels et antipolitiques de sa campagne, et malgré ses assauts répétés contre les institutions démocratiques, tendent à dépeindre l'émergence du fujimorisme comme le corollaire d'une société civile peu réceptive aux valeurs démocratiques. Mais à la lumière du maigre capital démocratique des institutions politiques péruviennes traditionnelles, il semble au contraire que l'élection d'Alberto Fujimori en 1990 et l'immense plébiscite de l'*autogolpe* de 1992 représentaient un mandat populaire accordé au nouveau président non pas uniquement pour combattre le terrorisme et l'hyperinflation, mais également en vue de se débarrasser d'une vieille classe politique exclusive et non-représentative.

## LA PRÉSIDENTIALISATION DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Si la société péruvienne de 1990 aspirait à un élargissement de la démocratie, force est de constater que ses espoirs furent invariablement trahis pendant les dix années de gouvernement de Fujimori. Les principales fonctions des institutions démocratiques républicaines que sont la délibération, la représentation et la garantie des libertés constitutionnelles, toutes sensées assurer la participation politique de la société civile, ont été réduites à néant par un gouvernement infiniment plus intéressé par la concentration du pouvoir que par sa distribution. Instigateur infatigable d'un processus systématique de décomposition de toutes les institutions de médiation et de contrôle populaires, Alberto Fujimori a mené la « politique de l'antipolitique » et laissé en héritage à sa société, à l'aube du troisième millénaire, des institutions minées de l'intérieur, corrompues et totalement discréditées.

### **La délibération : l'instrumentalisation du législatif**

Le coup d'État du 5 avril 1992 a transformé le Congrès en une simple caisse de résonance des décisions de l'exécutif. Le débat législatif public, en tant que lieu de fabrication des lois, garantit dans une démocratie le contrôle et la transparence du pouvoir exécutif. Mais, suite à l'adoption de la nouvelle Constitution en 1993, l'organe législatif péruvien a été incapable de remplir son rôle. Comme le formule un analyste : « L'auto-coup a créé un oxymoron : une législature non-délibérative » (Cameron, 1998 : 129).

Sur les 120 membres du nouveau Congrès, 70 étaient désormais d'allégeance fujimoriste, suite à la répudiation des élus de la législature en cours. Au travers de ce remaniement parlementaire, la présidence s'assurait le contrôle de l'activité législative et la soumission des congressistes. Au lieu de prendre le risque de légiférer hors du cadre institutionnel légal, Fujimori pouvait désormais gouverner par décret avec la bénédiction de l'organe législatif, faisant passer en toute légalité des vessies présidentielles pour des lanternes parlementaires. Le nouveau Congrès allait ainsi édicter une série de lois inconstitutionnelles qui « toutes possédaient un

caractère commun : permettre que le Pouvoir Exécutif contrôle les institutions respectives, limiter les droits civils et faciliter la manipulation des institutions » (Paniagua, 2000 : 23).

Cet apathisme du législatif en tant qu'institution indépendante se vérifie par la quasi-inexistence de commissions d'investigation émanant du nouveau Congrès. Entre l'approbation de la nouvelle Assemblée en 1992 et les élections de 2000, 169 demandes d'investigation parlementaire relatives à des affaires de corruption, de violation des droits de l'homme, de fraude électorale, d'acquisitions illicites d'armement et de trafic de narcotiques furent refusées. Entre 1992 et 1995, une seule commission d'investigation fut effectivement créée, suite au massacre de neuf étudiants et d'un professeur de l'Université La Cantuta. Grâce aux preuves irréfutables, apportées par des journalistes et des militaires dissidents, de l'implication dans le massacre des forces armées et du Service d'intelligence nationale (SIN) la large diffusion de l'affaire obligea le Congrès à donner suite à la pétition. Mais lorsque, à la suite d'un incroyable ballet de pirouettes législatives, la justice militaire dut finalement se résoudre à condamner les coupables, le Congrès sortant, à la veille de son remplacement en 1995, approuva une loi d'amnistie pour les militaires impliqués dans des affaires de violation des droits de l'homme. Les responsables du massacre n'ont jamais été punis.

Cependant, le témoignage le plus frappant du caractère non-délibératif du Congrès et de son absence totale d'indépendance institutionnelle réside probablement dans la promulgation en 1996 de la fameuse Loi d'Interprétation Authentique. Dès sa réélection en 1995, l'exécutif n'eut plus qu'une obsession : la rétention du pouvoir. Se référant à cela, un observateur remarque que « ce qui se profila, depuis le début (1996) fut quelque chose d'équivalent à un coup d'État au ralenti, une fraude dans un interminable état de latence » (Bernales, 2000 : p. 63). La machinerie réélectionniste se mit en effet en branle dès 1996 avec l'imposition par le Congrès de la Loi d'Interprétation Authentique autorisant Fujimori à postuler pour un troisième mandat présidentiel. Invoquant la flagrante inconstitutionnalité de cette loi, une organisation civile, le Forum Démocratique, se lança dans la fastidieuse récolte de 1 441 535 signatures afin de présenter une demande de référendum sur la question. En réponse à cette mobilisation citoyenne, et toujours prêt à transgresser la Constitution, le gouvernement fit approuver par le Congrès une nouvelle disposition requérant l'approbation préalable du référendum par un minimum de 48 congressistes. On ne sera pas surpris d'apprendre que la demande de consultation populaire n'obtint finalement pas les 48 voix requises. Allant plus loin encore, le Congrès vota en 1997 la destitution arbitraire de trois magistrats qui, remplissant leur devoir de contrôle de constitutionnalité des lois, avaient jugé la réélection inconstitutionnelle. Ces juges ne furent jamais remplacés, laissant le Tribunal constitutionnel amputé de trois de ses sept sages ; les quatre magistrats épargnés garantiraient désormais que la sagesse judiciaire coïncide avec la raison présidentielle.

Avec le refus de soumettre la question de la réélection à la consultation référendaire, le Congrès a refusé à la société l'un de ses plus significatifs outils de participation, et violé la Constitution péruvienne. En plus du droit de référendum, cette manœuvre transgresse le paragraphe de l'article 31 sur les droits politiques stipulant que : « Est nulle et punissable toute action qui empêche ou limite le citoyen dans l'exercice de ses droits politiques » (Bernales, 2000 : 68). En définitive, contrairement aux aspirations de sa base, le pouvoir législatif péruvien des années quatre-vingt-dix ne fut pas celui de la délibération publique, de la balance des pouvoirs et de la transparence ; il fut en revanche celui de l'ingénierie constitutionnelle sous l'égide de la toute-puissance présidentielle.

### **La représentation : la perversion des institutions électorales**

On considère généralement que des élections libres, justes et indépendantes constituent l'élément fondamental des démocraties représentatives. Ces qualités ont toutes fait cruellement défaut aux élections générales de l'année 2000. Décidé à obtenir la reconduction de son mandat à tout prix, le gouvernement fit voter le 1<sup>er</sup> octobre 1997 la Loi Organique des Élections qui « possède un accent clairement antidémocratique. Hostile aux partis, elle l'est également aux acteurs électoraux et, naturellement, à la participation populaire » (Paniagua, 2000 : 32). Cette loi a élevé de 100 000 à 500 000 le nombre de signatures requises pour l'inscription d'un parti auprès des autorités électorales, et interdit l'adhésion à plus d'un parti par citoyen. Une telle mesure constitue pour les formations partisans une barrière d'entrée titanesque, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne favorise pas la représentativité.

Les partis qui réussirent malgré tout à accéder officiellement à la bataille électorale se trouvèrent ensuite confrontés à des inégalités de condition pratiquement insurmontables. Tout d'abord, dans les semaines précédant les élections, le gouvernement usa outrageusement des ressources étatiques, à la fois pour financer sa campagne et pour s'assurer la faveur des urnes, violant ainsi le principe de neutralité de l'État et l'article 41 de la Constitution sur l'utilisation discrétionnaire des ressources publiques. Pour mener à bien ses politiques clientélistes, le gouvernement avait présidé à la création d'une pléthore d'institutions et de programmes destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées. Ces institutions hautement politisées remplirent une fonction stratégique de fidélisation et de soutien du régime tout au long de ses dix années d'existence. En période pré-électorale, elles permirent de canaliser les dépenses publiques destinées à la récolte des suffrages. Par exemple, le gouvernement lança peu de temps avant les élections 2000 le projet PROFAM, qui promettait de s'attaquer au terrible problème de l'habitation. Mais une fois élu, alors que 800 000 demandes de logement avaient été officiellement acceptées, Fujimori annonçait dans son discours d'inauguration présidentielle l'aménagement de seulement 20 000 lots d'habitation. Comme le note ironiquement Paniagua, « à ce rythme, il faudra 40 ans au gouvernement pour s'acquitter de ses promesses électorales » (Paniagua, 2000 : 45).

En plus de l'utilisation illicite des ressources publiques, les partis d'opposition durent faire face à la manipulation étatique des moyens de communication. Les dépenses publiques en matière de publicité, dédiées à 78 % à la télévision, doublèrent en 1998 et 1999, assurant sur les chaînes non-câblées 70 % de temps d'audience à Fujimori, contre 30 % pour tous les autres candidats réunis. Au favoritisme avéré des chaînes de télévision s'ajouta également le travail de sape de la presse appelée *chicha*, ou presse à sensation, suspectée d'être subventionnée par le SIN. Ainsi la guerre médiatique menée contre le candidat Alejandro Toledo prit inlassablement celui-ci pour cible d'insultes telles que « mafieux », « ivrogne », « raciste », « maquereau ».

Une violation supplémentaire du principe démocratique de représentation concerne l'indépendance des gouvernements régionaux. Supprimés par le coup d'État du 5 avril, ils n'ont jamais été rétablis, mais simplement remplacés par des comités désignés par le gouvernement. De plus, la Constitution prévoyait que le district électoral unique serait remplacé après les premières élections générales par le district multiple, nettement plus favorable à la représentation régionale et à la décentralisation. Soucieux de maintenir les régions sous son contrôle, le gouvernement de Fujimori n'a pas jugé nécessaire de respecter cet article constitutionnel.

Enfin, la panoplie réélectionnaliste a pu compter sur le soutien des institutions électORALES, le Jury national des élections (JNE) et l'Office national des processus électORAUX (ONPE) dont l'exécutif était parvenu à s'assurer le contrôle au travers de la réforme de l'administration judiciaire. Conformément à cette réforme, des « Commissions exécutives du pouvoir judiciaire et du ministère public », dont le personnel est choisi par l'exécutif, présidaient à la désignation des membres du JNE, privant ce dernier de toute indépendance vis-à-vis du gouvernement. Ainsi, lorsqu'éclata le scandale des fausses signatures, grâce auxquelles la formation fujimoriste « Front national indépendant Pérou 2000 » avait obtenu son inscription auprès du JNE, ce dernier, au lieu de dénoncer les irrégularités auprès des autorités compétentes, ne fit qu'annuler l'inscription frauduleuse du parti, lui évitant la procédure d'investigation dont il eût dû normalement faire l'objet. La seconde tentative d'inscription de la liste fujimoriste sous l'appellation « Pérou 2000 », bien qu'accompagnée à nouveau de dénonciations de fraude, obtint néanmoins son homologation dans la course électorale.

La fraude électorale en tant que telle a été un sujet largement débattu. La manipulation éhontée des votes par l'ONPE et l'opacité de ses processus de comptage n'eurent d'égaux que la résistance et la mobilisation populaires enfin resuscitées, sous la pression desquelles l'ONPE n'osa pas offrir la victoire au président sortant dès le premier tour. On connaît la renonciation d'Alejandro Toledo à quelques jours du second tour, suite au refus du JNE de repousser les élections afin d'augmenter les garanties de transparence du processus.

### **La garantie des libertés constitutionnelles : la politisation du judiciaire**

Le Pouvoir judiciaire est le garant des libertés civiles et politiques, autrement dit de l'État de droit. Il ne peut assumer ses fonctions que s'il remplit les conditions d'indépendance et d'impartialité vis-à-vis des autres institutions civiles et politiques. La politisation du judiciaire péruvien par le gouvernement de Fujimori lui a aliéné ces qualités. Les résultats de l'étude de l'Institut interaméricain des droits de l'Homme portant sur l'accès à la justice dans les systèmes judiciaires des pays d'Amérique latine en disent long au chapitre sur le Pérou : « [...] le contrôle de l'administration de justice a généré la rupture de l'institutionnalité du pouvoir judiciaire et des autres organismes du système, aiguissant la crise de la justice avec la sérieuse détérioration de l'identité morale de l'organisation et de l'autonomie juridictionnelle, et avec la présence de niveaux élevés et étendus de corruption, évidents dans la justice de base » (IIDH, 1999).

En effet, avec la réforme de l'administration judiciaire dérivée de l'*autogolpe*, la politisation du pouvoir judiciaire est venue s'ajouter à l'instrumentalisation du Congrès et à la perversion des institutions électorales. Par exemple, la Loi organique du 10 janvier a rendu virtuellement impossible la vérification de la constitutionnalité des lois par le Tribunal constitutionnel, puisqu'elle requiert que six sur sept de ses membres approuvent une demande d'inconstitutionnalité. Ainsi qu'une ex-parlementaire le déplore, l'effet le plus grave de cette règle fut que, à moins de l'obtention d'une majorité quasi-impossible, « la norme (anticonstitutionnelle) se trouvait irrémédiablement « constitutionnalisée » (Flores, 2000).

De plus, le gouvernement retira leur indépendance à chacune des hautes instances juridiques. Le Conseil national de la magistrature fut privé de son pouvoir de désigner et de sanctionner les magistrats, mesure qui entraîna la démission de tous ses membres titulaires, remplacés par des loyalistes du régime. Il en alla de même pour la Cour suprême : une loi passée au Congrès arrogea au Ministère public le pouvoir de désigner des juges provisionnels, soumis à un exécutif capable de les démettre de leurs fonctions à tout moment. Ainsi la Cour suprême, pourtant élue à l'origine, devint bientôt totalement dépendante de l'exécutif avec plus de la moitié de ses membres constituée de provisionnels ; une étape importante dans la lutte pour la réélection puisque c'est à cet organe que revient le choix du Président et du Vice-président du Jury national des élections.

Le manque d'indépendance de l'appareil judiciaire déprécie la réputation des valeurs démocratiques aux yeux des citoyens, leur donnant le sentiment, fondé ou non, d'être à la merci de l'imprévisible et de l'arbitraire. Tirant les conclusions d'enquêtes d'opinion auprès des populations, l'Institut interaméricain des droits de l'Homme constate qu'au Pérou comme dans d'autres pays du continent, « les opinions sur l'administration de la justice sont majoritairement négatives et, dans la plupart des cas, le manque de confiance apparaît comme la raison pour ne pas recourir à la justice » (IIDH, 1999). Il semble que ce manque de confiance soit largement fondé dans le pays qui nous intéresse. L'interprétation et l'application

arbitraires de la loi ont frappé de nombreux citoyens péruviens, tel que Baruv Ivcher, principal actionnaire de la chaîne télévisée non-câblée Fréquence Latine. Trop peu docile aux yeux du gouvernement, Ivcher s'est vu soudainement privé de sa nationalité péruvienne et envoyé en exil afin de lui retirer son droit d'actionnariat de la chaîne. On citera encore cette nouvelle loi interdisant la participation au Congrès des individus sous le coup d'une investigation judiciaire. Peu après la promulgation de cette loi, certains prétendants au Congrès, affligés du regrettable défaut d'indépendance politique, tombèrent sous le coup d'investigations judiciaires sous des prétextes divers, les empêchant ainsi de se présenter au Congrès.

Si l'on ajoute à tout cela la loi d'amnistie du 15 juin 1995, gracieuse à tous les militaires accusés de crimes commis entre 1980 et 1995, l'introduction de l'anonymat des juges dans les cours civiles, et l'attribution de juridiction militaire dans nombre de cas de droit commun, on comprend que le climat vis-à-vis de la justice péruvienne et de ses institutions n'ait pas été particulièrement favorable à la confiance au cours de la dernière décennie. La manipulation du législatif, associée à l'infiltration du judiciaire, a érigé ces deux pouvoirs en un véritable système de dissuasion et de répression. Une congressiste allait jusqu'à déplorer qu'au Pérou « les procès judiciaires, formant un ensemble avec les lois inconstitutionnelles, soient des instruments de pression et de menace dans divers secteurs de pouvoir du pays » (Flores, 2000).

## ET DEMAIN ?

Dans l'actuel contexte de transition démocratique, l'héritage d'une décennie d'antipolitique et de désinstitutionnalisation constitue le principal obstacle à la fortification de la démocratie péruvienne. À quelques mois des élections d'avril 2001, un journaliste inquiet définissait avec justesse le sentiment général en ces termes, « l'informalité est le grand risque que nous, Péruviens, continuons à courir. [...] Aucune [des organisations qui se présenteront aux prochaines élections] ne compte avec une structure partisane solide et très peu jouissent d'une présence à l'intérieur du pays. Elles possèdent encore moins une idéologie claire, un programme achevé et un plan de gouvernement. L'improvisation est, de fait, la norme » (*Somos*, 23 décembre 2000 : 18).

Le climat dans lequel s'est déroulée la campagne électorale n'a d'ailleurs pas contribué à rassurer les commentateurs : alliances partisans tactiques contre nature, programmes sans substance idéologique ni pratique, effacement du débat politique à la faveur d'une guerre médiatique vidée de sens. De surcroît, les résultats du premier tour des élections présidentielles, le 8 avril, ont provoqué la stupeur des observateurs et d'une partie de la société péruvienne en propulsant au second tour l'ex-président Alan García, ancien dirigeant de ce même gouvernement raté que la population avait violemment renié en 1990, et personnellement impliqué dans des affaires de corruption et d'abus de biens publics. Néanmoins,

la réussite électorale de García dut probablement beaucoup à la déprimante campagne menée par ses deux principaux rivaux, Lourdes Flores et Alejandro Toledo, plus occupés à tenter de se discréditer respectivement qu'à convaincre l'électorat de la pertinence et de la viabilité de leurs programmes politiques.

Malgré tout, les résultats des élections parlementaires permettent un certain optimisme. La composition du nouveau Congrès rappelle celle des années 1980, lorsque les quatre partis traditionnels – Gauche unie, APRA, Action populaire, Parti populaire chrétien – représentaient 90 % du vote, alors que les dans les années 1990 ils n'en totalisaient plus que 10 %. L'architecture du Congrès pour la législature 2001-2006, avec près de 90 % des sièges détenus par seulement quatre partis disposant d'une organisation relative, préfigure peut-être un début de réinstitutionnalisation de la politique partisane, et requerra en tout cas de la part de ces formations des capacités de dialogue et de conciliation, qualités largement absentes de la scène politique péruvienne de la dernière décennie.

Cependant, la nécessité de réinstitutionnalisation ne se limite pas aux partis. Ainsi qu'il est noté dans un récent rapport de la CEPAL, « si la participation de la société est un pré-requis indispensable de la démocratie, il en va de même pour le renforcement des institutions dont dispose la société, puisque celles-ci consacrent le cadre de cette participation. Pour cette raison même, la fortification institutionnelle est une condition prioritaire pour garantir la participation citoyenne » (CEPAL 2000 :306). La fortification institutionnelle au Pérou passe par l'installation d'un véritable État de droit. Ceci signifie en tout premier lieu une réduction drastique de l'autorité présidentielle. La surpuissance de l'exécutif est un problème tentaculaire qui mine la majorité des sociétés d'Amérique latine en empêchant le développement des autres institutions démocratiques. La plupart des démocraties latino-américaines se caractérisent en effet par un exécutif hypertrophié face à un législatif et un judiciaire embryonnaires, soumis et contrôlés par les organes présidentiels. La traduction, en termes démocratiques, de cette configuration, est l'impossibilité pour la société civile d'exercer une surveillance de l'activité exécutive, de prendre réellement part au processus d'élaboration des lois, et de bénéficier d'un système de justice suffisamment fiable et indépendant pour inspirer la confiance de ceux qu'il administre. Dans un pays dont 54,7 % de la population carcérale n'a reçu aucune forme de jugement, on comprend que le climat soit peu propice à la confiance dans les institutions de l'État de droit. Une situation qui tend à se transformer en cercle vicieux puisque, lorsque les institutions ne leur apportent pas les bénéfices et la sécurité qu'ils en attendent, les électeurs se résolvent souvent à donner carte blanche, afin de les réformer, à un exécutif fort, prenant ainsi le risque de les soumettre et de les affaiblir encore plus. C'est le résumé de dix années de *fujimorismo*.

Si les appellations en *ismo* et autres jeux de mots ont fait les beaux jours de la presse et des commentateurs, il est temps que s'interrompe l'inférieur cercle vicieux dans lequel sont enfermées les sociétés latino-américaines, oscillant constamment entre démocratie et dictature. Même si les dictatures modernes ont appris à se dis-

simuler savamment derrière une vaine façade démocratique, elles imposent à leurs sociétés de lourds tributs, ainsi qu'en témoignent les crises économiques à répétition. Dans un tel contexte, la tâche du nouveau gouvernement péruvien et de ses successeurs n'est pas anodine : elle consiste en la construction d'une nouvelle société que l'on puisse enfin qualifier en toute simplicité de démocratie, une démocratie sans adjectifs.

### Bibliographie\*

- Bernales Ballesteros E., 2000, « La ilegitimidad constitucional del tercer gobierno de Alberto Fujimori », dans *Perú 2000 : Un Triunfo sin Democracia*. Lima, Comisión Andina de Juristas, pp. 57-108.
- Brysk A., 2000, « Democratizing civil society in Latin America », dans *Journal of Democracy* n° 11.3, pp. 151-165.
- Cameron M. A., 1998, « Self-coups : Peru, Guatemala, and Russia », dans *Journal of Democracy* n° 9.1, John Hopkins University Press, pp. 125-139.
- Cepal, 2000, *Equidad, Desarrollo y Ciudadanía*. Santiago, Unidad de Distribución de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe, 326 p.
- Collier D. et Levitsky S., 1996, « Democracy "with adjectives": Conceptual innovation in comparative research », dans *Working Paper Series* n° 230, University of Notre Dame, Helen Kellogg Institute for International Studies, 44 p.
- Flindell Klaren P., 2000, *Society and Nationhood in the Andes*. Oxford University Press, 494 p.
- Flores Nano L., 2000, conférence donnée au Kellogg Institute, Université Notre-Dame, disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.nd.edu/~kellogg/account.html> (dernière consultation le 04/02/02 à 15:10).
- IIDH, 1999, « Acceso a la justicia y equidad en América Latina », document de l'Institut Interaméricain des Droits de l'Homme, disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.iidh.ed.cr/act99/public/accper.html> (dernière consultation le 10/04/00 à 14:00).
- Levitsky S., 1999, « Fujimori and post-party politics in Peru », dans *Journal of Democracy* n° 10.3, John Hopkins University Press, pp. 78-92.
- Lynch N., 2000, *Política y Antipolítica en el Perú*. Lima, DESCO, 230 p.
- Murakami Y., 2000, *La Democracia según C y D*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 225 p.
- O'Donnell G., 1997, « Democracia delegativa ? », dans *Instituciones Políticas y Sociedad*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, pp. 222-239.
- Paniagua V., 2000, « Trampas y engaños del proceso electoral : consecuencias y explicaciones », dans *Perú 2000 : Un Triunfo sin Democracia*. Lima, Comisión Andina de Juristas, pp. 21-56.
- Reyna Izaguirre C., 2000, « Un régimen de espíritu militar », dans *Perú 2000 : Un Triunfo sin Democracia*. Lima, Comisión Andina de Juristas, pp. 133-160.
- Somos, 23 décembre 2000, « De la mano ? De candidaturas, alianzas y nuevas agrupaciones », n° 733, Lima, Ediciones El Comercio S.A., pp. 14-18.
- Stein S. et Monge C., 1988, *La Crisis del Estado Patrimonial en el Perú*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 225 p.

\* Les citations ont été traduites par l'auteur.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

L'auteur se propose de rendre compte des principales caractéristiques du processus de désintégration des institutions démocratiques péruviennes au cours de la dernière décennie. Depuis l'accession au pouvoir d'Alberto Fujimori en 1990, la société civile péruvienne, pourtant à la recherche d'une répartition plus équitable du pouvoir politique, s'est vue inexorablement privée des instruments de souveraineté populaire qui constituent les fondements d'une société démocratique et de sa participation dans la vie politique : la délibération, la représentation et la garantie des libertés constitutionnelles. Dans l'actuel contexte de transition démocratique, les résultats des élections de l'année 2001 véhiculent l'espoir que le nouveau gouvernement sache doter le Pérou des institutions indispensables à un véritable État de droit.

\*\*\*

*El autor propone dar cuenta de las principales características del proceso de desintegración de las instituciones democráticas en el Perú durante la última década. Cuando Alberto Fujimori accedió al poder en 1990, la sociedad peruana estaba en la búsqueda de una repartición mas igualitaria del poder político. Sin embargo, la población se ha visto inexorablemente pri-*

*vada de los instrumentos de soberanía popular que constituyen los fundamentos de toda sociedad democrática y de su participación en la vida política : la deliberación, la representación y la garantía de las libertades constitucionales. La transición democrática y las elecciones del año 2001 traen consigo la esperanza de que el nuevo gobierno sea capaz de dotar al país de las instituciones indispensables para un verdadero Estado de derecho.*

\*\*\*

The author seeks to provide an account of the main characteristics of the process of democratic disintegration which took place in Peru throughout the last decade. Since Alberto Fujimori took office in 1990, the Peruvian society, while hoping for a more egalitarian repartition of political power, has been relentlessly deprived of the mechanisms of popular governance which constitute the very foundations of a democratic society and its political participation : deliberation, representation, and the guarantee of constitutional freedoms. The democratic transition and the 2001 elections carry with them the hope that the new government will be willing and able to endow Peru with the necessary institutions to ensure the true rule of law.

---

## NATAL, UNE VILLE BAROQUE AU NORD-EST DU BRÉSIL

RUBENILSON B. TEIXEIRA\*

**L**A LECTURE de la ville brésilienne à partir d'une perspective baroque est récente. Malgré certains parallèles assez évidents à établir entre la ville brésilienne, notamment celle du XVIII<sup>e</sup> siècle, et une certaine conception baroque du monde et de la société à la même époque, ce n'est que récemment que des chercheurs comme Nestor Goulart Reis (1994) et Giovanna Rosso Del Brenna (1983) se sont attachés à envisager la ville brésilienne coloniale sous cet angle. Ce travail propose une lecture de la ville de Natal capitale de l'État du Rio Grande do Norte, selon cette approche. À partir de certaines idées générales liées au terme « baroque », nous voulons tout simplement examiner les indices servant à démontrer que les villes brésiennes, notamment celles considérées comme de moindre importance au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'étaient pas pour autant exemptes des idées et des concepts qui lui sont associés.

Phénomène véritablement universel, produit tout au long d'une époque assez précise – le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles – le baroque est plus qu'une simple question de représentation ou de manifestation artistique caractérisant une certaine époque. Il s'agissait effectivement d'un état d'esprit, d'une mentalité collective. Ainsi, nous pouvons parler d'une civilisation baroque, qui s'est développée au cours du XVII<sup>e</sup> et pendant la première partie du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le monde occidental en général. C'est précisément en raison de son caractère universel que ce phénomène à la fois historique, socioculturel et artistique se révélait forcément dans une des créations les plus fondamentales de la vie en société : la ville. Or, l'affirmation s'applique bien évidemment aux villes brésiennes, particulièrement pendant l'époque coloniale. Cependant, la plupart des études qui lui sont consacrées se penchent sur celles

\* Universidade federal do Rio Grande do Norte (UFRN)

qui ont atteint un développement urbain considérable et qui constituent, par ailleurs, les exemples les plus enrichissants de la civilisation urbaine du Brésil d'antan. Malgré cela, les conclusions de telles études sont généralement appliquées à l'ensemble des agglomérations urbaines de l'ancienne colonie portugaise.

Voilà pourquoi nous nous sommes proposés de travailler sur la ville de Natal, capitale de l'État du Rio Grande do Norte située sur la côte nord-est du Brésil. Assez précaires au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les aspects relatifs à la vie et à l'espace urbain proprement dits de Natal sont toujours méconnus de nos jours. L'investigation de son environnement urbain dans cette perspective constitue donc la contribution majeure de notre réflexion. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de démontrer que les valeurs associées à l'expression du baroque urbain ne se sont pas circonscrites aux villes majeures, mais qu'elles se sont manifestées également dans les villes de moindre importance, même si, dans celles-ci, elles prennent une autre dimension.

## LA NAISSANCE D'UNE VILLE

La civilisation baroque est généralement associée à la réaction catholique contre la Réforme protestante, au despotisme politique et à l'émergence de la bourgeoisie, entre le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. Au Brésil, ses trois manifestations, qui ne s'excluent pas les unes les autres, sont présentes. En revanche, dans l'évolution de la ville au Brésil, l'influence catholique et les valeurs despotiques apparaissent plus fortes encore que les valeurs bourgeoises. De fait, dans les villes les plus importantes de l'époque, comme Salvador, Rio de Janeiro et Recife, nous constatons la formation d'une classe bourgeoise, commerçante, blanche et d'origine portugaise principalement. Cependant, la simplicité et la précarité de la grande majorité des agglomérations nous empêchent de généraliser cette influence. C'est pourquoi, sans la négliger, nous mettrons plutôt en évidence les aspects religieux et politiques dans notre lecture de la ville de Natal.

La présence européenne sur la côte de l'État actuel du Rio Grande do Norte remonte à 1501, mais c'est seulement quatre-vingt-dix-huit ans après qu'on y fonde la première « ville » de la région. L'abandon administratif de la capitainerie du Rio Grande, après les tentatives frustrées de son occupation par les fils du donataire João de Barros, a encouragé la piraterie et le trafic de produits naturels. Depuis longtemps les Français trafiquaient le pau-Brasil (le bois Brésil) dans la zone côtière de la capitainerie. Ils avaient des dépôts et maintenaient de très étroits rapports avec les Indiens Potiguares, seigneurs de la région.

Les Lettres Royales de 1596 et 1597 de la part de la couronne Ibérique (le Portugal et l'Espagne formaient à l'époque un seul royaume), ordonnaient la construction d'une forteresse dans la capitainerie pour mettre fin au trafic entre les indigènes et les Français, expulser ceux-ci et à mener à bien l'occupation du territoire. Non sans difficultés, les Portugais expulsent les Français, construisent la

forteresse des Rois Mages et signent un accord de paix avec les Potiguares. C'est seulement après ces démarches qu'est fondée, le 25 décembre 1599, la ville de Natal, nom religieux, à l'image de celui donné à la forteresse, en accord avec l'esprit de l'époque. Natal est née comme « ville », titre politique qui ne s'appliquait pourtant pas à toutes les formes de vie en communauté tout au long de la période coloniale. Plusieurs dénominations existaient, telles que « povoação » (hameau), « vila » (village) et « cidade » (ville) ou encore les « lugares » (lieux). C'est en fonction de son importance militaire que Natal a acquis cette désignation flatteuse, compte tenu de sa précarité urbaine, même pour une agglomération coloniale. Elle sera, pendant plus de deux cents ans, la seule agglomération de la capitainerie à recevoir le titre de ville.

Obéissant à une caractéristique commune aux premières villes de la colonie, Natal est fondée sur une colline, essentiellement pour des raisons de défense. À la différence d'autres villes du XVI<sup>e</sup> siècle, il est fort vraisemblable que Natal n'a jamais possédé de palissades ou de murailles. C'était la forteresse qui accomplissait la fonction de protection. La probable absence des remparts peut également s'expliquer par la précarité de la ville naissante. Natal pourrait être classée, à juste titre, comme une « ville de la conquête ». À plusieurs reprises au long de son histoire – elle a fêté ses 400 ans en 1999 – elle a rempli un rôle militaire, en raison de son importance stratégique. La fonction militaire y est par ailleurs encore présente de nos jours. Pendant des siècles, Natal a été un bourg très modeste, sans trait marquant. Les descriptions de la « ville » depuis sa fondation et jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle sont plutôt unanimes dans cette affirmation. Région satellite et périphérique du développement économique de la région et de la colonie, elle a mis longtemps à se développer. Son épanouissement économique, et donc urbain, commence à se manifester seulement vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et s'accélère à partir de la seconde guerre mondiale.

En 1720, Natal ne possédait que trente maisons, entourées d'arbustes. En 1724, elle est pourtant une ville moyenne par son étendue et le nombre de ses habitations. Elle compte une belle paroisse et de belles églises, selon une description assez optimiste. Elle était dotée, toujours d'après le même récit, d'un bon port, d'une prison et produisait des denrées alimentaires qui dépassaient les besoins de la population locale, qui n'excédait pas 500 habitants. En 1729, Natal est une ville construite en acropole, sur un terrain sableux, totalisant une soixantaine de maisons et bien plus dans les environs. Une autre description, datant cette fois de 1744, affirme que Natal est « tellement petite, qu'au-delà du titre de ville, de son église paroissiale et de quelques maisons, elle n'a rien qui l'apparente à une ville ». En 1756, elle s'étend sur une superficie de 400 *braças*<sup>1</sup> sur 50 *braças*, soit 880 m sur 110 m. Elle a donc une croissance linéaire, du nord au sud. La ville, à l'époque, était limitée par la rivière Potengi à l'ouest, par des bois et des arbustes à l'est, au nord par les marécages qui la séparaient de la forteresse des Rois Mages, au bord de la mer, et au sud par le ruisseau dit du Baldo. Ces limites allaient bien au-delà de la ville elle-même, car son espace bâti ne dépassait pas les

limites de la colline sur laquelle elle se situait. João Maia Gama, qui l'a décrite en 1729, nous informe qu'elle comptait cinquante à soixante maisons, seulement, mais beaucoup d'autres étaient éparpillées dans les environs (Filho, 1991 : 92).

C'est la lecture de Natal et de son évolution en tant que manifestation baroque qui constitue, néanmoins, le point d'intérêt particulier de ce travail. Une étude de ce genre peut se faire selon deux axes principaux d'analyse : le premier se penche sur les usages de l'espace urbain (nous y considérons la ville comme une sorte de théâtre) ; le deuxième examine l'espace urbain proprement dit et ses principales caractéristiques du point de vue de la morphologie urbaine.

## LES USAGES DE L'ESPACE URBAIN OU LA VILLE COMME THÉÂTRE

Le Brésil a indubitablement subi un processus de colonisation que nous pouvons caractériser comme « catholique ». Dans une société profondément marquée par les valeurs de l'Église catholique, inséparablement liée à l'État, les éléments principaux qui nous aident à mieux comprendre la vie et les usages de la ville brésilienne au XVIII<sup>e</sup> siècle ne pourraient jamais se passer de la religiosité. Une religiosité qui, loin d'être du type intimiste et individualiste, comme de nos jours, se manifestait avec force dans l'espace urbain – une religiosité très théâtrale, car elle s'affichait et s'étalait publiquement, dans les rues et sur les places. L'Église représentait la liaison nécessaire à la vie en communauté d'une civilisation qui autrement n'aurait peut-être pu exister, en raison des profondes différences culturelles de ceux qui la composaient – un théâtre en plein air, où chaque habitant, indépendamment de son appartenance sociale, avait un rôle à jouer. Voici, d'emblée, ce qui caractérise les usages de la ville coloniale, surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle : une mise en scène théâtrale de l'espace urbain, principalement de nature religieuse, que nous pourrions facilement définir comme baroque, car elle sollicitait l'émotion de ses habitants.

Comment ce cadre général s'exprimait-il dans la ville de Natal ? Les récits sur les usages de l'espace urbain qui nous sont parvenus ne sont pas nombreux. De plus, la plupart des rituels, des célébrations et des mœurs du XVIII<sup>e</sup> siècle ne sont perçus que de manière indirecte, dans des documents destinés à d'autres fins. Néanmoins leur lecture nous permet d'affirmer que la théâtralité dont nous parlons s'y faisait profondément sentir. Certes, une ville médiocre ne pouvait pas se permettre des spectacles fastueux comme ceux de Vila Rica, par exemple, qui se trouvait en plein essor économique au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Mais cela ne veut pas dire que des usages possédant une forte charge émotionnelle et dramatique n'étaient pas présents dans son espace urbain.

Nous pourrions tout d'abord nous référer aux événements routiniers, de périodicité hebdomadaire, mensuelle ou annuelle. Ayant l'espace urbain pour cadre de leur manifestation, ils révèlent ainsi le caractère théâtral de son utilisation. À cet

égard, les processions s'incluent parmi les occasions les plus représentatives et instructives. Nous pouvons en mesurer l'importance par les ordres et recommandations fréquentes que faisaient les hauts dignitaires de l'Église à ce sujet. Les visiteurs, ou représentants de l'archevêché d'Olinda, auquel les églises du Rio Grande do Norte étaient subordonnées, se rendaient occasionnellement dans les paroisses de l'archevêché pour y faire, sous l'orientation de l'archevêque, des audits pour promouvoir la discipline, pour apporter des recommandations ou pour présenter des reproches ou des admonestations au prêtre local et à ses paroissiens.

Les livres de registres de visites de la paroisse de Natal constituent la principale source d'informations sur ces recommandations. Nous y trouvons des normes sur le rituel des processions et leurs horaires, ainsi que sur plusieurs autres aspects relatifs à la vie chrétienne en général, y compris certaines particularités, telles que l'habit que devaient porter les prêtres, sans « pompe ni ostentation ». Bref, les aspects les plus variés intéressant l'Église catholique, dans son effort de lutter contre tout ce qu'elle concevait comme pouvant nuire à ses intérêts et à la « pureté » du christianisme<sup>3</sup>, selon les nombreuses prescriptions établies par les articles des Constituições Primeiras do Arcebispado da Bahia (Constitutions premières de l'archevêché de Bahia), apparaissent dans un document extrêmement important, écrit au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, et statuant sur pratiquement tous les aspects de la vie sociale et religieuse. Les constitutions possédaient bien évidemment un caractère normatif et valide pour toute la colonie, l'Église étant liée à l'État.

Les processions étaient extrêmement fréquentes. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait une procession hebdomadaire, qui se faisait habituellement le lundi. Des références à la « procession des Saintes Âmes », d'après le nom d'une confrérie existant dans la ville et dans d'autres agglomérations de la capitainerie, apparaissent déjà dans une lettre datée de 1741. Cette procession, à laquelle étaient obligés de participer les curés locaux, les membres de la confrérie des Saintes Âmes et la population, sous peines diverses (allant jusqu'à l'excommunication) pour les récalcitrants devait s'accompagner d'une messe et de torches. La procession hebdomadaire des Saintes Âmes, comme dit son nom même, se faisait pour les âmes des défunts. Dans un autre registre de visite pastorale, cette fois de Dom Alexandre Bernardino dos Reis, daté du 27 février 1776, on peut lire : « J'ordonne que dans cette église paroissiale il y ait la station et procession des âmes les lundis... que ce jour les ministres, à l'aide des frères, ramassent les aumônes, pour que l'on fasse des messes pour les saintes âmes<sup>4</sup> ».

Les fonds examinés ne font malheureusement aucune allusion au parcours de cette procession. Elle devait néanmoins partir de l'église paroissiale de Nossa Senhora da Apresentação (Notre-Dame-de-la-Présentation), selon une autre lettre pastorale datée de 1792<sup>5</sup>. La procession des âmes a subsisté jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, d'après une autre lettre pastorale, datée du 20 décembre 1833. Le visiteur, Francisco de Brito Guerra, ordonne que « se fassent les stations des âmes, ou processions des défunts tous les dimanches de l'année, sauf les dimanches déclarés

dans la Constitution livre IV article 5, et non plus le lundi par manque d'entente de la population<sup>6</sup> ».

Si tous les jours convenaient aux manifestations religieuses, c'était néanmoins le dimanche le jour sacré par excellence. Comme partout ailleurs, les familles habitant aux alentours de Natal se rendaient impérieusement en ville pour participer aux messes et aux fêtes religieuses, obéissant ainsi à une tradition remontant aux années précédant l'occupation hollandaise de la ville, au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Ce n'est donc pas étonnant si la procession des âmes change de jour, avant de disparaître complètement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Or, sa grande fréquence – n'oublions pas qu'elle était hebdomadaire – ainsi que l'obligation d'y participer, nous permettent de croire qu'il s'agissait là d'une manifestation essentielle dans l'espace urbain de la ville de Natal. La procession des âmes devait réunir les gens simples, mais aussi les prêtres, les confréries et même, comme nous le verrons plus tard, les élus du conseil municipal (en général, des propriétaires terriens aisés).

Si nous ajoutons à la procession des âmes plusieurs autres du calendrier chrétien, comme Noël, Pâques, les processions organisées lors des enterrements ou dédiées à la sainte patronne de la ville, ou encore les messes, les jours sacrés et les jeûnes, nous pouvons voir comment l'usage de l'espace urbain était fortement marqué par un symbolisme théâtral de nature religieuse. Certes, étant généralement très pieuse, la population y participait en grand nombre. En revanche, il est évident que les habitants ne pouvaient pas toujours respecter ces rituels, aussi fréquents qu'obligatoires. Les habitants avaient besoin, après tout, de se procurer des moyens de subsistance. Pour certains, la question de la conscience personnelle (divergente de la religiosité officielle) pouvait également mettre des obstacles à cette participation. La question d'une conscience personnelle discordante, qui se vérifie plus clairement vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, semble être, toutefois, une explication plus raisonnable pour les grandes villes que pour Natal. Quoi qu'il en soit, il est certain que « le troupeau de Dieu » n'y était pas tout à fait obéissant aux prescriptions de l'Église, comme le signale Joaquim Monteiro da Rocha, dans une lettre datée du 31 mars 1779 :

« C'est abominable, l'absence de religion que l'on observe chez plusieurs paroissiens de cette paroisse qui, sans une raison juste, ne viennent pas à la Sainte Messe [...] ne cessant de travailler le dimanche et les jours consacrés, valorisant plutôt les profits temporels que les intérêts éternels... J'ordonne et je recommande donc au révérend père [de rappeler à] ses paroissiens l'obligation et l'observance des dimanches, des jours sacrés, pendant lesquels ils doivent cesser tout travail<sup>8</sup>. »

En 1792, un autre visiteur, Dionisio de Souza Bandeira, venu de la part de l'archevêque Dom Francisco Diogo, ordonne que l'on applique les sanctions des constitutions à « certaines brebis » qui n'accomplissent pas le précepte de la messe et les jours de sanctification. L'argent ainsi récolté serait employé dans l'œuvre de l'église paroissiale. Il ajoute : « ceux qui ont besoin de travailler pendant ces jours

ne le feront pas sans l'autorisation du révérend curé, et jamais sans avoir d'abord observé le précepte de la messe<sup>9</sup> ».

Pour avoir une idée du grand nombre de jours sacrés pendant lesquels les habitants devaient s'abstenir de tout travail, il suffit de rappeler le bref du pape Pie IX, daté de 1852, et adressé aux chrétiens du Brésil. Son article premier abolit l'exigence de la messe et de l'abstention de travail pour certains jours consacrés à des saints, en ce qui concerne vingt jours ! L'article suivant maintient toutefois cette exigence pour plusieurs autres journées<sup>10</sup>. Un ordre semblable et antérieur au bref du pape, énoncé par l'archevêque diocésain du Pernambouco, annule le devoir d'abstention de travail en ce qui concerne une vingtaine de jours, mais maintient l'obligation de la messe<sup>11</sup>.

Ces ordres nous permettent d'entrevoir l'affaiblissement progressif du pouvoir clérical quant aux prescriptions normatives réglant les habitudes et pratiques religieuses dans l'espace urbain, processus qui s'accélère à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il résulte de plusieurs facteurs notamment, dans un contexte plus ample, du libéralisme qui, au Brésil et ailleurs, a choisi l'Église catholique comme l'une de ses principales cibles<sup>12</sup>. Le déclin a lieu au moment où le pouvoir temporel, celui du conseil municipal – pour nous limiter au niveau de la commune – dispose de plus en plus du contrôle, y compris à l'égard des usages de l'espace urbain. L'article additionnel des lois municipales de Natal, du 10 mai 1883, en constitue un exemple : « Article unique : il est permis aux établissements commerciaux de toute nature et aux métiers de la capitale d'ouvrir les dimanches et jours sanctifiés ; sont annulées toutes les dispositions contraires<sup>13</sup>. »

Cependant, ces changements sont tardifs. Ils ne se produisent qu'à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Outre les processions, l'observance des jours sacrés et des jeûnes, nous retrouvons également d'autres rituels qui expriment un caractère semblable. Les enterrements, par exemple, pouvaient occasionnellement se prêter à de grands étalages d'une telle théâtralité dans l'espace urbain. À Natal, les enterrements se faisaient dans l'enceinte des églises, comme partout ailleurs dans la colonie. Comme nous le verrons plus tard, des enterrements pouvaient aussi se réaliser à l'extérieur, autour ou en face de l'église. Parfois, les cérémonies d'ensevelissement constituaient une mise en scène spectaculaire, selon l'importance et le pouvoir du défunt. En 1763, le prêtre Manoel Pynheiro Teixeira a fait l'objet d'un enterrement solennel à l'église de Notre-Dame-de-la-Présentation, après une procession dans les rues de la ville qui se permettait des pauses et des stations<sup>14</sup>. Un véritable spectacle baroque !

Les testaments, qui constituent une riche source d'informations sur plusieurs aspects relatifs à la religiosité des habitants de l'époque coloniale, nous montrent que les prêtres n'étaient pas les seuls à avoir droit aux honneurs cérémoniels dans ces occasions. Les personnes ayant des possessions tenaient à ce que leurs rituels d'enterrement soient une expression publique, théâtrale, dans l'espace urbain du petit bourg. Un certain da Silva Valle, dont le testament date du 24 octobre de « l'an de notre Seigneur Jésus Christ de 1793 », en est un exemple. Ayant des possessions

dans la ville, étant lui-même bienfaiteur de la confrérie du Rosaire des Noirs, la confrérie des esclaves, il désire être enterré dans cette église. Son choix était certainement très significatif, car un tel acte témoignait en faveur de sa vie pieuse, tout en étant, peut-être, une manière d'expier pour ses péchés : lui qui était un « noble », très probablement blanc, aurait normalement dû être enseveli à l'intérieur de l'église principale (Notre-Dame-de-la-Présentation)<sup>15</sup>. Monsieur da Silva souhaite un enterrement solennel : accompagnement de tous les curés et confréries de la ville, utilisation des bougies par les participants (accessoire très cher à l'époque et signe de prestige<sup>16</sup>, plusieurs messes – sans compter son désir d'être enseveli dans l'habit de saint François<sup>17</sup>. Il est clair qu'un tel événement se produisait initialement à l'extérieur de l'enceinte de l'église ; cela débutait certainement par une procession, avant que le cortège n'entre dans l'église.

Les fêtes des esclaves constituaient un chapitre à part dans l'utilisation des espaces urbains de la ville de Natal, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ici, comme dans plusieurs autres agglomérations de l'État du Rio Grande do Norte qui ont vu le jour à cette époque, les manifestations festives des Noirs étaient très présentes dans l'espace urbain. Les documents existants ne nous informent pas beaucoup à cet égard, mais la tradition de ces fêtes est restée, dans certaines villes, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>. Dans la plupart d'entre elles, toutefois, ces traditions ont disparu progressivement après l'avènement de la République, en 1889. Nous connaissons, par exemple, la tradition du mariage du Roi et de la Reine, une fête publique très animée, pratiquée dans plusieurs villes, où les Noirs avaient leur propre confrérie. À Natal, cette fête se réalisait autour de leur chapelle, celle de Notre-Dame-du-Rosaire (Cascudo, 1950 : 192). Toutefois, la main-d'œuvre esclave d'origine africaine était éphémère à Natal comme dans toute la capitainerie, car le Rio Grande do Norte ne constituait pas un centre économique et producteur assez important pour justifier leur importation massive, contrairement à ce qui se passait à Recife, Salvador, Rio de Janeiro ou São Luis. Ainsi, ces fêtes n'ont pas dû atteindre, à Natal, la splendeur observée dans ces dernières.

Les manifestations théâtrales dans l'espace urbain se produisaient également lors d'occasions exceptionnelles, comme lors des tremblements de terre qui ont détruit Lisbonne au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou la sécheresse, un fléau qui, depuis des siècles, causait la mort de centaines, voire de milliers de personnes dans la région. Ces sinistres constituaient bien évidemment des occasions pour des processions publiques. D'autres manifestations se produisaient lors d'occasions moins dramatiques, mais également exceptionnelles, comme lors de la découverte de l'image de la sainte de Notre-Dame-de-la-Présentation, en 1753<sup>19</sup>, ou lorsqu'un représentant de l'Église, visiteur ou missionnaire, se rendait en visite dans la ville. Ce fut le cas lors de la visite du prêtre italien Annibale de Genova, en 1763. La mission a duré une dizaine de jours, de fin janvier à début février. Selon ses dires, le missionnaire a travaillé jour et nuit. Au terme de son séjour il avait donné, aidé par des confesseurs de la ville, la communion à 5 123 personnes<sup>20</sup>. Il ne nous informe en rien sur le cérémonial de sa réception à Natal, mais compte tenu de ce qu'il

raconte à propos de ses visites dans d'autres localités, y compris dans le Rio Grande do Norte, il a certainement dû recevoir de grands honneurs publics lors de sa visite à la capitale de la capitainerie. La participation massive de la population aux services religieux qu'il a rendus renforce également cette idée. Les fêtes publiques en l'honneur des hommes importants de l'Église visitant les villes brésiliennes ont eu lieu depuis l'époque coloniale jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle au moins.

L'historien Câmara Cascudo décrit plusieurs fêtes religieuses des habitants de Natal, certaines d'entre elles bizarres et affreuses, comme celle de la pénitence qui, selon lui, n'était même pas approuvée par le curé local. Plusieurs d'entre elles, trop longues pour être décrites ici, se sont déroulées tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est évident qu'elles se rapportaient à une tradition remontant au siècle précédent au moins. C'était des célébrations bien évidemment publiques, qui se déroulaient dans l'espace urbain. Voici ce que dit Cascudo à propos d'une de ces fêtes, celle de la semaine sainte :

« C'était un cérémonial impressionnant. Le mercredi gras était le premier signe, avec la croix de « cendres » faite sur le front. Les jours du carême occupaient les habitants de Natal de façon absolue, à l'époque éloignés des intérêts qui les assaillent de nos jours. Jeûnes, prières, lectures, un sérieux féroce. Dimanche des Rameaux joyeux. Procession accompagnée de feux le soir, lanternes de papier et torches qui étaient sensés rappeler la poursuite de Jésus-Christ par les Juifs et les Romains. Jeudi saint, chemin de croix, avec les sept arrêts, sept pauses chantées, et le sermon de la Rencontre, rencontre des deux processions, avec les deux images – le Christ à la croix et la Pietà, un petit voile à la main. Le meilleur orateur sacré était choisi à l'occasion. Long ou court, le sermon, le discours était important et objet de discussion pendant des mois... Vendredi, le sermon de l'Agonie, descente de la croix. Enterrement et garde du sépulcre par la confrérie des Pas, qui existait depuis 1725. Une journée entière de jeûne, qui finissait le soir, toute la famille le prenant au sérieux. « Ne ris pas, gamin, notre Seigneur est mort » (Cascudo, 1980 : 100-101). »

Cascudo affirme cependant que, malgré leur somptuosité, les fêtes de Natal n'atteignaient pas la splendeur des cérémonies organisées dans les principales villes brésiliennes.

L'aspect politique était indissociablement lié à l'aspect religieux dans la civilisation baroque. Il est certain qu'à Natal, comme ailleurs, les différentes manifestations publiques de la religiosité avaient également une signification politique : la souveraineté de l'État portugais. Personne n'aurait pu exprimer de manière plus claire cette liaison de l'État et de l'Église que la reine Maria I, lorsqu'elle écrivit à l'archevêque d'Olinda, Frei Diogo de Jesus Jardim. Rappelant au prélat la nécessité de l'obéissance et de la discipline des sujets envers le Royaume en 1790, elle affirme : « il n'y a pas de bon chrétien qui ne soit pas un bon vassal, et sans amour, fidélité et obéissance au souverain il ne peut pas y avoir amour, fidélité et obéissance à Dieu<sup>21</sup> ». Comme d'habitude, le prélat a envoyé des copies de la lettre de la reine aux paroisses de l'archevêché, afin de leur faire connaître ces

orientations. Le rappel était par ailleurs tout à fait compréhensible : à l'époque, les signes d'insoumission vis-à-vis de l'État portugais, et par conséquent de l'Église catholique, deviennent de plus en plus évidents, notamment dans les grandes villes. L'emprise portugaise sur sa colonie brésilienne approchait de sa fin.

La dimension politique des manifestations religieuses se vérifie également à travers l'obligation qu'avaient les « *homens bons*<sup>22</sup> » de participer aux festivités religieuses. Un avis daté de 1756, signé par Sebastião José de Carvalho e Melo, ministre du roi, qui devait devenir plus tard le puissant marquis de Pombal, ordonne à toutes les églises et paroisses de l'archevêché d'Olinda de célébrer des processions annuelles au mois de décembre, précédées de jeûnes les samedis antérieurs, afin de remercier Notre-Dame pour la préservation de la famille royale lors des terribles secousses de terre qui avaient dévasté Lisbonne, l'année précédente. Les membres du conseil municipal devaient observer les jeûnes et les processions « en observant les mêmes formalités que celles avec lesquelles ils sont habitués à participer des processions de cette nature<sup>23</sup>... » Si au niveau de la métropole, c'était le pouvoir temporel, politique, qui donnait les ordres, cet exemple nous fait croire qu'au niveau local, au XVIII<sup>e</sup> siècle au moins, le pouvoir politique était subordonné au pouvoir spirituel, celui de l'Église.

Toutefois la théâtralité dont nous parlons était présente également dans les événements spécifiquement politiques. En 1727, lors du mariage du prince dom José avec la Princesse des Asturies dona Maria Ana Vitória de Bourbon, les vassaux ont dû fêter cet événement dans tout le royaume. Natal n'a pas été exempté de cette obligation. On y a célébré le mariage pendant neuf jours successifs, avec des comédies, des fêtes à chevaux, et autres festivités. Pendant trois nuits la ville, qui était normalement sombre le soir faute d'illumination publique, a été éclairée à l'aide de quatre-vingt feux, une chose étonnante à l'époque. Le capitaine majeur (*capitão-mor*) de la capitainerie, dom Domingos de Morais Navarro, certainement dans le souci de démontrer son dévouement au service royal, s'est chargé de toutes les dépenses (Casculo, 1980 : 67). Une autre fête de même nature, de même grandeur et pompe a eu lieu en 1823, lors de l'Acclamation impériale. La ville a été illuminée pendant trois nuits, du 20 au 22 janvier (Casculo, 1955 : 147-148). Nous avons trouvé, dans les fonds examinés, plusieurs ordres exigeant la célébration de fêtes analogues dans plusieurs villes du Rio Grande do Norte, notamment lors de la naissance de membres de la famille royale. Apparemment, ces ordres disparaissent à partir des années 1850.

## L'ESPACE BAROQUE

Une vie sociale aussi imprégnée d'un tel symbolisme théâtral ne pouvait pas ne pas se manifester dans l'espace urbain en tant que réalité matérielle. On peut faire au moins deux lectures différentes, apparemment contradictoires, de la façon dont l'espace baroque se présentait dans les villes brésiliennes du XVIII<sup>e</sup> siècle. À

chaque lecture correspond une typologie urbaine schématique, un archétype de ville dont l'espace présentait certaines caractéristiques assez précises, même si la distinction totale est difficile, voire impossible, entre les deux typologies. Ainsi, nous pourrions tout d'abord nous référer aux villes qui se sont développées « spontanément » c'est-à-dire, celles qui n'ont pas obéi à une planification, à un dessin urbain explicite, quoiqu'elles aient éventuellement subi des interventions diverses (Reis Filho, 1998). Un deuxième groupe de villes est constitué par celles qui, au contraire, ont vu le jour ou qui ont été profondément transformées par une planification visible et délibérée, de la part de l'Église, jusque dans la première partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais aussi et surtout de la part l'État, par la suite.

La ville de Natal s'insère dans la première typologie. Nous estimons que la ville n'a jamais subi, jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au moins, une intervention d'aménagement et de dessin urbain majeur. Comme pour les usages, l'esprit baroque s'est manifesté également dans son espace urbain. Les premières rues du bourg ont vu le jour à l'ombre des églises. Ainsi, les trois plus anciennes rues, à savoir la « rua Grande » (grand-rue) – connue aussi au XVIII<sup>e</sup> siècle comme « Rua da cadeia »

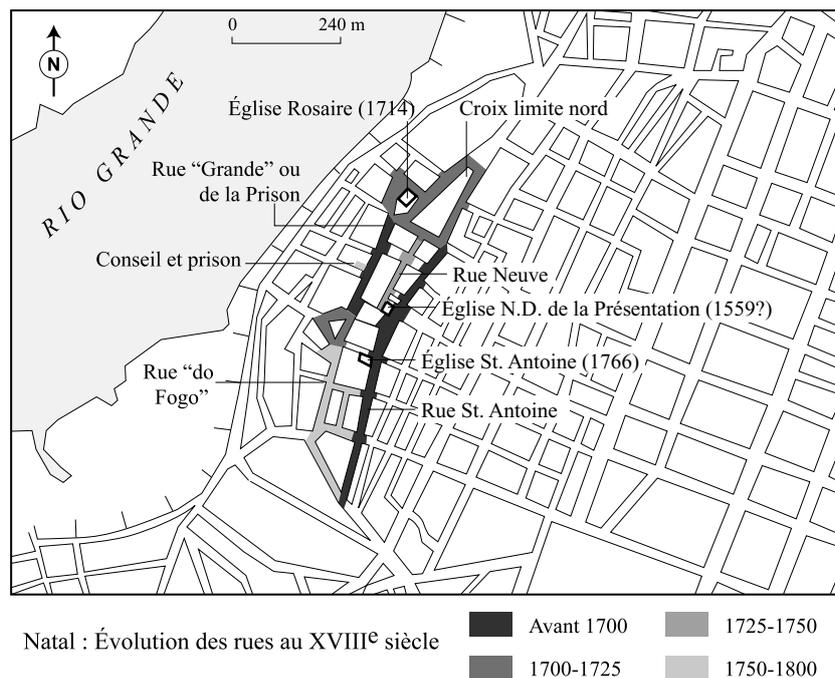


FIGURE 1 : SCHEMA DU NOYAU URBAIN ORIGINAIRE DE LA VILLE DE NATAL AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE SUR LE TRACÉ URBAIN DE SON CENTRE VILLE ACTUEL, D'APRÈS LES CONCESSIONS DES LOTS URBAINS PAR LE CONSEIL MUNICIPAL, COMPILÉES PAR FILHO, 1991. CES RUES ET ESPACES PUBLICS SE SONT FORMÉS PROGRESSIVEMENT. À L'ÉPOQUE, LES PREMIÈRES RUES D'UN DEUXIÈME NOYAU URBAIN, PLUS AU NORD, LA RIBEIRA, VOYAIENT LE JOUR ÉGALEMENT, ÉTANT TOUTEFOIS PLUS RÉCENTES QUE CELLES SUR LE PLATEAU. PLAN REFAIT SUR LE PLAN ACTUEL DE LA VILLE, FOURNI PAR L'INSTITUTO DE PLANEJAMENTO URBANO DE NATAL (INSTITUT D'AMÉNAGEMENT URBAIN DE NATAL) – IPLANAT.

(rue de la prison), car c'était là où se trouvait le bâtiment qui abritait le conseil municipal et la prison – la « rua da Conceição » (rue de la Conception) et la « rua Santo Antônio » (rue Saint-Antoine) se sont toutes développées à côté des édifices religieux.

L'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Présentation, la première église, construite très probablement lors de l'année même de la fondation de Natal, en 1599, se situe en face de la grand-rue. Son chevet donne sur la rue de la Conception. L'église de Saint-Antoine, dont les documents font état depuis 1766, a été construite quand la rue qui recevrait son nom était peut-être une simple route vers le *baldo*, un ruisseau situé au sud de la ville. C'était l'ancienne « route à boire » car elle était empruntée par les habitants qui allaient s'y approvisionner en eau. Outre les trois rues mentionnées, mention est faite d'une nouvelle rue, appelée précisément « neuve », développée probablement entre 1725 et 1750, selon les « *datas de terra* », ou lots urbains distribués par le conseil municipal à ses habitants.

La rue neuve parallèle à la grand-rue flanquait la façade de l'église paroissiale. D'autres rues ont graduellement pris forme au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, y compris dans la partie basse, au nord de la ville. La troisième église située sur le plateau était celle de Nossa Senhora do Rosário (Notre-Dame-du-Rosaire), la sainte des Noirs, presque cachée et un peu à l'écart de la ville de l'époque, certainement parce qu'elle était destinée aux esclaves. Cette église, citée dans des documents datés de 1714<sup>25</sup>, donnait sur une route, inexistante de nos jours, qui reliait la ville à la forteresse des Rois Mages, trois kilomètres plus au nord, en traversant des marais. Dès lors, nous apercevons, par la formation même des rues, et leur nomenclatu-



FIGURE 2 : VUE DU CHEVET DE L'ÉGLISE DE NOTRE-DAME-DE-LA-PRÉSENTATION ET SES ALENTOURS. DEVANT LA FAÇADE PRINCIPALE DE L'ÉGLISE, FLANQUÉE D'UNE TOUR SUR LA GAUCHE, SE TROUVE LA PLACE ANDRÉ DE ALBUQUERQUE, ANCIENNE RUA GRANDE. PLUS AU FOND, LA RIVIÈRE POTENGI. CLICHÉ : GRAÇA FARIA.

re, un espace avant tout religieux. Il était impossible d'accéder à la ville sans voir une église ou sans passer près d'elle. Toutes les trois étaient probablement visibles à distance, car elles se situaient sur les hauteurs, sur le plateau. L'église du Rosaire, par exemple, bien que de dos par rapport à la ville de l'époque, se plaçait de manière particulièrement visible à partir de la rivière Rio Grande, appelée aujourd'hui Potengi, comme elle continue d'ailleurs de l'être de nos jours.

Outre ces trois églises, il y avait la chapelle du Bom Jesus das Dores (Bon Jésus des Douleurs), déjà existante en 1774 et qui deviendra plus tard une église. La chapelle se situait en dehors de la colline, ce qui démontre une tendance de croissance de la ville vers le nord, où se trouve aujourd'hui le quartier Ribeira<sup>26</sup>. Le XVIII<sup>e</sup> siècle s'achève avec quatre édifices religieux. Le patrimoine de l'église ne se limitait pas aux édifices religieux. L'église de Saint-Antoine et l'église de Notre-Dame-de-la-Présentation possédaient des immeubles locatifs en ville, ainsi que des terrains urbains. L'église du Rosaire, elle aussi, a acquis des lots urbains autour de l'édifice religieux. Quoique assez basses et précaires, elles constituaient les meilleures constructions de la ville, conjointement avec le bâtiment du conseil municipal. Celui-ci, construit en 1722 à la place d'une maison antérieure, en ruines, abritait, d'après la tradition portugaise, la prison au rez-de-chaussée, et était le seul bâtiment à étage. Située au centre de la ville, presque en face de l'église de la Présentation, elle rappelait l'importance du pouvoir temporel.

À ce propos, il faut signaler que même le bâtiment abritant le conseil et la prison, bâtiment séculier, révèle l'influence du sacré. La polémique préalable à la construction de l'édifice en est révélatrice<sup>27</sup>. En 1719, les élus du conseil municipal demandèrent à Manoel do Couto Rodrigues, chargé de la construction<sup>28</sup> de placer le futur bâtiment au milieu de la place, devant la croix placée face à l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Présentation, afin que les prisonniers puissent « mieux entendre la messe ». Une lettre de protestation, signée par vingt-cinq habitants, présentait des arguments d'ordre urbanistique contraires à une telle décision, y compris que les « mauvaises odeurs et les ordures » produites par les prisonniers allaient contaminer les alentours de la maison de Dieu, « chose très indécente ». L'issue de cette polémique, qui a impliqué d'autres autorités de rang supérieur, à savoir le capitaine-majeur du Rio Grande, Luis Ferreira Freire, et le pourvoyeur des finances du roi, João da Costa Silva, a été favorable aux habitants, et le bâtiment a été construit à la place prévue initialement. Ce qu'il faut retenir pour notre propos est que, même lors de la construction d'un bâtiment à fonction en principe séculière, l'argument religieux, pour ou contre un emplacement déterminé, avait son mot à dire, ce qui impliquait des retombées sur l'évolution de l'espace urbain de Natal, au XVIII<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne les bâtiments religieux à proprement parler, lorsque nous comparons Natal à des villes comme Salvador et Olinda, qui possédaient un nombre conséquent d'églises et d'autres édifices à fonction religieuse, nous percevons, encore une fois, les limitations que Natal éprouvait à manifester l'essence baroque. Étant donné que l'esprit religieux y était aussi présent qu'ailleurs, nous pouvons

conclure que cela était surtout dû aux restrictions d'ordre économique. Cependant il faut relativiser : il ne faut pas perdre de vue le nombre d'églises par rapport à la population de la ville, ce qui donne une vision plus précise de la réalité. Salvador avait une population de 40 000 habitants pendant toute la deuxième partie du XVIII<sup>e</sup> siècle (Santos, 1958 : 26). Or, la population de Natal n'était que de 2 230 habitants en 1775 (Clementino, 1995 : 99). Quoi qu'il en soit, le nombre d'églises d'une ville comme Natal était forcément infime par rapport à celui d'une ville comme Salvador.

Une deuxième comparaison éclaire encore davantage le point en discussion. La population d'Olinda s'élevait à 17 820 habitants en 1844. La ville possédait huit églises, sans compter les couvents et autres édifications religieuses (Novaes, 1990 : 32). Natal, avec ses trois églises et sa chapelle, ne comptait que 6 454 habitants cette même année. Cela veut dire que si nous considérons exclusivement les églises, Natal disposait d'un édifice religieux pour 1 613,5 habitants, alors qu'à Olinda le nombre d'habitants rapporté au nombre d'églises était de 2 227,5. Cette comparaison ne nous donne peut-être pas une réponse définitive, mais elle est assurément révélatrice. Nous réalisons donc que la présence des bâtiments religieux dans l'enceinte urbaine de Natal était au moins aussi importante que dans les autres villes mentionnées.

La vie était réglée autour de ces espaces bâtis. On naissait, on vivait, on célébrait et on mourait autour et à l'intérieur de ces espaces, sacrés par excellence. À la différence des villes les plus riches de la période coloniale, à Natal les espaces bâtis à caractère sacré se limitent aux églises et aux cimetières intérieurs ou adjacents, car elle ne possédait pas de couvent, monastère ou autre bâtiment à caractère religieux. La présence des édifices religieux, les cloches qui scandaient la vie quotidienne, l'horaire des prières communes, l'annonce de la mort d'un habitant ou un événement festif, tout y était caractéristique. En ce sens, Natal ne diffère pas essentiellement d'autres villes de la chrétienté. Comme exemple, il suffit de rappeler la sonnerie des cloches de l'église qui succédaient aux percussions des tambours militaires à neuf heures du soir. L'une et l'autre annonçaient l'heure où la ville devait s'endormir. Après les sonneries de repos – « *toque de recolhida* » – toute personne exerçant une activité dans la rue devait payer une contravention ou risquait de se faire arrêter (Cascardo, 1980 : 72). À une époque de profonde religiosité, le temps était, lui aussi, « sacré ».

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, cependant, apparaissent les premières prescriptions des pouvoirs municipaux limitant l'utilisation des cloches des églises. Les lois municipales de 1857, approuvées en deuxième et troisième débat, en 1858, limitent le nombre des sonneries des cloches, traditionnellement utilisées pour des occasions particulières telles que l'annonce d'un décès dans la ville, ou d'un enterrement. Les sonneries, qui devaient désormais durer cinq à dix minutes seulement, temps qui variait en fonction de chaque occasion déterminée par ces lois, seraient supprimées dans le cas où un malade grave se trouverait dans les environs des édifices religieux. Ces lois établissaient des amendes en cas de déso béissance<sup>29</sup>. Il n'est pas surprenant que, dans ce contexte, les sonneries des cloches

annonçant l'heure de repos aient disparu graduellement à cette époque. Pourtant les cloches sonnaient l'heure de repos encore en 1887 (Cascardo, 1980 : 72).

Les mutations des esprits qui ont fait des cloches un instrument démodé de contrôle du temps se révèlent aussi depuis la construction, en 1862, de la tour de la façade de l'église de Notre-Dame-de-la-Présentation, où l'on a installé une horloge, importée d'Europe. Il ne s'agit pas d'un événement fortuit, car outre les questions mentionnées ci-dessus, l'installation de l'horloge à l'endroit le plus élevé de la ville de l'époque témoigne effectivement d'un changement important : elle fait partie d'un processus majeur de modernisation de la ville, processus embryonnaire à l'époque, mais qui se développera progressivement au long de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et devient une préoccupation centrale, notamment des autorités locales, au début du siècle suivant. Bien que l'on se serve d'un élément lié au sacré, c'est-à-dire d'une tour d'église, pour installer l'horloge, ce n'est plus « le temps sacré » qui définit le rythme de vie des habitants de la ville : c'est maintenant le temps impersonnel et rationalisé de l'horloge qui, peu à peu, l'emporte sur le premier. En ce sens, le temps devient, au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, plus sécularisé, allant de pair avec la sécularisation de l'espace lui-même et de son utilisation.

En ce qui concerne les maisons, construites en brique, parfois en pierre, ou encore, comme plusieurs d'entre elles, en torchis ou en paillexxx, elles ne comptaient qu'un seul étage. Elles étaient donc bien différentes des habitations et des grands ensembles architecturaux à plusieurs étages construits par les riches commerçants ou par les maîtres des moulins des villes plus prospères. Cependant, à cet égard, les maisons de Natal reflètent effectivement la règle générale des villes coloniales, y compris des grandes villes. Les seules maisons de meilleure qualité, appartenant aux grands de la commune, s'éparpillaient çà et là en dehors de la ville. La première maison privée à étage n'a été terminée, semble-t-il, qu'en 1820 (Cascardo, 1950 : 257). Les maisons possédaient des cours à l'arrière, car les lots urbains sous forme de « *datas de terra* » qui étaient répartis aux habitants par le conseil municipal prévoient une portion du terrain à cette fin.

Filho a transcrit un grand nombre de concessions de « *datas de terras* » concernant le site urbain de Natal, surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle. Très fréquentes sont les concessions destinant une partie du lot urbain à l'arrière-cour. Certaines d'entre elles citent « plusieurs cours », les unes à côté des autres, à l'arrière des maisons. Une concession datée du 15 juin 1753 est encore plus explicite : Teresa Maria de Jesus a reçu une « *data de terra* » comportant « dix *braças* pour la cour, comme d'habitude (Filho, 1991 : 108) ». La densité d'occupation du sol urbain était alors assez peu élevée. Ces étendues considérables de terrains libres étaient utilisées pour les plantations ou pour l'élevage. Les maisons, construites de plus en plus les unes à côté des autres, et formant les rues, finissaient par cacher ces arrière-cours, ce qui pouvait donner la fausse image d'une densité élevée d'occupation du sol urbain, phénomène par ailleurs fréquent dans de nombreuses villes de l'époque coloniale.

Les habitations de Natal étaient sensées véhiculer l'image du Royaume, compte tenu des prescriptions de la métropole à ce sujet. Comme partout ailleurs, les façades étaient composées d'éléments ou de motifs liés au sacré. Malheureusement, pour Natal, les manuscrits décrivant les façades des habitations au XVIII<sup>e</sup> siècle sont très probablement inexistantes. En revanche, nous pouvons le déduire à partir du mobilier et des objets personnels de leurs habitants, décrits dans les testaments (crucifix, autels...). Quoi qu'il en soit, pour des raisons probablement de nature économique, en 1792, Natal ne disposait pas de niche publique exclusivement vouée à la Vierge. C'est ce dont nous informe le prêtre séculier Dionisio de Souza Bandeira, visiteur et notaire du Saint-office de l'Inquisition lors de son passage à Natal cette année-là. Il ordonne au curé local, entre autres choses « d'admonester [les habitants de la ville] pour qu'ils fassent une dévotion publique à la Vierge Marie Notre-Dame, car bien que cette ville soit aussi ancienne, le très excellent seigneur n'a pas découvert une seule niche où l'on puisse prier le cha-pelet à la Mère de Dieu<sup>31</sup> ».

Comme conséquence de cse propos, peut-être, une niche abritant l'image de Notre-Dame-de-la-Conception était située, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la rue du même nom, l'une des plus anciennes de la ville. Devant cette image, les gens faisaient des prières et entonnaient des chants sacrés, bougie à la main. Cette maison existait encore au début du siècle suivant (Casculo, 1980 : 126-127). Des transformations architecturales, notamment au niveau des façades des maisons, faisant à la fois disparaître les signes du sacré et incorporant des motifs néo-classiques et éclectiques – signes de la modernité – ont lieu au fur et à mesure que l'on approche de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les croix situées dans des lieux stratégiques de la ville de Natal constituent un autre indice important pour notre réflexion. Malgré sa petite taille, la ville possédait un nombre considérable de croix. Outre celles qui se trouvaient certainement devant les trois églises situées sur le plateau<sup>32</sup>, selon la tradition catholique, il y en avait encore d'autres, qui marquaient les limites urbaines de la ville. Aussi bizarre que cela puisse nous paraître aujourd'hui, les limites du site urbain de la ville ont été délimitées, lors de sa fondation, par des croix, selon la tradition religieuse portugaise. Celle de la limite nord a même donné son nom à une des principales avenues de la ville, reliant le centre, sur la colline, à la ville basse, appelée Ribeira, laquelle s'est surtout développée au cours du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette avenue, nommée aujourd'hui Câmara Casculo, était l'ancienne « rue de la Croix », jusqu'en 1888 (Casculo, 1980 : 124). Il semblerait que la croix limitrophe du nord ait disparu dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La deuxième croix se trouvait à la frontière sud de la ville, au bout du « chemin à boire », l'actuelle rue Saint-Antoine. Il y a, de nos jours, une croix localisée à peu près au même endroit, comme référence à la croix originelle.

Bien évidemment, les croix en plein air marquaient, autrefois, des espaces sacrés. La croix limitrophe sud de Natal a été jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle un lieu de dévotion religieuse. Les croix devant les églises marquaient, elles aussi, un

emplacement sacré, le prolongement même de l'espace intérieur de celles-ci. La place couronnée d'une croix, en face de l'église de Notre-Dame-de-la-Présentation, était utilisée comme cimetière, c'est-à-dire comme un champ sacré. Le révérend visiteur Lino Gomes Correia demande au curé de la ville, en 1741 « de ne pas permettre [...] que les gens soient enterrés dans les sépultures de la croix de l'église paroissiale en vertu de ce qu'elles leur appartiennent, et sans l'autorisation du Très Excellent Seigneur Archevêque ; on ne permettra pas non plus l'enterrement des descendants de la première génération de ceux-là, ni aux maris ni épouses de ces descendants<sup>33</sup> ».

Le principal espace public de la ville, regroupant l'église paroissiale et le bâtiment du conseil, contenait donc un cimetière. Cet espace, aujourd'hui probablement agrandi par rapport à ses dimensions du XVIII<sup>e</sup> siècle, est occupé par la place André de Albuquerque. La localisation du cimetière autour de la croix, les deux situés au cœur même du patio devant l'église principale de la ville, est donc très significative, car elle démontre que l'espace sacré ne se limitait pas aux espaces intérieurs des édifices : il se répandait dans les rues et sur les places publiques, même les plus importantes.

La localisation du cimetière, à l'ouest de l'église, n'était probablement pas due au hasard. Selon une très ancienne tradition chrétienne, l'édifice religieux devait se situer, si possible, sur l'axe est-ouest. Le parcours du soleil, naissant à l'est, du côté de l'église, et se couchant à l'ouest, du côté du cimetière, possédait donc une profonde charge symbolique, les deux éléments du mobilier urbain représentant la naissance et la mort<sup>34</sup>, selon une claire séquence spatiale et cosmologique. Malheureusement, nous ne connaissons aucun document qui confirme ou non que cet effet ait été délibéré à Natal. Cependant, certaines évidences nous permettent, au moins, de le supposer. Tout d'abord, l'église de Notre-Dame-de-la-Présentation est la plus ancienne de la ville. Construite très probablement en 1599, l'année de la fondation de Natal, elle est préalable à la formation de son tissu urbain, et donc libre de tout obstacle édifié lors de son érection. À défaut d'une autre explication, inconnue de nos jours, pouvant expliquer sa disposition, ainsi que de son cimetière externe<sup>35</sup>, rien ne nous empêche de le supposer. Plus important encore, nous avons remarqué que, lors de la construction des premiers cimetières civils de plusieurs autres villes de l'État, un certain ordre a été respecté, le cimetière se plaçant normalement en ligne droite par rapport à l'axe longitudinal de l'édifice religieux le plus ancien<sup>36</sup>.

Si, d'une part la localisation des premiers cimetières hors murs des églises, y compris les premiers cimetières civils, semble obéir à un sens chrétien et cosmologique, il est pourtant vrai que l'apparition de ces derniers découle de préoccupations de nature « scientifique ». Pour lutter contre les fréquentes épidémies qui ont ravagé les villes brésiliennes, y compris celles de la province du Rio Grande do Norte, les autorités s'opposent de plus en plus aux inhumations dans et autour des églises, fait considéré comme responsable de la prolifération des maladies<sup>37</sup>. Faisant écho aux lois provinciales et impériales, les lois municipales de la ville, inspirées des

connaissances médicales de l'époque, l'interdisent expressément à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'apparition des cimetières civils est donc un autre indice de la transformation progressive de la ville, qui se dépouille d'une conception baroque du temps et de l'espace, et devient à la longue une agglomération urbaine moderne, « rationnelle » et séculière.

## CONCLUSION

La ville brésilienne coloniale, surtout celle du XVIII<sup>e</sup> siècle, autorise une lecture que nous pouvons appeler baroque, aussi bien dans les usages de son espace urbain que dans les formes urbaines elles-mêmes. Ces deux dimensions de la ville sont en rapport direct avec les trois axes principaux de compréhension de la civilisation qui la produit, c'est-à-dire l'influence religieuse de la Contre-Réforme catholique, l'ascension de l'absolutisme politique, et le développement d'une classe bourgeoise dans les villes – trois phénomènes qui sont bien présents dans le Brésil du XVIII<sup>e</sup> siècle, surtout les deux premiers.

En ce qui concerne les usages de l'espace urbain, ils sont caractérisés par une mise en scène dont l'intensité et la richesse varient selon la situation particulière de chaque centre urbain. Une mise en scène qui valorise l'émotion, l'émerveillement, l'enchantement des habitants des villes brésiliennes durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, mais pas exclusivement. Ces effets, faisant partie d'un monde préindustriel et antérieur aux Lumières, étaient préconisés tantôt par l'Église catholique, tantôt par l'État absolutiste ou alors par les deux à la fois. Ils ont profondément caractérisé les usages de l'espace urbain de nos agglomérations, qu'elles soient des villes spontanées ou planifiées, ces dernières correspondant principalement aux villes nouvelles de l'absolutisme au XVIII<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne l'espace urbain proprement dit, les villes présentent une variété de formes qui ont pourtant en commun les mêmes objectifs de recherche de l'émotion, même si parfois elle est un peu différenciée. Ainsi, nous avons pu regrouper les villes coloniales en deux grands groupes typologiques, opposés en tant que principe de formation, mais baroques par le message idéologique qu'ils voulaient faire passer : les villes au tracé urbain spontané, à savoir celles qui n'ont pas eu de dessin urbain préalable, et les villes ou agglomérations urbaines planifiées. Les deux types pourraient servir d'instrument à l'idéologie des classes dominantes de l'époque, qu'elle soit de nature religieuse, politique ou économique.

À cet égard, la ville de Natal, capitale de l'État actuel du Rio Grande do Norte, se situe dans la première catégorie. Même si elle n'atteint pas le niveau des principales agglomérations brésiliennes de l'époque, Natal présente des éléments, soit au niveau des usages, soit au niveau de la forme urbaine, qui démontrent qu'il est possible de faire une lecture semblable de la ville brésilienne pour les centres urbains secondaires, c'est-à-dire la grande majorité des agglomérations. De fait, Natal possède des spécificités qui se feront sentir jusqu'au milieu XIX<sup>e</sup> siècle,

alors que dans les grandes villes brésiliennes les processus de changement ont été plus précoces : des rituels moins fastueux, une architecture, un mobilier et un espace urbain généralement moins riches en éléments baroques que dans les principales métropoles. Pourtant, c'est ce qui rend son étude indispensable pour éclairer d'un jour nouveau l'histoire urbaine du Brésil.

### Notes

- 1 Unité de mesure portugaise correspondant à 2,20 mètres.
- 2 Germain Bazin, décrivant les fêtes religieuses à Vila Rica, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, conclut de la manière suivante : « nos pauvres processions modernes du Saint Sacrement sont bien indigentes auprès de ce prodigieux étalage de richesses, fait pour la gloire de Dieu par Vila Rica, au temps où l'or ruisselait aux mains des pionniers. Ce « Triomphe eucharistique », auquel, par le recours des allégories alambiquées, chères aux clercs de cette époque, collabore l'univers entier, prouve que, si les Brésiliens ne connurent pas l'Opéra, cette forme essentielle du Baroque, du moins ils usèrent largement de ces spectacles en plein air : cortèges historiques, mythologiques, allégoriques et théologiques à quoi se complaisait l'époque et dont le carnaval d'aujourd'hui, conservé à Venise et à Rio, peut seul donner une faible idée » (Bazin, 1956-1958 : 16-17).
- 3 Par exemple, plusieurs prescriptions adressées à la paroisse de Natal et certainement aux autres paroisses subordonnées à l'archevêché d'Olinda, interdisaient les processions le soir. Quand elles y étaient admises, les femmes ne pouvaient pas y participer. Les prêtres ne pouvaient ni réaliser de célébrations dans les maisons, sauf pour le sacrement de l'extrême-onction, ni pratiquer la confession des femmes sans le concours du confessionnal. Ces ordres étaient sensés éviter les scandales sexuels impliquant des curés.
- 4 Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 66-67.
- 5 Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 88-89.
- 6 Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 106-106v.
- 7 Voir à cet égard le rapport d'Adriano Verdonck décrivant la ville de Natal en 1630 (Lira, 1982, : 54-55).
- 8 Pastorale enregistrée à Natal le 18 avril/1779. Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 69.
- 9 Pastorale enregistrée à Natal le 12 février/1792. Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 89.
- 10 Bref intitulé *Ad perpictuam rei memoriam*, daté du 11 juin 1852. Paróquia de Nossa Senhora de Sant'ana, Caicó. Livro de tomo.
- 11 Orientation annexée à une lettre circulaire du gouvernement de la province, datée du 5 août 1844 et envoyée à toutes ces municipalités. Manuscrit archivé dans Arquivo da prefeitura municipal de Caicó, caixa de documentos avulsos, 1833 a 1867.
- 12 Beozzo, José Oscar. *A igreja frente aos Estados liberais* (Dussel, 1992).
- 13 Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, caixa de documentos avulsos 208, maço 03. Posturas municipais. Natal, 10 mars 1883. la résolution n 331, du 6 septembre 1855, concédait déjà la même permission. Soares, P. *A Quem Ler. Natal : Revista do Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte*, Vol. VII, 1909, p. 211. Par contre, il est possible que, sur ce sujet, il y ait eu, depuis des années, des pressions, des hésitations, des reculs, car les ordonnances municipales approuvées le 4 septembre 1882, c'est-à-dire l'année antérieure, maintenaient les interdictions (caixa de documentos avulsos 208, maço 15). Il s'agissait ainsi d'un processus de changement assez rapide en cours, mais pas complètement linéaire.
- 14 Le même auteur transcrit le registre d'enterrement solennel d'un autre prêtre, Manoel Cardozo, qui avait eu lieu l'année antérieure. La procession a parcouru les rues de la ville, avec des stations, et a été accompagnée par plusieurs prêtres de toute la paroisse (Filho, 1991 : 203-204).

- 15 Un cas semblable est celui d'un puissant maître de moulin à Bahia, lui aussi un bienfaiteur de la confrérie du Rosaire des Noirs, qui a demandé, en 1824, d'être enseveli dans l'Église respective (Reis, 1997 : 127).
- 16 Les bougies sont un signe de prestige encore au XIX<sup>e</sup> siècle (Reis, 1997 : 118-119).
- 17 Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, caixa de documentos avulsos 80, maço 03, 23 août/1799.
- 18 Le journal « O Rosário » (le Rosaire), enregistre l'une de ces fêtes dans la ville de Caicó, en 1949 (Melo, 1987 : 29). Plus récemment, ces fêtes ont été revalorisées dans certaines localités du Rio Grande do Norte, à des fins principalement touristiques.
- 19 L'image découverte au bord de la rivière en 1753 a été immédiatement transportée par le prêtre suivi d'un grand nombre d'habitants vers la paroisse de Notre-Dame de la Présentation. Un acte a été écrit et signé en commémoration de l'événement. Nous pouvons supposer que cela a dû être un moment de grande joie pour une communauté fortement marquée par la religiosité (Melo, 1987 : 188).
- 20 Il estime la population de Natal à 7 000 personnes, mais il a dû inclure les habitants des environs, car Natal ne va atteindre la population de 5 000 habitants qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Quoi qu'il en soit, non seulement les gens de la ville mais des environs et même de plus loin sont certainement venus se confesser auprès de lui. Génoa, Annibale (Pe.). *Viaggio di Affrica e America Portuguesa fatto da P. Annibale da Genova, miss. rio apost. co Capuc. o Opera che l'istesso dedica agli eminentissimi sig. ri cardinali di propaganda. Assai utile per quei che vorranno impiegarsi in cosi S. to apost. co Ministerio. 1763 (?)*.
- 21 Cette lettre est reproduite dans la lettre de l'archevêque, enregistrée à Olinda le 28 avril 1790. Paróquia de São João Batista do Assu, Livro de tomo.
- 22 Les « homens bons » (litt. « hommes bons ») étaient tous ceux qui théoriquement au moins, satisfaisaient à certaines exigences de nature sociale, économique et raciale pour occuper des postes publics, notamment au conseil municipal. Il s'agissait des gens importants de la ville.
- 23 Avis daté du 9 novembre 1756. Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 30-31.
- 24 C'est le cas des missions, des communautés semi-urbaines qui sont à l'origine de nombreuses villes brésiliennes.
- 25 Nous estimons que cette église a été édifée en 1706 ou peu après, selon un document inédit inconnu, jusqu'à présent, des historiens locaux. Nous reproduisons et analysons ce document dans notre thèse de doctorat.
- 26 En portugais, le mot signifie « rive » ou « rivage ». Le terme est approprié, car la Ribeira était au XVIII<sup>e</sup> siècle une région inondée, comportant des marécages venant de la rivière.
- 27 Souza a réuni sept documents originaux autour de cette polémique (Souza, 1906 : 250-307).
- 28 Il est intéressant d'observer que Manoel Couto Rodrigues s'est engagé à construire le bâtiment en prêtant le serment de l'évangile.
- 29 Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, caixa de documentos avulsos 209, maço 07.
- 30 L'article V des lois municipales de Natal, datées du 8 février 1853 interdisait la construction de maisons de paille, jonc ou herbe au centre ville. Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, caixa de documentos avulsos 209, maço 25. On avait du mal à imposer ces lois encore en 1861, d'après le *Relatório que o Exm. Sr. doutor José Bento da Cunha Figueiredo Junior, presidente da provincia do Rio Grande do Norte apresentou à respectiva Assembléa Legislativa Provincial en 1861*. Ouro preto : Typographia Provincial, 1862, p. 18.
- 31 Pastorale enregistrée à Natal, le 12 février 1792. Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1, p. 88.
- 32 La croix devant l'Église du Rosaire, par exemple, est citée dans une concession de terre urbaine datée du 02.07.1714 (Filho, 1991 : 79).
- 33 La pastorale a été enregistrée à Natal le 27 novembre 1741. LRVAN, p. 13-14.
- 34 Plusieurs civilisations, et pas seulement la civilisation chrétienne, associent l'ouest à la mort (Claval, 1997 : 100).
- 35 Il est possible que le cimetière soit postérieur à l'Église.

36 Cet emplacement est complètement linéaire pour six des douze villes analysées dans notre recherche, toutes comprises parmi les plus anciennes de l'État du Rio Grande do Norte. Il n'a pas été observé à Natal et à Nisia Floresta probablement pour des raisons liées au relief accidenté et/ou à la croissance urbaine de ces dernières.

37 Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, caixa de documentos avulsos 209, maço 07. Les lois municipales de 1858, déjà mentionnées dans ce travail, statuent sur plusieurs aspects relatifs aux inhumations, qui devront dorénavant se faire exclusivement dans le cimetière civil de la ville, construit peu avant.

### Bibliographie

- Bazin, Germain, 1956-1958, *L'Architecture religieuse baroque au Brésil*. Paris, Librairie Plon.
- Brenna, Giovanna Rosso del, 1983, "Medieval ou Barroco? Proposta de leitura do espaço urbano colonial", dans *Barroco*, n° 12, Belo Horizonte.
- Cascudo, apud, Melo, João Alves de, 1950, *Natureza e História do Rio Grande do Norte*. Primeiro tomo (1501-1889). Natal, Imprensa oficial.
- Cascudo, Luis da Câmara, 1980, *História da cidade do Natal*. 2 éd. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira ; Brasília, INL ; Natal, UFRN.
- Cascudo, Luiz da Câmara, 1955, *História do Rio Grande do Norte*. Rio de Janeiro, Ministério da Educação e Cultura, Serviço de Documentação.
- Claval, Paul, 1997, "As abordagens da Geografia Cultural", dans Castro, Iná Elias de et alii (dir.), *Explorações geográficas : percursos no fim do século*. Rio de Janeiro, Bertrand.
- Clementino, Maria do Livramento Miranda, 1995, *Economia e urbanização. O Rio Grande do Norte nos anos 70*. Natal, UFRN/CCHLA.
- Dussel, Enrique (Org.), 1992, *500 anos de História da Igreja na América Latina*. São Paulo, Edições Paulinas.
- Filho, Olavo de Medeiros, 1991, *Terra natalense*. Natal, Fundação José Augusto.
- Lira, A. Tavares, 1982, *História do Rio Grande do Norte*. Natal, José Augusto.
- Melo, João Alves de, 1950, 1980, *Natureza e História do Rio Grande do Norte*. Primeiro Tomo (1501-1889). Natal, Imprensa oficial.
- Melo, Manoel Rodriguez, 1987, *Dicionário da imprensa no Rio Grande do Norte*. 1909-1987. São Paulo, Cortez, Natal [RN], Fundação José Augusto.
- Novaes, Ferdinando, 1990, *Olinda: Evolução urbana*. Recife, Governo do Estado de Pernambuco, FUNDARPE/CEPE, 1990.
- Reis Filho, Nestor Goulart, 1998, "Notas sobre o urbanismo no Brasil. Primeira Parte : Período Colonial", dans Helder Carita e Renata Araujo (coord.), *Colectânea de estudos. Universo urbanístico português, 1415-1822*. Lisboa, Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses.
- Reis, João José, 1997, "O Cotidiano da morte no Brasil Oitocentista", dans Novais, Fernando A. (dir), *História da Vida Privada no Brasil. Império : a Corte e a Modernidade Nacional*. São Paulo : Companhia das Letras.
- Reis, Nestor Goulart, 1994, *Notas sobre o urbanismo Barroco no Brasil*. São Paulo, FAUUSP, Cadernos de Pesquisa do LAP.
- Santos, Milton, 1958, *Le centre de la ville de Salvador*. Étude de Géographie Urbaine. Mimeo, Strasbourg.
- Soares, P., 1909, *A quem ler*. Natal, Revista do Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, Vol. VII.
- Souza, A. de, 1906, *A cadeia de Natal. Notícia histórica fundada em documentos inéditos*. Vol. IV. Natal, Revista do Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte.

### FONDS PRIMAIRES

- Arquidiocese de Natal, Livro de tomo n° 1.
- Arquivo da prefeitura municipal de Caicó, caixa de documentos avulsos, 1833 a 1867.
- Gênoa, Annibale (Pe.). *Viaggio di Affrica e America Portuguesa fatto da P. Annibale da Genova, miss. rio apost. co Capuc. o Opera che l'istesso dedica agli eminentissimi sig. ri cardinali di propagan-da. Assai utile per quei che vorranno impiegarsi in cosi S. to apost. co Ministero. 1763 (?)*.

Instituto Histórico e Geográfico do Rio Grande do Norte, caixas de documentos avulsos n° 80, 208, 209.

Junior, José B. da Cunha Figueiredo. *Relatório que o Exm. Sr. Doutor José Bento da Cunha Figueiredo Junior, presidente da provincia do Rio Grande Do Norte apresentou à respectiva Assembléa Legislativa Provincial em 1861*. Ouro preto : Typographia Provincial, 1862, p. 18. Paróquia de Nossa Senhora de Sant'ana, Caicó. Livro de tombo. Paróquia de São João Batista do Assu, Livro de tombo.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Les études qui considèrent la ville comme manifestation baroque sont relativement récentes au Brésil. De plus, la plupart se penchent sur les agglomérations les plus importantes de la période coloniale, qui réunissent, de ce fait, des éléments plus riches ; les données disponibles y sont plus nombreuses également. Cet article s'inscrit dans cette problématique mais nous analysons la ville de Natal, capitale de l'État du Rio Grande do Norte, au Brésil, notamment au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'intérêt de cette étude découle justement du fait qu'il s'agit d'une petite agglomération. Nous envisageons de démontrer que les manifestations du « baroque » se retrouvent également dans des localités moins importantes, avec leurs spécificités. Nous analysons la ville de Natal selon deux critères : les usages de l'espace urbain ainsi que la forme urbaine, c'est-à-dire son espace physique. Dans les deux cas, la ville se prête à une lecture baroque.

\*\*\*

*Os estudos da cidade enquanto manifestação barroca são relativamente recentes no Brasil. Além disso, a maior parte deles se dedica às aglomerações mais importantes do período colonial, que reúnem, por este motivo, elementos que permitem este enfoque de modo mais enriquecedor. Em razão de sua importância, os dados sobre estas cidades estão disponíveis em maior quantidade. Este artigo constitui uma pequena contribuição a estudos desta natureza. Entretanto, nós analisamos a cidade do Natal, capital do Rio Grande do Norte, Brasil, especialmente no século XVIII. O interesse deste estudo resulta precisamente do fato de que se trata de uma*

*pequena aglomeração. Pretendemos demonstrar que as manifestações que poderíamos chamar de « barrocas » se encontram igualmente nas localidades menos importantes, com suas especificidades. Com este objetivo, nós analisamos a cidade de Natal segundo dois critérios, os usos do espaço urbano assim como a forma urbana, isto é seu espaço físico. Em ambos os casos, a cidade permite um leitura barroca, o que fazemos situando-os, de modo sucinto, no contexto mais geral de toda a colônia.*

\*\*\*

The studies of the city as a baroque expression are fairly recent in Brazil. Besides, the majority of them are dedicated to the most important urban centres of the colonial period, which gather, for that reason, a greater number of interesting elements allowing this approach. The data about them are available in greater quantity as well. This article constitutes a small contribution to the studies of this nature. However, we analyse the city of Natal, the capital of the State of Rio Grande do Norte, in Brazil, especially at the 18<sup>th</sup> century. The interest of the present survey results precisely from the fact that we are dealing with a small town. We intend to show that the manifestations we could call « baroque » are found also in the less important localities, with their own specificity. In order to do it, we analyse the city of Natal according to two criteria, the uses of the urban spaces and the urban form, that is its physical space. In both cases, the city allows a baroque approach of itself. We do that by situating, briefly, the two criteria in the general context of the colony as a whole.

# L'ATLAS ÉLECTRONIQUE DU MINAS GERAIS

## ORGANISATION ET DYNAMIQUES DES TERRITOIRES

LOUISE BRUNO\*

L'ÉTAT DU MINAS GERAIS, avec sa grande diversité des paysages physiques, économiques, sociaux et politiques, est à l'image de la réalité brésilienne. De ce fait, l'analyse de ses dynamiques constitue un riche exercice de réflexion sur les mécanismes agissant sur son territoire et le pays dans son ensemble. Cet article se propose donc de présenter la démarche de l'étude réalisée sur le territoire *mineiro*<sup>1</sup> et qui est à l'origine de l'Atlas du Minas Gerais. Cet atlas est une base de données cartographiques accompagnée d'analyses de spécialistes qui résulte d'un accord de collaboration scientifique entre l'École normale supérieure de Paris et l'Université fédérale du Minas Gerais, avec l'appui de la Fiemg (Fédération des industries de l'État du Minas Gerais)<sup>2</sup>. Après l'explication des choix méthodolo-

FIGURE N° 1 : SITUATION AU BRÉSIL



Source : IBGE.

\* U.M.R. T.E.M.P.S. -ENS/IRD

giques et des sources utilisées, il sera question de la composition de son territoire qui, avec les dynamiques identifiées, dévoile les tendances de son développement.

Situé dans la région Sud-Est du Brésil, le Minas Gerais est le quatrième État brésilien par la superficie, proche de celle de la France métropolitaine : 588 384 Km<sup>2</sup>, environ 7 % du territoire national. Sa population est la deuxième du pays (17,8 millions d'habitants, soit 10,5 % des Brésiliens) et la densité d'environ 30 hab/km<sup>2</sup>. Sa localisation géographique lui confère une position stratégique en tant que carrefour d'intégration de l'économie nationale (Fig. 1).

<b>Le Minas Gerais en chiffres</b>	
Superficie	588 384 km <sup>2</sup>
Population totale en 2000	17 835 488 hab.
Population urbaine en 2000	76 %
Population rurale en 2000	24 %
Population active en 1999	7,8 millions
Croissance annuelle 1991-2000	1,18 %
Densité	30,3 hab/km <sup>2</sup>
Belo Horizonte	2 091 448 hab.
RMBH	3 803 249 hab.
Municípios	853
Température moyenne inférieure	18 °C
Température moyenne supérieure	25 °C
Altitude moyenne	700 m
PIB	US \$ 64,767 milliards
PIB per capita	US \$ 3,9 mille
Exportations	US \$ 6,82 milliards
Importations	US \$ 2,91 milliards

## LE CHEMIN DES MINES

Le nouvel Atlas du Minas Gerais propose une réflexion sur le processus évolutif de son territoire à travers une méthodologie qui cherche à respecter la spécificité de son espace afin de révéler les principes de son organisation. Il importe de comprendre la structure territoriale du Minas et le fonctionnement des différentes dynamiques – économiques, démographiques, sociales, urbaines, politiques –

qui transforment continuellement son paysage et son organisation pour établir une réflexion cohérente sur les perspectives de son développement.

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier les structures élémentaires qui seraient à l'origine de la formation de son territoire. Ensuite à partir des grands clivages révélés par les cartes statistiques, sont situées les grandes structures de l'organisation de l'espace, à l'intersection des dynamiques pionnières et des déterminants physiques et socio-économiques<sup>3</sup>. Ainsi, les cartes sont appelées à révéler les contrastes et les structures spécifiques qui obéissent à la logique d'organisation spatiale de l'État. Les cartes sont accompagnées de chorèmes qui rendent leur lecture plus aisée et permettent une compréhension immédiate, très utile auprès d'un public non initié. Les cartes de synthèse offrent, en guise de conclusion, une lecture des interrelations entre les facteurs physico-spatiaux, humains, sociaux, politiques et économiques afin de résumer les principales dynamiques observées dans le Minas Gerais.

### Les sources utilisées

Les fonds cartographiques utilisés dans cet atlas ont été réalisés à partir de documents préexistants produits par différents organismes, dont la Fondation Ibge<sup>4</sup>, l'IGA<sup>5</sup>, le DER-MG<sup>6</sup>, l'*Instituto de Geociências* de l'Université Fédérale du Minas Gerais/Ufmg, la *Licht Consultores*, ou encore, les fonds de cartes contenus dans le logiciel Samba 2000 (IRD-Ibge). De nombreuses sources graphiques ont aussi été exploitées :

1. Images des satellites environnementaux (Landsat et Spot).
2. Images des satellites météorologiques (par exemple Noaa).
3. Images radar (par exemple du projet Radam ou Radarsat).
4. Produits aérophotogramétriques : ensemble de photographies aériennes et d'ortho-photocartes obtenues par les recouvrements aérophotogramétriques.
5. Cartographie conventionnelle : cartes base de l'Ibge (cartes du *Mapeamento Sistemático do Brasil*, entre 1 h 25.000 et 1 : 500.000) ; cartes thématiques diversifiées, cartes indices, cadastres, etc.
6. Études techniques concernant la production ou la compilation d'informations géographiques.
7. Cadastres et archives alphanumériques digitaux qui contiennent des informations organisées par régions administratives, municipalités, réseaux viaire ou hydroviaire ou autres entités géographiques.
8. Archives historiques pour l'étude les cartes anciennes.

En ce qui concerne les données statistiques, l'État du Minas est particulièrement bien couvert et nombreuses sont les sources disponibles produites par la Fondation IBGE, la *Fundação João Pinheiro*<sup>7</sup>, l'IPEA<sup>8</sup>, la Prodemge ou le Prodabel<sup>9</sup>, la Cemig (Cie d'Électricité), la Telemig (Cie de Télécommunications), la Copasa (Cie des Eaux de MG), le Cetec<sup>10</sup>, la Fiemg (Fédération des industries), etc.

Pourtant, malgré la richesse et le volume d'informations, de données statistiques et géographiques concernant le Minas et favorisant le développement d'une recherche, l'examen des ressources bibliographiques a révélé une certaine obsolescence et une relative pauvreté de ce type d'ouvrage. Or, cet État brésilien, par sa taille, sa population, son développement économique, son rôle dans le contexte national, ainsi que par la richesse de son histoire, devrait pouvoir offrir aux étudiants, enseignants, chercheurs et pouvoirs publics ainsi qu'à l'initiative privée, un instrument de compréhension et de gestion du territoire.

### L'ARCHITECTURE DE L'ESPACE *MINEIRO*

Une étude sur le processus évolutif du Minas porte, dans un premier temps, sur l'identification de ses fondements naturels et des structures élémentaires qui sont à l'origine de la formation et de l'occupation de son territoire (Fig. 2). Par ailleurs, les dynamiques qui ont fait de cette partie du Brésil le domaine des « Mines Générales » procèdent d'une transgression liée à la colonisation portugaise dont les traces indélébiles constituent une sorte d'ossature de l'État fédéré. Par la suite, sa structure et les dynamiques agissant sur le Minas apparaissent au croisement des éléments du passé, des mécanismes présents et de tendances identifiées qui révèlent les perspectives de son développement.

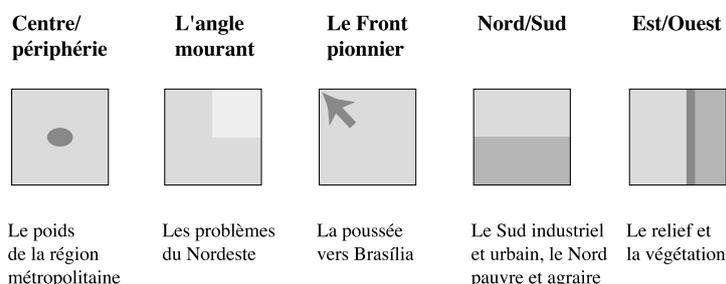


FIGURE N° 2 : STRUCTURES ÉLÉMENTAIRES

Les attributs du milieu naturel ont joué un rôle privilégié dans le processus d'occupation et de développement du Minas. Les richesses du sous-sol ont opposé le *Quadrilátero ferrífero* au reste de l'État. Les montagnes de la région centrale (*Mantiqueira-Espinhaço*) créent un contraste Est-Ouest visible dans la végétation naturelle (forêt tropicale-savane ou *cerrado*), la pluviométrie, les écarts entre les températures moyennes, les types de cultures. La latitude oppose le Nord, chaud et sec, et le Sud, froid et humide. Les conséquences apparaissent dans les densités de population, dans les indicateurs sociaux et de santé, le niveau des productions agricoles, la concentration industrielle, le réseau de transports et le réseau urbain (Fig. 3).

Un réseau urbain plus dense et concentré sur la portion sud, dominé par la macrocéphalie de la capitale

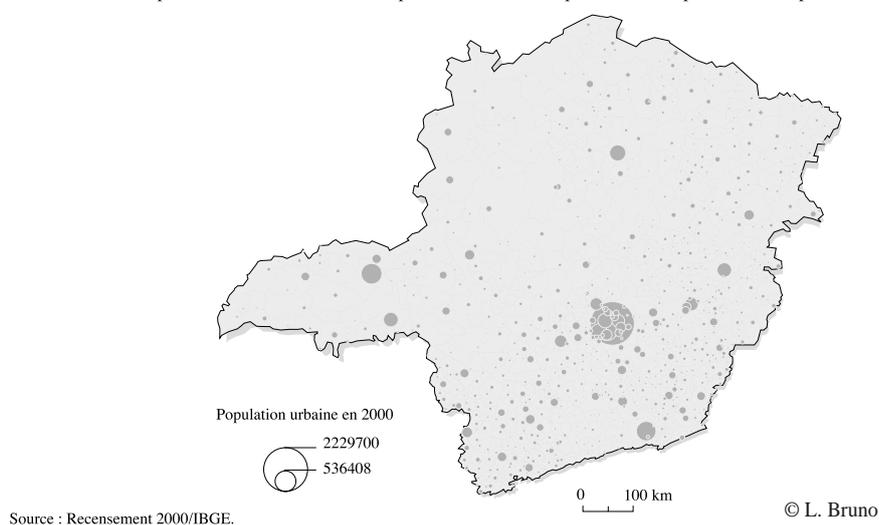


FIGURE N° 3 : RÉSEAU URBAIN



PHOTO 1 : MINAS, LES MINES ET LES MORROS. (CLICHÉ : J. BRUNO)

En termes économiques, l'occupation du territoire du Minas s'est fondée sur les ressources naturelles disponibles (Fig. 4). Le Minas Gerais est né sous le signe de la Terre. Les richesses enfouies dans son sous-sol ont été révélées à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle quand des gisements d'or alluvial ont été découverts. Pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, la ville de Ouro Preto a assumé le rôle de capitale politique et économique de la région qui a transfiguré la structure du Brésil colonial. Le foyer *mineiro* et la découverte de l'or dans le Goiás et le Mato Grosso, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ont conduit le front pionnier vers le Brésil central. Ce mouvement a été très important pour la construction du territoire brésilien.

Les principaux accès à la région des mines à la fin du XVII<sup>e</sup>, et pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient les pistes venant de São Paulo – la voie la plus ancienne, ou « *Caminho Velho* », celle empruntée par la majorité des *bandeirantes* paulistes – et le « *Caminho Novo* » ou « *Estrada Real* », qui reliait directement Rio de Janeiro, nouvelle capitale de la colonie, à la région minière. Par ailleurs, les problèmes d’approvisionnement de cette région ont fait de la vallée du São Francisco un important couloir à la fois d’importation de bovins et de poisson sec, de la Bahia vers le Minas, et de migration des Nordestins attirés par les richesses de la zone minière. Ces mouvements qui sont à l’origine du peuplement du Minas restent lisibles dans d’importants axes de transport et communication : la route BR 381 (*Belo Horizonte-São Paulo*), le *São Francisco* (le « fleuve de l’unité nationale »), ou la route BR 040 (entre *Rio de Janeiro-Belo Horizonte*).

PHOTO N° 2 : OURO PRETO, LA CAPITALE DE L’OR (CLICHÉ : A. SAADI).



Mais après quelques décennies d’exploitation massive et désordonnée, l’or des mines a commencé à s’épuiser. Uniquement l’introduction de la culture du café au début du XIX<sup>e</sup> siècle fut capable de modifier la situation de stagnation non seulement de la région, mais aussi du Brésil dans son ensemble. Au Minas, le café s’est installé dans la région de la Mata, à proximité de Rio de Janeiro et de son port, occupant ainsi une position stratégique pour l’écoulement de la production destinée essentiellement à l’exportation. À partir de cette région, la culture du café s’est répandue vers le sud de la province devenant ainsi la principale activité économique et le nouveau vecteur de peuplement et de développement (Fig. 5).

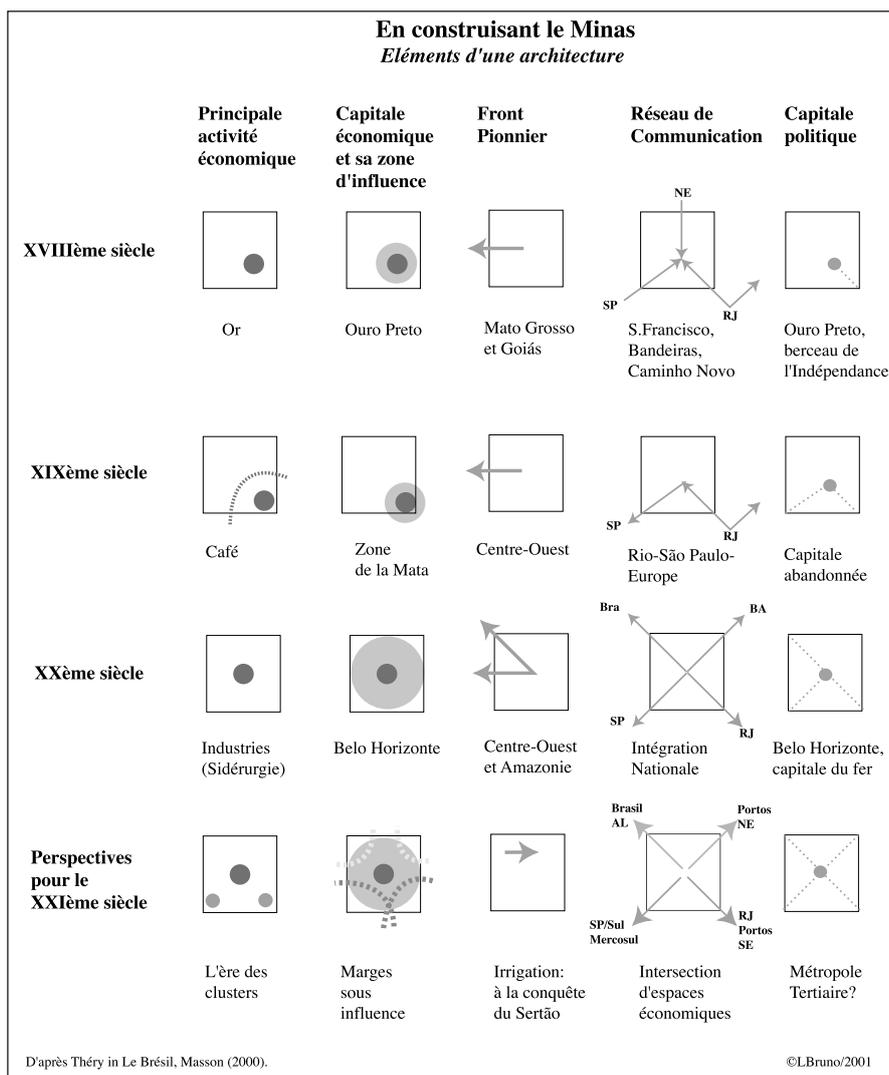


FIGURE N° 4 : MODÉLISATION HISTORIQUE

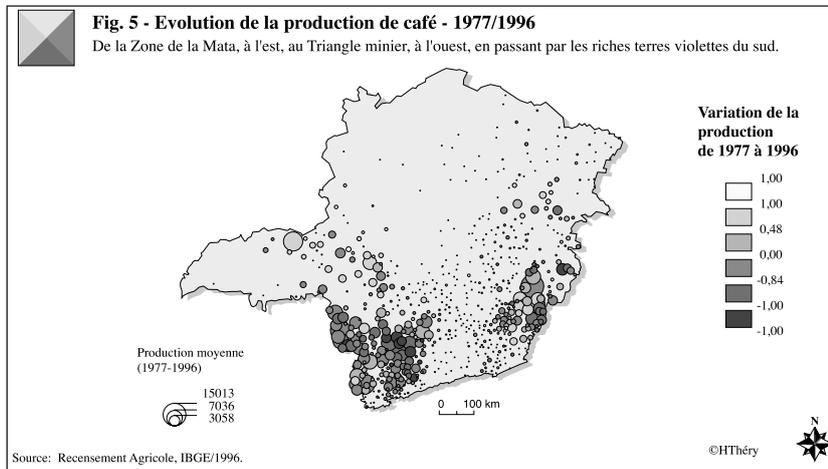
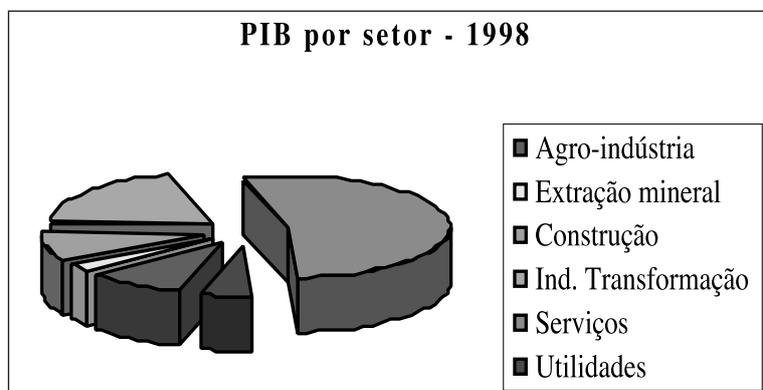


FIGURE N° 5 : ÉVOLUTION DU CAFÉ

Les activités caféières, prédominantes encore au début du XX<sup>e</sup> siècle, ont perdu progressivement leur hégémonie. Mais grâce à la prospérité héritée du café, s'est ouverte la première étape d'industrialisation de la région, à l'exemple du Brésil, avec de petites et moyennes usines dans les secteurs du textile, de la sidérurgique et de l'alimentation. À la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la sidérurgie assume le commandement du développement industriel du Minas, accentuant le rôle de la nouvelle capitale et de sa région métropolitaine. Le paysage économique de l'État se transforme avec la croissante exploitation des nombreuses ressources minières et le développement de l'industrie sidérurgique, stimulée par une politique menée dans les années 1950 par le gouvernement fédéral visant les secteurs de l'énergie et du transport. Pendant la décennie suivante, le Minas a bénéficié de l'action du gouvernement pour la modernisation du secteur textile. Dans les années 1970, le parc industriel de l'État s'est diversifié grâce à une politique visant à attirer de nouveaux investissements, notamment dans les domaines métallurgique, mécanique, électrique et de transport. La croissance économique qui s'en est suivie (une croissance de 93 % du PIB entre 1975 et 1996) a bénéficié particulièrement les secteurs de l'industrie de transformation et de services industriels d'utilité publique.

Les mouvements économiques justifient aussi le déplacement de la capitale politique. La fin du cycle de l'or – et la crise qui a compromis le développement du Minas et marqué la décadence de la « capitale de l'or » – a conduit à la création d'un nouveau pôle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : Belo Horizonte, la « capitale du fer ». Les forces centripètes exercées par la nouvelle capitale ont marqué le processus composition territoriale de l'État qui correspond au mécanisme volontaire d'intégration de l'ensemble du territoire national. De ce fait, au moment où les fronts pionniers se dirigeaient vers le Brésil central et l'Amazonie, le Minas et sa nouvelle capitale ont réussi à récupérer une position privilégiée sur l'axe Rio-Brasília.

GRAPHIQUE 1 : LE PIB DU MINAS GERAIS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ - 1985/1997



Source : Fundação João Pinheiro/Centro de Estatísticas e Informações, 1998.

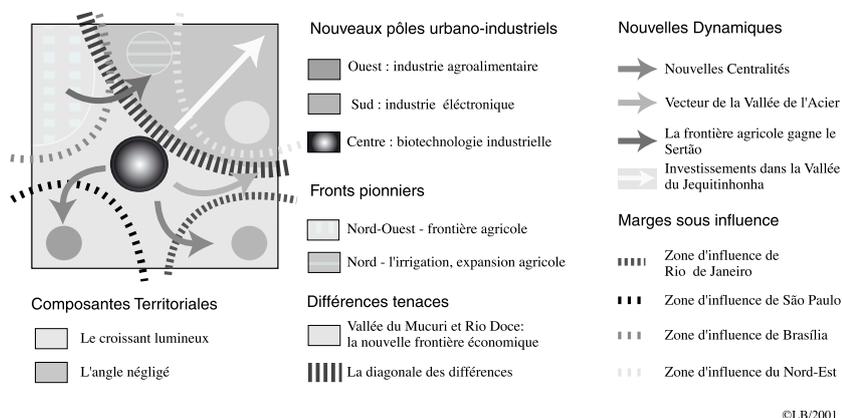
Dès les premiers temps, le dynamisme des différents fronts pionniers liés aux cycles économiques ont agi comme vecteurs d'occupation du territoire. L'exploitation des richesses minières pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle a ouvert l'occupation du territoire à partir de son centre. L'agriculture et l'élevage ont gagné progressivement le territoire en avançant dans le sens des aiguilles d'une montre : des premières cultures caféières de la Mata au XIX<sup>e</sup> siècle, vers le Sud et, postérieurement, vers le Triangle Minier, à l'Ouest, jusqu'aux nouvelles frontières agricoles du Nord-Ouest de l'État, et, plus récemment, les projets d'irrigation des zones arides du Nord-Nord-Est. Le développement industriel part, lui aussi, de l'exploitation des richesses minières du Quadrilatère ferrifère dans le centre du Minas, où s'est d'abord développée la sidérurgie, et suit le chemin ouvert par l'agriculture : en partant du *Vale do Aço*<sup>1</sup>, à l'Est, en passant par la région de la Mata vers le Sud jusqu'au *Triângulo Mineiro*<sup>2</sup>, à l'Ouest.

## LE MINAS A L'AUBE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE

L'analyse des dynamiques qui ont construit, et transformé sans cesse, les caractéristiques du territoire *mineiro* permettent l'identification de quelques tendances esquissées à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (Fig. 6).

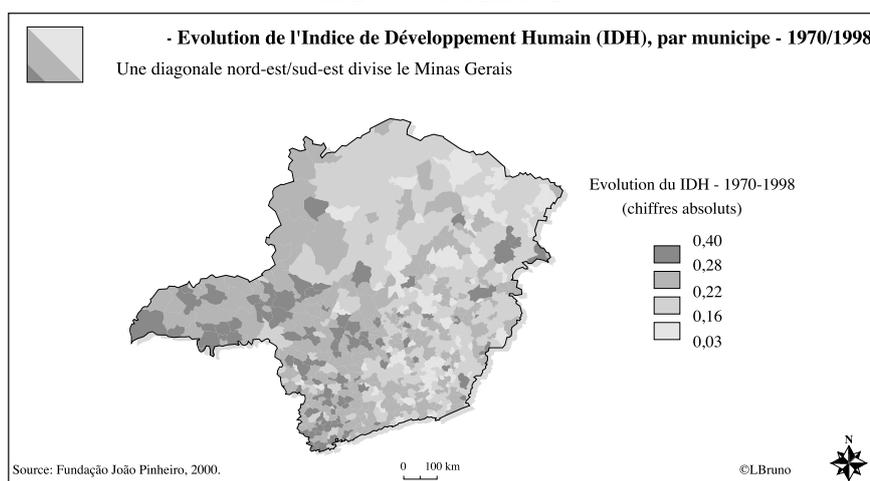
Le traditionnel contraste entre la portion sud de l'État, industrielle et urbaine, et le Nord, pauvre et agraire, est en train d'évoluer vers une diagonale qui marque l'avancée du développement économique et humain sur des régions jusqu'à présent considérées comme sous-développées (Fig. 7). Cette nouvelle diagonale des différences correspond, curieusement, à la courbe isothermique qui détermine la zone de températures moyennes inférieures à 22 °C et à la limite de la région présentant les plus importants indices hydriques (20 à 100), où le volume de précipitations est situé entre 1 200 et 1 500 mm annuels. Il s'agit donc de la partie de l'État où se trouve le climat le plus doux et les meilleures conditions environnementales.

FIGURE N° 6 : DYNAMIQUES, XXI<sup>e</sup> SIECLE



©LB/2001

FIGURE N° 7 : PROGRESSION IDH



Le dynamisme du front pionnier vers Brasília, qui a gagné la région Nord-ouest du Minas, est un des vecteurs du progrès économique et humain qui a transformé la configuration des clivages à l'intérieur de l'État. Les grandes propriétés foncières du *sertão mineiro*, sous-exploitées pendant des dizaines d'années, constituent aujourd'hui les franges du front pionnier en direction du Brésil central et de l'Amazonie, le soja étant leur produit phare. À la fin des années 1990, une nouvelle composante du front agricole indique la direction des régions Nord et Nord-Est de l'État où se développent de nombreux projets d'irrigation dans les zones arides du *sertão*, incluses dans le « Polygone de la sécheresse » défini par la *Sudene* (*Superintendência de Desenvolvimento do Nordeste*). La frontière agricole en marche associée aux investissements réalisés dans la région du bassin du Jequitinhonha, considérée traditionnellement comme la région la pauvre de l'État, tend à réduire aux bassins du Mucuri et Doce les zones restant à la marge des améliorations socio-économiques.

Par ailleurs, malgré la permanence du poids – en termes démographiques, économiques et administratifs – de la région métropolitaine de Belo Horizonte, on peut observer le surgissement de nouvelles centralités en raison du développement de pôles urbains secondaires comme Uberlândia et Uberaba, dans le *Triângulo mineiro*, ou Juiz de Fora, dans la Zone de la *Mata*. La croissance des villes moyennes s'appuie sur trois phénomènes complémentaires qui composent les bases des nouvelles perspectives de développement et d'organisation du territoire : le développement de *pôles technologiques* qui attirent une *main-d'œuvre qualifiée* à la recherche des *meilleures conditions de vie*. Dans ce sens, se met en place une politique de développement industriel fondée sur le concept de *clusters* industriels<sup>13</sup>. Les résultats se font sentir dans la région métropolitaine de Belo Horizonte, devenue aujourd'hui le plus grand pôle de biotechnologie de l'Amérique latine. Mais d'autres polarités apparaissent ailleurs, comme le parc industriel électronique de Santa Rita do Sapucaí, dans le sud, ou encore, l'important complexe agro-industriel d'Uberaba et Uberlândia, dans le *Triângulo mineiro* à l'ouest.

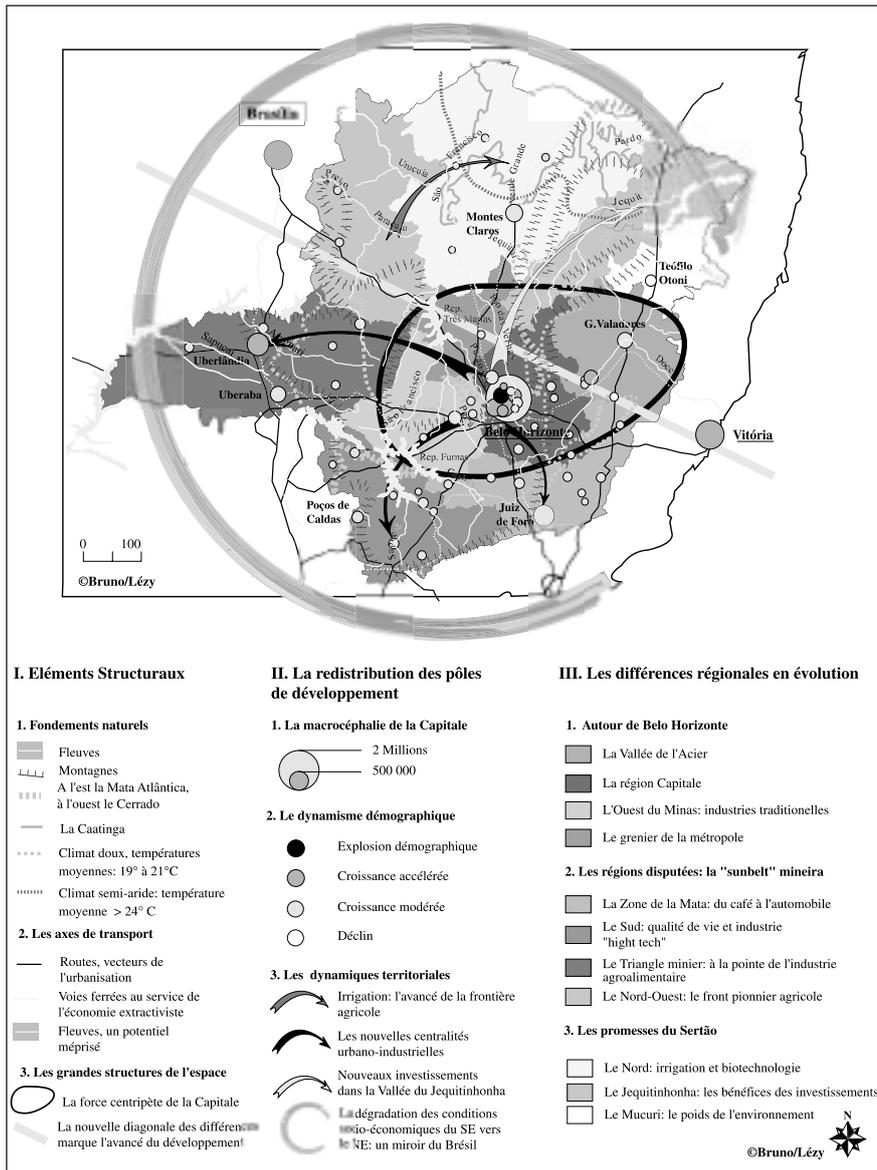


PHOTO N° 3 : BELO HORIZONTE, LA CAPITALE DU FER (CLICHÉ : A. SAADI).

L'organisation territoriale du Minas repose longtemps sur l'équilibre entre les forces centripètes, exercées historiquement par la région centrale, et les forces centrifuges qui sont à l'origine de son ouverture aux autres régions du Brésil. Pourtant, aujourd'hui, force est de constater que la tendance est à la dispersion. Le progrès de l'industrialisation du sud de l'État, très proche de la région Sud du Brésil par son climat froid et humide, ainsi que son niveau de développement économique et humain, l'intègre de plus en plus à la dynamique de l'axe Rio-São Paulo. Le développement du *Triângulo mineiro* se confond avec la dynamique *paulista*<sup>14</sup> dans les types et les formes de cultures et d'élevage, ainsi que par la présence d'une industrie de pointe. Le Nord-Ouest se tourne vers Brasília et les mouvements de pénétration du Brésil central. Seul le Nord-Est reste réellement atta-

ché, pour cause de dépendance économique, à la région centrale, moteur politico-économique du Minas Gerais (Fig. 8).

FIGURE N° 8 : SYNTHESE MG



### Notes

- 1 *Mineiro* (a) : du Minas Gerais.
- 2 Cet atlas est publié à la fois sur papier et sur CD-Rom (versions destinées aux institutions d'enseignement et de recherche), mais aussi sur le réseau Internet, ce qui lui offre la possibilité d'être régulièrement actualisé. Adresse Internet : <http://www.fiemg.com.br/atlas>
- 3 Pour la réalisation de l'étude sur le Minas Gerais ont été utilisés plusieurs instruments de cartographie informatique : la base de données Samba (IBGE/IRD), Philcarto, MapInfo, Adobe Photoshop et Illustrator, associés à Data Desk ou Excel, en plus des images satellites et radar.
- 4 *Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.*
- 5 *Instituto de Geociências Aplicadas do Governo do Estado de Minas Gerais.*
- 6 *Departamento de Estrada de Rodagem do Estado de Minas Gerais.*
- 7 Organisme du gouvernement de l'État responsable de la production et du traitement des statistiques sur le Minas.
- 8 *Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada.*
- 9 Organismes responsables du traitement de données au niveau de l'État, pour le premier, et de la région métropolitaine de Belo Horizonte, pour le second.
- 10 *Fundação Centro Tecnológico.*
- 11 À l'est du Minas, le *Vale do Aço* (Vallée de l'Acier) est une importante région sidérurgique, stratégiquement placée à mi-chemin du Port de Vitória, *Espirito Santo*.
- 12 Le *Triângulo mineiro* correspond à la pointe Ouest de l'État, le « nez » du Minas Gerais, qui avance vers le Brésil central.
- 13 Un *cluster* de croissance économique peut se définir comme un ensemble d'entreprises et d'entités en interaction, sources et agents catalyseurs de synergies ayant le potentiel d'atteindre une croissance compétitive continue supérieure à celle d'un simple groupement économique. Cf. Projet *Cresce Minas*, FIEMG, 2000.
- 14 *Paulista* : de São Paulo.

### Bibliographie

- Bilac, Olavo, 1894, « Bello Horizonte – A nova Capital de Minas », dans *Gazeta de Notícias*, 30 janvier, p. 1, Rio de Janeiro.
- Barreto, Abílio, 1936, *Belo Horizonte – Memória histórica e descritiva - História média*, Rex, Belo Horizonte.
- Bremaeker, François E.-J., 1976, « A evolução da urbanização brasileira em três décadas 1940-1970 », dans *Revista Brasileira de Estatística*, 37 (145) : 47-80, jan/mar, Rio de Janeiro.
- Brunet, Roger  
1987, *La carte, mode d'emploi*, Fayard/Reclus, Paris.
- 1986, « Chorèmes et modèles » dans *Mappemonde*, n° 4.
- 1980, « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », dans *L'espace géographique*, n° 4, p. 253-265.
- Bruno, E.S., 1967, *História do Brasil – Geral e Regional. Rio e Minas*, vol. IV, Editora Cultrix Ltda, São Paulo, p. 65.
- Bruno, L., 2001, « Le Minas Gerais : un miroir du Brésil », dans *Mappemonde*, n° 63, sept/2001.
- Carvalho, Ailton M., 1985, « Evolução da urbanização mineira em três décadas : 1960/1970, 1970/1980 e 1980/1991 », dans *Documentos*, Departamento de Geografia IGC/UFMG, Belo Horizonte.
- Carvalho, Daniel de, 19..., *Formação histórica das Minas Gerais*, Belo Horizonte.
- Deffontaines, P., 1944, « Como se constituiu no Brasil a rede de cidades », dans *Boletim Geográfico*, Ano II, n° 14, Rio de Janeiro.

- Dias, Pe. Francisco M., 1897, *Traços históricos e descritivos de Bello Horizonte*, Typ. do Bello Horizonte.
- Ferrand, Paul, 1894, *L'or à Minas Gerais*, 2 vol. Ouro Preto.
- Fundação João Pinheiro, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 1996, *Desenvolvimento humano e condições de vida : indicadores para a Região Metropolitana de Belo Horizonte 1980-1991*, Belo Horizonte.
- Fundação João Pinheiro, 1988, *Estrutura Espacial do Estado de Minas Gerais, Belo Horizonte*, V.1, relatório de pesquisa.
- FJP/Fapemig, 1997, *Panorama de Belo Horizonte : atlas histórico. Centro de Estudos Históricos e Culturais*, Belo Horizonte, 104 p.
- Gravatá, Hélio, 1982, « Contribuição bibliográfica sobre Belo Horizonte », dans *Revista do Arquivo Público Mineiro*, Belo Horizonte XXXIII : 09 a 175.
- Haddad, P., 1989, *Economia Regional: teorias e métodos de análise*. Banco do Nordeste do Brasil, Fortaleza.
- IGLÉSIAS, Francisco, 1985, *Três séculos de Minas*, Biblioteca Estadual Luiz de Bessa, Belo Horizonte.
- Jacob, Rodolpho, 1920, *L'État de Minas Gerais*, Belo Horizonte.
- Leloup, Yves, 1970, *Les villes du Minas Gerais*, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine, Paris.
- Le Vem, Michel M., 1977, *As classes sociais e o poder político na formação espacial de Belo Horizonte (1883/1914)*, DCP/UFMG, Belo Horizonte.
- Lima Jr., Augusto de, 1940, *A Capitania de Minas Gerais*, Lisboa.
- Monte-Mor, Roberto L. M. (dir.), 1994, *Belo Horizonte : espaços e tempos em construção*, Cedeplar-Prefeitura Municipal de Belo Horizonte.
- Moura, Ana C. M., 1994, « O papel da cartografia nas análises urbanas ; tendências no urbanismo pós-moderno », dans *Cadernos de Arquitetura e Urbanismo*, n° 2, p. 41-73.
- Osório, Paulo, 1981, *La création de Belo Horizonte – jeu et enjeu politiques*, Université des Sciences Sociales, Grenoble.
- Reis, Aarão, 1893, *Comissão d'Estudo das localidades Indicadas para a Nova Capital – Relatório apresentado a S. Ex. Dr. Affonso Penna (Presidente do Estado) pelo Engenheiro Civil Aarão Reis – janeiro a maio de 1893*, Imprensa Nacional, Rio de Janeiro.
- Santos, Milton, *A urbanização brasileira*, Editora Hucitec, São Paulo.
- Secretaria de Agricultura de Belo Horizonte, 1927, *Atlas Chorographico Municipal*, 2 vol., Belo Horizonte.
- Senna, Nelson de, 1926, *A Terra mineira*, Belo Horizonte.
- Théry, Hervé  
1995, *Le Brésil*, Masson, 3<sup>e</sup> édition, Paris.  
1986, *Brésil, un atlas chorématique*, Fayard/Reclus.  
« Modélisation graphique et analyse régionale. Une méthode et un exemple », dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 32, n° 86, p. 135-150.
- Teulières, Roger, 1961, *Belo Horizonte – Étude de géographie urbaine*, Imp. Huong-van, Saigon.
- Torres, João C. O., 1962, *História de Minas Gerais*, Difusão Panamericana do Livro, Belo Horizonte.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cette étude contrastée de trois organisations paysannes mexicaines montre comment chacune d'elles concilie les exigences démocratiques avec des impératifs d'ordre successoral. Aux règlements et à leur interprétation se joignent subtilement des pratiques informelles qui, ensemble, désignent préalablement l'identité du futur dirigeant national. Devant l'incertitude d'élections libres, il est souvent préféré la certitude de la candidature unique. Au-delà des programmes d'action et des déclarations de principe, le contrôle de la passation de pouvoir reste un élément-clé pour comprendre le fonctionnement d'une organisation rurale.

\*\*\*

*Este estudio contrastado de tres organizaciones campesinas mexicanas enseña cómo cada una de ellas concilia las exigencias democráticas con los imperativos de orden sucesorio. A los reglamentos y a su interpretación se añaden sutilmente prácticas informales que, juntas, designan de antemano la identidad del futuro dirigente nacional. Frente a la*

*incertidumbre de elecciones libres, se prefiere a menudo la certidumbre de la candidatura única. Más allá de los programas de acción y de las declaraciones de principios, el control de la toma de poder es un elemento clave para entender el funcionamiento de una organización rural.*

\*\*\*

This study contrasting three rural Mexican organizations shows how each one reconciles the demands of democracy with the requirements of accession. The rules and their interpretation are subtly accompanied by informal activities which, together, designate in advance the future national leader. Faced with the uncertainty of free elections, a single candidate is often preferred. Beyond the action programs and declarations of principles, the control of power taking is a key element in the understanding the functioning of a rural organization.

---

## LECTURES

**Françoise Dureau, Véronique Dupont, Eva Lelièvre, Jean-Pierre Lévy, Thierry Lulle, *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*. Paris, Anthropos-IRD, 656 p. (tableaux, cartes).**

**A**lors que la comparaison entre pays, régions, villes, groupes sociaux, régimes politiques..., apparaît comme une méthodologie très à l'ordre du jour, peu de travaux l'appliquent avec autant de rigueur que l'ouvrage collectif « Métropoles en mouvement ». Certes plus d'une année de réunions entre les participants les a conduits à affiner les termes des comparaisons entre dix-huit métropoles éparpillées sur la surface de la planète, dont quelques-unes en Amérique latine : Bogotá, São Paulo, Santiago du Chili, Quito, Guatemala City. Mais le pari est tenu.

Ce qui est qualifié de mouvement, c'est sans doute l'extension de la tache urbaine, mais beaucoup plus encore les nombreuses formes de mobilité qui caractérisent les comportements des habitants : changements de domiciles, migrations, rôle de chaque classe d'âge dans les transformations de l'espace urbain, et enfin ascension sociale (éventuelle) et ségrégation spatiale. Les auteurs ont tous, mais c'était sûrement une condition de participation aux différents chapitres, privilégié les instruments d'analyse mesurables. C'est ainsi qu'ils nous convainquent de faire confiance aux statistiques, diversement élaborées selon les pays toutefois, et nous peignent à partir de données empiriques sélectionnées, des situations qui oscillent entre le modèle et la singularité. Les derniers chapitres du

livre révèlent une tendance universelle et plus ou moins récente à l'accentuation de l'autonomie des villes (du pouvoir local) malgré la diversité des régimes politiques et administratifs. La tendance fonctionnelle des villes, va dans l'ensemble, dans le sens de la tertiarisation. C'est l'un des résultats qui appartient aux conclusions générales que l'on peut associer d'ailleurs à l'analyse du souci municipal en général très récent, en faveur de la rénovation du bâti ancien.

De la lecture de ce livre, excellente source d'informations et de pertinence intellectuelle, on retiendra des remarques qui renvoient au général, mais aussi l'importance envahissante de traits socioculturels dans certaines villes qu'on ne retrouve pas du tout dans d'autres : résider près de son lieu de travail semble un facteur très important de localisation pour les immigrés récents de nombreuses villes des pays en développement ; ce qui ne veut pas dire, loin de là, qu'ils y parviennent. En revanche, à Paris par exemple, décrit par Martine Berger, les Franciliens font visiblement le sacrifice de la distance. Manque alors peut-être, une étude un peu plus approfondie des transports urbains. En effet, l'ouvrage se limite à instrumentaliser ce thème. Il ne le cite que rarement comme un facteur central.

Le désir d'accès à la propriété est partout présent bien que sa réalisation ait lieu selon des procédés extrêmement divers. Cependant les liens culturels-familiaux et les liens du mariage pèsent d'un poids particulièrement fort dans certaines villes, rendant très complexes pour le ménage les possibilités d'accès à la

propriété : cela est particulièrement visible au Caire et à Delhi, alors que les auteurs qui décrivent les autres villes mettent plutôt l'accent sur les différences de classes et de revenus, de statut des « ménages » en somme. Et enfin, la ségrégation spatiale est uniformément présente et intégrée aujourd'hui dans les pratiques de toutes les villes. Elle est certainement même en cours de renforcement, même si elle est dans certains cas le résultat de la migration du modèle européen : à Kampala par exemple où les comportements des « ménages » s'individualisent ou à Johannesburg où la ségrégation socio-spatiale remplace l'apartheid.

Tous les auteurs qui nous présentent les villes d'Amérique latine mettent pour leur part l'accent sur l'extrême ségrégation spatiale, « organisée » à Santiago, depuis qu'étaient appliquées les politiques de la dictature, sécuritaire à São Paulo, et sur un extraordinaire enchevêtrement de stratégies dû à des facteurs très divers, partiellement liés à la conjoncture, à Bogotá... Mais ils nous apprennent aussi que nombre de catégories valables pour les villes d'Europe, le sont aussi le plus souvent pour celles d'Amérique latine.

Hélène Rivière d'Arc

La version espagnole de cet ouvrage vient d'être publiée en Colombie : *Metrópolis en movimiento. Una comparación internacional*. coordinado por Françoise Dureau, Véronique Dupont, Eva Lelièvre, Jean-Pierre Lévy, Thierry Lulle. Alfaomega Editores (Colección Economía de América Latina), 497 p. Impreso y hecho en Colombia, marzo 2002, ISBN : 958-682-361-X.

\* \*  
\*

Danièle Dehouve, *Rudingero el Borracho y otros exempla medievales en el México virreinal*. México, Centro de Investigaciones y Estudios superiores en Antropología, Universidad Iberoamericana, Miguel-Angel Porrúa, libro-editor, 2000, 202 pp.

La littérature édifiante du XVI<sup>e</sup> siècle en Nouvelle-Espagne a fait l'objet, durant cette décennie, d'un regain d'intérêt de la part des mexicanistes, puisque certaines œuvres, attendues depuis longtemps, ont enfin été publiées en édition bilingue (nahuatl-espagnol), telles la *Psalmódia christiana et les Adiciones*, Apéndice a la *Postilla y Ejercicio cotidiano de Sahagún*, pour ne citer que celles-là. D'utiles commentaires d'ordre linguistique, doctrinal, voire ethnohistorique les accompagnent. Rares, pourtant, sont ceux qui évoquent les *exempla*, ces récits accompagnés d'une « image mentale » et d'une morale, dont se servaient les missionnaires pour illustrer leurs sermons.

C'est précisément à ce genre narratif particulier, remontant à la rhétorique antique et à l'apologétique chrétienne médiévale, que Danièle Dehouve consacre le livre présenté ici. Il réunit, en effet, cinq *exempla*, donnés dans leurs différentes versions : la plus ancienne, en latin, extraite de recueils d'*exempla* médiévaux ou plus tardifs, et celles en nahuatl, soit composées au XVIII<sup>e</sup> siècle par des Jésuites de Nouvelle-Espagne, soit d'époque contemporaine. Le troisième exemplum en offre même deux versions en espagnol, l'une du XVII<sup>e</sup> siècle, l'autre du XVIII<sup>e</sup> ; le quatrième exemplum en présente une autre du XVII<sup>e</sup> siècle.

À ces *exempla* correspondent diverses « images mentales » qui, toutes, décrivent les apparitions épouvantables de défunts condamnés

## SCIENTIFIQUE

aux tourments infernaux à cause de leurs péchés. Dans le premier *exemplum*, qui a donné son nom à l'ouvrage, Rudingerus, damné pour ivrognerie, apparaît tenant à la main un récipient de pulque rempli désormais d'une boisson ardente, que le diable le contraint à avaler.

Dans l'*exemplum* suivant, « le voyage de l'ivrogne en enfer », l'ivrogne, témoin en enfer du supplice qui l'attend s'il persévère dans son vice, ne doit son salut qu'à sa promesse de se repentir sitôt revenu sur la terre. Cet exemple du vice le plus répandu chez les Indiens, selon les Jésuites, a traversé les siècles et des sociétés aussi différentes que celles de l'Europe médiévale, de la Nouvelle-Espagne et du Mexique contemporain, comme le note Danièle Dehouve, qui en donne une version recueillie à Ocotequila, dans l'État du Guerrero.

Le troisième *exemplum*, « l'Usurier et son fils », témoigne aussi de l'influence que ces exempla, une fois adaptés, pouvaient exercer tant sur la mentalité indigène que sur la société créole. En l'occurrence, c'est le péché mortel d'avarice, manifesté par l'usure, qui est visé. Celui qui le commettait ne pouvait en être absous par son confesseur qu'en s'engageant à réparer, c'est-à-dire à rendre les intérêts perçus abusivement. Danièle Dehouve fait remarquer que le prêt à intérêt usuraire s'était tellement développé dans la Nouvelle-Espagne du XVII<sup>e</sup> siècle qu'il en vint à fournir un modèle idéologique de l'au-delà, les péchés étant conçus comme des dettes à rembourser. Dans un tel contexte, les récits du XVII<sup>e</sup> siècle ne pouvaient plus invoquer l'usure comme unique motif de damnation. Il fallait que l'avarice se doublât d'un manque de charité envers les pauvres.

Dans le quatrième *exemplum*, « le disciple de Silla », les textes en espagnol et en nahuatl des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles

respectivement s'écartent du modèle médiéval, en faisant reposer le supplice du disciple de Silla (porter éternellement une cape brûlante) et sa damnation sur le fait que sa confession *ad articulum mortis* avait été dénuée de douleur et de repentir. Rappelons, en effet, que l'une des conditions préalables à l'administration du Sacrement de Pénitence était d'éprouver de la contrition et un vrai désir de se repentir, comme le soulignaient déjà divers ouvrages apologétiques du XVI<sup>e</sup> siècle. En souhaitant que les pénitents « abandonnent et prennent en abomination leurs péchés », les Jésuites du XVIII<sup>e</sup> siècle ne faisaient que reprendre un des points de la *Doctrina cristiana...* (1544 et 1548) du dominicain Fray Pedro de Cordoba.

C'est l'adultère, enfin, qu'entend fustiger le cinquième *exemplum*, « la Chasse infernale du Seigneur de Nevers ». Selon Danièle Dehouve, l'*exemplum*, dans sa version en nahuatl, aurait « perdu beaucoup de sa spécificité et de son symbolisme, pour correspondre à un modèle standardisé de récit », visant à inspirer terreur et angoisse à partir de visions de condamnation et de supplices par le feu. Délaissant les tournures du discours traditionnel et inventant des modismes nouveaux, les prédicateurs auraient ainsi façonné peu à peu un nahuatl « colonial », auquel Danièle Dehouve a consacré une partie importante de son commentaire. Les Jésuites avaient déjà à leur disposition un matériel linguistique important rassemblé et élaboré par les Franciscains du XVI<sup>e</sup> siècle (Confessionnaires, Catéchismes, Sermonaires) ; ils l'adaptèrent, en recourant à deux procédés stylistiques indigènes particulièrement fréquents : le parallélisme ou redondance, le diphrasisme ou redoublement sémantique (utilisation de paires de mots synonymiques ou métonymiques dans un sens différent).

Soucieux de renforcer l'impact des *exempla*, les Jésuites vont donc, selon l'auteur, développer un certain vocabulaire de la peur et même de la terreur, de la tristesse aussi, en forgeant des mots composés, des expressions nouvelles, ou encore en multipliant les formes grammaticales à partir d'une même racine. En soi, ce souci d'inspirer chez les Indiens « crainte et tremblement » au moyen de visions épouvantables de morts subites, de châtements divins et de tourments infernaux, ne serait pas une novation chez les Jésuites formés par les Exercices Spirituels de leur fondateur, en particulier le cinquième. Pour autant, toutefois, doit-on leur attribuer la paternité quasi totale de toutes les expressions de cette nature relevées dans les *exempla*, comme le laisseraient à penser certaines pages de Rudingero *el borracho* ? Encore que l'auteur en cherche souvent les racines chez les grands lexicographes des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles : Molina, Olmos, Carochi...

Il demeure, cependant, qu'une vingtaine d'expressions exprimant la peur, d'autres la tristesse figurent dans le Codex de Florence, dont l'objet principal n'était pas, comme chacun sait, d'exposer le dogme chrétien (cf. Eisinger, Marc : *Index Lexical du Codex de Florence*, Editions SUP-Infor). D'autre part, les missionnaires ont-ils utilisé

certaines diphrasmes dans une autre acception que celle admise en nahuatl « classique » ? Ainsi, *in tetl in quauitl* (la pierre-le bois) aurait été pris non pas dans le sens de « punition, châtement », mais dans celui de *desgracia* (malheur, infortune). Et il est vrai que dans son *Vocabulario*, Molina traduit *tetl quauitl* par *enfermedad, castigo* ; il donne, en revanche, à l'expression *tetl quauitl nictetocitia* le sens de *corregir o castigar a otro*. D'ailleurs, dans la partie divinatoire de *Codices* comme le *Codex Borbonicus*, le *Tonalamatl Aubin*, etc., le binôme, lorsqu'il se présente, a le plus souvent cette signification. Dans cet exemple, comme dans d'autres, les Jésuites nous paraissent surtout avoir privilégié un sens préexistant, plutôt qu'innové, ce qui, au terme, n'enlève rien à leurs capacités linguistiques ni à leurs pouvoirs de conviction, soulignés avec succès par l'auteur.

L'austérité du sujet, l'aridité relative de la matière n'ont pas rebuté Danièle Dehouve et ce n'est pas un des moindres mérites de son travail. Qu'il s'agisse des *exempla* ici présentés ou des commentaires qui les accompagnent, Rudingero *el borracho* devrait retenir l'intérêt des *nahuatlato*s tout autant que des spécialistes de l'histoire de l'Évangélisation ou des mentalités.

Jacqueline de Durand-Forest